



Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14253 - 5 F.

VENDREDI 23 NOVEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

L'Europe nouvelle face aux défis

DES lustres de l'Elysée aux galeries de Versailles, la guerre froide a donc eu droit cette semaine à de fastueuses obsèques. L'Europe se retrouve, largement réconciliée, en entrant un demi-siècle où couleront en abondance le sang et les larmes. L'Allemagne est réunifiée, ses voisins ont brisé les chaînes du communisme, et de l'Atlantique à l'Oural on s'apprête à détruire, par milliers, des engins de mort longtemps accumulés. Cet avènement des « temps nouveaux » sur le Vieux Continent avait de quoi réjouir les trente-quatre dirigeants réunis au sommet de la CSCE.

Et pourtant l'atmosphère était plus à la gravité qu'à l'euphorie. Car l'Europe de demain ne sera, pour reprendre les mots de M. Mitterrand, ni « un lit de roses » ni « un paradis retrouvé ». « Il est quelquefois bon d'être pessimiste », observait mercredi le chef de l'Etat. Sans doute, puisqu'en l'espèce tout optimisme excessif ne serait, comme l'idéologie naguère, qu'un « sommeil de la raison ». Avant même la réunion de Paris, le président-philosophe tchécoslovaque Václav Havel, connu pour sa lucidité, avait donné le ton en s'interrogeant, avec quelque inquiétude, sur « les poisons de la démagogie, de l'égoïsme, de l'intolérance politique et raciale ».

CAR nombreux sont les défis lancés à l'Europe nouvelle. Il est, certes, de bon présage que la « Charte de Paris », solennellement signée mercredi, prévoit par le menu les procédures et les mécanismes à même de garantir une sécurité permanente. Mais la paix est une fleur fragile, sans cesse en péril. L'immense incertitude qui guette l'empire soviétique en voie de démantèlement et le réveil des vieux nationalismes pourraient créer de dangereux « trous de sécurité » dans cette « maison commune » à l'architecture encore si incertaine. La mise en place à Vienne d'un centre de prévention des conflits montre que les dirigeants européens sont conscients d'un tel risque.

MAIS la plus grande menace est ailleurs. Elle tient à l'aggravation du « découplage » - économique et technologique - entre riches et pauvres entre Etats du régime d'Europe moderne et arriérés. Le danger est grand, comme l'a souligné mercredi M. Mitterrand, de voir naître une « Europe à deux vitesses », de voir s'élargir la gouffre entre celle des nantis et celle des faibles-pour-compte. Avant lui, le premier ministre hongrois avait dit redouter l'apparition, au cœur du continent, d'un nouveau « mur de l'argent ».

L'irrésistible attrait que l'Europe occidentale exerce sur ses cousins de l'Est et du Centre provoque d'ores et déjà de nouveaux flux de migrations qui, si les frontières de l'URSS, demain, s'ouvrent toutes grandes, deviendront difficilement contrôlables et déstabiliseront un peu plus des économies déjà fragiles. Les organismes de la CSCE ne suffisent pas pour « structurer les espérances » de l'après-guerre froide. Il y faudra une volonté politique de tous les instants.

La Charte de Paris
Les principaux passages du texte signé le 21 novembre par les trente-quatre chefs d'Etat ou de gouvernement de la CSCE.

Page 4

M 0147 - 11230 - 5.00 F



Le dénouement de la crise au sein du Parti conservateur britannique

Mme Thatcher a annoncé sa démission

LONDRES

de notre correspondant

Mme Margaret Thatcher, a annoncé jeudi 22 novembre en fin de matinée qu'elle démissionnait de ses fonctions de premier ministre. Elle ne se présentera donc pas au second tour de l'élection du président du Parti conservateur, mardi 27 novembre. Trois personnalités ont annoncé officiellement leur candidature à la succession : MM. Michael Heseltine, ancien ministre de la défense, Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, et John Major, chancelier de l'Echiquier. A la Bourse de Londres, la livre a vivement progressé et se redressait à 9,85 francs contre 9,7930 francs mercredi à la cotation officielle de Paris.

La chute de Mme Thatcher n'a rien de flamboyant. Elle porte toutes les marques de la politique politicienne, loin du grand dessein de la « révolution conservatrice » déclenchée en 1979, par celle qu'on a rapidement appelée la « Dame de fer ». Les conditions de son départ sont plutôt mesquines : rumeurs de complot à l'intérieur même du cabinet, trahisons répétées de députés de base devant les caméras, attente du coup de grâce censé devoir lui être porté par les « hommes en costume sombre » de l'appareil conservateur, au nom des intérêts électoraux supérieurs du parti...

De son enfance dans l'épicerie de Grantham (Lincolnshire), dans une Angleterre pétrée de

valeurs victorienne, auprès d'un père qu'elle adorait et admirait, Mme Thatcher avait gardé le goût des bilans en équilibre, un penchant pour la parcimonie, un refus viscéral de l'extravagance. Elle disait volontiers en avoir plus appris derrière le comptoir de l'épicerie paternelle, que dans tous les manuels d'économie.

Elle méprisait les fastes déployés par certains Etats étrangers tels que la France. L'argent du contribuable était pour elle un bien précieux. Elle mettait souvent en avant, comme un des plus grands acquis de ses années au pouvoir, le remboursement de la dette publique. Le plus grave reproche qu'elle faisait aux travaillistes était leur prodigalité...

Sa grande force est de n'avoir jamais changé. Elle partait de l'idée simple qu'on ne doit jamais dépenser plus qu'on ne

gagne. Lorsqu'elle arrache, un peu par surprise en 1975, la direction du parti conservateur à M. Edward Heath, qui ne le lui a d'ailleurs jamais pardonné ce coup de force mené tambour battant, elle annonce clairement la couleur. Elle souhaite une véritable rupture avec le conservatisme paternaliste, après de justice sociale, soucieux de maintenir le dialogue avec tous les corporatismes. Elle arrive au bon moment.

M. Harold Wilson, découragé par une campagne de rumeurs sur les « taupes » soviétiques dans son entourage, miné par une santé chancelante, cède la place à M. Callaghan. Les syndicats qui détiennent le pouvoir de nommer le leader du parti travailliste sont au faite de leur influence et en abusent.

DOMINIQUE DHOMBRES
Lire la suite page 2

Fermeté de la coalition anti-irakienne

Selon M. Mitterrand, une résolution du Conseil de sécurité autorisant le recours éventuel à la force serait adoptée dans les prochaines semaines

Lors de la conférence de presse qu'il a réunie le mercredi 21 novembre dans l'après-midi, après avoir prononcé la clôture des travaux de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), M. Mitterrand a annoncé que la France soutiendrait l'adoption - dans les « trois semaines » - par le Conseil de

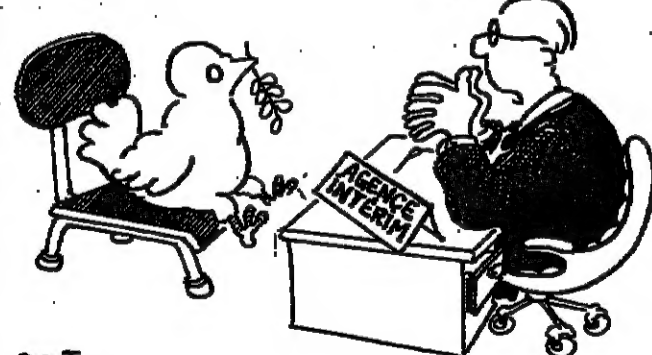
sécurité de l'ONU d'une résolution autorisant un recours éventuel à la force contre l'Irak. Le président américain George Bush est arrivé mercredi soir en Arabie saoudite, fort de l'accord qu'il a recueilli sur ce point à Paris auprès de la France, de la Grande-Bretagne et de l'URSS - notamment.

Lire

- L'histoire-victime de l'actualité, par Claire TRÉAN
- La tournée proche-orientale de M. George Bush, par Jan KRAUZE
- L'armée américaine dans l'intention du président, par Françoise CHIPAUX
- Un entretien avec le patriarche catholique d'Irak, par Patrice CLAUDE
- Souvenirs d'otages : III. - Les « catholiques » de l'ambassade, par Corine LESNES

pages 6 à 8

EN EUROPE, NOUS N'AVONS PLUS BESOIN DE VOUS POUR LE MOMENT... VOUS AIMEZ LES PAYS CHAUDS ?



La déchirure franco-marocaine

Rabat a du mal à se faire à l'idée que, pour Paris le temps de l'indulgence est peut-être révolu

RABAT

de notre envoyé spécial

Pas racinaire, Sa Majesté? Gallimard, l'éditeur du pamphlet de Gilles Perrault, *Notre ami, le roi*, tient stand ouvert, cette semaine, à Casablanca, au 3^e Salon international de l'édition et du livre (SIEL). Pas en son nom propre, il est vrai, mais sous le sigle de la SODIS, sa société de distribution. Manière de sauver les apparences alors que la brouille franco-marocaine, née de la publication de ce brûlot, bien peu flatteur pour le monarque chrétien, n'est pas encore à ranger au magasin des mauvais souvenirs.

Les clarifications apportées par M. Roland Dumas, dépêché à Rabat le 9 novembre, soulignent-ou, pour le moins, dans les milieux autorisés, ont « apaisé Sa Majesté, assurée de l'amitié et de la loyauté » de M. François Mitterrand. Ces mêmes milieux n'en admettent pas moins que « la blessure restera à vif quelque temps dans la mesure où l'on va entrer dans la phase judiciaire de cette affaire en vue d'obtenir de certains médias français réparation du préjudice moral » pour avoir servi de relais aux propos jugés diffamatoires à l'égard de Hassan II.

Dans la confidence, des familiers du roi tiennent un discours moins

en rond. « Mettez-vous bien dans la tête : la France n'est que la France : elle n'est pas l'Allemagne, le Japon, les Etats-Unis ou l'Union soviétique. Alors, un peu de modestie. » Hassan II ne supporte plus qu'on veuille lui faire la morale politique. La salubre leçon de démocratie de La Baule, lors du dernier sommet franco-africain, lui est, à l'évidence, restée en travers de la gorge.

« A force de jouer à ce petit jeu-là, vous allez y perdre des plumes. Or la France a besoin d'amis », assurent ces familiers. Plaidoyer *pro domo* : le Maroc, dont ils soulignent les diverses facettes - arabe, islamique, africaine et francophone - est, à les

en croire, « le partenaire le plus ancien, le plus sécable et le plus fiable qui soit ».

Jusqu'alors couvés par l'Occident, et singulièrement par la France, sous tous les régimes, le roi et sa cour réalisent - la brouille franco-marocaine a servi de révélateur - que l'indulgence coupable dont ils bénéficiaient n'est, aujourd'hui, plus de mise, que leurs interlocuteurs traditionnels n'hésitent plus à leur demander des comptes sur la manière dont ils se comportent au pouvoir même si, pour se faire comprendre, ils emploient des moyens un peu « tordus ».

JACQUES DE BARRIN
Lire la suite page 3

LIVRES • IDÉES

An nom du « peuple corse »

Les contributions de Gabriel-Xavier Cailh, Roger Caratini et Maurice Aymard au débat sur la notion controversée du « peuple corse ».

Enquête : De la « corruption affective »

Le « miracle » du Goncourt de Jean Ronand ne doit pas faire oublier que les éditeurs, toute l'année, « font fumer l'encens » sous le nez des jurys des prix littéraires.

Le feuilleton de Michel Brandaun : Un cœur pur. La chronique de Nicole Zand : Allemagne, année zéro.

pages 21 à 32 - section C

A L'ETRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Amérique latine, 6 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 12 KRO ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p ; Hongrie, 180 HUF ; Israël, 2,000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRW ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2,5 \$ USA (other), 2,50 \$.

ÉTRANGER

GRANDE-BRETAGNE : le dénouement de la crise au sein du Parti conservateur

Les onze années Thatcher

Leader du Parti conservateur depuis 1975, Margaret Thatcher était premier ministre de Grande-Bretagne depuis plus de onze ans. Voici les grandes étapes de l'ère Thatcher :

1979

4 mai : entrée en fonctions de Margaret Thatcher après la victoire du parti conservateur aux élections.

La vente de British Petroleum marque le début d'un vaste programme de privatisations (British Aerospace, British Gas, British Telecom, Jaguar, British Airways, distribution de l'eau, etc.).

1980

3 avril : fin de la grève de la sidérurgie nationale après trois mois de conflit.

1981

11-13 avril : Violents affrontements entre des manifestants et des policiers à Brixton, un quartier « ethnique » au sud de Londres. Ces affrontements et remettent à l'ordre du jour le problème de l'intégration des ressortissants venus de l'ex-empire britannique.

1^{er} mars : début de la grève de la faim des prisonniers républicains irlandais de la prison de Maze (Belfast) pour demander le statut de prisonniers politiques. Le 3 mai Bobby Sands est le premier à mourir. Neuf autres détenus suivront. Londres ne cède pas.

13-14 juillet : de violentes émeutes sont provoquées par de jeunes antillais et des asiatiques, pour la plupart au chômage, dans les principales villes d'Angleterre.

La démission du premier ministre

Suite de la première page

« Maggie » est décidée à briser ce pouvoir et elle y parviendra, ce qui est peut-être l'acte le plus important de son règne. Après l'échec de la grande grève des mineurs en 1984-1985, les syndicats ne seront plus en mesure de s'opposer à sa transformation de la société.

L'autre grand combat est celui de l'Europe. Dès son arrivée au pouvoir en mai 1979, M^{me} Thatcher affirme que la Grande-Bretagne est pénalisée, ses prédecesseurs ayant mal négocié les conditions d'adhésion à la communauté. Lors de son premier sommet européen, elle tape du poing sur la table, réclamant « want my money back » (« Je veux qu'on me rende mon argent »). Elle y parviendra pour l'essentiel, obtenant un important rabais pour la contribution britannique.

Mme Thatcher avait proclamé en 1981 qu'elle ne tournerait jamais casaque. Elle a tenu parole aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Son obsession était la tenue de la livre. Elle a donc pratiqué une politique radicalement déflationniste. Elle n'a pas hésité à laisser déprimer des pans entiers de l'industrie, jugés non compétitifs, au nom du « moins d'Etat ». Le chômage a atteint des sommets vertigineux pendant son premier mandat et elle a ensuite rompu le consensus, en matière fiscale, en réduisant radicalement l'impôt frappant les revenus les plus élevés.

La même détermination a joué lorsque les Argentins ont envahi les îles Falklands en avril 1982. Un autre premier ministre aurait-il décidé de relever le défi et d'envoyer la flotte ? Mais ce pari risqué et coûteux largement à lui assurer une seconde victoire électorale en juin 1983.

Le deuxième mandat de M^{me} Thatcher a été celui des privatisations. British Telecom, British Gas, British Airways... Il a été aussi marqué par l'attentat manqué de l'IRA contre elle, en octobre 1984, dans le Grand Hôtel de Brighton. Cela n'a pas empêché M^{me} Thatcher de mener une politique irlandaise plutôt innovatrice, en signant un an plus tard l'accord anglo-irlandais qui donne, en échange d'une meilleure coopération entre Londres et Dublin en matière de lutte contre le terrorisme, un certain droit de regard à la République sur ce qui se passe dans le nord.

C'est aussi au cours de ce deuxième mandat que se noue le duel entre la « Dame de fer » et M. Michael Heseltine. Ce dernier, alors ministre de la défense, est favorable à la reprise de l'entreprise d'hélicoptères Westland, en difficulté, par un consortium européen. M^{me} Thatcher préfère laisser Westland choisir son repreneur, l'américain Sikorsky. Elle le fait de façon abrupte. Dans un mouvement de colère, M. Heseltine démissionne en plein conseil des ministres, en janvier 1986 et fait figure depuis de pré-tenant.

DOMINIQUE DHOMBRES

1982

Avril : l'Argentine débarque dans l'archipel des Malouines dont elle revendique la souveraineté. C'est le début d'un conflit avec Londres qui trouvera son épilogue en juin avec la prise de Port Stanley par les forces britanniques.

5 avril : la guerre aura en pour première conséquence la démission de lord Carrington, secrétaire au Foreign Office, qui avait manifesté son désaccord avec la position dure de M^{me} Thatcher dans ce conflit. Il est remplacé par Sir Francis Pym.

1983

Triomphe des conservateurs aux élections législatives. Ils obtiennent leur plus forte représentation depuis 1945 : 397 sièges sur 650.

Octobre : M. Neil Kinnock est élu à la tête du parti travailliste.

1984

12 mars : début de la grève des mineurs sous l'impulsion du président du syndicat des mineurs, M. Arthur Scargill. Ce conflit donnera lieu à de multiples affrontements.

12 octobre : Margaret Thatcher et son Cabinet échappent à un attentat de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) lors de la conférence du Parti conservateur à Brighton. L'attentat fait quatre morts et trente blessés.

1985

5 mars : En grève depuis un an, les mineurs vaincus abandonnent leur mouvement sans avoir obtenu de satisfaction.

Novembre : Accord anglo-irlandais. Dublin obtient un droit de regard sur la minorité catholique d'Irlande du Nord.

1986

Janvier : Scandale Westland. Des fuites sur le rachat de la firme britannique d'hélicoptères par un groupe américain-italien (Sikorsky-Fiat) ébranlent le gouvernement.

Le ministre de la Défense, M. Michael Heseltine et le ministre du Commerce, Sir Leon Brittan, démissionnent. M. Heseltine déclare, lors d'une réunion du cabinet, qu'il « n'a supporté plus qu'il ne pouvait ».

9 février : M. Heseltine, qui se prononce pour un « capitalisme à visage humain », se pose en alternative au thatcherisme dans un discours devant les jeunes conservateurs.

Juillet : le chômage atteint son taux record avec 3 279 000 demandeurs d'emploi.

1987

28 mars-1^{er} avril : M^{me} Thatcher est reçue en Union soviétique avec des égards exceptionnels. Elle exprime toutefois son refus d'une dénormalisation de l'Europe.

11 juin : Début du troisième mandat de M^{me} Thatcher après la victoire des conservateurs aux élections générales. Ceux-ci remportent 367 sièges.

18 juin : La Grande Bretagne et l'Iran réduisent au strict minimum leurs représentations diplomatiques après trois semaines de crise qui s'achèveront par la fermeture du bureau iranien de Londres devenu une plaque tournante des achats d'armes de Téhéran.

29-30 juin : au conseil européen de Bruxelles, seule la Grande Bretagne refuse les propositions faites par la commission pour le futur financement de la communauté : elles prévoient un relèvement substantiel des contributions des pays membres.

1988

6 mars : à Gibraltar, trois membres de l'IRA qui préparaient un attentat sont tués par les forces spéciales britanniques. Cet incident est qualifié par les milieux catholiques d'Irlande du nord d'« exécution sans sommation ». Dix jours plus tard, 10 000 catholiques suivent les obsèques. Au cimetière, un extrémiste protestant tire sur la foule, faisant trois morts et plus de soixante blessés. Trois jours plus tard, deux soldats britanniques en civil sont lynchés par la foule aux obsèques d'un militant de l'IRA.

11 avril : une profonde réforme du système de protection sociale réduisant le rôle de « l'Etat providence » institué en 1942, entre en vigueur malgré le tollé des travailleurs.

21 décembre : un boeing 747 de la Panam explose en vol et tombe sur Lockerbie, en Ecosse. 259 personnes à bord et 11 habitants de la ville sont tués. L'enquête démontre qu'il s'agit d'un attentat dont on soupçonne plus tard le groupe extrémiste palestinien d'Ahmed Gibril.

1989

Février : l'Imam Khomeiny condamne à mort l'écrivain indo-britannique Salman Rushdie pour avoir blasphémé l'islam dans son livre *Les Versets sataniques* publié en septembre 1988.

24 juillet : Sir Geoffrey Howe démissionne de son poste de secrétaire au Foreign Office.

26 octobre : Démission du Chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, en désaccord avec M^{me} Thatcher sur l'entrée de la livre dans le Système Monétaire Européen.

1990

Mars : Violentes manifestations à Londres contre l'introduction du nouvel impôt local (« poll tax »). Il entrera en vigueur en avril.

14 juillet : démission de M. Nicholas Ridley, ministre du commerce et de l'industrie. Il a été contraint au départ après avoir tenu des propos anti-allemands et anti-européens.

Juin-octobre : Entrée de la livre dans le SME.

Septembre : le taux d'inflation frôle les 11 %.

1^{er} novembre : Démission du vice-premier ministre, Sir Geoffrey Howe, en désaccord sur l'Europe avec M^{me} Thatcher.

14 novembre : Michael Heseltine annonce qu'il se présentera contre M^{me} Thatcher à la tête du parti travailliste.

20 novembre : lors du premier tour de l'élection pour le leadership du parti conservateur, M^{me} Thatcher obtient la majorité absolue, devant M. Heseltine, mais sans obtenir les 38 voix de différence requises.

A TRAVERS LE MONDE

YUGOSLAVIE

Défaite

des communistes

en Bosnie-Herzégovine

Les communistes n'ont pas remporté un seul siège au premier tour des élections en Bosnie-Herzégovine qui se sont déroulées, dimanche 18 novembre. Les partis représentant les principaux groupes ethniques, les Serbes et les Croates, ainsi que les musulmans, se sont déjà adjugé 57 des 110 sièges de la Chambre des communes de Bosnie, a déclaré le président de la commission électorale, M. Mirko Boskovic. Le second tour aura lieu le 2 décembre et seuls quelques candidats communistes seront encore en lice. Par ailleurs, après le dépouillement de 85 % des suffrages, les partis nationalistes arrivent également en tête dans les sept districts qui votaient pour l'élection de la Chambre des citoyens (130 sièges), dotée de pouvoirs pratiquement identiques à ceux de la Chambre des communes. Le Parti de l'action démocratique musul-

mane (DPA) est en tête dans quatre districts, le Parti démocratique serbe (PDS) dans deux autres, et l'Union démocratique croate (HDZ) dans le septième. — (Reuters.)

DANEMARK

Elections

législatives

anticipées

Le premier ministre conservateur danois, M. Poul Schlüter, a annoncé, jeudi 22 novembre au Parlement de Copenhague, la tenue d'élections législatives anticipées. Celles-ci auront lieu le 12 décembre. La crise politique résulte de l'échec des négociations entre le gouvernement de coalition minoritaire de centre droit et l'opposition social-démocrate sur les allègements fiscaux prévus dans le budget 1991.

M. Schlüter dirige une coalition tripartite (conservateurs, libéraux, radicaux). Dès son arrivée au pouvoir en 1982, il s'était engagé à réduire les impôts sur le revenu, qui sont ici les plus élevés de la CEE.

POLOGNE : la campagne pour l'élection présidentielle

La grande amertume des paysans

MLAWA

de notre envoyée spéciale

Ici, lorsqu'on accompagne quelqu'un vers sa dernière demeure, on suit le corbillard serré les uns contre les autres, sous des parapluies, dans une charrette tirée par des chevaux, et les corbeaux volent si bas qu'ils ont l'air de faire partie du cortège. Insensibles, dans un nuage d'eau sale, d'énormes poids lourds doublent la procession sur la route nationale qui relie Gdansk et son port à Varsovie. Après avoir résisté à l'épreuve du communisme et de la collectivisation, la campagne polonaise a bien du mal à s'adapter aux nouvelles données économiques du pays, et le monde paysan a vécu la première année du gouvernement Mazowiecki comme une succession de crises.

Les villages qui entourent la petite ville de Mlawka, en particulier, se sont illustrés par la combativité de leurs agriculteurs. Excédés par une politique économique provoquant l'effondrement de la demande alimentaire et des prix agricoles, ils sont passés à l'action un beau jour de juillet, et ont bloqué la route nationale avec leurs tracteurs.

« Nous tuons toutes nos bêtes »

Lech Walesa, qui passait par là en voiture pour aller prendre l'avion pour Genève, fut bloqué comme tout le monde et dut promettre de s'arrêter au retour pour qu'on le laissât passer.

« Et effectivement il est revenu à la date promise » se souvient, admiratif, Léon Jachowski, membre de Solidarité rurale, qui se trouvait sur le barrage à hauteur du village de Wisniewo. C'est le seul qui s'est posé la question : mais que veulent ces paysans ? Et il est venu voir. Le premier ministre, lui, dut se résoudre à faire dégrader la route par l'armée, tout comme il décida à la même époque de faire évacuer par les forces de l'ordre le ministère de l'agriculture occupé par les paysans et leurs députés en colère. C'était la première fois que M. Mazowiecki usait de la force contre son propre camp.

Du coup, le candidat Tadeusz Mazowiecki n'est pas tellement en odeur de sainteté par ici. A peine plus que son ministre chargé de la réforme économique, M. Leszek Balcerowicz, qui, lui, est carrément l'homme à abattre. « La plan Balcerowicz ? Il ne tue pas seulement l'agriculture, il tue l'économie », s'indigne Léon Jachowski, qui aurait volontiers voté dimanche 25 novembre pour le candidat du parti paysan (PSL), M. Roman Bartoszcze, « s'il avait une personnalité plus forte ». Maintenant, il a décidé : « Il faut sauver Walesa, il faut tout faire pour qu'il passe dimanche, et surtout pour que Mazowiecki perde et s'en aille ». Pourtant, le président de Solidarité est loin d'être l'idole des paysans polonais, qui voient en lui le représentant du monde ouvrier. Mais l'année a été trop dure pour les agriculteurs.

« On soutient Walesa, mais on est inquiets »

« La situation de l'agriculture polonaise est tout simplement tragique, nous n'avons aucune perspective », s'écrit M. Jachowski, qui, à soixante-huit ans, bien qu'officiellement retraité, continue à travailler sur la ferme familiale, qu'il a cédée à son fils pour pouvoir toucher une retraite mensuelle de 400 000 zlotys (200 francs). Avec 25 hectares de céréales et de betteraves à sucre, M. Jachowski a la plus grande exploitation de Wisniewo — les autres ont en moyenne 8 hectares ; il a aussi une douzaine de vaches laitières, un poulailler et quelques porcs. « Mais maintenant, dit, la mort dans l'âme, accablé à la table cirée de la table de cuisine rudimentaire, ce vieil homme digne et droit à l'œil bleu perçant, c'est le marasme. On fait tout pour étouffer les petites exploitations et avec elles ce sont les paysans qui meurent. »

M. Balcerowicz en fait à peine mystère : le passage de la Pologne à une économie de marché saine implique la restructuration de l'agriculture polonaise, dont 80 % sont entre les mains de petites fermes familiales. La plupart, à terme, sont condamnées. Un verdict dur à accepter pour ces millions de paysans — pas loin de 40 % de la population — qui s'étaient battus pour

faire tomber le régime communiste. Aujourd'hui, frappés par la récession générale, ils ne parviennent plus à écouler leur production, eux que l'ancien régime poussait à produire aveuglément pour « nourrir la Russie ». « On rêvait d'autre chose, d'une vie digne, et c'est la chute, poursuit M. Jachowski, les mains abîmées par des décennies de labeur. Je comprends la crise, je ne dis pas que c'était mieux sous les communistes, mais on espérait qu'avec la liberté tout allait se développer, s'épanouir... Ici, nous avons des terres très fertiles, nous pourrions produire beaucoup, mais que faire de nos pommes de terre ? Il n'y a déjà plus de bétail, nous tuons toutes nos bêtes. »

Plus jeune, père de trois enfants, Jozef Dzinbinski, chef de Solidarité rurale pour la commune, fait à peu près le même constat, mais veut croire que l'élection de M. Walesa changera tout ça. Il va sans doute au-devant de déceptions, car ce qu'il reproche, lui, au gouvernement Mazowiecki, c'est d'être trop rapide en besogne. « On est pour les privatisations, mais on trouve que cela va trop vite », dit-il. Mais, lui fait-on remarquer, M. Walesa se plaint au contraire que les changements sont trop lents et demande l'accélération ! « C'est vrai, reconnaît M. Dzinbinski, on soutient Walesa, mais au fond on est inquiets. »

L'électorat paysan se présente donc partagé et amer à cette première élection présidentielle libre. Les positions de M. Bartoszcze, qui défend les exploitations familiales contre l'introduction du capitalisme, sont bien accueillies, mais le personnage manque d'envergure ; en outre, Solidarité rurale a appelé à voter pour M. Walesa, qui garde malgré tout son aura parmi les paysans. Quant à M. Mazowiecki, il reconnaît publiquement que l'une des principales erreurs de son gouvernement est d'avoir tardé à élaborer une politique agricole ; non pas par indifférence, souligne-t-il, mais par manque de moyens et parce qu'en matière agricole le gouvernement concentre toute son attention sur le problème brûlant des prix minimaux garantis par l'Etat. Un retard qui risque de lui coûter de nombreuses voix dimanche.

SYLVIE KAUFFMANN

PRIX RENAUDOT

JEAN COLOMBIER

Les frères Romance

roman



Calmann-Lévy

CALMANN-LÉVY

100150

AMÉRIQUES

PÉROU : les quatre premiers mois de la présidence Fujimori

Le « samouraï » a attaqué plusieurs « dragons » à la fois

Dans les caricatures, il apparaît en samouraï. Le président péruvien Fujimori, d'origine japonaise, a bravé beaucoup d'adversaires pendant les premiers mois de son gouvernement, mais obtenu aussi un certain consensus en enroutant l'hyperinflation, grâce à un choc économique sans précédent.

LIMA

de notre correspondant

Certains observateurs croyaient que mon gouvernement ne passerait pas le cap des cent jours. Pourtant, à part quelques encoches, tout s'est déroulé normalement. Le président Fujimori a la presse étrangère en faisant le bilan des premiers mois de son gouvernement.

Depuis son arrivée au pouvoir, le 28 juillet dernier, celui que les caricaturistes présentent, en raison de ses origines japonaises, et de sa combativité — en samouraï ou en luttant de karaté, et souvent montré qu'il n'avait pas sa langue dans la poche. Il a successivement traité de « médiocratie » et de « régime » la partie de l'Église qui s'oppose au contrôle des naissances ; qualifié le palais de justice de « palais d'injustice » ou « palais des juges corrompus et des châtis » ; affirmé que le Parlement était « anéanti dans des débats stériles » ; tonné contre les groupes de pression qui boycottent sa poli-

tique sociale ; et traité les fonctionnaires de « fainéants, parasites, qui rêvent le pis de l'État ».

Il s'est donc fait beaucoup d'ennemis, alors qu'il était déjà dans une position vulnérable : il n'a ni parti structuré ni majorité parlementaire. C'est son électorat, essentiellement populaire, qui a fait les frais de l'ajustement économique draconien du 8 août. En outre, en faisant une purge dans les états-majors de la marine et de la police, il a créé un malaise dans ces institutions.

Une aide sociale défilante

En fait, les principaux reproches qu'on lui fait tiennent plus au style qu'à la politique même de son gouvernement. Il lui a suffi de quelques semaines pour obtenir un certain consensus. Il s'agit d'abord de deux objectifs prioritaires : la lutte contre l'hyperinflation et la réinsertion du pays dans la communauté financière internationale. Cette dernière est en bonne voie si l'on en juge par les déclarations très favorables des responsables du FMI, de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement. L'inflation a été ramenée en septembre et en octobre à un taux voisin de 10 %, alors qu'elle avait été de 100 % en juillet et de 400 % en août.

Le coût social de cet ajustement, impliquant des majorations de prix et de tarifs de l'ordre de 1 000 à 3 000 %, devait être

amorti par un programme d'aide alimentaire destiné à secourir douze millions de Péruviens, soit près de la moitié de la population. En fait, deux millions seulement ont été secourus, essentiellement grâce à l'Église et aux organisations internationales. La distribution gratuite de lait aux enfants les plus pauvres a été suspendue, faute de ressources financières, et celle de soupe populaire est sur le point de l'être car les stocks de denrées sont épuisés.

C'est sur ce seul chapitre que le président Fujimori accepte de faire un brin d'autocritique, tout en ajoutant que, s'il n'avait pas pris des mesures draconiennes, la dégradation sociale aurait été pire. Le gouvernement veut s'attaquer désormais au problème de l'extrême pauvreté en créant une multitude de « petits boulots » productifs. Entreprise incertaine étant donné la profonde récession provoquée par le « Fujichoc ».

Le « stoïcisme » de la population

Le chef de l'État estime que le « stoïcisme de la population » a été jusqu'à présent son meilleur allié. Mais la classe moyenne, qui a vu son train de vie réduit de moitié, commence à s'agiter. Les syndicats de l'administration publique sont en grève depuis le 15 novembre pour exiger des augmentations de salaires, bravant une menace gouvernementale de licenciement. Le « stoïcisme » a été

imposé manu militari puisque la plupart des Péruviens vivent sous l'état d'urgence (notamment les habitants de la capitale). Un général d'active est en charge du ministère de l'Intérieur. Certains secteurs parlent de « militarisation » du régime. M. Fujimori affirme pourtant qu'il n'a recours qu'à « la force de dissuasion », pour « mettre fin au chaos et au désordre ».

Il fait pourtant amende honorable devant les nombreuses « bavures » dénoncées par la Commission de défense des droits de l'homme. « Nous ne voulons pas mener une répression aveugle, assure-t-il, mais nous sommes pris dans un feu croisé face à un ennemi camouflé ». Il entend lutter contre la subversion en attaquant la pauvreté avec les armes du développement (ce qui prend du temps) et en coupant à la source le financement des mouvements terroristes, c'est-à-dire en rompant le lien entre les insurgés et les trafiquants de cocaïne.

Malgré la dureté du « Fujichoc », le président a préservé sa cote de popularité : un récent sondage lui donne un indice de satisfaction de 59 %. Un chiffre qui doit beaucoup au contrôle de l'inflation, et risque d'être précédaire, car de nombreux économistes prévoient une nouvelle flambée des prix.

NICOLE BONNET

DIPLOMATIE

Après le sommet de la CSCE à Paris

L'Ukraine souhaite adhérer aux structures européennes

Les Baltes n'étaient pas seuls à attendre derrière les portes closes de la CSCE à Paris. L'Ukraine — avec ses 52 millions d'habitants — et l'Arménie ont aussi envoyé des représentants faire acte de candidature à ses travaux « non dans un esprit de confrontation mais au contrôle pour préserver la stabilité en Europe (...) conditionnée en partie par l'aboutissement pacifique du processus d'accès des peuples de l'URSS à l'indépendance », comme ils l'ont affirmé mercredi 21 novembre dans un communiqué commun.

L'Ukraine et l'Arménie ont refusé d'être représentées dans la délégation officielle soviétique, qui ne comprenait aucun représentant non plus des deux autres Républiques du Caucase. Une lettre du président du Parlement ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, demandant d'appuyer la participation indépendante de l'Ukraine aux structures européennes, a été remise conjointement aux participants de la Conférence à Paris par le président de la commission des affaires étrangères du Parlement ukrainien, le président de son mouvement national Roush, et un député ancien prisonnier politique représentant son aile radicale.

Pour la Russie — alors que la présence au sein de la délégation soviétique, comme invité de l'URSS, de son nouveau ministre des affaires étrangères, M. Andreï Kozyrev, avait été annoncée — ce dernier a finalement choisi d'accompagner M. Boris Eltsine en Ukraine, signer un traité bilatéral qui permettra « de régler tous les problèmes économiques entre

les deux Républiques, au moyen d'un comité permanent », a-t-il déclaré mercredi à Moscou lors d'une conférence de presse.

M. Kozyrev a certes précisé que « l'établissement de nos rapports avec les autres Républiques n'est pas en contradiction avec le futur traité de l'Union », mais c'était pour ajouter aussitôt que ce traité « doit s'appuyer sur des relations horizontales entre les Républiques » et que la Russie a déjà signé un document semblable avec la Moldavie et devait le faire jeudi avec le Kazakhstan. A quoi serviraient alors les ministères soviétiques fédéraux ? « A pas grand-chose » répondent en chœur les députés ukrainiens au Monde. Ils se déclarent convaincus que « seul M. Gorbatchev et son entourage sont favorables à la signature de ce traité ». « Toutes les Républiques, même celles qui ne peuvent pas encore le dire, sont contre, au moins pour le moment, et seront amenées, en raison de l'effondrement économique, à suivre la voie proposée par M. Eltsine, c'est-à-dire celle d'un partage préalable des richesses et des compétences », estime le président du Roush, M. Ivan Drach.

Quant au délégué d'Arménie, M. Ambartsoum Galstian, il craint que M. Gorbatchev « ne prépare lui-même un bain de sang en refusant de laisser se poursuivre la décomposition naturelle et en s'appuyant sur les minorités russophones des Républiques périphériques et, dans le cas de la Fédération de Russie, sur les minorités allogènes des Républiques autonomes ».

S. Sh.

AFRIQUE

KENYA

Les Etats-Unis réaffirment leurs réserves vis-à-vis du régime

Deux pays donateurs dont les Etats-Unis, réunis, à Paris, les 19 et 20 novembre, sous l'égide de la Banque mondiale, ont accordé une aide de plus d'un milliard de dollars au Kenya pour 1991 tout en réaffirmant, en termes voilés, des progrès en matière de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption.

Côté jardin, c'est le drapeau des droits de l'homme — très relativement pris en compte au Kenya — que les Etats-Unis ont choisi à nouveau de brandir, faisant de son respect la condition sine qua non pour débloquer un supplément de 15 millions de dollars — dont 8 millions en aide militaire. Selon des sénateurs américains de passage à Nairobi cette semaine (le Monde du 14 novembre), ces fonds ne seront versés que si le gouvernement du président Daniel arap Moi s'engage à juger tous les prisonniers détenus sans procès, à restaurer l'indépendance de la justice et à rétablir la liberté d'expression.

Cette prise de position fait écho aux réticences déjà exprimées par le Congrès, qui, sans aller jusqu'à condamner le régime kenyan, a décidé de réduire encore l'assistance américaine. Celle-ci, en légère diminution par rapport à l'année précédente, ne devrait pas dépasser les 31 millions de dollars pour l'année fiscale 1991 (débutant le 1^{er} octobre). Quant à l'aide militaire, elle a été complètement « gelée » depuis la répression des émeutes de juillet.

Si l'on tient compte, d'une part, de la très nette augmentation de l'aide américaine à l'ensemble des pays africains (elle passe de 500 à 800 millions de dollars) et, d'autre part, de ce que Washington versait à Nairobi il y a encore cinq ou six ans (111 millions de dollars en 1984), on mesure mieux le lent mais sensible « décalage » dont le Kenya fait aujourd'hui les frais.

En 1987, pour la première fois, la Chambre et le Sénat américains avaient lié la question de l'assistance à celle des droits de l'homme. Une audace dont aucun autre pays occidental n'a, à ce jour, su faire preuve. Tandis que le Japon (premier donateur du Kenya) garde un silence prudent, la Grande-Bretagne (ancienne puissance coloniale) vient de réaffirmer cette semaine, par la bouche de son ambassadeur à Nairobi, que le Kenya, vanté pour sa stabilité politique, resterait le premier bénéficiaire de l'aide britannique en Afrique.

Il est vrai que Washington a d'autres intérêts que Londres ou Tokyo.

Moscou a proposé à Washington et à Tokyo de discuter du désarmement en Asie et dans le Pacifique

M. Vadim Medvedev, membre du Conseil présidentiel soviétique, a proposé jeudi 22 novembre d'engager avec les Etats-Unis et le Japon des discussions sur le désarmement en Asie et dans le Pacifique. M. Medvedev, qui se trouvait en visite à Séoul, a évoqué la fin de la guerre froide en Europe proclamée à Paris lors du sommet de la CSCE, estimant que le moment était venu d'en faire autant dans la région. « Ce qui est important (...) c'est que l'URSS et les Etats-Unis engagent un processus de réunions régulières sur ce sujet ». L'URSS étudie aussi la possibilité de transformer la péninsule coréenne en zone denucléarisée. Rappelant que la tension militaire en Asie n'avait que peu diminué, le conseiller de M. Gorbatchev a souligné que l'URSS y avait déjà pris d'importantes initiatives de désarmement.

« Les missiles nucléaires de moyenne portée vont être détruits... Nos forces stationnées en Mongolie vont quitter le pays en 1992. Notre présence dans la baie de Cam-Ranh (au Vietnam) va être réduite de manière substantielle. Nos troupes en Asie vont être réduites de 200 000 hommes et la flotte dans le Pacifique de manière drastique ».

L'URSS souhaite également établir de nouvelles relations avec le Japon, basées sur la confiance et le respect mutuel, en dépit du différend entre les deux pays à propos des îles Kouriles. « Bien que nous admettions que cela ne soit pas facile, nous nous félicitons du premier pas positif vers une normalisation des relations soviéto-japonaises », a affirmé M. Medvedev, faisant allusion à la visite au Japon, prévue au printemps prochain, de M. Gorbatchev. — (AFP).

La déchirure franco-marocaine

Suite de la première page

Le syndrome roumain, voire irakien, n'est pas étranger à cette attitude. « Le plus choquant, dans toute cette histoire, dit-on en haut lieu, ce sont les silences des autorités françaises, qui n'ont pas réagi à cette campagne de dénigrement anti-marocaine conduite par des médias publics. » Et pour cause...

Du coup, dans ce climat malsain de suspicion, les ressentiments cachés font surface et viennent nourrir la querelle entre les deux pays. Ainsi, de nombreux Marocains se plaignent-ils des difficultés croissantes qu'ils rencontrent pour obtenir des visas. Ils s'indignent même que, pour échapper à la faillite du système éducatif local, leurs enfants n'aient, sur place, qu'un accès limité aux écoles françaises. Rabat n'aurait décidément plus l'oreille de Paris...

Dans les milieux de l'opposition à Sa Majesté — ou du moins de ce qui en tient lieu — on se désole de cette « cabale » ourdie à Paris et qu'on juge fort mal programmée. « Cette querelle ne sert qu'à perturber le processus démocratique qui obéit à son rythme et à ses contraintes, au moment même où le régime est de plus en plus conscient qu'il doit s'amender et alors qu'il a engagé avec nous le dialogue pour réformer la Constitution », juge M. Nadir Yata, rédacteur en chef du quotidien pro-communiste, El Bayane.

Pourquoi donc, dans cette affaire, les partis d'opposition ont-ils pris, comme un seul homme, le parti du roi ? « Il nous a été impossible de nous décaler par rapport au discours officiel car les injures proférées à l'encontre de Sa Majesté (bâtard, voyou, fou, tortionnaire, tueur) étaient intolérables, parce que, aussi, le projet de M^{me} Danielle Mitterrand de se rendre dans les camps de réfugiés sahraouis était irresponsable », explique M. Fathallah Oualalou, chef du groupe parlementaire de l'Union socialiste des forces populaires (USFP).

Cette attaque en règle contre deux volets de la trilogie sacrée — « Dieu, la Patrie, le Roi » — sur laquelle repose le consensus politique, permettait à Hassan II de rallier, facilement l'aise, à sa cause le plus grand nombre de ses sujets. Au reste, qu'ont-ils de cette querelle sur fond de violations des droits de l'homme ? Evidemment, rien de très précis si ce n'est que leur souverain avait été injurié et

que la femme du chef de l'Etat français faisait les yeux doux au Front Polisario. A grands maux, grands moyens ? L'envoi d'un demi-million de messages de protestation aux plus hautes autorités françaises n'a impressionné que ceux qui voulaient bien l'être, car la spontanéité de cette démarche souvent lourdement tarifiée a été on ne peut plus douteuse...

« Purifier le visage du pays »

En revanche, cette querelle entre Paris et Rabat a provoqué des tiraillements au sein même de la communauté française, forte de quelque 26 000 personnes, dont les sympathies politiques penchent franchement du côté de l'opposition. Le Maroc n'est ainsi devenu mêlé à des chamailleries franco-françaises, impitoyées de Paris et relayées sur place. Ceux qui ont des intérêts à défendre se sont montrés parfois plus royalistes que le roi, car, reconnaît l'un d'eux, « nous voulons, très égoïstement, continuer à vivre bien ici ». Ceux qui ne sont là qu'en passant — fonctionnaires et coopérateurs — ont analysé la situation avec plus de détachement, plus de lucidité aussi.


« La déchirure est grave », convie un diplomate. Qui veut le plus à perdre en cas de brouille durable ? Paris est le premier partenaire commercial de Rabat, et les investissements privés français représentent, ici, 40 % des investissements étrangers. La communauté marocaine en France compte quelque 550 000 personnes et les transferts de salaires constituent la deuxième source de devises du pays. Le royaume chérifien est, en outre, le défilé à son importance — une très utile plate-forme de renseignements à l'écoute de l'Afrique et du monde arabe...

Pour l'heure, les choses restent en l'état. Au plus fort de la crise, les autorités locales ont même confirmé un contrat de 500 millions de francs, au profit d'ALCATEL-CIT, pour l'installation de 147 000 lignes téléphoniques. Mais l'amitié entre deux pays ne s'ajoute pas seulement en termes comptables. Une fois remis de ses émotions, Hassan II, comme il l'a promis en mai, lors de l'installation du Conseil consultatif des droits de l'homme, se décidera-t-il, enfin, à « purifier le visage du Maroc » ?

JACQUES DE BARRIN

FRANÇOIS BAYROU.
POUR COMPRENDRE
LA RÉVOLTE DES LYCÉES.

1989-2004
LA DÉCENNIE
DES
MAL-APPREIS



NAUDOT
1990



CALISTO TANZI

Jeudi 10.1.50

DIPLOMATIE

La conférence de presse de M. Mitterrand

Une résolution autorisant le recours à la force contre l'Irak « devrait être votée dans les trois semaines qui viennent »

Voici les principaux extraits de la conférence de presse tenue mercredi 21 novembre à l'Élysée par M. Mitterrand.

CSCE : « Yalta s'est terminé ce jour même »

« Imaginez le pacte atlantique et le pacte de Varsovie ! Imaginez tout ce à quoi nous avons pensé, tout ce que nous avons vécu – ceux qui ont eu le temps de vivre toute cette époque – tout ce que vous avez écrit sur ce conflit latent que l'on appelait guerre froide et qui pouvait à tout moment déboucher en guerre chaude. Cela succédait à des guerres si chaudes qu'elles ont représenté deux conflits mondiaux qui ont entraîné la séparation de l'Europe en plusieurs zones d'influence. Yalta s'est terminé ce jour même à Paris. (...) »

« L'état d'insécurité qui s'était créé en Europe, pour simplifier les choses, à partir de l'avènement de Hitler en Allemagne, ou encore, pour être plus clair, à partir de l'Anschluss et de Munich puis la guerre, a pris fin. Depuis cette époque l'Europe n'a jamais connu de repos. Ce n'est pas que nous ayons l'intention de nous reposer à partir de maintenant, mais la menace était là, après le conflit atroce qui a meurtri chacun de nos pays et autant de nos familles. Tout cela s'est résolu à Paris, ces derniers jours et ce matin, par le traité sur la réduction des forces conventionnelles et la déclaration commune des vingt-deux États participants des deux alliances. Ne parlons plus de « bloc contre bloc ». Tous ceux qui aiment la paix, qui savent ce que cela représente, sauront, même si on ne le leur a pas beaucoup dit, que nous entrons vraiment dans les temps nouveaux, où la paix apparaît en Europe comme acquise, où les risques semblent disparaître, où le dialogue, l'empire sur la confrontation. (...) »

« J'ai moi-même dit qu'il ne fallait pas que succède aux rivalités sanglantes d'hier une sorte d'Europe à deux vitesses dans laquelle il y aurait des pays riches qui se complairaient dans leur prospérité et des pays à la traîne qui souffriraient de l'indifférence. Il faut absolument maintenant compléter notre action par un travail de solidarité active pour harmoniser les niveaux de vie. (...) »

« Cette reconquête diplomatique est sans précédent. Pour la première fois un accord de ce type a été réalisé sans vainqueur ni vaincu, sans partage de dépouilles. On n'a pas liquidé une guerre, on a fondé une véritable entente. (...) »

« En Europe, il n'y a plus d'ennemi, et l'accord qui a été signé, c'est un accord pour l'Europe entre pays européens auxquels s'ajoutent, puisqu'il s'agit des problèmes

d'équilibre dans les armées, les États-Unis d'Amérique et le Canada. (...) »

« Les trente-quatre pays européens plus les deux pays nord-américains ne se comportent pas comme s'ils étaient chargés de l'ordre mondial. C'est déjà bien qu'ils se considèrent comme chargés de l'ordre et de la paix en Europe. Ils n'ont donc pas prétendu légiférer pour les autres. Et s'il existe une institution qui décline cette charge, ce sont les Nations unies. (...) »

PAYS BALTES : « Nous avons agi de notre mieux »

« Les pays baltes étaient absents parce qu'ils ne font pas partie encore des États membres des Nations unies et qu'ils ne sont pas reconnus comme tels par la société internationale. (...) »

« Nous avons insisté jusqu'à Vienne, lors du comité préparatoire du sommet de Paris, il avait été admis que les États baltes seraient admis par le secrétaire exécutif au titre des « personnalités reconnues » invitées. Cela me paraissait une solution raisonnable, mais il y a eu opposition. En particulier, l'Union soviétique a estimé que dans l'état actuel de ses négociations et de ses conversations avec les pays baltes notamment, il n'avait pas été décidé qu'ils étaient devenus des États souverains, et leurs liens n'étaient pas coupés avec l'Union soviétique. (...) »

« Alors, nous avons agi de notre mieux pour traiter amicalement et très correctement les envoyés des trois pays baltes sans pouvoir les faire entrer dans la salle des séances. (...) »

CRISE DU GOLFE : « Le danger s'accroît »

« M. Bush m'a dit : « Pensez-vous qu'il faille adopter une résolution nouvelle au sein du Conseil de sécurité, résolution qui autorise éventuellement le recours à la force ? » Je lui ai dit : « Oui ». (...) »

« Il faut donc que nos ministres des affaires étrangères et que nos diplomates commencent à discuter d'un texte, et il n'y aura d'engagement pour la France que selon le texte qui sera adopté. (...) Mais, s'il faut mettre les points sur les i, une résolution impliquant que l'on peut recourir à la contrainte, c'est-à-dire à une action militaire, oui, nous sommes prêts à en discuter. Quant à sa mise en œuvre, c'est une autre affaire, il n'y a pas d'automatisme, donc il faudra que les puissances qui se trouveraient en situation d'avoir exercé cette action militaire soient de nouveau mises en mesure d'en discuter si cela devait être décidé. Mais il est important que l'Irak soit informé

dès que cette décision pourra être prise, dès qu'un texte aura pu être établi, donc dès qu'il aura été discuté, ce qui n'est pas encore le cas. L'Irak saura que décidément il ne peut pas compter sur la désagrégation de la coalition qui s'est chargée de mettre en œuvre les résolutions des Nations unies. (...) »

« Je ne peux pas dire que M. Gorbatchev approuverait ce nouveau texte. Il est dans l'état d'esprit de préférer une solution pacifique. Mais il a laissé entendre que cela serait possible bien entendu si cette résolution devait peser sur la décision ultime de M. Saddam Hussein, qui doit comprendre qu'à mesure que le temps passe des fatalités se mettent en marche et que pour arrêter les fatalités il faut la volonté délibérée des hommes responsables. (...) Il sera vraiment conduit à le comprendre ou bien le sort en sera jeté. (...) »

« Si tel est le cas, on peut le penser, il serait étonnant qu'il ne soit pas mis au point dans les jours qui viennent, et donc mis en discussion et peut-être adopté par le Conseil de sécurité. Il faut que l'Irak libère tous les prisonniers, tous les otages. La méthode du saucissonnage est une mauvaise méthode, elle est inhumaine et n'est pas acceptable, et ce n'est pas négociable. Donc, je pense que cela n'a pas de poids sur l'adoption d'un texte, le texte dont nous parlons depuis un quart d'heure et qui devrait être adopté – mais j'emploie le conditionnel à mon tour – dans les trois semaines qui viennent. Vous voulez savoir quand ce texte sera appliqué ? Attendez qu'il soit voté. (...) »

« Celui qui a cru bon de garder des ressortissants étrangers contre leur volonté dans ce pays doit agir au plus tôt pour leur rendre leur liberté. (...) Puisque le temps passe, s'il n'y a pas de réels progrès, c'est que le danger s'accroît. (...) »

« La France (...) ne se laissera pas détourner de ce devoir par l'alarmisme. Le devoir c'est le devoir. (...) »

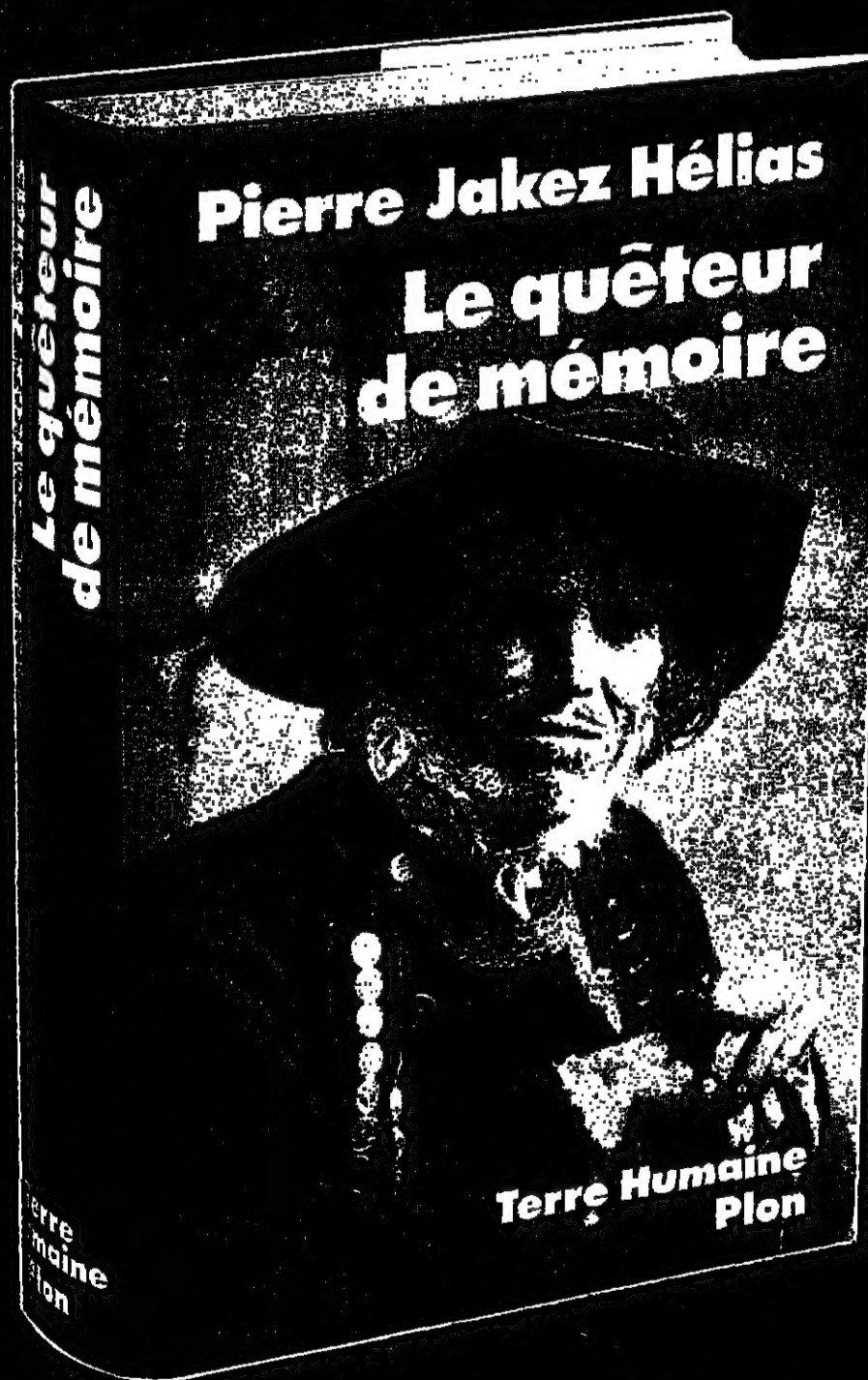
LIBAN : le sort du général Aoun.

« Le général Aoun est à l'ambassade de France. Nous lui avons accordé l'asile politique et nous considérons qu'il est de notre devoir d'assurer sa protection. Quant à son départ de Beyrouth, cela dépend, bien entendu, de l'accord qui sera donné par les autorités légales du Liban et par toutes les autres forces qui se trouvent là. Nous faisons, nous, notre devoir en assurant sa sécurité là où il est, et nous insistons pour qu'il puisse aller à l'endroit de son choix, en l'occurrence en France, rejoindre sa famille. Il n'y a rien d'autre à dire actuellement. (...) »

Invincible Armorique

PIERRE JAKEZ HÉLIAS

l'homme par qui la Bretagne a ressuscité



L'autobiographie de Pierre Jakez Hélias

« Le célébrissime auteur du "Cheval d'orgueil" qui rendit aux Bretons leur honneur vilipendé par la caricature de Bécassine. »

JEAN-LOUIS KUFFER 24 heures (Lausanne)

Du "Cheval d'orgueil"
– 3 000 000 d'exemplaires –
à un nouveau best-seller.

TERRE HUMAINE
collection dirigée par Jean Malaurie
Plon

Terres de Chine

VOYAGEURS EN CHINE

Un seul pays, tous les voyages.

LA CRISE DU GOLFE

Après sa tournée au Proche-Orient

M. Bush rencontrera le chef d'Etat syrien à Genève

M. Saddam Hussein a qualifié de « défi » pour l'Irak la visite du président Bush en Arabie saoudite - où il est arrivé mercredi 21 novembre - et réaffirmé la détermination de son pays à se défendre en cas d'agression.

DJEDDAH

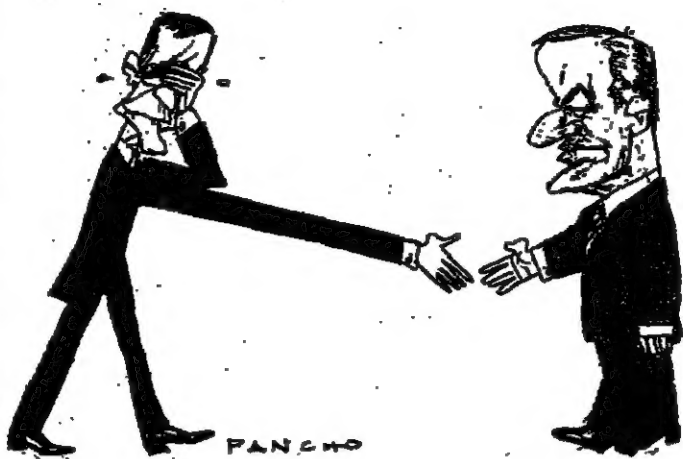
de notre envoyé spécial

M. Bush est décidément prêt à consacrer beaucoup d'efforts pour consolider la coalition contre l'Irak. Non content d'avoir consacré à Paris l'essentiel de son attention à la crise du Golfe, de venir en Arabie saoudite pour encourager les troupes américaines qui se morfondent dans le désert et de passer, au retour, par Le Caire, le président américain a décidé d'ajouter une étape supplémentaire à son voyage : Genève, où il rencontrera, vendredi 23 novembre, le prési-

dent syrien, Hafez El Assad. Lui seul, parmi tous les partenaires majeurs de la coalition, n'était pas au programme. Cette lacune est à présent comblée, mais la rencontre est assurée de faire grincer des dents aux Etats-Unis, où la réputation de M. Assad reste celle d'un personnage très peu recommandable, compromis dans diverses affaires de terrorisme, y compris un meurtre stentat à la bombe contre l'ambassade américaine à Beyrouth.

Selon le porte-parole de la Maison Blanche, l'initiative de cet entretien inattendu ne vient ni de M. Bush, ni du président syrien, mais avait été réclamée par « d'autres leaders arabes » (très vraisemblablement l'Égypte et l'Arabie saoudite, dont les dirigeants ont récemment rencontré M. Assad).

Le président syrien « est un partenaire de la coalition, il est en train d'achever des forces importantes, et nous lui parlons de nos objectifs communs dans le Golfe », a expliqué



FANCHO

M. Bush. La rencontre de Genève ne peut, en tout état de cause, être interprétée comme une reprise du dialogue syro-américain à haut niveau car cette étape avait déjà été franchie avec la récente visite à Damas du secrétaire d'Etat, James Baker. Mais M. Bush offre ainsi une satisfaction supplémentaire au président Assad, et en le voyant à Genève, au lieu de se rendre à Damas, il évite tout de même de le mettre sur le même plan que les partenaires fidèles des Etats-Unis. Le président américain a été accueilli, mercredi soir 21 novembre, à Djeddah par le roi Fahd, avec lequel il a eu un entretien au milieu de la nuit, avant de quitter jeudi matin le rivage de la mer rouge pour celui du Golfe, et accomplir l'acte médiatique majeur de ce voyage : la rencontre avec des délégations, soigneusement sélectionnées, de marins, d'aviateurs et de soldats américains (voir ci-dessous l'article de Françoise Chipaux).

Mais M. Bush a profité auparavant de son bref séjour à Djeddah pour s'entretenir avec l'émir Jaber du Koweït, auquel il a réitéré son « plein engagement » à obtenir le retrait des

troupes irakiennes et la restauration des autorités légitimes du Koweït - c'est-à-dire de son interlocuteur - qu'il espère revoir la prochaine fois « dans Koweït-ville libérée ». Le président américain a indiqué que l'émir lui avait donné de nouvelles informations sur « les atrocités commises régulièrement par les forces de Saddam Hussein ». Ces « atrocités », a ajouté M. Bush, seront évoquées aux Nations unies, où des auditions seront organisées à cet effet dès la semaine prochaine. Mais le président américain attend évidemment bien autre chose de l'ONU, à savoir l'adoption par le Conseil de sécurité, et « avant le 30 novembre », d'une « nouvelle résolution contre Saddam Hussein ». Mais, selon les propres termes de M. Bush, il faut « attendre pour voir ce que fait cette résolution ». Ce qui, si l'on comprend bien, veut dire que les Etats-Unis ne sont pas encore très sûrs que cette fameuse résolution pour laquelle ils ont tant bataillé à Paris et ailleurs sera tout à fait à leur goût.

JAN KRAUZE

Lire nos autres informations page 42.

Les soldats américains souhaitent que le président clarifie les raisons de leur présence en Arabie saoudite

DAHRAN

de notre envoyé spécial

« Il prend les mêmes risques que nous. Pour cela, je l'admire. » Décontracté et souriant, au volant de son camion garé dans une rue de Dahrân, le soldat Don Berriban, vingt et un ans, du Michigan, ajoute : « C'est gentil qu'il vienne fêter le Thanksgiving avec nous. » De la visite du président Bush, qui devait passer près de huit heures dans les unités américaines déployées en Arabie saoudite, le soldat Berriban attendait toutefois, comme nombre de ses camarades, deux choses : « Que le président, clarifie les raisons de notre présence et, surtout, qu'il nous dise pour combien de temps nous sommes ici. » Cette question de la durée revient, hantante, chez tous

les soldats interrogés, qui commencent à trouver le temps d'autant plus long que leur arrivée massive avait laissé croire à beaucoup que l'action serait rapide. Les plus motivés au départ - les hommes de la fameuse 82^e division, par exemple, éléments de la force d'intervention rapide américaine - qui débarquaient en août, prêts « à tout casser » éprouvent aujourd'hui le poids de l'ennui et de ces trois mois passés enterrés dans un désert dont ils ne connaissent pas le bout.

Cet ennui contre lequel luttent par tous les moyens l'état-major américain (radio particulière aux forces américaines, journaux de régiments, compétitions sportives et même un luxueux club de loisirs, livré par l'armée saoudienne aux « Marines »), est sans doute le principal ennemi de l'armée

américaine. Le moral s'en ressent déjà chez certains, qui avouent ne pas comprendre pourquoi ils sont ici et voudraient bien, comme l'affirme l'un d'eux, que le président Bush, « dise vraiment ce qu'il veut et quand ».

Ce dernier, qui devait prononcer un discours à partir de l'USS Nassau, navire amiral américain dans le Golfe, pourra-t-il répondre à l'attente de ces soldats ? Rien n'est moins sûr. Venu dans un geste de solidarité, destiné sans doute avant tout à l'opinion publique américaine, M. George Bush aura du mal à convaincre ces militaires de la nécessité d'attendre encore et toujours, pour éviter toute faille dans la très large coalition anti-irakienne. Mais ce jour de fête, sacré aux Etats-Unis, est en tout cas célébré dans la plus pure tradition yankee, et, selon

l'armée américaine, chacun des deux cent trente mille soldats, marins, aviateurs ou « Marines », engagés dans l'opération « Boudier du désert », devait recevoir de la dinde chaude pour son dîner. Pas moins de 52 tonnes de cette volaille ainsi consommées. Outre ce repas exceptionnel, certains prendront dans des familles saoudiennes ou américaines, les soldats pourront assister, en direct, à la retransmission d'un match de football américain, dont le coup d'envoi sera donné de Dahrân par de grandes vedettes de ce sport. Entrée dans la monotonie de la vie quotidienne, ce premier Thanksgiving des troupes américaines en Arabie saoudite sera-t-il le dernier ? C'est la seule interrogation intéressant tous ces hommes, qui répètent trop souvent : l'Arabie saoudite ne sera pas un nouveau Vietnam.

FRANÇOISE CHIPAUX

(Lire nos autres informations page 42.)

LA FRANCE DANS LE NOUVEL ORDRE EUROPÉEN

Ce numéro est consacré à la place de la France dans le nouvel ordre de sécurité, au lendemain des événements de 1989. Au sommaire : Construction européenne et défense - La France et la sécurité de l'Europe - L'Allemagne et l'Europe.

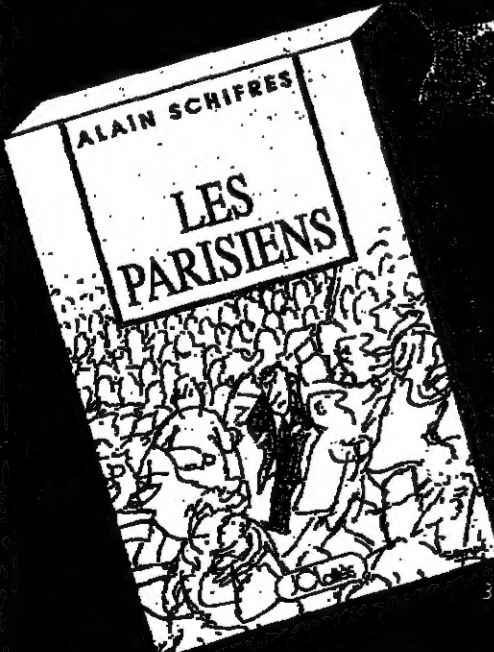
politique étrangère

n° 390 - en vente en librairie - 95 F le numéro
Directeur de la publication : Thierry de Montpar
Revue trimestrielle publiée par
l'Institut français des relations internationales
Abonnements : A. COLIN - B.P. 22 - 41353 VINEUIL



ILS SONT FOUS CES PARISIENS!

Jean Contrucci
Le Préventif



Le livre d'Alain Schifres, c'est le meilleur placement de l'année. Il vous fera la vie, 377 pages, ça se picore, ça se grapille ou on s'en empiffre les jours de fringale.

Cela Grand, L'Espresso du 12/10

Tout le monde se l'arrache, l'ouvre n'importe où, pleure de rire dessus et coche les pages pour mieux faire saliver le malheureux qui s'ennuie sous la couette à côté et briller ultérieurement dans les diners en ville.

Varon que Groupes et La Figure Magazine



Hospitalité à l'irakienne.

Les invités de nos amis sont nos invités.

Si les « otages » retenus par l'Irak sont des « invités » selon la terminologie de M. Saddam Hussein, que sont donc les familles « invitées » par le leader irakien à rendre visite à ses « invités » ? Réponse : des « invités » eux-mêmes, si l'on en croit la mésaventure d'une famille d'Américains venus ramener le moral d'un des siens.

Deux Américains, membres d'une même famille, s'étaient rendus ces jours derniers à Bagdad à l'invitation de responsables irakiens, sans en avertir le département d'Etat, à Washington. Lorsque qu'ils ont voulu voir leur parent retenu en otage à l'hôtel Mellé Marjoun, mardi 20 novembre, les gardes irakiens ont essayé de les emmener au dixième étage où sont détenus, sous bonne garde, plusieurs otages américains. Seule l'intervention d'un consul américain, qui se trouvait là pour une visite quotidienne aux otages, a permis d'obtenir la libération des deux visiteurs après une protestation de la mission diplomatique. Sans pour autant que cette famille aventureuse ait pu voir l'otage qu'elle était venue retrouver pour Thanksgiving, la plus importante fête de l'année pour les familles américaines.

Voyage à hauts risques

Quatre familles d'otages se sont déjà rendues en Irak au cours des derniers mois. Quatre autres ont averti le département d'Etat de leur intention d'y aller, et le gouvernement américain est au courant d'un voyage en groupe prévu pour début décembre.

« Nous sommes obligés de rappeler aux Américains qui se rendent en Irak que c'est extrêmement risqué », a expliqué mercredi le porte-parole du Département M. Richard Boucher. « Les hommes adultes qui envisagent d'aller à Bagdad doivent savoir que d'après les règles irakiennes ils peuvent être détenus. Cet exemple récent montre qu'une invitation du gouvernement irakien à venir en visite n'est pas en soi une protection contre la détention. » (APF)

« Je croyais tout connaître du confort. »

« Jusqu'à ce que KLM en recule encore les limites. »



Chez KLM, nous sommes sans cesse à la recherche de nouvelles améliorations, afin de toujours rester à la hauteur de votre attente.

Nouveau! Un plus grand choix de menus en Classe Affaires intercontinentale. Dans la ligne des améliorations déjà apportées cette année aux menus de la Classe Royale, les passagers de la Classe Affaires se voient proposer des plats servis individuellement accompagnés des vins les plus fins.

Pour mieux vous accueillir à bord, un nécessaire de voyage particulièrement étudié pour votre confort et votre détente vous est offert.

Nouveau! Dès le printemps 1991, un salon ultramoderne et confortable à l'aéroport de Schiphol à l'intention des passagers de la Classe Affaires KLM.

Nouveau! Réservez à l'avance de votre place pour mieux profiter des fauteuils plus larges de la nouvelle Classe Affaires européenne KLM: L'EUROBUSINESS CLASS!

Quand il s'agit de répondre à votre attente, KLM n'est jamais à court de bonnes nouvelles.

Venez. Voyez. Et volez.

La Ligne de Confiance: KLM



LA CRISE DU GOLFE

Souvenirs d'otages

III. — Les « nuisibles » de l'ambassade

Après le récit de l'invasion irakienne, telle qu'ils l'ont vécue au Koweït (le Monde du 21 novembre), et celui des premières déportations d'étrangers de site en site (le Monde du 22 novembre), nous terminons notre série sur les otages français par l'épisode du retour forcé des derniers Français de l'émirat et des diplomates de l'ambassade assiégée.

Le 17 octobre, François Teillet, le doyen des Français du Koweït, reçoit un coup de fil de l'ambassade. « Je vais mieux », dit Jean-Pierre Galtier, le chargé d'affaires. *Josiane est rentrée.* Josiane est le prénom de la bibliothécaire du Centre culturel. François Teillet saisit le message. Les assiégés de l'ambassade, privés d'eau par l'armée irakienne, viennent de réussir à pincer le réservoir de 1 000 litres du Centre culturel français, deux maisons plus loin. Ils ont de quoi tenir encore un mois. Trois jours plus tard, le Quai d'Orsay va pourtant leur demander de déclarer forfait et de rentrer à Paris.

L'opération a été effectuée en plusieurs manœuvres. Un réseau à la fois, un tuyau souple a été caché dans les arborescences et acheminé jusqu'au réservoir. Au préalable, Jean-Pierre Galtier, Eric Egea, Thierry Moulinay et Philippe Alech, les gardes de sécurité et le chauffeur, ont longuement observé les douze gardes irakiens, relevés tous les dix jours, qui gardent la chancellerie. Ils ont repéré les horaires creux, l'heure de la prière ou de l'assouplissement sous les parasols verts. Ce 17 octobre, ils se mettent de nouveau à faire des stocks. Ils remplissent jusqu'aux tiroirs des meubles. Vingt-cinq litres par tiroir. « On cache l'eau ».

Il fait plus de 50 degrés dans l'ambassade. Depuis le 24 août, les quatre hommes mangent au sous-sol le pain confectionné par le chauffeur. Ils étendent leur drap sur un bureau ou dorment sur les coussins des fauteuils. Deux heures par jour, ils mettent en

route le générateur pour envoyer des messages à Paris ou lire les dépêches. De temps en temps, ils se trempent dans une baignoire d'eau additionnée d'aspirine. Le bain est changé tous les dix jours.

Avant même d'être encerclé, Jean-Pierre Galtier a fixé l'objectif : « Être nuisibles ». La communauté française l'a pris au mot. Ils ne sont plus qu'une cinquantaine à Koweït, regroupés dans quelques villas. Ils se cachent. Les irakiens ont demandé aux étrangers de se faire enregistrer au Regency Palace Hotel. Personne n'y est allé. Quand il y a assez de monde pour remplir un bus, c'est l'embarquement pour l'Irak. Et il faut, en plus, payer le trajet. Ces

Le dernier carré

Au moment de l'invasion, ils étaient environ 380 Français au Koweït. Un premier convoi est parti le 23 août. Il a emmené le personnel diplomatique et les vêtements d'hiver que l'ambassadeur Jean Béllivier, en vacances en France, avait demandé à récupérer. René Casper, une personnalité invitée à la cour de l'émir, a également profité de ce convoi. Fardes au Nescacé, le peintre s'est fait passer pour l'épouse d'un chauffeur tunisien de l'ambassade.

Les employés d'Air France et de Thomson sont partis début septembre sur les conseils amicaux de leurs firmes — « à Bagdad, vous pourrez au moins téléphoner ». Certains ont échoué comme tout le monde sur des sites irakiens. D'autres ont subi un transfert en Jordanie, par un hasard ou une chance manifestement bien négociée à Paris.

A l'issue de ces départs et des rafles des irakiens, il n'est plus resté qu'une cinquantaine de Français et sept diplomates.

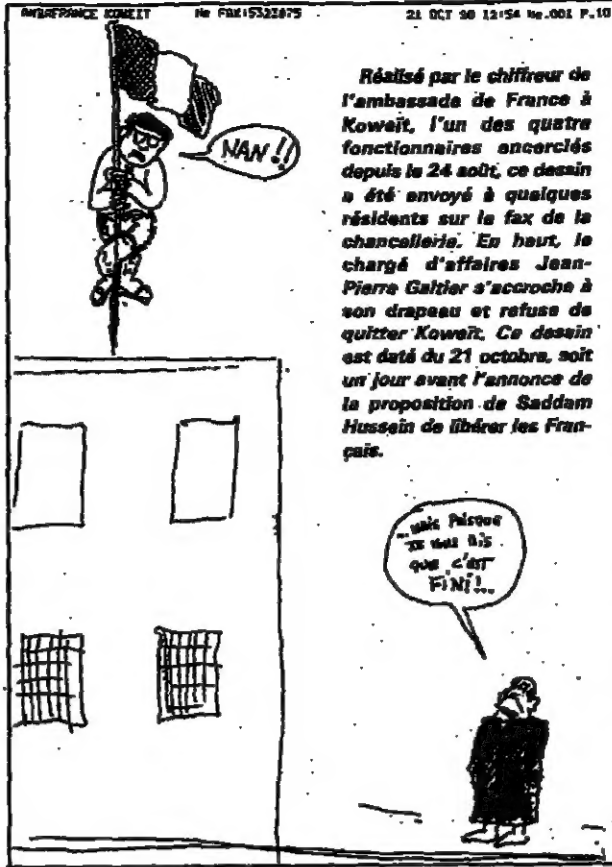
cinquante-là refusent obstinément de « se rendre à Bagdad ». Cela revient à se rendre tout court. Ils ont décidé d'aider les quelques Koweïtiens n'ayant pas pris la fuite. Et d'appliquer à la lettre la consigne que le Quai d'Orsay a encore rappelée mi-septembre à ses sept diplomates : « Tenir jusqu'à l'extrême limite de vos forces ».

Sur les radios occidentales, les assiégés attendent des nouvelles apaisantes. Autour d'eux, pourtant, les rafles et les barrages irakiens se multiplient. Le 22 septembre, Felix Léale, ingénieur à la SOGEEA, a été arrêté sur dénonciation, dans son appartement de Salamiya. Les militaires lui ont volé jusqu'à sa montre. A Salamiya, les pillards siphonnent l'essence des épaves et rôdent dans les cages d'escalier. En observation derrière leurs rideaux, les Français voient des soldats irakiens poser la kalachnikov pour mieux fouiller une poubelle, ou avoir besoin de quatre balles pour tuer un chien à l'arrêt. Plus tard, ils parleront d'une « gradation de la désinformation entre Koweït et Bagdad, puis entre Bagdad et l'Occident ».

Abri antiguerrre chimique

Ce 17 octobre, Guy Jumelle vient de fêter sa dixième semaine de clandestinité. Dans sa villa du quartier de Bayan, de l'autre côté du cinquième périphérique, il a hébergé jusqu'à treize personnes. Le 22 août, il a dû signer un chèque de 42 000 dollars. Son propriétaire koweïtien voulait de l'argent pour s'enfuir. Il a menacé de les dénoncer. Guy Jumelle, trente-neuf ans, est le directeur d'une société d'investissement affiliée à la BNP. Il a réussi à faire prévenir la banque. Le chèque n'a jamais été encaissé. Plus tard, il rendra surtout hommage aux amis koweïtiens ou palestiniens qui lui ont fait parvenir de la nourriture « au péril de leur vie ». La résistance koweïtienne avait aussi des enfants pour ravitailler les étrangers.

Guy Jumelle a installé un abri anti-bombe au sous-sol de la villa. A



l'étage, des caches dans les faux plafonds et un abri « anti-guerrre chimique ». La baignoire est remplie d'eau et les issues sont calfeutrées. Sur l'escalier, une cage avec des oiseaux dont il espère qu'ils signifieront de quel côté vient la menace. La salle à manger accueille une fois par semaine une « soirée à thème ». Riz et poulet à tous les repas, mais « de toutes les couleurs et à toutes les sauces ». Plus tard, Guy Jumelle dira qu'il n'y avait pas de bœuf de bœuf. « Seulement des hommes, et c'était aussi bien. Des Dupont-Dupont de la majorité silencieuse ».

Ce 17 octobre, François Teillet fait savoir à l'ambassade britannique que les assiégés français ont retrouvé « la possibilité de vivre ». Un mois plus tôt, François Teillet a échappé à une rafle irakienne. Il a permis à un groupe d'anciens fonctionnaires koweïtiens de fabriquer plusieurs centaines de faux permis de conduire à couverture bleue.

« Il faudrait que l'oiseau passe avec deux de 98 ». Lorsque le téléphone sonne chez François Teillet, Sagi, alias « l'oiseau », charge deux bidons d'essence à 98 octane dans sa voiture et s'en va tomber en panne à l'endroit convenu près de l'ambassade. A l'heure où le soleil est au plus chaud, les gardes de sécurité font le mur pour les récupérer. Sagi est né il y a vingt-trois ans à Pondichéry. Pour venir travailler dans l'émirat, il a dû verser 12 000 F de « chèque de bienvenue » à un « sponsor » koweïtien. Avant l'invasion, il ne faisait pas partie des catégories sociales autorisées à conduire. Maintenant, il ravitaillait l'ambassade avec un faux permis. Les irakiens, les Marocains ou les Canadiens ont encore le droit de circuler.

Pression du Quai d'Orsay

De l'ambassade britannique à la chancellerie française, Sagi transmet des messages confidentiels, cachés dans les accoudoirs arrière. Il distribue les lambours que le fils d'un négociant koweïtien, un cousin de François du cours Volaine, lui a procurés en quantité industrielle. Il a essayé de former d'autres irakiens au métier d'officier de liaison, mais sans succès. Le 29 octobre, il fera le voyage de Paris avec les autres, muni d'un laissez-passer délivré par Jean-Pierre Galtier « en lieu et place de son passeport français, perdu par les services de l'immigration à Koweït ». Clandestinement, on rapatriera ainsi plusieurs étrangers, sans oublier les douze chats d'une vieille Anglaise.

Ce 17 octobre, ou le lendemain, Jean-Pierre Galtier avertit le Quai d'Orsay du retour de l'eau. Mais Paris a manifestement changé d'avis. Depuis fin septembre, le Quai fait pression pour que la communauté française rejoigne Bagdad. « Là-bas, les restaurants sont ouverts ». Les « résistants » se sont concentrés par téléphone. Ils ont refusé ce qui reviendrait à entériner l'annexion du Koweït. « Le jour où on n'aura plus rien à manger, il

Réalisé par le chauffeur de l'ambassade de France à Koweït, l'un des quatre fonctionnaires encore présents depuis le 24 août, ce dessin a été envoyé à quelques résidents sur la fax de la chancellerie. En haut, le chargé d'affaires Jean-Pierre Galtier s'accroche à son drapeau et refuse de quitter Koweït. Ce dessin est daté du 21 octobre, soit un jour avant l'annonce de la proposition de Saddam Hussein de libérer les Français.

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

« Je n'ai pas honte... »

Plus tard, Guy Jumelle se dira mal à l'aise. « Je n'ai pas honte... »

L'opération de libération des otages doit être pilotée depuis Bagdad. Jean-Pierre Galtier refuse. Il fait savoir qu'il ne partira pas sans être entré en contact avec les cinq Français détenus sur des sites stratégiques au Koweït. Faustin Feigines hésite une journée puis appelle le vice-consul Raymond Prat : « Mété-moi sur la liste des départs. Je verrai ». Son compagnon de clandestinité, Christophe Joffrin, sera le seul à rester. « J'ai signé la pétition ». Les autres désertent leurs voitures pour ne rien laisser aux irakiens. Par RFI, Jean-Pierre Galtier apprend que le rendez-vous est fixé au 29 octobre à 7 heures à l'aéroport de Koweït. Il fait la sourde oreille.

Défis de la « logique de guerre »

Ce lundi 29 octobre à 8 heures, un membre du cabinet du ministre irakien des affaires étrangères sonne à l'ambassade de France pour emmener les assiégés. Personne ne répond. L'émir de Tarek Aziz ne sera reçu qu'à 10 heures. L'avion est parti à vide. Jean-Pierre Galtier, quarante-deux ans, a passé quatre ans à Damas. Il sait marchander. Dans la journée, il finit par joindre tous les Français. Il réclame alors deux heures de plus, pour prendre une douche. Et se rend tranquillement à son domicile, avec la voiture de service, drapeau une dernière fois déployé. Plus tard, un déçu de la « logique de guerre » approuvera la méthode. « Forcé au cadeau empoisonné de Saddam Hussein, il ne fallait pas se précipiter, pas se mettre en position de demandeur. On pouvait faire monter les enchères ». Dans l'avion, seuls les « otages piscine » entonnent quelques chants.

Ce n'est qu'en arrivant à Paris que les « nuisibles » de Koweït s'aperçoivent que la France ne leur en demandait pas tant. Et que personne n'est au courant de leurs faits d'armes. Pauvres otages, privés d'image. Du Koweït, disent-ils, on ne retrouvera « qu'un désert brûlé ».

CORINE LESNES

APPEL DES ENFANTS DU KOWEÏT SOUS L'OCCUPATION IRAKIENNE

Enfants du monde entier ! Croyez-vous que nous vivons sur notre soi quand nous sommes menacés à chaque instant ? Quand nous ne pouvons pas aller à l'école du fait que Saddam Hussein a transformé toutes les écoles en casernes ? Quand les rues et les jardins nous sont interdits par les forces d'occupation ?

Nous n'avons plus le droit de regarder la télévision, car les soldats de Saddam Hussein ont volé les dessins animés que nous aimions tant regarder avant l'invasion.

Savez-vous que depuis le 2 août nous avons oublié ce qu'est le goût du lait, du fromage et du chocolat ?

Savez-vous que les soldats irakiens ont exécuté des parents devant leurs enfants pour la seule raison qu'ils avaient accroché chez eux les portraits de notre Emir Papa Jaber ?

Savez-vous aussi que ces soldats ont massacré des enfants devant leurs parents pour obliger ceux-ci à dénoncer les soldats de l'armée koweïtienne entrés dans la résistance clandestine ? Et que nous n'osons plus sortir de chez nous depuis le 2 août de peur d'être tués par les soldats de Saddam ?

Enfants du monde entier, nous vous demandons de venir à notre aide ! Délivrez-nous des soldats de Saddam ! Sauvez-nous de la mort qui nous guette chaque jour ! Aidez-nous à abattre le mur du silence que Saddam a élevé autour de nous en nous coupant du monde extérieur ! Il a fait plus grave encore, il nous prive de soins et de médicaments.

Savez-vous que les soldats irakiens ont été jusqu'à enlever et manger les animaux du jardin zoologique et à incendier celui-ci qui était si beau !

Savez-vous qu'au Koweït nous avions le plus beau parc d'attractions du Moyen-Orient ? Nous allions y jouer chaque week-end. Les soldats de Saddam l'ont pillé et ont volé tous les jouets.

Enfants du monde entier, nous vous adjurons... faites tout ce que vous pouvez pour nous... priez pour nous... Ne nous abandonnez pas car nous comptons très fort sur vous, sur votre aide et sur votre soutien !

Vos frères les enfants du Koweït
Ambassade du Koweït
2, rue de Lubeck
75016 Paris

Sécher ou ne pas sécher

A une époque, pas si lointaine, il s'agissait d'en ramener à Saddam Hussein. Non, on n'entérinerait pas l'annexion du Koweït. L'armée irakienne pouvait venir les encercler, nos diplomates tiendraient. Ils seraient parmi les derniers à se replier.

Deux jours avant le début du siège, le Quai d'Orsay leur avait d'ailleurs conseillé de faire des stocks d'eau. C'est dire si Paris prévoyait que l'épreuve serait longue. Les diplomates y avaient déjà un peu pensé, en bons soldats de la diplomatie combattante.

Puis la logique parisienne changea. Le processus s'engagea au lendemain du discours de M. Micromand, le 24 septembre, devant les Nations unies. Le 15 octobre, le président de la République confia qu'on n'allait tout de même pas condamner nos diplomates à « sécher sur place ». Il est vrai qu'alors les réserves d'eau s'épuisaient à l'ambassade de France à Koweït. Un litre par jour et par personne. Le Quai d'Orsay préparait doucement l'opinion. La situation, libérée, était « critique ». Et le Quai d'Orsay, voire l'Elysée, de glisser en confidence que nos diplomates étaient « au bout du rouleau », menacés par « la gale ».

Manque de chance : ils allaient mieux. Ils venaient de retrouver de l'eau. Un piratage, à la berbe des soldats irakiens, qui, peut-être, fermaient les yeux. Les assiégés l'avaient tout de suite annoncé à Paris, croyant que les irakiens aussi fêteraient la nouvelle.

Non, on ne s'en félicitait pas. L'heure du retour, au contraire, avait sonné. Et les Français de Koweït l'ont appris, ulcérés, le 20 octobre.

Pourquoi le 20 octobre ? Personne n'est alors officiellement au courant de la décision de Saddam Hussein de libérer les Français. L'agence irakienne INA n'annonce cette mesure que le 22 octobre, dans l'après-midi. Une décision surprenante, « unilatérale », comme le souligne M. Roland Dumas devant l'Assemblée, le 24 octobre. Mais le même jour, l'ambassadeur d'Irak annonce que M. Jean-Marie Le Pen n'a pas de visa pour aller chercher les otages en Irak.

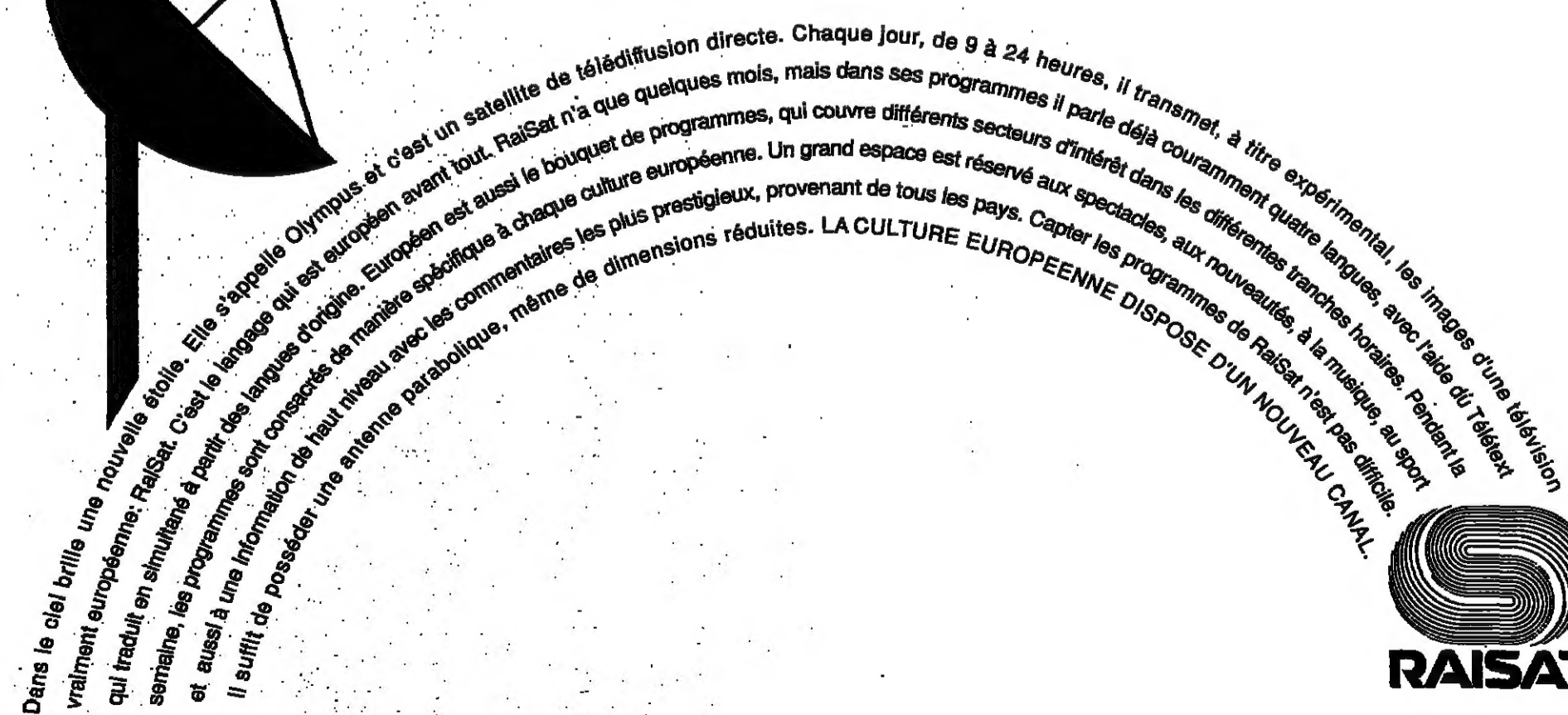
Les diplomates français rentraient donc. Les deux Britanniques restèrent. Paris avait trouvé, sans doute, d'autres moyens d'en ramener à Saddam Hussein. Le Quai d'Orsay ne protesta-t-il pas « fermement » contre le départ de nos représentants, « contraints de quitter l'ambassade de Koweït » ?

Depuis, M. Dumas répète qu'il n'y a jamais eu de tractations avec l'Irak, fut-ce par M. Chaysson interposé. Pourquoi donc avoir dit que nos diplomates allaient « se dessécher » alors qu'ils venaient de retrouver de l'eau ? Pourquoi les avoir présentés épuisés et malades alors qu'ils se portaient bien, et qu'ils étaient prêts à « résister » encore ?

C.L.



VALPROAM - ARMANDO TESTA SPA



N° VER

**INTERNATIONAL
TELEMARKETING** **ATESLA**

POLITIQUE

La discussion à l'Assemblée nationale du projet de M. Pierre Joxe

De nombreux élus s'opposent à la reconnaissance d'un statut spécifique pour la Corse

L'Assemblée nationale a commencé, mercredi 21 novembre, la discussion du projet de M. Pierre Joxe proposant un nouveau statut pour la Corse. La plupart des députés, dont vingt-cinq UDF, ont refusé de considérer que ce texte était contraire à la Constitution, mais le débat devait reprendre, jeudi, lorsque sera débattu l'article premier qui reconnaît l'existence d'un « peuple corse ». Déjà, il apparaît que nombre d'élus du continent n'acceptent pas que la particularisme insulaire implique une spécificité statutaire.

Les Corses, décidément, ont bien du mal à se faire comprendre des continentaux. Tous ceux qui, dans l'île, sont décidés à tirer un trait sur des décennies de clanisme et de passivité espèrent avoir fait un grand pas dans la rénovation de la vie politique et économique de leur région grâce au soutien du ministre de l'Intérieur.

Un soutien qui s'est manifesté lorsque M. Pierre Joxe a offert le spectacle étonnant d'un héritier des Jacobins rendant hommage à un « peuple corse (...) auréolé de la gloire de Pascal Paoli », fondateur de l'éphémère nation corse. Mais, à entendre les discours prononcés à la tribune du Palais-Bourbon, lors de la première journée de la discussion du projet de loi dotant la Corse d'un statut spécifique, il leur faudrait faire encore beaucoup d'efforts pour convaincre tous les députés « hexagonaux » qu'une île

ne peut pas disposer du même régime que la Bretagne ou la Champagne.

Pour suivre, sans état d'âme, le ministre de l'Intérieur et son principal allié insulaire, M. José Rossi (UDF, Corse-du-Sud), il n'y a que les députés socialistes n'appartenant pas au courant de M. Jean-Pierre Chevènement. Le particularisme corse est pourtant clairement apparu quand M. Jacques Domenech (UDF, Paris), élu du continent mais originaire de l'île, a traduit son malaise en prononçant une véritable charge contre la politique de l'Etat français en Corse depuis toujours, et à balancé entre la reconnaissance de l'intelligence du projet et son manque de confiance dans « le pouvoir socialiste ».

Une lettre des amis de M. Chevènement

La reconnaissance législative d'un « peuple corse, composant du peuple français », est, bien entendu, ce qui a le plus gêné les élus du continent. La question soulevée, effectivement, n'est pas anodine, puisqu'elle renvoie au principe fondamental sur lequel sont bâties, depuis deux cents ans, les institutions françaises : « l'unité et l'indivisibilité de la République ». Les termes du débat sont simples. Cette notion sacrée permet-elle la traduction législative d'une diversité reconnue par tous, ou interdite d'accorder à une collectivité territoriale de la métropole, même insulaire, une spécificité institutionnelle ?

Ne soutiennent la première thèse que le gouvernement, les commu-

nistes et la majorité des socialistes. Défendant la seconde : la totalité du RPR, de l'UDC et du MRG, la plupart des députés UDF et ceux du PS proches de M. Jean-Pierre Chevènement. Balaçant, parce qu'ils ne veulent pas qu'un symbole canonise la réalité : M. José Rossi (UDF, Corse-du-Sud), rapporteur de la commission des lois, et vingt-cinq de ses amis de l'UDF.

Les amis du ministre de la Défense n'ont pas désarmé. S'ils ne se sont pas exprimés publiquement dans la discussion générale, M. Jean-Paul Fanchon (PS, Seine-et-Marne) a écrit, en leur nom, une lettre à M. Jean Auroux, le président du groupe socialiste, pour manifester la fermeté de leur position : « La France ne peut assumer son extraordinaire diversité que par une conscience forte de son unité, fondée sur l'adhésion de citoyens et non de groupes ou de communautés. Ce vouloir vivre ensemble sera demain davantage mis à l'épreuve par l'intégration des nouveaux citoyens venus des rives de la Méditerranée que par la coexistence des identités régionales ».

Or un jeune dont la famille est originaire du Maghreb ou du continent noir peut devenir français, mais ne deviendra jamais Corse ou Alsacien. Et si la nation devenait une somme de communautés, à quel pourrions-nous l'inviter à s'intégrer et comment refusons-nous, par exemple, la reconnaissance d'un « peuple arabe en France » ? Les députés de Socialisme et République ne comptent pas s'en tenir à cette démarche. M. Roland Carraz (PS, Côte-d'Or) a déposé un amendement supprimant dans l'article premier du projet la référence au « peuple corse ».

L'argumentation de M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), dans sa défense d'une exception d'irrecevabilité, c'est-à-dire dans sa démonstration que le texte est contraire à la Constitution, n'a pas été très différente. Il s'est lui aussi refusé à « la prise en considération d'une France des ethnies », voyant quelques aspects « raciaux » dans le projet gouvernemental.

Ainsi il s'est demandé si on n'allait pas exiger de ceux qui veulent s'inscrire sur les listes électorales de l'île, un « filon corse ».

Sur un plan plus juridique, M. Mazeaud a assuré que « toute notre Constitution est basée sur le principe : un seul peuple dans la nation française », et que le projet préparé « est un démembrement de l'Etat ». Apportant à ce débat un argument nouveau, il a signalé l'existence du Pacte international des droits civils et politiques rédigé sous l'égide de l'ONU en 1966 et ratifié par la France en février 1981, selon lequel « tous les

peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes, et, en vertu de ce droit, de déterminer librement leur statut politique ». La conclusion qu'il en tire est simple : « Si notre législation reconnaît le peuple corse, celui-ci deviendra souverain, il disposera de l'autodétermination et réclamera demain son indépendance ».

« Lorsque le sang coulait... »

Face à un tel argumentaire, M. Rossi a assuré que l'indivisibilité de la République signifie que « le droit à la sécession n'est pas admis et que la France est un Etat unitaire et non fédéral », mais n'implique pas « l'uniformité ». M. Marc Dolez (PS, Nord), responsable du groupe socialiste pour ce projet, a ajouté que ce principe essentiel était respecté puisque « la collectivité inférieure tenait ses pouvoirs de l'Etat qui pouvait toujours les lui reprendre ». Il a aussi fait remarquer que, dans le texte en discussion, « il n'y avait nulle trace d'un pouvoir normatif autonome ».

La position de M. Pierre Joxe est, bien entendu, identique. Il a assuré que « de peuple détenteur de la souveraineté nationale et organisée en Etat, il n'y en a qu'un, bien sûr, le peuple français », mais que « son unité est suffisamment forte pour s'enrichir de l'évocation de l'évocation du peuple corse ». Son argumentaire fut aussi plus politique : « Lorsque le sang coulait en Corse, il y a quelques années, l'unité nationale n'était-elle pas autrement menacée ? (...) C'est parce que nous avons confiance dans la République que nous savons pouvoir trouver dans le cadre de celle-ci une solution durable au problème de la Corse ».

Le rejet de l'exception d'irrecevabilité par trois cent quinze voix (PS, dont le MRG, 75 dix non-inscrits et dix UDF, dont MM. François Létour et Gérard Louquet) contre deux cent quarante-deux (RPR, UDC, soixante-six UDF et dix non-inscrits), dix-neuf UDF s'abstenant ou ne prenant pas part au vote, a donné une première indication des positions des uns et des autres. Mais nombre de ceux qui s'y sont opposés n'en acceptent pas pour autant la reconnaissance législative du « peuple corse ».

Si la droite et le centre se retrouvent largement d'accord sur cette critique majeure, le front des opposants se divise, ensuite, entre ceux qui n'ont rien, ou pas grand-chose d'autre, à reprocher au texte, et ceux qui, au contraire, multiplient les critiques. Dans la première catégorie, on trouve l'UDC :

M. Jean-Jacques Hyst (Seine-et-Marne), a expliqué que les centristes n'ont « pas d'objections de principe » sur les transferts de compétences prévues par le projet et qu'ils sont d'accord pour que la Corse serve de « laboratoire » ou d'« anticipation » pour l'approfondissement de la décentralisation. Mais l'hostilité de la majeure partie des membres de son groupe à l'article premier est telle que, si cet article est malheureusement voté contre l'ensemble du projet.

Les députés de la seconde catégorie - MRG (quoique avec des nuances), la plupart des UDF, la quasi-totalité du RPR - mettent en cause la philosophie de la démarche de M. Joxe. Pour eux, c'est l'idée même d'un statut spécial pour la Corse qui est condamnable. Et s'ils admettent, avec M. Olivier Guichard (RPR, Loire-Atlantique), que le projet contient « beaucoup de bonnes mesures », ils ne voient pas, comme le souligne M. Emile Zuccarelli (Haute-Corse, MRG), pourquoi les aspects positifs du texte ne seraient pas étendus aux autres régions françaises.

« Pourquoi aurions-nous confiance aujourd'hui ? »

« Croit-on que la solidarité nationale résistera éternellement à l'accumulation des différences ? », ajoute M. Zuccarelli, avant d'ajouter, chaudement approuvé par le RPR : « On ne fait pas un statut pour qu'il soit différent, on fait un statut pour qu'il soit efficace ! » A son tour, M. Jean-Paul de Rocca-Serra (RPR, Corse-du-Sud), affirme qu'il ne sert à rien de « triturer la Constitution ». Evoquant le statut particulier de 1982, l'actuel président de l'Assemblée de Corse affirme : « Nous avons été trompés hier. Pourquoi aurions-nous confiance aujourd'hui ? »

Comme personne, dans l'hémicycle, ne doute de la sincérité et de l'intelligence du ministre, l'UDF, le RPR et le MRG se demandent bien pourquoi M. Joxe s'est engagé dans une telle « fausse piste ». Réponse : M. Joxe s'est trompé d'interlocuteur, et donc de démarche.

A ce texte qui ne peut « satisfaire ceux qui terrorisent l'Etat », M. de Rocca-Serra aurait préféré un projet qui ne soit pas « d'une indigence insigne sur le plan économique ». Car, pour lui, ce texte « consacrerait le désengagement de l'Etat » et « ne donnerait aucune chance de ressusciter l'économie d'assurer à notre jeunesse les emplois qu'elle attend ».

Il s'agit là d'un thème récurrent de la droite insulaire qui, depuis toujours, demande plus de solida-

rité nationale mais s'oppose à toute nouvelle évolution institutionnelle. Ce qui fournit un angle d'attaque à la fois au rapporteur UDF, M. Rossi, et au socialiste M. Georges Benedetti (Gard), pour qui serait quand même « quelque peu illogique de demander le particularisme dans presque tous les domaines (compétences, ressources, fiscalité...) et de l'exclure sur le plan institutionnel ».

Il reste que le problème du transfert des moyens et des compétences constitue un point névralgique du débat. Le rapporteur lui-même estime que les transferts de compétences sont bien « imparfaits » et que les transferts de moyens prévus sont « très limités ».

Les opposants au texte sont eux-mêmes divisés sur cette question du transfert des compétences : M. Charles Millon, président du groupe UDF, est très critique, M. Zuccarelli juge que, sur ce point, le texte est « bon », alors que M. de Rocca-Serra pense que certains transferts de compétences sont des « cadeaux empoisonnés ».

Le vote final sur ce projet pourrait être délicat, puisque, en plus de l'opposition irréductible de la droite, à l'exception de quelques amis de M. Rossi, du MRG, le PC reste hésitant sur son vote final car il refuse les modalités d'application d'un principe qu'il accepte.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI
et THIERRY BRÉHIER

Lire également dans le supplément « Livres-Idees » le débat consacré au peuple corse à travers les articles de Jean-Marie Colombani, de Roger Caratini, ainsi que l'entretien avec l'historien Maurice Aymard par Thomas Ferenczi.

Précision. - A la suite de l'article publié dans le Monde du 20 novembre, dans lequel nous écrivions que « pas une voix ne s'est élevée en Corse pour condamner le récent attentat commis à Aubagne (par le FLNC) contre les locaux d'une filiale de la Société nationale maritime Corse-Méditerranée (SNMCM) », la SNMCM nous demande de préciser que dix entreprises insulaires ont publié, le 31 octobre, quatre jours après l'attentat, un communiqué pour condamner cette action.

Le FLNC veut constituer un « mouvement politique de masse »

Le FLNC a publié, mercredi 21 novembre, un nouveau communiqué dans lequel il lance un « appel solennel pour constituer un grand mouvement politique public de masse » regroupant les nationalistes de toutes tendances. Le FLNC souhaite que « ce mouvement de masse respecte l'expression démocratique des sensibilités et ait des relations fraternelles avec l'ensemble des organisations nationalistes qui ne partagent pas la même stratégie ».

Ce communiqué semble ainsi à la fois s'adresser à A Cuncolta Naziunale (organisation nationaliste publique liée au FLNC) et constituer un appel du pied en direction de l'A Cuncolta Naziunale Corsa (ANC) qui regroupe des dissidents de la Cuncolta.

La Cuncolta, pour sa part, est actuellement divisée entre « durs » qui contestent les orientations du FLNC

et « modérés » qui les soutiennent. Dans son précédent communiqué (le Monde du 17 novembre), le FLNC, en radicalisant son langage tout en se posant comme lieu de synthèse politique du mouvement nationaliste, avait, semble-t-il, tenté de réunifier ces deux tendances. Tentative avortée puisque « durs » et « modérés » étaient restés sur leurs positions (le Monde du 20 novembre).

La plupart des observateurs estiment qu'en appelant aujourd'hui à la création d'un « mouvement de masse », peut-être dans la perspective des élections à la nouvelle assemblée de Corse, le FLNC poursuit le même objectif de réunification, sous son égide, de la famille nationaliste et cherche à isoler les « durs » qui refuseraient de se joindre à une telle démarche.

J.-L. A.

Après cinq semaines de discussions
Les socialistes adoptent une déclaration sur l'Europe contestée par les amis de M. Chevènement

Le bureau exécutif du Parti socialiste a adopté, mercredi 21 novembre, après plusieurs semaines de discussions, une déclaration sur l'avenir de la Communauté européenne, dans la perspective des conférences intergouvernementales du mois prochain. Tous les courants ont approuvé ce texte, sauf celui de M. Jean-Pierre Chevènement, Socialisme et République, dont les représentants n'ont pas pris part au vote.

Plusieurs réunions du bureau exécutif ont été consacrées aux questions européennes depuis celle du 17 octobre, au cours de laquelle M. Gérard Fuchs, secrétaire national, avait présenté le projet de déclaration qu'il lui revenait de rédiger (le Monde du 21-22 octobre). Le bureau exécutif avait entendu M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, le 24 octobre, et M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie, le 14 novembre.

L'hostilité du courant Socialisme et République à une union monétaire qui ne s'accompagne pas, selon lui, d'un contrôle démocratique réel, ne s'est pas démentie. Elle a conduit ses représentants, faute d'obtenir un inflexionnement du texte, à ne pas prendre part, mercredi, au vote final. Une autre difficulté avait surgi le 14 novembre, lorsque MM. Laurent Fabius et Claude Cheysson avaient présenté un amendement sur le rôle

des Parlements nationaux. Il s'agissait pour eux de proposer la création d'un organe de liaison, qui aurait été l'ancrage d'une deuxième institution parlementaire européenne à côté de l'Assemblée de Strasbourg, ou moins d'une « diète », selon la formule de M. Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères.

M. Cheysson avait fait valoir que la formule proposée correspondait à la conférence des Parlements qui se réunira le 27 novembre à Rome. M. Fuchs avait objecté que cette réunion est liée aux conférences intergouvernementales de décembre et qu'elle a, par conséquent, un caractère exceptionnel. Une semaine de discussions entre les protagonistes, y compris M. Dumas, sous l'œil attentif de l'Elysée et de M. Delors - ce dernier étant fondamentalement hostile à la création d'une nouvelle instance de décision parlementaire - n'a pas été de trop pour parvenir à un texte qui énonce : « Parlements européens et Parlements nationaux ont un intérêt commun au renforcement de la dimension démocratique de la construction européenne. Sans créer une institution supplémentaire de la Communauté, leurs représentants doivent pouvoir se réunir pour débattre des grandes orientations, en particulier dans les nouveaux domaines de compétence communautaire ».

Dans leur déclaration, les socialistes soulignent que le « renforcement » de la Communauté, « n'appartient pas à l'Europe, suppose une affirmation interne par la mise en place de « politiques sociale, économique, monétaire » communes et « une affir-

mation externe » sur la scène internationale. Ils estiment que, si ce renforcement « exclusif d'envisager, dans l'immédiat, l'élargissement » de la Communauté, celle-ci « ne saurait, pour autant, demeurer fermée » et qu'il « convient, en conséquence, de chercher pour les uns et pour les autres des formules d'association étroite », afin d'ouvrir la voie à la confédération évoquée par le président de la République ».

Le « contrôle démocratique »

La déclaration insiste sur le nécessaire contrôle démocratique qui doit accompagner la mise en place d'une monnaie commune. Ils indiquent qu'« aux termes de [sa] mise en œuvre de l'union économique et monétaire, devra exister un écu, monnaie unique, « émis par une banque européenne de structure fédérale », dont l'installation (...) doit pouvoir être envisagée en 1994 », qui devra agir « dans le cadre des orientations données par l'autorité politique (le conseil des ministres) » et dont le gouverneur « devra rendre compte de sa gestion devant les instances européennes responsables, notamment le Parlement européen ».

Ils précisent que la création de cette banque « devra s'accompagner de l'instauration des mécanismes de décision politique qui auront à faire les choix nécessaires sur toutes les questions économiques autres que monétaires » et du « renforcement des politiques structurelles communes ».

Les socialistes estiment, d'autre part, que l'amélioration des procé-

dures de décision « suppose, « avant tout, un élargissement du domaine du vote à la majorité en conseil des ministres », la règle de la majorité devant s'imposer au détriment de celle de l'unanimité, qui doit devenir « l'exception » réservée aux décisions conduisant à modifier les traités ou lorsqu'un désaccord apparaît entre le conseil et la Commission ou le Parlement ».

Ils demandent, ensuite, pour l'Assemblée de Strasbourg, un « pouvoir de codécision législative avec le conseil des ministres » et un « droit d'initiative législative en direction de la Commission ». Ils estiment que « ces évolutions devront s'accompagner, pour ce qui concerne la France, d'une évolution du mode de scrutin, rapprochant les élus européens des citoyens ».

S'agissant de la défense, les socialistes se prononcent pour « une politique étrangère et de sécurité commune » et souhaitent que « la coopération entre l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et la Communauté [soit] renforcée, afin de créer, à terme, le pilier d'une défense commune, le nouveau traité reprenant l'obligation d'assistance mutuelle et celle de l'assistance commune des décisions des Nations unies ». Ils demandent, enfin, que soit inscrite « rapidement dans les faits l'Europe sociale », notamment par la définition en commun d'une « politique volontariste d'intégration des populations issues de l'immigration ».

PATRICK JARREAU

(Publicité)

Mardi 11 décembre

LES PERSPECTIVES DE COOPÉRATION FRANCO-BRITANNIQUE

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Colloque organisé par François Fillon

Député-Maire de Sablé-sur-Sarthe

sous la présidence de

Philippe Séguin

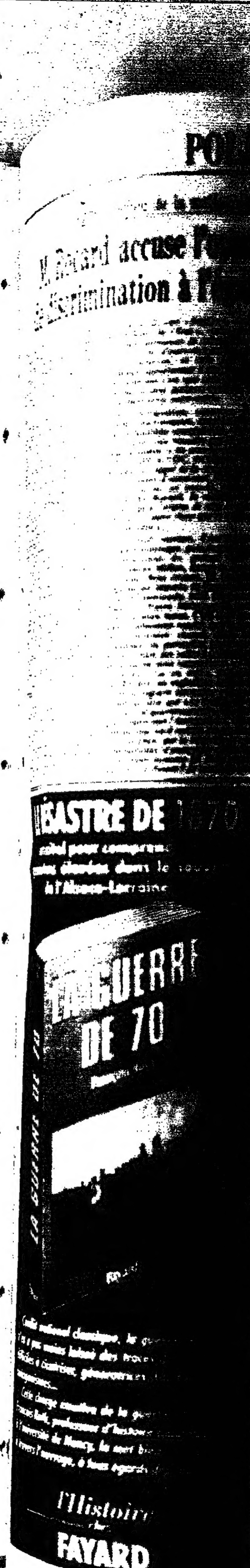
Ancien Ministre-Député-Maire d'Epinal

Alexandre ADLER Collaborateur à Libération	Lord ABRAN Secrétaire d'Etat à la Défense	Crispin HAIN-COLE Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères
Pierre DAREZES Président de la FEDN	Ian DAVIDSON Journaliste au Financial Times	Sir Ewen FERGUSON Ambassadeur de Grande-Bretagne
François HEISBOURG Directeur de l'UISS de Londres	Amiral Jacques LANGEDE Chef d'état-major particulier de la Présidence de la République	Sir Peter LEVENE Responsable de la politique d'armement
Thierry de MONTBRIAL Directeur de l'IFRI	Martin O'NEILL Porte-parole du parti travailliste pour les Affaires étrangères et la Défense	Amiral Sir Julian OSWALD Chef d'état-major de la marine
Jérôme PAOLINI Chargé des études stratégiques à l'IFRI	John ROPER Directeur de l'Institut d'étude et de sécurité de l'UEO	Yves SILLARD Délégué général pour l'armement

Jean-Pierre Chevènement
Ministre de la Défense

Hôtel Inter-Continental, 3, rue de Castiglione 75001 PARIS

Répondeur : 45-33-95-85 Informez-vous : 42-73-22-76



Handwritten note: "M. Rocard" and "M. Rocard" in a box.

POLITIQUE

Après l'échec de la motion de censure à l'Assemblée nationale

M. Rocard accuse l'opposition d'avoir fait preuve de discrimination à l'égard des députés d'outre-mer

Deux jours après l'échec, à cinq voix près, de la motion de censure déposée par l'opposition à propos du projet de contribution sociale généralisée, de quoi d'autre aurait-on pu parler, mercredi 21 novembre, à l'Assemblée nationale?

Incontestablement, des voix se sont égarées lors du vote de lundi soir, mais au fil des commentaires, plus insidieux encore en privé qu'en public, la « trahison » de quelques-uns a fini par prendre une couleur un peu trop définie. Et les députés des DOM-TOM en ont assez.

C'est l'un d'eux, M. Claude Lise, élu du Parti progressiste martiniquais (apparenté socialiste), qui a présenté naguère pour prendre en charge la francophonie au sein du gouvernement, qui le dit longuement, gravement : « Le seul fait d'être socialiste outre-mer n'est-il pas déjà préjudiciable ? Puis, s'agissant des gens d'outre-mer, ne glisse-t-on pas facilement d'une culpabilité individuelle à une culpabilité collective ? »

Derrière l'orateur, au centre gauche de l'hémicycle, un petit groupe fait corps. M. Jean Charbonnel (non inscrit, Corréze) se joint à MM. Jean-Paul Virapoulle (UDC, La Réunion) et Henry Jean-Baptiste (UDC, Mayotte). Le président du groupe socialiste, M. Jean Auroux, se déplace de son banc pour se rapprocher d'eux.

M. Lise, d'ailleurs spirituel du maire-adjoint de Fort-de-France, M. Aimé Césaire, continue : « On a donc instruit le procès sans avancer de preuves. Même M. Méhaignerie s'est chrétiennement distingué dans ce qui est vite devenu un concours de formules autour d'une idée fixe : les députés d'outre-mer « ont de gros

besoins », ils sont « fragiles », « très dépendants de l'Etat », « très sensibles aux promesses de subventions ». Tous les élus d'outre-mer ont été mis en accusation, et cela par des hommes appartenant à une famille politique qui s'est tant servi de l'outre-mer et dont quelques membres se sont tant servis outre-mer ! »

A l'indignation, contenue du député martiniquais, succède alors une redoutable comptabilité, énoncée d'une voix blanche par le premier ministre. « Au sein des groupes RPR, UDF et UDC, six députés ont manqué à l'appel de la censure, dont trois députés d'outre-mer. Or, on ne parle que de ces trois-là, observe M. Michel Rocard. Je voudrais être certain qu'à l'origine de cette distinction, il y a autre chose que la couleur de leur peau. »

Un bref instant, l'Assemblée paraît s'interroger, puis, le premier, le président du groupe UDF, M. Charles Millon, donne le signal du repli. Bras croisés, M. Rocard regarde les députés de l'opposition quitter l'hémicycle. MM. Raymond Barre et Pierre Méhaignerie sont restés à leurs bancs. C'est à ce dernier, visiblement touché, que le premier ministre choisit alors de s'adresser, en particulier, parce que, dit-il, « bien des valeurs communes auraient pu nous rapprocher ». « J'ai eu honte, j'ai eu mal », poursuit M. Rocard, en exploitant délibérément le registre intimiste. « Quand j'entends dire que « la métropole a censuré le gouvernement », qui l'aurait d'outre-mer ? demande-t-il. Chacun de vous est-il certain, en son âme et conscience, que la majorité de nos compatriotes d'outre-mer préfèrent avoir pour ministre M. Pons plutôt que M. Le Pen ? Je voudrais être



sur qu'outre-mer, on ne cherche pas seulement des vedettes de la chanson, des champions sportifs et des clientèles ! »

« Le talent d'autorité... »

Déjà, la semaine passée, lors de la précédente séance des questions au gouvernement, puis à l'occasion du débat sur la CSQ, et enfin dans son discours sans concession prononcé avant le vote de censure, M. Michel Rocard avait montré qu'il ne répugnait pas à affronter une Assemblée assez largement hostile.

En plaçant sur le terrain de la discrimination raciale la querelle entretenue à propos des ralliements dont

il a pu bénéficier, lundi 19 novembre, M. Rocard a-t-il voulu s'inspirer de ce que lui-même a appelé « le talent d'autorité et de commandement de François Mitterrand » ?

Pour le président de l'UDC, M. Pierre Méhaignerie, qui se prévaut d'animer le groupe « qui compte le plus grand pourcentage de députés d'outre-mer », les propos tenus par le premier ministre étaient « inutilement blessants et totalement infondés ». « La vraie question politique est de savoir jusqu'où on peut pratiquer l'assistance sans tuer le développement économique », ajoutait le député d'Ille-et-Vilaine.

Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, lui, a voulu voir, dans la déclaration du premier ministre « la preuve d'un affaiblissement et d'une perte de sang-froid ». Une réaction partagée par M. Millon, selon lequel « le gouvernement est en train de perdre les pédales. Il n'arrive pas à assumer sa fausse victoire de lundi ». Quant à M. Philippe Séguin (RPR, Vaucluse), qui, comme la majorité de ses collègues, avait quitté l'hémicycle en guise de protestation, il se déclarait ensuite « partagé entre le sentiment du dégoût et une certaine colère » en estimant que les propos du premier ministre « ne grandissent pas Michel Rocard ».

Interrogé, mercredi soir, sur France Inter, le député centriste de Mayotte, M. Henry Jean-Baptiste, affirmait, pour sa part, n'avoir « subi aucune pression » de la part du gouvernement, avant le vote de la censure. « Je ne l'aurais pas admis », a-t-il dit en affirmant, « en conscience, devoir approuver le bilan de Michel Rocard sur l'outre-mer ».

Le fait est, par exemple, que le budget des DOM-TOM avait été adopté, le 13 novembre, à l'Assemblée nationale, au terme d'un débat très tranquille pour le gouvernement puisqu'il n'y avait eu que quatre votes négatifs. Les groupes RPR, UDF, UDC et PC avaient alors préféré s'abstenir plutôt que de censurer la politique conduite par un ministre, M. Louis Le Pen, qui jouit personnellement de l'estime quasi unanime des élus d'outre-mer.

JEAN-LOUIS SAUX

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi soir 21 novembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

• Santé

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité et le ministre délégué à la santé ont présenté une lettre rectificative au projet de loi modifiant les dispositions du code de la Sécurité sociale et du code rural relatives à la cotisation d'assurance-vieillesse. Ce projet comprend un ensemble de dispositions dans le domaine de la santé.

1) La liste des maladies à l'égard desquelles la vaccination est obligatoire pour certaines catégories de personnel sanitaire est modifiée ; l'hépatite B y figurera désormais.

Le règlement prescrivant le respect des « bonnes pratiques de laboratoire » dans la poursuite des essais réalisés sur les médicaments sera consacré par la loi. Le contrôle sera exercé par les pharmaciens et vétérinaires inspecteurs.

Le projet prévoit également de limiter dans le temps la validité des homologations relatives à la commercialisation des produits ou appareils médicaux afin d'assurer la permanence de leurs garanties de sécurité.

2) Les cotisations d'assurance-maladie dues par les centres de soins au titre des salaires de leur personnel seront allégées.

3) Certains agents hospitaliers doivent servir pendant un temps déterminé après la fin de leurs études dans un établissement public. Leur mobilité géographique et professionnelle sera favorisée par l'obligation faite à l'organisme qui les recrute après un premier emploi et pendant cette période de prendre en charge une partie du coût de leur formation.

4) Le projet vise également à faire mieux participer les établissements d'hospitalisation privés à but lucratif à la maîtrise des dépenses de santé en prévoyant que les contrats tarifaires qu'ils concluent avec les caisses régionales d'assurance-maladie seront désormais d'une durée déterminée ; les frais d'analyse et d'examen biologiques seront inclus dans leurs tarifs.

• Traitements des fonctionnaires

Le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives a présenté un décret révisant les traitements des fonctionnaires de 1,3 % au 1^{er} décembre 1990.

Cette mesure bénéficie aux agents civils et militaires de l'Etat et de ses établissements publics ainsi qu'aux agents de la fonction publique territoriale et hospitalière. Les retraités civils et militaires de l'Etat, des collectivités territoriales et de la fonction publique hospitalière en bénéficieront dans les mêmes conditions.

En outre, le traitement minimum sera calculé sur la base de l'indice brut majoré 224, contre 221 auparavant. Ce traitement passera donc, hors primes et indemnités, de 5268,46 francs à 5409,41 francs par mois au 1^{er} décembre 1990.

• L'adaptation des logements et des bâtiments publics aux personnes handicapées (Lire page 14)

• Les nouvelles technologies des télécommunications (Lire page 33)

Mesures individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

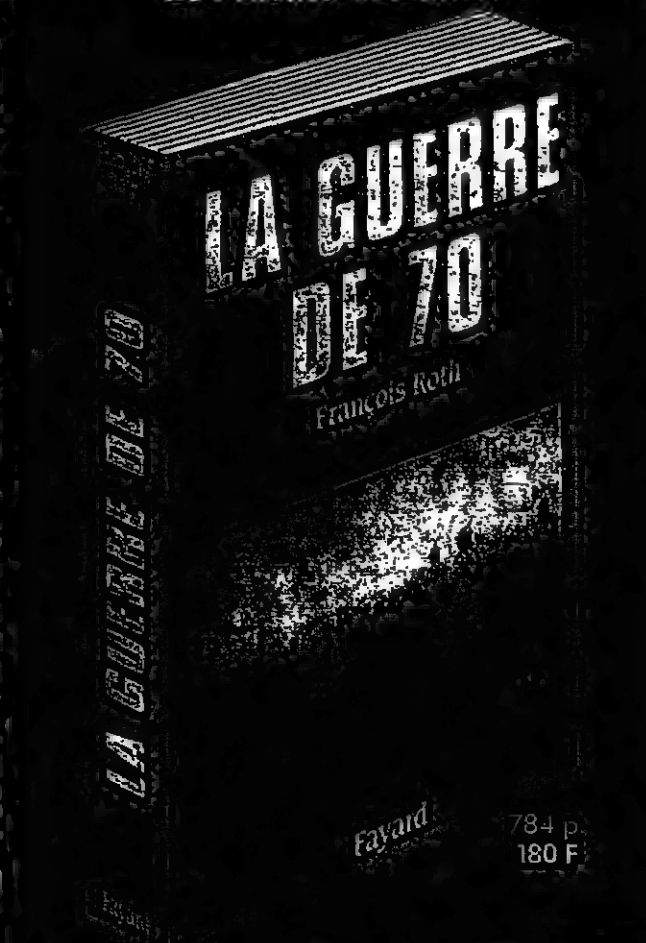
— Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, l'amiral Bernard Louzeau est nommé conseiller maître en service extraordinaire à la Cour des comptes.

— Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, M. Pierre Creysse, conseiller d'Etat, est maintenu, sur sa demande, dans la position de disponibilité pour convenances personnelles.

En outre, sur proposition du ministre des départements et territoires d'outre-mer, le conseil des ministres a prononcé la dissolution du conseil municipal de la commune de l'île des Pins (Nouvelle-Calédonie).

LE DÉSASTRE DE 1870

est capital pour comprendre les générations élevées dans le souvenir de l'Alsace-Lorraine.



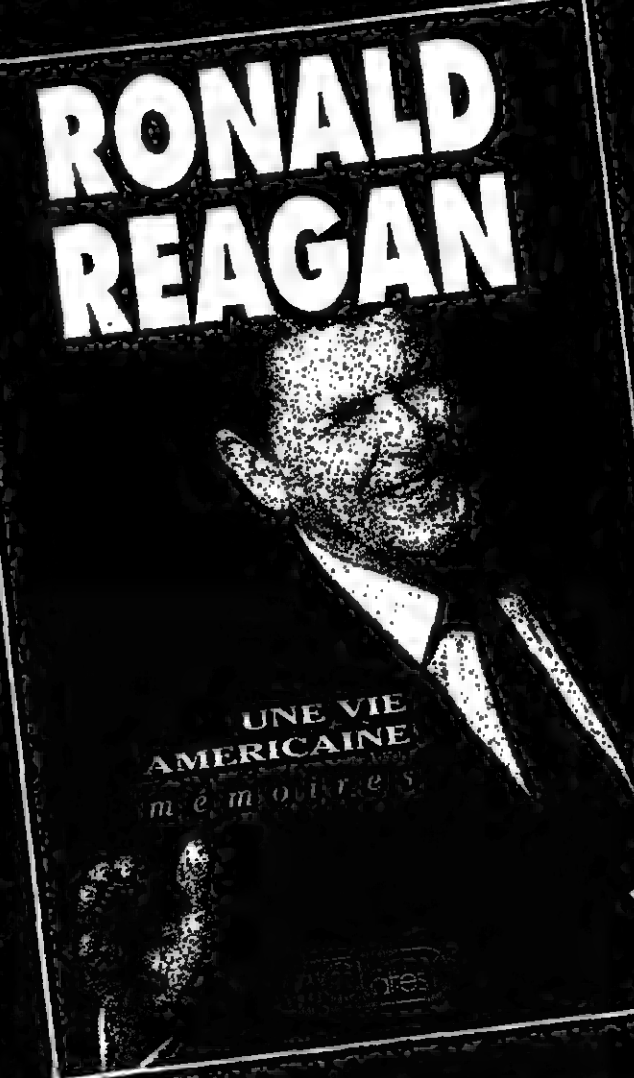
Conflit national classique, la guerre de 1870 n'en a pas moins laissé des traces douloureuses, difficiles à cicatriser, génératrices d'autres antagonismes...

Cette charge émotive de la guerre de 1870, François Roth, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Nanterre, la met bien en évidence à travers l'ouvrage, à tous égards digne d'éloges.

Eric Roussel, Le Figaro

L'Histoire
che
FAYARD

AN AMERICAN LIFE



UN DESTIN UNIQUE

Enfant pauvre, cowboy de cinéma, président des Etats-Unis. l'extraordinaire trajectoire d'un "héros américain" puissance 100.

Figaro Magazine

L'AUTOBIOGRAPHIE DE REAGAN

Parution simultanée en France et aux Etats-Unis

145 F - 792 p.



POLITIQUE

L'examen de la loi de finances pour 1991

Le projet de budget vivement attaqué au Sénat

Les sénateurs ont commencé, mercredi 21 novembre, l'examen du projet de loi de finances pour 1991, adopté en première lecture par l'Assemblée nationale. L'examen de la première partie du projet de loi devrait s'achever dans la nuit de samedi 24 à dimanche 25 novembre. Le vote sur l'ensemble du texte pourrait intervenir le lundi 10 décembre.

La majorité sénatoriale s'est livrée à une attaque en règle contre le projet de budget pour 1991. M. Roger Chénouard (Rfp, et Ind, Paris), rapporteur général de la commission des finances, qui ouvrirait la discussion générale du texte, a fait remarquer que le projet de budget survenait « à la fin d'une période d'aisance » pour l'économie internationale. « L'insuffisante résorption des retards structurels accumulés en matière d'investissement, d'emploi et de compétitivité placent la France en mauvaise position », a-t-il indiqué.

M. Chénouard, qui a noté d'autre part la détérioration du solde commercial et « le niveau d'épargne nettement insuffisant », M. Christian Poncelet (RPR, Vosges), président de la commission des finances, a abondé en ce sens.

Le rapporteur a estimé ensuite que le projet de loi s'inscrivait dans « un cadre incertain », notamment pour l'inflation, et qu'il ne s'attaquait pas suffisamment au problème du déficit budgétaire, singulièrement en ce qui concerne « le train de vie de l'Etat ». En la matière, M. Poncelet a prôné une reprise du programme de privatisation. M. Chénouard a annoncé que la maîtrise de ce train de vie constituerait un objectif prioritaire, comme la diminution de la pression fiscale et celle du déficit public. « C'est un budget socialiste car excessivement dépensier », a conclu M. Chénouard à l'adresse du ministre.

M. Bérégovoy a répondu à ces critiques en mettant en avant les bons résultats obtenus, selon lui, par sa politique monétaire. Il a réitéré à cette occasion sa proposition de réunion des

sept ministres des finances des pays les plus riches (G7) pour stopper la baisse du dollar. M. Bérégovoy a d'autre part certifié que le gouvernement ne reviendrait pas sur la déindexation des revenus par rapport aux prix. « Peut-on faire mieux et autrement ? », s'est-il demandé à propos du projet de loi de finances. « Ce qui s'est passé à l'Assemblée nationale m'a laissé perplexe. On nous reproche de dépenser trop, puis de ne pas dépenser assez », a ironisé le ministre.

M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, est ensuite intervenu pour déplorer le « naufrage d'une bonne idée » que constituait, selon lui, la contribution sociale généralisée. M. Jean-François Poncelet, président de la commission des affaires économiques, a enfin centré son propos sur les exigences de l'aménagement rural. « L'espace rural fait le camp, et la région parisienne profite », a-t-il déploré. La discussion générale devait se poursuivre jeudi 22 novembre.

Exercice de style

Lorsqu'il a, par distraction, levé les yeux vers les tribunes de l'hémicycle, mercredi 21 novembre, le doyen des sénateurs, M. Geoffroy de Montalembert (RPR, Seine-Maritime), s'est demandé, un instant interrompu, si les projecteurs et autres « poursuivies » dressés depuis le matin même sur les corniches avaient été installés là pour éclairer le débat budgétaire. Etomement de courte durée en vérité, puisque le doyen devait apprendre rapidement que ce spectaculaire arsenal était en fait destiné aux championnats d'orthographe organisés samedi 24 novembre dans l'amphithéâtre, tendu de velours lie-de-veau, du palais de Luxembourg.

Service minimum

Un exercice de style, voilà pourtant ce à quoi s'apparente aussi la discussion d'un projet de loi de finances au Sénat. Pendant une vingtaine de jours, les sénateurs font « comme si », taillent dans les dépenses et rognent sur les impôts, avec l'assurance de voir les textes issus de leurs travaux invariablement « retoqués » par l'Assemblée nationale.

Depuis qu'il est ministre du budget, M. Michel Charasse s'émue de cette vaine débauche d'énergie. « Il n'est rien resté, au presque, des votes émis en 1983 pour le projet de budget de 1989, n'avez pas plus d'espoir pour 1990 », faisait-il remarquer, l'an passé, à la fin de la première partie de la loi de finances. Alors « mieux vaut s'organiser pour passer ensemble dans de bonnes conditions ce moment institutionnel qui nous est imposé », ajoutait-il avec perfidie.

S'il s'agit de passer le temps, le ministre délégué joue de chance. Il connaît bien la maison pour y avoir séjourné de 1981 à 1988, et s'entend à merveille avec le président

de la commission des finances, M. Christian Poncelet (RPR, Vosges), auquel il ne refuse jamais, à l'occasion, le récit d'une histoire souvent leste et agrémentée de force mimiques, lors d'une interruption de séance. La science de M. Charasse, sa virtuosité et ses accents de magicien retors font aussi les délices de cette assemblée où l'on n'aime rien tant que « d'émouvoir les ministres », comme le confesse M. Yves Guéna, sénateur RPR de la Dordogne.

Reste que le jeu des institutions a de quoi démolir. « Je serais désespéré si je ne comptais pas, à terme, voir le gouvernement prendre en compte nos suggestions », avoue M. René Regnaud (PS, Côtes-d'Armor). M. Poncelet, qui avait avancé, l'an passé, l'idée reprise au cours de la session de printemps d'un débat préalable d'orientation budgétaire, se défait : « L'important, c'est de sentir que l'on a bien fait son travail, pour le reste, ils en feront ce qu'ils voudront. » « Ils », ce sont, péle-mêle, les ministres et leurs assistants, qui se déplacent en formation restreinte, par rapport à l'Assemblée nationale, et qui avouent « ne pas se fatiguer au Sénat ».

« On assure le service minimum », ajoute l'un d'entre eux, comme de toute façon il ne pourra jamais rien sortir de la commission mixte paritaire qui se réunira après les deux lectures du budget, ce n'est pas la peine d'en faire plus.

Les administrateurs du Sénat sont plus moroses. « On évite d'imaginer ce qui restera de toutes ces discussions, sinon avant de finir tout de suite », grogne l'un d'entre eux. La stratégie « d'opposition frontale » arrêtée par la majorité sénatoriale ne fait pas toujours l'unanimité auprès de ses membres, et notamment des « pointures ». « On se trompe d'époque, on adopte la logique de 1981. C'est absurde de vouloir transformer le Sénat en Assemblée nationale bis », entend-on ici. « Si les sénateurs étaient plus intelligents, ils ne feraient pas d'obstruction politique systématique et obtiendraient plus de la part du gouvernement », assène-t-on là.

Le malheur des uns faisant le bonheur des autres, les sénateurs se consolent en constatant que leurs collègues députés, soumis à la dure loi de l'article 49 alinéa 3, ne sont

pas logés à meilleure enseigne. « Dès lors qu'il y a un 49-3, nous n'avons rien à envier aux députés », glisse sagement M. Jean-François Poncelet (Rass. dém., Lot-et-Garonne). « Demandez aux socialistes, ça doit être encore plus rageant d'être impuissants dans le groupe majoritaire », conclut avec gourmandise M. Roger Chénouard, rapporteur général du budget.

Mais pour qu'il n'y ait pas de jaloux parmi les parlementaires, et puisque le gouvernement ne peut pas engager sa responsabilité au Sénat, M. Charasse a agité, devant « l'attitude négative de la majorité sénatoriale », la menace d'une demande de vote bloqué sur la première partie du budget (1). Les sénateurs seraient alors contraints, soit d'adopter le projet tel quel, soit de le repousser, ce qui aurait pour effet de renvoyer immédiatement le texte à l'Assemblée nationale avant l'examen des crédits par ministères... et accessoirement de provoquer un magnifique tollé.

GILLES PARIS

(1) La procédure du vote bloqué (article 44 de la Constitution) est laissée à l'appréciation discrétionnaire du gouvernement. Elle s'applique dès que celui-ci le demande et peut porter sur tout ou partie d'un texte, ainsi que sur les seuls amendements retenus par le gouvernement.

EXCLUSIF :
LES CAHIERS SONT
ENFIN VENUS A BOUT
DE GODARD

Depuis 30 ans, il est là. Depuis 30 ans, il dérange, invente, divise. Théoricien, voyou, savant fou, bricoleur. Nouveau langage, nouvelle esthétique, nouveau montage. Aujourd'hui, les Cahiers font le tour de Godard: Godard et la science, Godard et la musique, Godard et la télé, Godard et le sexe, Godard et la lumière, Godard et Karina, Godard protestant, Godard et la politique, Godard et Fritz Lang... Et tout Godard en 66 films. Avec amour et humour. Passion et irrespect. Objectivité et parti pris.

SPECIAL
GODARDENTRETIENS ET
TÉMOIGNAGES

ANNA KARINA
MICHEL PICCOLI
LASZLO SZABO
ROLAND AMSTUTZ
NAGISA OSHIMA
PHILIPPE GARREL
ANTHONY DUHAMEL
AGNES GUILLENOT
CAROLINE CHAMPETIER

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 46 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 46 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 46 63 12 88.

DIMANCHE 25 NOVEMBRE

- S. 2 - Bijoux et créations d'artistes. Bijoux de solne appartenant à M^{me} Marlene Dietrich. - M^{me} Catherine CHARBONNEAUX.
- S. 3 - Antiques. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- S. 5 et 6 - 14 h 30. Importants tableaux modernes. Collection de M. ALAIN DELON et à divers amateurs. - M^{me} LOUDMER.
- S. 12 - Tableaux modernes, estampes du 20^e siècle. Sculptures. Tapisseries. - M^{me} LIBERT et CASTOR.
- S. 13 - Tapis d'Orient anciens. - M^{me} ROGÉON.
- S. 14 - Art nouveau, art déco. - M^{me} BOISGIRARD.
- S. 16 - Atelier GRIBAUDO. Peintures. - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.

LUNDI 26 NOVEMBRE

- S. 1 et 7 - 14 h 30. Importants tableaux modernes. - M^{me} LOUDMER.
- S. 8 - Précieux objets de vitrine. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- * S. 14 - 14 h 30. Tapis. - M^{me} CHAMBERLAND, CHAFFET, VEYRAC. Tél. : 42-94-10-24. (Expo le 26-11, 11 h/13 h 30).
- * S. 16 - Petits bibelots, bijoux fantaisie et petits bijoux en or, livres, beaux meubles de style. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

MARDI 27 NOVEMBRE

- S. 2 - Lettres et manuscrits autographes. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 4 - 14 h 30. Dessins anciens. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. M. de Sayer, expert. Veuillez contacter Chantal Grangé au (1) 42-61-80-07, poste 446. (Catalogue : poste 469).
- S. 5 et 6 - 14 h 30. Tableaux des 19^e et 20^e siècles. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. MM. Picard et de Louvencour, Thierry Picard, experts. (Expo le 26-11, 11 h/18 h et le 27-11, 11 h/12 h).
- S. 10 - ART D'ASIE : collection de porcelaines dites « Bleus de Hui ». Estampes chinoises. - M^{me} COUTURIER, DE NICOLAY. MM. Bourdieu, Lévy, Lévêque, Raudin, experts. (Expo le 26-11, 11 h/18 h, 27 et 28-11, 11 h/12 h).
- S. 12 - Monnaies et pièces russes. - M^{me} MILLON, ROBERT. M. Rouillon, expert.
- S. 13 - Armes. - M^{me} MILLON, ROBERT.

MERCREDI 28 NOVEMBRE

- S. 1 et 7 - LE STYLE DOLLIPOPIN. Années 60-70. - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.
- S. 8 - Timbres-poste. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.
- S. 10 - Suite de la vente du 27 novembre. - M^{me} COUTURIER, DE NICOLAY.
- S. 15 - Livres, tableaux modernes, objets d'art et mobilier de style. - M^{me} DELOREME.

JEUDI 29 NOVEMBRE

- S. 2 - Étalas. Pots à pharmacie. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- S. 4 - Tableaux russes. PARIS AUCTION (M^{me} de CAGNY).
- S. 12 - Montres-bracelets, bijoux, argenterie. - M^{me} BOSCHER, STUDEF, FROMENTIN.
- S. 16 - Tableaux, bibelots, meubles. - M^{me} BOISGIRARD.

VENDREDI 30 NOVEMBRE

- S. 1 et 7 - 14 h 30 : Tab., bib., mob. - 21 h : Tableaux modernes. - M^{me} BOISGIRARD.
- S. 6 - Bibliographie et biographies d'écrivains. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 10 - 14 h 15 : Objets d'art et de bel ameublement des 18^e et 19^e. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. M. Dittes, expert. (Catalogue : poste 469).
- S. 11 - Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 14 - 14 h 15 : Tableaux anciens. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, experts. MM. Turquin, Herdichou et Latrille, Kyoan, expert. Veuillez contacter Chantal Grangé au (1) 42-61-80-07, poste 446. (Catalogue : poste 469).

DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80
Téléc. : 650 873

SAMEDI 24 NOVEMBRE à 20 heures
IMPORTANTS TABLEAUX DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES
Experts : MM. A. Pacini et A. de Louvencour, Th. Picard.
Lithographies de TOULOUSE-LAUTREC
Ensemble exceptionnel de 9 planches de la suite de « Elles ».
Expert : M^{me} Rousseau.

M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, Commissaires-priseurs.
Expo le 23-11 11 h/22 h et le 24-11 11 h/17 h.
(Veuillez contacter Thierry Picard au (1) 42-61-80-07 poste 428).
Catalogue : poste 469.

LUNDI 26 NOVEMBRE à 21 heures
TABLEAUX IMPRESSIONNISTES ET MODERNES
Ary, Cassaigne, Dubuffet, Oguis, Pissarro, Redon, Renoir, Staël.
M^{me} BRIEST, Commissaire-priseur.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-10-61-26.
BOSCHER, STUDEF, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
BRIEST, 24, avenue Maignan (75008), 42-68-11-30.
Catherine CHARBONNEAUX, 134, Fbg Saint-Honoré (75008), 43-59-66-56.
COUTURIER, DE NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.
DELOREME, 14, avenue de Messine (75008), 43-42-31-10.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, (anciennement REIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Léves (75009), 42-81-30-91.
LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 48-24-51-20.
LOUDMER, 45, rue La Fayette (75009), 43-78-89-89.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
PARIS-AUCTION : DE CAGNY, CARDINET-KALCK, DEURBERGUE, HOERANX-COUTURIER, 23, rue Le Pelletier (75009) 42-47-03-99.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
ROGÉON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

MAIRIE DU 9^e - 6, rue Drouot

LUNDI 26 NOVEMBRE à 14 h 30
ART D'ORIENT

M^{me} BOISGIRARD, Commissaire-priseur. M^{me} Kevorkian, expert.
HOTEL GEORGE-V 75008 PARIS
31, avenue George-V

MERCREDI 28 NOVEMBRE à 14 h 30
Bibliothèque de Monsieur R.

LIVRES ILLUSTRÉS MODERNES EXCEPTIONNELS
RELIURES DE MAÎTRES
Expert : M. Chrétien. Exposition chez l'expert, Librairie Chrétien, 178, rue du Fbg Saint-Honoré, 75008 Paris.
Tél. : (1) 45-63-52-66 le 23-11 de 15 h à 18 h (sur rendez-vous).

Bibliothèque d'un Amateur

TRÈS BEAUX LIVRES ILLUSTRÉS DU XVIII^e SIÈCLE
réunissant les plus célèbres livres illustrés du XVIII^e siècle
dans des conditions exceptionnelles.
Experts : MM. Guérin et Courvoisier.
Exposition chez les experts, Librairie Giraud-Badin, 22, rue Guyonnet, 75006 Paris. Tél. : (1) 45-48-30-38.
Jusqu'au lundi 26 novembre de 9 h à 13 h et 14 h à 18 h.
Exposition publique : Hôtel George-V le 27-11 10 h/20 h.
M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, Commissaires-priseurs
(Catalogue : à l'étude, poste 469).

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain

Fondé par la Ligue
des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES SYNDICATS
ET L'EUROPE

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque)
à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent,
75014 Paris, en spécifiant le dossier
demandé ou 180 F pour l'abonnement
annuel (80 % d'économies), qui donne
droit à l'envoi gratuit de sa numéroté

LA RUSSIE
Histoire des
mouvements spirituels

G. PODSKALSKY - L.A. MINEA
T. SPIDLIK - E. BEHR-SIGEL
B. MARCHADIER - F. ROULEAU

pour mieux
connaître les mouvements
spirituels qui ont animé
la vieille Russie.

180 pages 72 FF

BAUCHESNE
72, rue des Saint-Pères - 75007 PARIS

10/10/50

SOCIÉTÉ/CULTURE

... Le Monde • Vendredi 23 novembre 1990 13

SECTION B

l'attaqué au Sénat

16. La bicyclette bleue... Autant en emporte le vent

17. Les rencontres de musique contemporaine de Metz
20. Manœuvres autour d'une troisième chaîne polonaise

Un rapport sur l'aménagement du site prochainement libéré par les usines Renault

La « forteresse ouvrière » de Boulogne-Billancourt deviendra une île sans voitures

M. Jean-Eudes Roullier a remis à M. Michel Rocard, mercredi 21 novembre, le rapport que lui avait demandé le premier ministre le 29 janvier dernier sur l'avenir du site de Boulogne-Billancourt (1). Avant de le rendre public, M. Rocard a pris soin d'adresser une copie de ce texte au président de la région Ile-de-France, au président du conseil général des Hauts-de-Seine, aux maires des communes directement intéressées, à commencer par celui de Boulogne-Billancourt, ainsi qu'au président de la région Renault.

Un vaste paquebot illuminé et animé nuit et jour par des bibliothèques, des terrains de sport, des cafés, des librairies et des restaurants. Cinq kilomètres de berges et de coteaux rendus au public. Une île sans voitures, mais traversée par une ligne de transport en commun léger, qui la reliera à tout le réseau urbain. Une terre offerte aux hôtes d'une cité internationale d'accueil de jeunes scientifiques. Un lieu de formation continue en haute technologie. Des logements. Une fondation Renault-Volvo pour l'environnement, etc.

L'île Seguin et les méandres de la Seine, au sud-ouest de Paris, flètent aujourd'hui avec une chance exceptionnelle. Celle d'un urbanisme intelligent, cohérent, équilibré. Un urbanisme « doux », comme l'écrit le rapport Roullier, pour ce site unique aux toutes premières rives de Paris.

Ce n'est pour l'heure qu'un projet, mais le rapport que M. Jean-Eudes Roullier a remis au premier ministre sur le site de Billancourt trace les contours d'une ville habitable. Sans angélisme : il y est question aussi de rentabilité. Les communes concernées sont invitées à participer aux plus-values attendues de l'opération, mais également à ses risques. Le problème de la disparition de la taxe professionnelle, tarie par le départ de Renault, est clairement abordé. Cette « utopie réaliste », comme dit le rapporteur, fourmille d'idées, de suggestions, de questions bien posées et de réponses bien formulées.

Appuyé sur deux études complémentaires, précises, imaginatives et superbement illustrées, l'une de l'IAURIF, l'autre du paysagiste Alexandre Chemetoff (2), le rapport Roullier prolonge l'analyse par une réflexion sur les rapports entre la ville, les individus, l'industrie, le paysage, les transports, la formation, l'habitat. Il réunit les atouts permettant de répondre à l'interrogation initiale : comment

trouver et mettre en œuvre la vocation d'un site de 70 hectares sur lequel on refuse de laisser jouer les mécanismes qui conduisent automatiquement à construire des bureaux et des logements de luxe ?

Bloquer la spéculation

Au commencement, si l'on peut dire, est la fermeture des usines Renault. Celle de l'île Seguin (11 hectares et demi) et celle du bas Meudon, sur la rive gauche (près de 3 hectares), sont programmées pour le printemps 1992. Les 31 hectares du « trapèze », sur la rive droite, seront libérés progressivement, de 1992 à 1996, voire 1998.

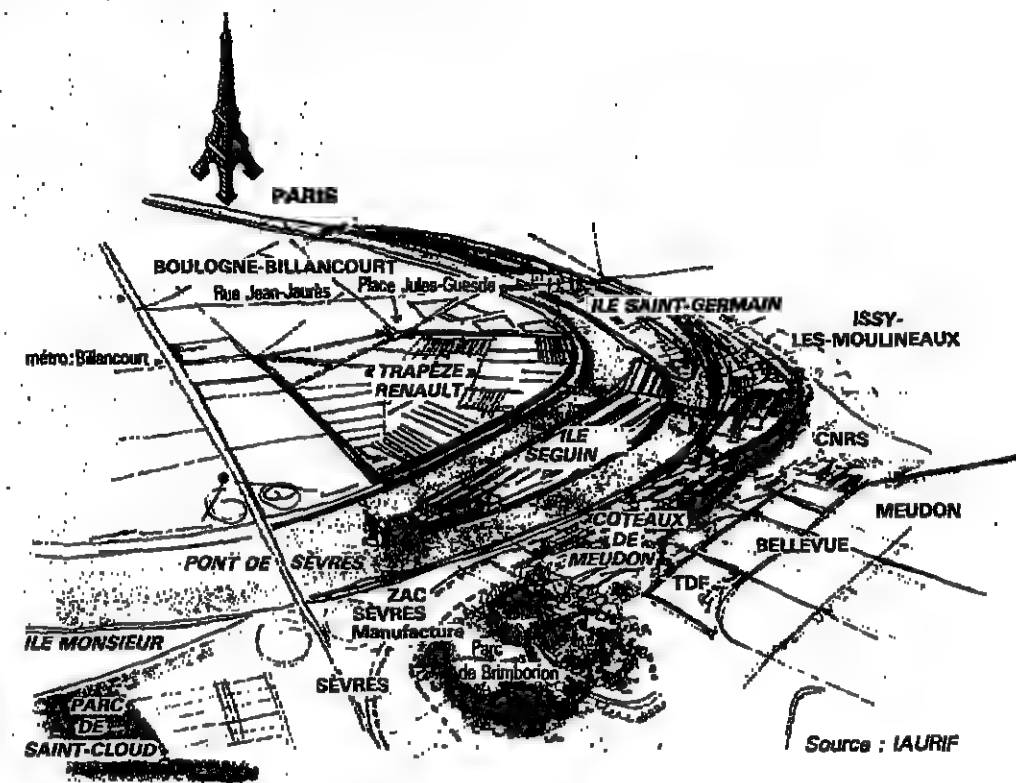
Ce calendrier est compliqué. Comme l'observe M. Roullier, ce sont les terrains les moins « intéressants » qui seront disponibles les premiers, ce qui retarde la rentabilisation de l'opération. Le premier ministre est conscient de l'importance symbolique du lien : Renault, les nationalisations d'après guerre, la cité industrielle française, Boulogne la bourgeoise et Billancourt l'ouvrière.

Il double aussi la formidable pression foncière qui va peser sur cette boucle de la Seine. « Nous ne sommes pas en banlieue, mais au centre », explique M. Alexandre Chemetoff, aux abords de l'Ouest vert et des industries de pointe. Le 6 décembre 1989, le site est classé « opération d'intérêt national », pour permettre à l'Etat de s'assurer la maîtrise du sol et de bloquer toute spéculation. Décision de sagesse : trop de beaux projets d'aménagement ont échoué à cause de l'enchère des terrains qui avait suivi leur annonce.

Une ville organisée autour du fleuve

M. Roullier a travaillé depuis dix mois avec cette obsession de créer des conditions exemplaires où la destination voulue ne trébuche pas sur les intérêts particuliers, où la population et les collectivités (régie Renault, département des Hauts-de-Seine, communes de Boulogne-Billancourt, qui, avec 102 000 habitants, est la deuxième ville de la région parisienne) trouveraient leur compte, sans que l'Etat renonce à son rôle de catalyseur et de garant des grands équilibres.

Le rapporteur ne se laisse pas enfermer dans les frontières du « mausolée de l'île Seguin ». Il retient tout le site qui, à l'échelle de la Concorde et de la Défense, comprend non seulement les entreprises Renault de l'île Seguin, du « trapèze » et du bas Meudon, mais aussi « le plus beau



Au centre, l'île Seguin. Une formidable pression foncière risque de peser sur cette partie de boucle de la Seine.

méandre de la Seine », les berges, l'ancienne île Monsieur délogée par la SNCF, les terrasses de Bellevue, le promontoire et le parc de Brimborion, le parc de Saint-Cloud coupé de la Seine par une route express...

Cinq communes (Boulogne, Meudon, Issy-les-Moulineaux, Sèvres et Saint-Cloud) sont ici concernées. A ce site exceptionnel, à cet « territoire privilégié et jaloux », il faut restituer la visibilité. Sur la rive droite, les usines constituent « depuis Boulogne un monde opaque, fermé sur lui-même ». L'île Seguin et ses constructions masquent totalement la vue d'une rive à l'autre. Il y a donc une opportunité historique, écrit en substance le rapporteur, de reconquérir 5 kilomètres de berges, de rouvrir aux promeneurs et aux sportifs l'ancienne île Monsieur, le chemin de halage qui existe encore sur la rive gauche, et une voie d'accès aux terrasses de Bellevue ainsi qu'au promontoire du Brimborion, d'où se découvre le site, enfin de réserver le bras sud de la Seine, le long des îles Seguin et Saint-Germain, aux loisirs et aux sports nautiques. En somme, « d'organiser la ville autour du fleuve ».

La deuxième chance à saisir est

de faire du site une « cité-pilote de la réconciliation entre l'homme, les transports en commun et la voiture ». Première condition : l'île Seguin ne devra accueillir que les véhicules indispensables (pompiers, ambulances). Sinon, il faudra des ponts et un entrelacs d'échangeurs, et « le paysage sera massacré ». M. Jean-Eudes Roullier note qu'aucune voie ferroviaire ne traverse la Seine, du pont Mirabeau au pont de Neuilly.

Le « studio parisien » de l'Onest technologique

Comme un tramway doit être construit dans les toutes prochaines années sur la rive gauche qui reliera la ligne A (à la Défense) à la ligne C (boulevard Victor), il propose qu'une station branche sur ce tramway une ligne de transport dit « hémométrique », comme celle qui circule à l'intérieur du parc de Villepinte. Cette ligne légère traverserait la Seine, desservirait l'île Seguin et la rive droite jusqu'au métro Billancourt. La RATP ne cache pas son intérêt pour un tel projet.

De cette même station de tramway, un funiculaire pourrait escalader les coteaux de Meudon, jusqu'à Meudon-Belevue, comme il en existait jusqu'en 1934. Ainsi, le réseau se connecterait-il à celui de la SNCF par la ligne Montparnasse-Versailles. Les possibilités évoquées sont multiples, sans oublier la navigation sur la Seine, du type Batobus, d'ailleurs prévue de Suresnes à Alfortville. La route enfin : une autoroute (B18) est en projet pour doubler la N118, « route de la recherche », qui, du pont de Sèvres, rejoint Vélizy, où sont situés trente-cinq mille emplois de haute technologie.

Le site de Billancourt est précisément la « porte parisienne » des zones de résidence choisies par les ingénieurs de l'Ile-de-France. M. Roullier y voit le troisième atout-maitre de l'opération. Le site peut à la fois servir de support aux industries de pointe par la création d'un « pôle scientifique » qui serait comme le « studio parisien » des

grandes entreprises de haute technologie installées à Vélizy, à Saint-Quentin-en-Yvelines, à Orsay, Saclay, etc., et le lieu où séjourneraient les chercheurs, les cadres de tout pays. Une « cité internationale d'accueil » leur offrirait, à eux et à des jeunes en formation, l'hébergement et le lieu de vie. La tradition de Renault — progrès technique et promotion sociale — serait restaurée dans une université de formation continue de haut niveau. Le rapporteur estime aussi que Renault, qui a droit à tirer bénéfices de l'opération qu'elle déclenche, devrait garder une place sur le site, et il évoque un projet de création d'une fondation sur l'environnement.

Cette « ville dans la ville » bénéficierait d'un « urbanisme doux », c'est-à-dire où les constructions occuperaient une place « raisonnable ». La densité moyenne serait de 1,8 (par comparaison, elle atteindra 2,4 dans la ZAC Tolbiac à Paris), ce qui représenterait sur le site 1 170 000 mètres carrés à construire. Plus faible dans l'île

Seguin, elle augmenterait sur la rive droite et dans le bas Meudon.

Construction ne veut pas dire « tout-logement », puisque des équipements, économiques ou culturels, sont prévus. Au total, des logements représenteraient 545 000 mètres carrés et les bureaux classiques 275 000 mètres carrés. Ils seraient répartis sur tout le site, et deux sur trois seraient des logements sociaux.

Reste la méthode pour atteindre les objectifs. Il est évident que l'Etat ne peut pas abandonner la maîtrise de cette « opération d'intérêt national ». M. Jean-Eudes Roullier, qui a travaillé avec les élus locaux des Hauts-de-Seine (RPR et UDF), n'exclut pas une formule — établissement public ou, plus vraisemblablement, société d'économie mixte — qui permettrait un retrait progressif de l'Etat. Il reconnaît que tout est à inventer à partir d'expériences comme celles d'Aix-en-Provence ou du quartier de la gare à Lille.

Il ne cache pas la montagne des embûches — des calculs politiques aux enjeux financiers — qui se dressent encore en face des « grandes expériences » prêtes à mijoter dans le « gigantesque chaudron » de Billancourt. Le temps presse et pourtant il faudra articuler le projet avec le futur schéma directeur de l'Ile-de-France. En tout cas, il est une objection qu'il a déjà prévue et qu'il saura démonter. Ce serait le reproche d'une trop haute ambition pour ce site de l'ouest déjà bien nauté, par rapport à l'est de demain. Ce à quoi M. Roullier répond : « Je ne peux pas être fier de beaucoup de choses, mais je ne peux pas mettre Billancourt à l'est de Paris... »

C. V.

(1) Comme M. Michel Rocard, qu'il fréquenta à l'ENA en 1957 et en Algérie, M. Jean-Eudes Roullier, né le 20 février 1931, est inspecteur général des finances. Il a été secrétaire général pour les villes nouvelles de la région parisienne, puis au groupe central des villes nouvelles. Directeur de l'urbanisme et des paysages du ministère de l'Urbanisme et du Logement de 1973 à 1982, puis, depuis 1984, chargé à la recherche et à l'innovation au ministère de l'Équipement, il est aussi, depuis 1987, président de la Fondation de Royumont.

(2) La mutation du site de Billancourt. Contexte et enjeu d'un projet. Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF), 251, rue de Vaugirard, 75740 Paris Cedex 15. Prix : 200 F. Et le Méandre de l'île Seguin, par Alexandre Chemetoff, Bureau des paysages, 119, rue du Château 75014 Paris.

Un entretien avec M. Georges Gorse

« Le rapport Roullier est un document de travail, utile avant la définition d'un programme d'aménagement » nous déclare le maire de Boulogne-Billancourt

M. Georges Gorse, maire de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), est l'homme le plus intéressé par le projet d'aménagement de l'île Seguin. Dans un entretien au Monde, il livre sa réaction au rapport de M. Jean-Eudes Roullier.

« Quel jugement portez-vous sur le rapport remis au premier ministre concernant l'aménagement de Billancourt ?

— Je n'ai fait aucune déclaration depuis l'annonce par la régie Renault de ses projets précis quant à l'abandon du site de l'île Seguin et très vagues quant au devenir de ses très importantes possessions « de terre ferme ». J'attendais de connaître le contenu exact du rapport Roullier. Celui-ci appelle de ma part un certain nombre d'observations. Au premier examen, c'est une intéressante étude technocratique. On peut y relever quelques inexactitudes (notamment sur le nombre de logements sociaux dans la ville, très inférieur à la réalité) et des vues contestables, par exemple sur le sort de la régie Renault dont le maintien sur le site, sous une forme allégée, nous paraît souhaitable... Mais il s'agit d'un document de travail, contribution utile aux discussions qui devront s'engager sur la définition d'un aménagement.

— La démarche volontariste qui consiste à ne pas laisser les bureaux et logements de luxe au gré du marché — et de vos intérêts immédiats, à vous qui allez perdre le produit de la taxe professionnelle versée par Renault — vous convient-elle ?

— Certainement. Nous avons déjà fait preuve de notre capacité à régler ce type de problèmes. N'oublions pas que deux terrains importants ont déjà été libérés par la régie Renault, dont on a fait le ZAC du Point du Jour et du Parc. Nous souhaitons définir un programme qui maintienne le caractère équilibré de la ville, insérée dans un urbanisme humain, tout en faisant en sorte que soient retrouvées les ressources fiscales perdues par ailleurs.

— Comment voyez-vous l'intervention de l'Etat dans cette opération ?

— Il est tout à fait normal que l'Etat joue un rôle important dans la conception de l'aménagement de ce site. Mais il est indispensable qu'il soit tenu compte de la volonté des communes intéressées. A cet égard, j'ai noté avec satisfaction que le rapport Roullier donnait la préférence à une formule d'économie mixte : la définition d'un programme ne peut être élaborée que par une structure de ce type où interviendraient l'Etat, la

régie Renault et les collectivités locales intéressées. Nous nous opposerons à toute formule d'établissement public.

— Le rapport souhaite que les communes partagent non seulement les bénéfices, mais aussi les risques de l'opération. Etes-vous d'accord ?

— Les bénéfices ? S'il y en a, il y aura aussi beaucoup de charges pour réaliser les équipements publics nécessaires. Les risques ? Il faut les éliminer. D'où, encore une fois, la nécessité d'une réflexion approfondie sur la définition du programme. D'ailleurs, j'ignore totalement, à ce jour, ce que peut être la contribution financière de l'Etat à une telle opération.

— Quelles sont vos ambitions pour Boulogne et les Hauts-de-Seine ?

— Il se trouve que Boulogne-Billancourt est la ville la plus importante des Hauts-de-Seine et, après Paris, de la région Ile-de-France. Elle n'a pas d'ambitions démesurées, je souhaite simplement qu'elle se développe harmonieusement en restant une ville équilibrée où l'on puisse vivre le plus agréablement possible.

Propos recueillis par CHARLES VIAL

L'île Seguin, de la chimie à l'automobile

Ile de Sève, île Dauphine, île Madame, l'île Seguin doit son nom contemporain au chimiste qu'elle accueillit, à l'époque de la Convention, pour y appliquer une nouvelle méthode de tannage du cuir. Un pont de bois traversait alors la Seine sur le chemin royal du Louvre à Versailles. En son milieu, il prenait appui sur l'île. Un nouveau pont de pierre la remplaça en 1820, construit en aval de l'île, où se trouve aujourd'hui le pont de Sèvres.

Alfred Renault acheta en 1868 une maison de campagne dans le lotissement « Gourouff » sur la rive droite à Boulogne-Billancourt. Trente ans plus tard, son fils Louis inventa une voiture à quatre

roues dans un hangar du parc. Pour installer ses usines, il acheta progressivement les parcelles du lotissement sur la rive droite et projeta de créer des jardins ouvriers pour son personnel dans l'île Seguin. Mais le besoin de terrains s'accroissant, après la guerre, il annexa l'île qu'il suréleva de 5 à 6 mètres pour la protéger des inondations et la relier aux rives par deux ponts. Désormais, l'histoire de l'île Seguin sera liée à celle des usines, puis de la Régie Renault à partir de 1945, à ses conquêtes techniques et à ses conflits sociaux, qui avaient fait de Billancourt la « forteresse ouvrière » décrite après mai 68 par Jacques Frémontier.

René Girard
Shakespeare
Les feux de l'envie
essai.
Grasset

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Le gouvernement mobilise l'administration

La rénovation des lycées à marche forcée

Le mouvement lycéen a peine retombé, c'est une mobilisation générale de l'administration et du gouvernement qui est organisée. Avec un objectif exposé mercredi 21 novembre par M. Olivier Schrameck, directeur du cabinet du ministre de l'éducation nationale : tenir, avec « rapidité, efficacité et transparence », les promesses faites aux représentants des lycéens, lors des négociations des 15 et 16 novembre.

Les 500 millions de francs débouqués la semaine dernière, pour renforcer l'animation dans les établissements, ont fait l'objet, dès le 19 novembre, d'un amendement gouvernemental au projet de budget pour 1991 et sont donc intégrés à la loi de finances. De même, les 4 milliards de francs prévus pour le fonds de rénovation des lycées feront l'objet de discussions avec les régions dans les prochains jours. Le projet de décret créant ce fonds et fixant les critères de répar-

tation des crédits est prêt; il est actuellement soumis à l'arbitrage interministériel.

Dans le même temps, le ministre de l'éducation nationale souhaite la mise en place très rapide, au plan local, de groupes de travail associant présidents de région, préfets et recteurs pour recenser les travaux à réaliser et fixer un échéancier précis. Le 27 novembre, M. Rocard, entouré de MM. Jospin et Joxe, réunira à Paris tous les recteurs et préfets de région pour faire le point de l'avancement des projets.

Réforme des programmes

Enfin, le 29 novembre, M. Jospin invitera à Paris les quelque deux mille cinq cents professeurs de lycées afin de leur expliquer le sens des mesures adoptées, à la fois pour la rénovation des établissements et pour la mise en œuvre des nouveaux droits reconnus aux lycéens (association, réunion, presse, etc.).

Cette mobilisation de l'administration est complétée par la mise

en place de toutes les instances consultatives annoncées ces jours derniers. « M. Plan d'urgence », Mme Wiener, avait été nommée dès le 16 novembre; tous ses correspondants académiques l'ont été depuis. M. Schrameck a tenu à préciser qu'il ne s'agit nullement de créer une « administration parallèle », mais de mettre au place des « interprètes permanents des préoccupations des lycéens et des autres acteurs du système éducatif ». Ainsi, malgré la brève durée des délais, M. Wiener devrait recevoir, le 26 novembre, les représentants des lycéens pour leur rendre compte de la mise en œuvre du plan d'urgence. De même, les conseils de la vie lycéenne devraient être installés dans chaque académie avant la fin du mois et ils seront consultés sur les travaux de rénovation envisagés et leur calendrier de réalisation.

Pour renforcer l'autonomie de gestion et la capacité de réaction des responsables locaux de l'éducation nationale, le ministre a, d'autre part, décidé de déconcentrer, au niveau académique, dès 1991, l'ensemble des crédits de fonc-

nement et d'aide pédagogique, ainsi que la quasi-totalité des crédits de la formation continue.

Enfin, le gouvernement entend élargir immédiatement le débat au vaste et épineux dossier de la rénovation pédagogique des lycées (refonte des programmes, des rythmes, des contenus et des méthodes d'enseignement). Commandé au printemps dernier au Conseil national des programmes, le rapport sur l'évolution du lycée et du baccalauréat vient d'être remis à M. Jospin. Il devait être rendu public vendredi 23 novembre, avant d'être présenté, le 3 décembre, au conseil supérieur de l'éducation.

Nul doute que l'ensemble des problèmes du lycée seront également abordés par le premier ministre, qui devait recevoir jeudi 22 novembre, les parents d'élèves de la FCPE (Fédération des conseils de parents d'élèves) et, vendredi 23 novembre, ceux de la PEEP (Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public).

GÉRARD COURTOIS

Selon un rapport du Conseil national des villes

Les « casseurs » interpellés le 12 novembre sont des exclus du système scolaire

Les « casseurs » du 12 novembre n'appartiennent pas à des bandes organisées. Ils ont, en majorité, entre seize et vingt ans, possèdent la nationalité française et habitent la banlieue parisienne. Ils sont « représentatifs d'une frange des bas revenus qui n'est pas celle de la pauvreté ».

Dans un rapport de neuf pages, le Conseil national des villes (CNV), organisme présidé par le premier ministre, résume « l'itinéraire social et familial de quarante-six éléments incontrôlés interpellés à la manifestation lycéenne du 12 novembre ». Menés à partir de procédures judiciaires, cette enquête porte sur vingt-trois mineurs et vingt-trois majeurs, « représentatifs » de la population des auteurs de troubles.

« L'analyse des provenances géographiques des différents interpellés montre que celles-ci sont très diverses, ne répondant à aucune logique de mobilisation d'une banlieue précise pour casser à Paris, estime le CNV. Si les bandes n'ont pas été formées préalablement, on peut émettre l'hypothèse qu'elles ont surgi spontanément des premiers débordements. La grande majorité des interpellés se serait alors intégrée à ces bandes ponctuelles ».

Les enquêtes familiales réalisées sur seize mineurs montrent qu'« aucune des familles des interpellés n'est au chômage. La majorité des deux parents exerce une profession. Mis à part un ingénieur, les parents exercent leur profession dans les catégories ouvrières

et petits employés ». Généralement issus de familles nombreuses, de couples séparés ou divorcés pour la moitié d'entre eux, ils sont moins, selon le rapport, le résultat « d'un malaise social que d'un malheur scolaire ».

La grande majorité d'entre eux suivent ou ont suivi la filière de l'enseignement professionnel technique. Quant aux mineurs encore dans la filière classique, ils sont souvent en retard. Le CNV conclut donc : « La cursus scolaire des interpellés se caractérise par un décalage important par rapport à la population de « casseurs », qui la distingue de la population lycéenne, c'est sans doute celle de l'exclusion scolaire subie ou menacée que vivent les interpellés ».

Pour faciliter l'accessibilité des bureaux et des logements

M. Delebarre veut « ouvrir la ville » aux handicapés

M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement et du logement, a présenté au conseil des ministres, mercredi 21 novembre, des propositions tendant à rendre plus accessibles aux handicapés les édifices publics et les logements privés. Ces mesures élaborées avec MM. Louis Besson, ministre délégué au logement, et Michel Gillybert, secrétaire d'État aux handicapés, devraient être inscrites dans un projet de loi présenté au Parlement lors de sa session de printemps 1991.

Le handicap, c'est aussi... les autres. Cette formule à l'emporte-pièce résume assez bien la conception nouvelle que les associations de handicapés sont parvenues à faire admettre. La diminution des capacités physiques ou mentales, naguère traitée comme un problème médical, a fait irruption dans le champ social. Celui qui est atteint en souffre d'autant plus que la société l'ignore, ou refuse de s'adapter à sa condition. Faciliter, par des aménagements, la vie quotidienne des handicapés revient à abaisser leur degré d'invalidité.

Cette volonté de réinsertion des « malchanceux » a été inscrite dans une loi dès le 30 juin 1975. Mais il a fallu ensuite sept années pour que paraissent ses décrets d'application. Ceux-ci sont encore de peu d'efficacité aujourd'hui. On estime que 60 % des permis de construire actuellement déposés en France ne tiennent pas compte de la réglementation sur l'accessibilité. Même après correction, 30 % environ de ce qui se construit reste inaccessible aux handicapés. Certains promoteurs insistent dans leur contrat de clauses excluant tout recours du futur acheteur, si celui-ci, par suite d'un accident quel qu'il soit, ne pouvait plus demeurer dans son appartement. Or cette disposition, totalement illégale, est acceptée sans broncher par des notaires.

Les édifices publics les plus prestigieux n'échappent pas à cette négligence, volontaire ou involontaire. Lorsque M. Delebarre a emmenagé son ministère dans l'Arche de la Défense, il s'est aperçu que les invalides ne pouvaient pas accéder au célèbre monument ! Aujourd'hui encore,

ils doivent emprunter trois ascenseurs différents pour avoir le droit, comme tout le monde, de regarder Paris de la terrasse de l'Arche. Les banques, les parkings et les services administratifs inaccessibles aux handicapés sont légion.

Une telle situation n'a pas échappé au chef de l'État et à son premier ministre qui ont affiché leur intention de faciliter le retour des exclus, concrétisée par la décision sans précédent de faire entrer au gouvernement un « accidenté de la vie », M. Michel Gillybert. Puis un train de soixante mesures destinées à favoriser la mobilité des handicapés, en facilitant leur accès aux transports en commun, a été lancé en février 1989. A présent, c'est aux bâtiments, publics et privés, que le gouvernement s'attaque.

Les transports en commun et les immeubles ne sont pas seulement difficiles d'accès pour les 5 millions de handicapés. Ils le sont aussi pour des millions d'enfants, de femmes enceintes, de mères de famille, de personnes fatiguées et âgées, pour lesquels la hauteur d'un trottoir ou d'un emmarchement, l'absence d'ascenseur, la présence d'un portillon qui résiste, une signalisation déficiente, constituent autant de difficultés quotidiennes. Toute mesure en faveur des handicapés a en fait une portée d'intérêt général. Elle adapte les villes au vieillissement de la population et soulage les services d'assistance.

Enseignement obligatoire

« Ouvrir la ville », tel est en effet l'objectif des mesures d'accessibilité adoptées par le conseil des ministres. Celles-ci touchent aussi bien les établissements recevant du public (ERP) que les logements collectifs.

■ Dans les établissements recevant du public : les immeubles de bureaux neufs seront désormais considérés comme des ERP, donc soumis aux règles d'accessibilité s'appliquant à ceux-ci. S'agissant des ERP eux-mêmes, un décret fixera de manière précise comment les chambres d'hôtels devront être aménagées pour qu'un handicapé puisse y être reçu et les salles de spectacle devront, dès leur conception, prévoir des dispositifs pour les malentendants.

L'obligation faite aux services publics, par la loi de 1975, de réaliser des travaux d'accessibilité va être renforcée. Les établissements recevant du public (ERP) neufs ne seront autorisés à ouvrir que si leur accessibilité, vérifiée par la commission de sécurité, est garantie. Une carte des bâtiments de l'État difficilement accessibles aux handicapés va enfin être dressée et des travaux, financés par un fonds interministériel doté dès 1991 de 25 millions de francs, y seront entrepris.

■ Dans les logements privés : l'aide de l'État aux logements collectifs sera plus accordée si l'accessibilité aux handicapés a été « oubliée ». Toute demande de permis de construire pour un logement collectif non aidé devra être accompagnée d'une déclaration de respect des règles d'accessibilité. Désormais, ces règles s'appliqueront aussi aux maisons individuelles groupées, construites avec l'aide de l'État. Enfin, les pouvoirs publics passeront avec l'Union des organismes d'HLM et avec l'Union des constructeurs de maisons individuelles des conventions les encourageant à favoriser l'accessibilité des logements qu'ils gèrent ou construisent.

■ A ces mesures de caractère technique, s'ajoutent deux innovations principales : dans les vingt écoles d'architecture et les trois écoles d'ingénieurs dépendant du ministère de l'équipement, l'« accessibilité » deviendra une discipline obligatoire dès la rentrée prochaine. Quant aux associations de personnes handicapées, la loi leur donnera la possibilité d'agir elle-même en justice au cas où la réglementation ne serait pas respectée.

Cette politique d'amélioration des bâtiments fréquentés par le public et des logements devrait être favorablement accueillie par les associations. Certaines des mesures adoptées vont au-delà de leurs souhaits. Comme dit un responsable d'association, « c'est le programme le plus ambitieux qui ait été lancé depuis la loi de 1975 pour que nous puissions vivre en ville presque comme les autres ».

MARC AMBROISE-RENDU

MÉDECINE

■ Les enfants premières victimes de la pénurie d'organes. — En 1989, sur 3 709 demandes de greffes, seules 3 177 ont pu être satisfaites. Ce manque d'organes est particulièrement critique chez les enfants pour qui la taille et le poids du « greffon » doivent correspondre, dans la plupart des cas, à ceux du receveur. D'autre part, le prélèvement d'organe chez un mineur impose le consentement des parents ou des tuteurs légaux. Aujourd'hui, 10 à 50 % des enfants demandeurs meurent avant la greffe. « Pour chaque enfant transplanté cardiaque, un autre meurt en liste d'attente parce qu'on ne lui a pas trouvé un cœur », explique le professeur Jean Kachaner, chef du service de cardiologie pédiatrique (Hôpital Necker-Enfants malades, Paris).

Face à cette pénurie, l'association France-Transplant, qui organise la mise à disposition du greffon auprès du receveur, vient de lancer une campagne de sensibilisation auprès du grand public.

DÉFENSE

Nominations militaires

Le général Dupont de Dinechin devient inspecteur général de l'armée de terre

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 21 novembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

■ Terre. — Est élevé au rang et à l'appellation de général d'armée, le général de corps d'armée Bernard Dupont de Dinechin, nommé inspecteur général de l'armée de terre.

Sont promus : général de division, les généraux de brigade Marc Weymel, Claude Mouton (nommé adjoint au général directeur de l'enseignement militaire supérieur de l'armée de terre et commandant l'école supérieure de guerre), Jean Varret, Jacques Vidal et Pierre Stehlin; général de brigade, les colonels Bruno Gardéy de Soos, Jean Tréguigneux, Roland Dubois, Xavier Prevost, Jacques Favin-Lévesque et Michel Clavery.

Sont nommés : major régional des forces françaises en Allemagne, le général de division Michel Cavallé; commandant l'artillerie du 2^e corps d'armée et des forces françaises en Allemagne, le général de brigade Pierre Depoilly; commandant supérieur délégué des forces armées en Guyane, le général de brigade Jean Delapierre.

■ Marine. — Est promu contre-amiral, le capitaine de vaisseau Charles Peyredieu du Charlat.

■ Armement. — Est nommé directeur du centre des essais en vol, l'ingénieur général de deuxième classe Hervé Groualle.

■ Gendarmerie. — Est promu général de brigade, le colonel Christian Lemée.

Sont nommés : commandant la région de gendarmerie Méditerranée, le général de division Gérard Charlot; commandant la 2^e région de gendarmerie, le général de brigade Joël Leverne.

Député RPR de la Sarthe

M. Fillon propose un contrôle parlementaire sur les exportations d'armes

Prenant au pied de la lettre des propos tenus avant 1981 par M. Mitterrand, qui voulait « moraliser » les ventes d'armes de la France à l'étranger, M. François Fillon, député RPR de la Sarthe et ancien président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, a déposé, mercredi 21 novembre, au Palais-Bourbon, une proposition de loi tendant à instituer un contrôle parlementaire des exportations militaires de la France, sur le modèle de ce qui existe aux États-Unis ou en Allemagne.

Le ministre de la défense a fait savoir, dès le lendemain du dépôt du texte, qu'il n'y avait pas de contrôle parlementaire, à l'exception de la loi de 1975 sur le contrôle des exportations de matériels de guerre, qui n'a pas été appliquée.

La proposition de loi déposée par le député RPR, vise à créer « une délégation parlementaire des exportations de matériels de guerre », qui aura pour mission de donner « un avis motivé » sur chaque demande d'exportation soumise à la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (CIEEMG), qui dépend du premier ministre. Composée des deux présidents de la commission de la défense et de la commission des affaires étrangères, à l'Assemblée, et du président de la commission des affaires étrangères et de la défense, au Sénat, et réunie au moins une fois par mois, cette délégation parlementaire examine-

rait, avant que le premier ministre ne donne son feu vert à un contrat, toutes les demandes d'exportation — présentées par les industriels à la CIEEMG — d'un montant supérieur à 20 millions de francs.

Selon M. Fillon, les travaux de la délégation seraient secrets, mais tout avis donné par elle pourrait être rendu public si un seul des parlementaires présents le souhaitait.

Outre-Atlantique et outre-Rhin, l'ensemble de la commission de la défense, dans les deux Parlements, est sollicité de donner son avis qui, de surcroît, peut se transformer en un droit de veto à l'exécution d'un contrat. La procédure choisie par le député RPR se rapproche donc, dans ces conditions, de celle qui est en usage, notamment au Congrès américain, pour le contrôle parlementaire des activités et des dépenses des services secrets aux États-Unis.

Des statistiques contestées

M. Fillon explique que sa proposition de loi, distincte de la volonté de M. Alain Madelin de constituer une commission parlementaire sur les ventes d'armes de la France à l'étranger, est destinée à instaurer « un meilleur équilibre » des responsabilités du législatif et de l'exécutif en la matière.

L'initiative de l'ancien président de la commission de la défense à l'Assemblée intervient à un moment où, de source parlementaire (Le Monde du 9 novembre), on constate en 1989 un « effondrement » des exportations françaises d'armes (avec 20 milliards de francs au total) par rapport à 1988 et où ce déclin de 47 % — pour ce qui concerne les prises de commandes — est décrit comme devant se continuer en 1990 si l'on en

croit les estimations du premier semestre. Cette prévision (pour 1990) d'origine parlementaire est très vivement contestée par les industriels de l'armement en cause, qui ne commentent pas, en revanche, les évaluations de 1989.

M. Jean-Guy Branger, rapporteur de la commission de la défense et député (app. UDF de Charente-maritime), a écrit : « La continuation de nos difficultés n'est pas surprenante. Au cours des six premiers mois de l'année 1990, pour les matériels aéronautiques, navals ou terrestres, aucun grand contrat [à l'exportation] n'a été signé [par la France] ».

Chez les industriels concernés, on prétend, au contraire, que l'année 1990 se présente avec des résultats intéressants sur le terrain et, principalement, au Maghreb et au Proche-Orient, où « l'effondrement » devait être à son maximum selon le rapport parlementaire. Ainsi, le groupe Matra, grâce au missile Mistral de défense aérienne, affirme que « les prises de commandes de matériels de défense à l'exportation ont, contrairement à une opinion largement répandue, augmenté en 1990, avec 5 100 millions de francs, au lieu de 4 400 millions en 1989 ». Le groupe GIAT-Industries vient de conclure avec Singapour un achat important de canons d'artillerie de 105 mm. Enfin, la SOFRESA, qui est chargée des ventes d'armes de la France au Proche et au Moyen-Orient (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Égypte), affiche, à l'heure actuelle, un montant de prises de commandes de 12 milliards de francs (matériels de défense aérienne, vedettes rapides, hélicoptères, etc.) avec — avant la fin de l'année — une perspective supplémentaire de 7 autres milliards de francs.

JACQUES ISNARD

SCIENCES

Remise des prix CEA 1989

Les prix CEA 1989 ont été remis, mercredi 21 novembre, à dix scientifiques du Commissariat à l'énergie atomique. Voici la liste des lauréats :

— M. Gérard Marguerie de Rotrou, pour ses travaux sur les applications thérapeutiques du mécanisme de l'aggrégation plaquettaire.

— M. Jacques Perot, pour le développement des aimants supraconducteurs de l'accélérateur HERA (Hadron Electron Ring Accelerator) à Hambourg.

— MM. Claude Baudouin, Pierre Chénabault, Jean-Claude Gouin-Matell, Daniel Parré et Raymond Warlop, pour la réalisation du dispositif d'échappement des éléments combustibles dans les réacteurs nucléaires.

— Mme Lydie Koch-Miramond, et MM. Jean-Jacques Engelmann, et Philippe Goré, pour des recherches sur la composition des rayons cosmiques et sur les techniques de détection spatiale.

Dotés de 50 000 F et attribués pour la quatrième année consécutive, ces prix récompensent les travaux qui « contribuent à promouvoir le rôle-clé [du CEA] dans les domaines du progrès scientifique et de la modernisation industrielle de notre pays ».

■ Sixième essai nucléaire français depuis mai. La France a fait exploser, mercredi 21 novembre, sur le site de Mururoa, en Polynésie, une charge nucléaire souterraine dont la puissance, selon le ministère de la défense, a été inférieure à 50 kilotonnes (moins de trois fois la puissance de la bombe lancée sur Hiroshima). C'est le sixième essai nucléaire de la France depuis mai dernier. Depuis des années, les campagnes de tir comptaient huit essais par an sur les atolls de Mururoa et de Fangataua. Mais des restrictions financières ont conduit le gouvernement à limiter désormais à six le nombre des tirs.

Pour vous la C...



SOCIÉTÉ

JUSTICE

Les héritiers de Margaret Mitchell déboutés en appel

« La Bicyclette bleue », entre le thème éternel et l'œuvre originale

La Bicyclette bleue, de Régine Deforges, publiée en 1982 aux Editions Ramsay, ne constitue pas la contrefaçon « même partielle », du livre *Autant en emporte le vent*, écrit par Margaret Mitchell. C'est sur cette affirmation de la première chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M^{me} Myriam Ezratty, premier président, que se conclut l'arrêt rendu mercredi 21 novembre, qui infirme le jugement de la troisième chambre du tribunal de Paris du 6 décembre 1989 (*le Monde*) du 8 décembre 1989 condamnant Régine Deforges et l'éditeur à verser 24 millions de francs à la Trust Company Bank, titulaire des droits patrimoniaux de Margaret Mitchell.

Les grands procès littéraires sont devenus rares. Il est vrai que, depuis la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique, les droits de l'auteur ont bénéficié d'une protection régulièrement renforcée par la jurisprudence. Le moindre écart devenait sanctionnable. Mais, si beaucoup de pays nous envient une législation favorisant la création, il se trouve quelques juristes, et même quelques écrivains, pour dire que le droit ne rejoint pas toujours l'équité et que le bouchier est parfois devenu un carcan. Le cas de la Bicyclette bleue est peut-être une illustration d'un jurisme dont l'expression artistique s'accommode mal.

En publiant son livre, Régine Deforges ne cachait pas son jeu, car c'est bien d'un jeu auquel elle pensait se livrer. Ainsi, elle remerciait, au début de l'ouvrage, pour leur « collaboration involontaire », quelques personnes, dont le général de Gaulle et Margaret Mitchell. Il ne

s'agissait plus seulement d'un simple clin d'œil et le tribunal civil n'avait donc aucune difficulté à trouver des similitudes, lui permettant d'affirmer : « Dans les soixante-quatorze premières pages de son roman, Régine Deforges a essentiellement procédé à un condensé qui constitue un véritable démarquage des cent quatre-vingt-dix premières pages d'Autant en emporte le vent. » L'argument reprenait l'opinion de M^{me} Olivier Carnet, conseil de la Trust Company Bank.

Divertissement, pastiche et plagiat

Mais ce n'est pas l'avis de la cour d'appel, qui regarde la démarche de Régine Deforges comme un divertissement pour déclarer : « En reprenant par jeu, pour les insérer dans son ouvrage, des scènes rendues célèbres par la notoriété universelle de l'œuvre de Margaret Mitchell, elle a manifestement voulu, par évocation, des reminiscences littéraires, établir avec ses lecteurs une complicité amusée. » Et les magistrats d'appel en veulent notamment pour preuve cette citation de la jeune sœur de l'héroïne de Régine Deforges, qui lui dit : « Tu vas rire : une amie m'a prêté un livre, c'est l'histoire d'une famille et d'un domaine qui ressemble au nôtre ; ça s'appelle Autant en emporte le vent. » Ce faisant, la cour répond au tribunal, qui avait refusé d'admettre la notion de « pastiche », en affirmant très sérieusement que ce qu'il nommait un démarquage « n'a pas pour effet de provoquer par sa lecture l'émusement, le rire ou le sourire. Mais la juridiction d'appel ne va pas jusqu'à étayer un raisonnement juridique sur le pastiche ou la caricature. Pour la cour, il s'agit d'une œuvre originale, même si les deux ouvrages ont « incontestablement » pour point de départ « une anecdote identique ».

Et les magistrats relèvent aussi que le thème d'une jeune fille, qui se jette à la tête d'un garçon qui

lui en préfère une autre, alors qu'elle est elle-même aimée d'un homme plus âgé, est « totalement dépourvu d'originalité ». Pour la cour, « son sujet aussi rebattu » n'est pas « protégeable ». Cette interprétation avait été plaidée par M^{me} Yves Baudouin et Daniel Soulez-Larivière, soutenus par l'avocat général, M. Bernard Defafay, qui avait eu la même lecture de l'ensemble des deux ouvrages pour déclarer : « Depuis *Homère*, les thèmes mêlés amour et guerre, vie et mort nourrissent les littératures du monde entier. »

Dans son jugement, le tribunal avait laborieusement cherché les ressemblances entre les livres dans un jugement de quatre-vingt-quatorze pages. Sur ce point, la cour se montre plus concise puisqu'il lui suffit d'un arrêt de neuf pages pour noter que « Autant en emporte le vent » est avant tout un roman sudiste, dans lequel l'auteur décrit, d'une manière inimitable, la guerre de Sécession, l'affranchissement des esclaves et l'industrialisation de la Géorgie au dix-neuvième siècle, alors que la Bicyclette bleue relate l'histoire et les déchirements d'une famille française pendant la dernière guerre mondiale. Aussi, les juges déclarent que « M^{me} Régine Deforges a créé une œuvre nouvelle et personnelle. »

Dans son jugement, le tribunal avait ordonné aux Editions Ramsay d'arrêter la diffusion de l'ouvrage, mais, avec une certaine élégance, la Trust Company Bank n'avait pas fait exécuter cette mesure, désormais annulée. L'affaire reviendra devant la justice, si les titulaires des droits de Margaret Mitchell font un pourvoi en cassation. Mais, pour l'heure, la Bicyclette bleue poursuivra donc sa destinée de best-seller, sans nuire à Autant en emporte le vent, car les juges l'ont bien dit : l'esprit des deux ouvrages et leur style sont « fondamentalement différents ».

MAURICE PEYROT

La chambre d'accusation ordonne le maintien en détention de l'ancien milicien

Le procès de Paul Touvier aura lieu dans un délai raisonnable

En confirmant, mercredi 21 novembre, le maintien en détention de l'ancien chef milicien Paul Touvier (nos dernières éditions du 22 novembre) la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a écarté une grande partie de l'argumentation de M^{me} Jacques Trémolet de Villers visant à faire bénéficier son client de la liberté dont jouissent deux autres anciens collaborateurs du régime de Vichy, René Bousquet et Maurice Papon. Les trois hommes sont pourtant inculpés du chef de crimes contre l'humanité relevant l'avocat, qui concluait ainsi son mémoire : « Il ne peut y avoir deux traitements différents selon qu'il s'agit de hauts fonctionnaires ou d'un humble milicien. »

S'inscrivant dans l'actualité relative au « cas » Bousquet, M^{me} Trémolet s'est notamment référé aux déclarations récentes du ministre délégué à la justice, M. Georges Kiejman — « il faut également prendre conscience que, au-delà de la nécessaire lutte contre l'oubli, il peut paraître important de préserver la paix civile (...) Il y a d'autres moyens qu'un procès pour dénoncer la lâcheté du régime de Vichy » — pour en déduire que l'emprisonnement de Paul Touvier ne se justifie plus « lorsque la partie publique poursuivante manifeste une si impressionnante hésitation ».

Mais en définitive, la recherche d'un « effet Bousquet » aura été vaine. M^{me} Charles Libman et Alain Lévy ont fait valoir que l'ancien milicien ne pouvait prétendre échapper aux charges concrètes pesant contre lui. Sur ce point, le juge d'instruction Jean-Pierre Gatti, dans une ordonnance du 29 octobre dernier, les confortait, par avance, en écrivant que le « problème de l'incertitude de la légalité de l'incrimination, qui elle-même n'est plus d'actualité, quels que soient les débats doctrinaux ».

Après un an et demi d'instruction, près de cinquante interrogatoires ou confrontations de Paul Touvier, l'étude de milliers de notes et une exploitation méthodique des archives du régime de Vichy, M. Gatti considère en effet que « l'instruction, bien qu'inachevée, a atteint un niveau où il est permis d'établir le bien fondé de l'incrimination de crimes contre l'humanité (...) ».

Dans son arrêt, la chambre d'accusation confirme que l'état d'avancement de l'instruction rend désormais peu probable que la « détention provisoire de l'inculpé ne se prolonge excessivement sans perspective d'aboutir dans un délai raisonnable à la traduction de l'inculpé devant la juridiction de jugement ». Le président et ses conseillers, convaincus du sérieux des présomptions et indices concordants accumulés contre l'ancien milicien, s'étonnent en passant de la proposition de l'inculpé à « jeter le discrédit » sur la qualité des témoignages des parties civiles, quarante-six ans après les faits, alors qu'il prétend lui-même conserver des souvenirs particulièrement précis de ses faits et gestes de l'époque.

LAURENT GRELSAMER

SPORTS

VOILE : la Route du rhum

Titouan Lamazou champion du monde des skippers

Arrivé mercredi 21 novembre à Pointe-à-Pitre avec trois jours, 4 heures, 7 minutes de retard sur Florence Arthaud (Pierre-1^{er}), Titouan Lamazou (Ecuireuil-d'Aquitaine) a terminé premier des monocoques en prenant la onzième place au classement général de la Route du rhum. Déjà vainqueur du Vendée Globe Challenge, la course autour du monde en solitaire sans escale, en mars 1990, et deuxième du BOC Challenge, la course autour du monde en solitaire en quatre étapes en 1987, Titouan Lamazou s'assure, ainsi, le titre de champion du monde des skippers pour les courses océaniques disputées entre 1987 et 1990. Il succède à ce palmarès à Marc Pajot (1982) et à Philippe Poupon (1986).

Un arrêt concernant l'association de M. Bernard Anthony

La cour d'appel de Paris admet une « sélection dans le racisme »

L'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne (AGRIF), présidée par M. Bernard Anthony, dit Romain Marie, député européen du Front national, dispose, selon un arrêt rendu mercredi 21 novembre par la 17^e chambre de la cour d'appel de Paris, du droit de faire un choix parmi les formes de racisme qu'elle entend poursuivre.

Dans un jugement du 8 juin, la 17^e chambre correctionnelle de Paris avait considéré que la poursuite engagée par l'AGRIF contre un article de l'*Evénement du jeudi*, n'était pas recevable. Les magistrats, en constatant que l'association avait seulement pour but de lutter « contre le racisme anti-français et antichrétien, la pornographie et les atteintes au respect de la femme et de l'enfant », avaient jugé qu'une telle conception restrictive du sens du mot « racisme » ne correspondait pas aux exigences de la loi sur la presse. Cette même interprétation avait été réaffirmée dans

deux autres procès intentés par l'AGRIF, dont celui concernant l'écrivain Marek Halpern, accusé de diffusion raciale envers les Juifs des pays de l'Est. A cette dernière audience, M^{me} Martine Valdès-Boulouque, substitut du Procureur de la République, avait refusé que l'on opère « une sélection dans le racisme ».

Mais la cour d'appel déclare, dans son arrêt : « Le fait, pour une association, d'avoir dans ses statuts pour objet de lutter contre une manifestation particulière de racisme, ne doit pas s'entendre, a priori, pour cette association comme l'acceptation par elle des autres formes de racisme. » Les juges précisent encore : « Ce serait ajouter à la loi que de dire qu'une association doit avoir obligatoirement dans son objet l'intention essentielle de lutter contre le racisme dans sa signification générale, sans autre spécification, pour être recevable à exercer les droits réservés à la partie civile. »

M. P.

VOUS

démarrez, accélérez, rétrogradez, stoppez, vous garez, ralentissez, conduisez, freinez, déboîtez, doublez, vous faufilez, tournez, freinez, pilotez et démarrez, accélérez, vous faufilez, tournez, freinez, pilotez et roulez, roulez, roulez, roulez, roulez, roulez...

et VOUS

téléphonez, fouillez dans la boîte à gants, ébouriffez votre galant(e), vous maquillez, vous grattez le nez, étouffez un bâillement, accompagnez une prise de bec d'une gestuelle expressive, tenez votre ami(e) par la main, vous refaites une beauté, dirigez la 9^e de Beethoven, mimez le mouvement des vagues par un matin calme, vous rongez les ongles, peignez la girafe, etc., etc., etc.

Une nouvelle option fait son entrée dans la gamme Clio : la boîte automatique. Avec le moteur Energy 1.4 (80 ch DIN, 57,5 kW ISO), performance et consommation restent sous haute exigence (consommations UTAC : 5,3 l à 90 km/h, 6,9 l à 120 km/h, 8,0 l en ville). Clio RN 1.4 option boîte automatique : 68 120 F. Prix tarif au 31/10/90.

Pour vous la Clio se fait toute nouvelle, elle devient AUTOMATIQUE.



RENAULT Clio  **LES VOITURES A VIVRE**

Elle en met plein la vie.

Essayez-la dans le Réseau Renault Paris Ile-de-France. Modèle présenté : Renault Clio RT 1.4 avec options. A.M. 91. Garantie Renault anti-corrosion 6 ans. Disc. votre financement. **RENAULT** partenaire **elf**

CULTURE

CINÉMA

Chabrol au double visage

Dans « Dr. M », Claude Chabrol a mis autant de bon que de mauvais

Claude Chabrol tourne depuis trente ans et s'est souvent trouvé pris, par besoin d'argent ou nécessité d'obtenir un succès commercial, dans des films de commande qu'il faisait semblant de réaliser consciencieusement, mais qu'il s'amusa à rater avec un joyeux je-m'en-foutisme.

On pourrait donner comme exemples de ratages volontaires *Folies bourgeoises*, *Le Sang des autres* et *Jours tranquilles à Clichy* qui suivait l'extraordinaire réussite d'*Une affaire de femmes*. Il y a parfois chez Chabrol, dont il faut bien préciser qu'il n'est pas dupe de lui-même, une loi de l'alternance des bons et des mauvais films. Or, avec *Dr. M* il nous laisse perplexes (1).

Cette œuvre réalisée en hommage à Fritz Lang et à son personnage mythique, le Docteur Mabuse, fou criminel et génie de la destruction, est à moitié réussie et à moitié ratée. *Dr. M* a souffert, au départ, de tous les inconvénients d'une production européenne parlée en anglais par des acteurs disparates. Comme il en faut davantage pour arrêter Chabrol dans ses élan, il s'est accommodé de Jennifer Beale et Jan Niklas, le jeune couple de *Héros*, et en a fait des personnages de bande dessinée.

Elle, c'est Sonja Vogler, une belle hôtesse chargée de la publicité d'un club de vacances, et dont l'image scintille et clignote sur d'étranges panneaux muraux, à Berlin-Ouest. Lui, c'est Hartman, un policier avec des problèmes existentiels et sentimentaux. Il enquête sur une épidémie de suicides, qui semble être provoquée, justement, par l'image et la voix fascinantes de Sonja. Le directeur du club de vacances, un certain Marsfeldt, fréquente une boîte de nuit placée sous le signe de la mort, et observe la ville de Berlin dans une pièce secrète où un formidable équipement vidéo permet de contrôler jusqu'aux battements d'un cœur humain.

Marsfeldt, nouvel avatar de Mabuse, est joué par Alan Bates, auquel Chabrol a apporté beaucoup d'attention. Moins tout de même qu'à Hans Zischler - le vrai personnage « langien » du film - et à Wolfgang Preiss qui tient,



Jan Niklas dans « Dr. M »

ici, le petit rôle du chef de la police et fut le dernier Mabuse de Lang en 1961.

Le scénario jouait l'anticipation, en se situant dans un Berlin où le mur séparant l'Est et l'Ouest n'existait plus. En fait il a été abattu pendant le tournage. Cela n'a rien changé au propos. Marsfeldt, en exerçant son pouvoir par la télévision, est le mal universel et si les Berlinais ne meurent pas tous de suicides provoqués, ils sont tous soumis au même lavage de cerveau.

C'est à peine si l'on sent la ville. Elle est réduite à une idée, mais c'est un des aspects « positifs » du film. Les décors très fonctionnels, les couleurs froides et métalliques, l'architecture rigoureuse des plans dans la première partie, voilà, dans ce film « mabusien », le véritable hommage de Chabrol à Fritz Lang. Autrement dit la mise en scène, la seule chose qui soit prise au sérieux. Un connaisseur des films de Lang aurait, paraît-il, relevé deux cents citations. Qui dit mieux?

Chabrol est un grand réalisateur. Il sait être fidèle à ses admirateurs

et créer un climat de mystère, d'insécurité et d'angoisse. Mais lorsqu'on arrive au club de vacances Theratos, club de déceuvage par les loisirs, Chabrol bâcle, parodie, fait apparaître Jean Benguigui dans un cadavre pour faire rire, nous entraîne dans un feuilleton échevelé, si compliqué qu'il n'y a plus rien à comprendre, et dont le « clou », si l'on peut dire, est une séance d'hypnotisme, de persuasion de mort collective, par une émission de télévision que Sonja et Hartman viennent interrompre. Là, ce serait plutôt *Hellzapoppin*. Alan Bates ressemble tout d'un coup à Roger Planchon dans le *Dossier 51* de Michel Deville. Enfin, à sa caricature... Merci, Claude Chabrol, de nous avoir montré, dans un même film, votre côté Docteur Jekyll et votre côté Mr Hyde.

JACQUES SICURER

(1) Le découpage et les dialogues de Dr. M. sont publiés dans un recueil intitulé *Album illustré des Editions Universitaires* qui sortira sous peu.

Les grandes promesses

Le Festival du film français de Sarasota (Floride) a séduit les Américains.

La suite est à négocier

SARASOTA

de notre envoyé spécial

La Fracture du myocarde de Jacques Fansten (sortie Paris en février prochain). S'en font la mort de Claire Denis, *Trois amants* de Fabrice Cazeneuve, *Quintette* de Brigitte Rouan, *La Disgrâce* de Christian Vincent, *Baby Blood* d'Alain Robak, et *Lacenaire* de Francis Girod, font partie de la sélection présentée au Festival du film français de Sarasota (Floride), qui s'est déroulé du 15 au 20 novembre. Conçu en partie comme réponse au Festival du cinéma américain de Deauville et lancé l'an dernier par le sénateur Bob Johnson en collaboration avec Unifrance, il a pris une certaine envergure.

La preuve en est la présence de distributeurs indépendants, de directeurs de circuits de salles, de Richard Fox de la Warner, venu peut-être en observateur. Sur les vingt et un films, tous inédits aux États-Unis, projetés sur cinq jours en V.O. sous-titrés, certains étaient déjà pris en distribution, mais sept font désormais l'objet de négociations sérieuses. *La Fracture du myocarde* est le premier des « non-réservés » à trouver acheteur américain.

« J'ai été frappé par l'assiduité des distributeurs et exploitants », dit Gabriel Desdout, le plus connu des

négociateurs pour l'étranger. Les choses sont mieux organisées, les contacts plus aisés, l'information circule, et surtout, les projections se sont remarquablement bien passées, mêlant aux professionnels un public « normal », qui servait en quelque sorte de test.

L'avenir s'éclaircit, mais les Français devront faire encore des efforts. Outre la question du droit moral des créateurs (les États-Unis viennent de ratifier la convention de Berne), le débat porte sur le désir exprimé par la France de voir levés les obstacles réglementaires et syndicaux à la liberté de travail et de circulation des cinéastes et des artistes. M. Jack Valenti, président de la Motion picture association of america, dans une lettre au ministre de la culture, M. Jack Lang, « suggère » que les producteurs et cinéastes s'adressent aux syndicats et seulement ensuite à l'administration, puis il ajoute - là, ça devient surréaliste - « qu'il souhaite voir une réciprocité établie avec les syndicats français ». La question se pose avec acuité au moment où il négocie avec Universal l'implantation de studios en territoire français.

« On n'arrête donc de dire que le cinéma étranger, français en particulier, va très mal aux États-Unis », proteste Michael Barker d'Orion Classics.

M. Jack Lang découvre l'Amérique

SARASOTA

de notre envoyé spécial

Présent à Sarasota entre une escale à New-York et un tour à Disney World, M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, a joué les ambassadeurs de la culture française. Il a admiré la précision et la perfection de « l'usine Mickey ». « Les responsables de la société Disney affirment qu'ils vont européennes les attractions prévues dans le futur parc de la Banque parisiennne, à nous d'y veiller », a-t-il dit.

M. Lang a abandonné le discours de combat pour prêcher la tolérance et le respect mutuel. Devant les journalistes du New-York Times, aux côtés des responsables d'un musée de la culture noire de Harlem, avec les dirigeants des Studios Universal, face aux étudiants de Princeton, il a répété qu'il ne venait pas « mendier ou quémander » mais « faire avancer la cause de notre entité commune ».

Il a évoqué le rôle d'incitation du ministère, parlé de la création que seule la puissance publique peut aider, car elle n'est pas « rentable à court terme ». Il a également évoqué son attachement à la liberté totale en art, et plaidé pour « mettre la censure hors-les-lois ». Le discours a surpris dans ce pays où l'on ne comprend pas très bien la mission d'un ministre de la culture, où on l'assimile à celui d'un censeur régalant tout, grâce aux deniers de l'État.

Le dialogue a permis de dissiper certains malentendus et de préciser le volontés des Français de protéger la part de création nationale. M. Jack Lang a délivré son message : « Le monde bouge, les États-Unis doivent changer. »

S. B.

Cyrano of New-York

Jean-Paul Rappeneau et Gérard Depardieu partent à l'attaque du marché américain

Tenu, avec son budget d'environ 20 millions de dollars, pour le film de langue française le plus cher de tous les temps, et fermement installé en tête du hit-parade cinématographique français, le *Cyrano de Bergerac* de Jean-Paul Rappeneau, avec Gérard Depardieu pour atout maître, part à la conquête du marché américain.

Distribué par Orion Classics (à qui on doit les succès américains de Jean de Florette, Manon des Sources, Au revoir les enfants, Camille Claudel, Trop belle pour toi, et tous les Rohmer), *Cyrano* est sorti le 16 novembre à New-York (1).

Le phénomène Depardieu

D'abord dans une seule salle, certes prestigieuse : le Plaza récemment rénové (six cents places) avait déjà servi de berceau à *Ran*, à *Diva*, au *Dernier Métro*. Le film sera dès Noël présent dans trente-cinq salles à travers le pays, disent Michael Barker et Tom Bernard, responsables d'Orion Classics, afin de profiter des fêtes de fin d'année. Sortie en exclusivité dans les grandes villes clés, débouchant sur près de cent salles, en février, à temps pour les nominations aux Oscars.

Mais Orion Classics vise aussi une nomination de Depardieu à l'Oscar du meilleur acteur - opération déjà tentée (et réussie) avec Isabelle Adjani pour *Camille Claudel*. (La sortie concomitante

« Nous avons sorti plus de six films français depuis le début de l'année. Il faudrait cependant attendre une certaine période au gain ».

Alors qu'en 1987 cinquante-six titres français étaient diffusés aux États-Unis, il en sortait l'an dernier à peine vingt-cinq. Les salles consacrées à ce type de film disparaissent trop rapidement sous la pression des grands studios (qui les rachètent pour leurs premières exclusivités) et des promoteurs immobiliers.

« L'Amérique est un pays modelé par la télévision et la vidéo-cassette », déclare Tom Rothman (Goldwyn). « Là où nous atteignons à peine 2 000 cassettes, nous en sommes à 17 000 pour Martin Guerre et un premier tirage de 8 000 pour Camille Claudel, c'est un progrès », dit Gabriel Desdout. A la télévision, les films européens sont inexistants, les chaînes, câbles ou networks, refusent de les diffuser tant sous-titrés que doublés. Le ministre de la culture affirme cependant avoir obtenu de Steve Ross, patron du groupe Time-Warner, la promesse qu'un effort « substantiel » sera fait pour diffuser davantage de films français sur la chaîne câblée H. B. O.

HENRI BÉHAR

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINUTE 36.15 CODE A3T
puis OSP

Vente sur folle enchère au Palais de Justice de Paris, le jeudi 22 décembre 1990, à 14 h 30
UN SEUL LOT
UN LOGEMENT
au 6^e étage du bâtiment A
à PARIS-15^e
147, rue Blomet
Mise à prix : 27 000 F
S'adresser à M. J. BERTIN
avocat à Paris-15^e, 7, avenue Mithras
S.C.P. BLAIS-STRUBELLE-ILMO
avocat à Paris-15^e, 18, rue Duphot,
Tél. 42-60-39-13 au T.G.L. de Paris.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à NANTERRE le jeudi 14 décembre 1990, à 14 h - EN UN LOT
2 APPART. 2 et 3 PP à BOURG-LA-REINE
(92) - 13, avenue de la République
sur 1^{er} et 2^e étages, 2 EMPLAC. en GARAGE, EMPL. PARKING
M. à P. : 500 000 F
S'adresser à M. GUILBERT, avocat
S.C.P. BLAIS-STRUBELLE-ILMO
avocat à Paris-15^e, 18, rue Duphot,
Tél. 42-60-39-13 au T.G.L. de Paris.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de Paris le jeudi 29 novembre 1990 à 14 h 30 - En un seul lot
d'un IMMEUBLE à PARIS
(8^e Arrondissement)
17, avenue F.D. Roosevelt
Élevé sur caves et terre-plein, d'un rez-de-chaussée, de trois étages carrés et d'un quatrième étage sous combles
MISE A PRIX : 60 000 000 de F
Pour tous renseignements et visites, s'adresser à maître DREX-DILLY, avocat à Paris (10^e), 3, rue Fautin-Hélie - Tél. : 45-04-55-55 et au Greffe du Tribunal de Grande Instance de Paris.

Vente au Palais de Justice de CRETEIL, le jeudi 6 décembre 1990, à 9 h 30
PROPRIÉTÉ à CHENEVIERES s/Seine
(94) - 51, avenue Jeanne et 25, rue Védérines
composée d'une MAISON d'habitation élevée sur sous-sol d'un rez-de-chaussée et un étage - JARDIN - le tout d'une contenance de 491 m²
Mise à prix : 1 000 000 F
S'adresser, pour renseignements à Maître Françoise LAROUYET-CUPILLARD, 46, v. Albert-1^{er}, 92210 LA VARENNE-SAINT-HILAIRE, à la S.C.P. BLAIS-STRUBELLE-ILMO, avocat à Paris-15^e, 18, rue Duphot, Tél. : 42-60-39-13.

EN BREF

□ Préavis de grève à l'Opéra Bastille. - Un préavis de grève a été déposé par l'Orchestre de l'Opéra Bastille pour la représentation du 26 novembre d'*Otello* de Verdi. Motifs invoqués : « Les revendications légitimes de l'orchestre » qui n'ont, selon les syndicats, « jamais été prises en compte » par la direction. Soit « la revalorisation des salaires », « la réaffectation de la grille d'ancienneté », « l'intégration dans le salaire de la prime mensuelle conventionnelle » et « des propositions liées à la rémunération des galas ».

□ Records d'enchères pour un Stradivarius et un manuscrit de Mozart. - Un violon Stradivarius a trouvé preneur le 21 novembre chez Christie's à Londres pour 902 000 livres (9 millions de francs), prix record d'un instrument de musique vendu aux enchères. Ce violon, fabriqué en 1720 par le maître de Crémone, a été acheté par un particulier qui a demandé l'anonymat. Chez Sotheby's, un manuscrit de la *Fantaisie et sonate* en ut mineur de Mozart a été adjugé à 800 000 livres (8 millions de francs), égalant ainsi le record établi par un concerto de Schumann il y a un an. Le manuscrit, enjolivé de la main de Mozart, a été acheté par le marchand londonien Otto Haas.

□ La France participera à la rénovation du centre de Lisbonne. - Une convention a été signée, mercredi 21 novembre, entre la France et le Portugal, à propos de la rénovation du Chiado, quartier historique du centre de Lisbonne, partiellement détruit dans l'incendie du 25 août 1988. La France a été chargée de la restauration et de l'aménagement muséographique d'une galerie du Musée national d'art contemporain. Les travaux devraient débuter le 1^{er} octobre 1991.

ESPACE EUROPEEN

LOC : 42 93 69 68

SUCCES

CHANSON PLUS

Billetterie

PROLONGATIONS

MAISON des ARTS

DERNIERE LE 2 DEC

LA ROBE VERTE

de TAVETIS AL-FARUKI
mise en scène de
Hervé Dubourjal
création en France!

Danse, Geste, Chanson,
nervieuses, Les Quatre
Un regard... Les Quatre
Un choréographe... Les Quatre

49 80 18 88

3 représentations exceptionnelles 19-20-21 décembre
à l'Espace Jacques Prévert d'Aubert-sous-Bois - 48 68 08 18

LE CERCEAU

Slavkine • Régy
Création

THEATRE

NANTERRE

du 6 novembre
au 16 décembre 1990
Tél : 47 21 18 81
ou 3 FNAC

AMANDIERS

Shakespeare chez les...
Rue de la...
transporte dans le monde...

CHINE JAPON

NOVEMBRE
11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

AMINA

14.23.77
14.23.77

CULTURE

MUSIQUES

Metz, carrefour européen de la création

Le Yougoslave Globokar croise l'Espagnol Luis de Pablo aux dernières Rencontres de musique contemporaine de Metz, place toujours ouverte à l'imagination

METZ

correspondance

Les concerts des Rencontres de musique contemporaine de Metz - dont c'était cette année la dix-neuvième édition - font le plus souvent salles pleines, on y rencontre un public (des jeunes, surtout) qui n'a pas l'habitude de croiser aux concerts de musique d'aujourd'hui.

Certes, un certain nombre de ces jeunes gens ne savent pas très bien ce qui les attend, amènent peut-être en car par leur école (ou par les organisateurs du festival, techniquement très rodés), avec la complicité de quelque professeur. Mais, au fond, pourquoi pas, s'ils partent avec une information en plus et une inhibition en moins ? Trouver-ils cette musique à leur goût ? Cette année, ils en avaient l'air, en ce qui concerne par exemple la pièce de Guy Reibel, *Rabais ou la naissance du verbe*, interprétée par le trio Le Cercle, la qualité de l'interprétation et la mise en scène de Michaël Lonsdale n'y étant pas pour rien.

Certains diront que cette pièce de théâtre musical a plus de néophytes justement parce que la musique y était cachée derrière un humour licencieux assez cru. Cet humour, pourtant, au bout d'une heure et demie (la durée du spectacle), avait depuis longtemps cessé d'agir. Quel contraste avec l'œuvre de Bruce Mather, *Aux victimes de la guerre de Vendée*, pour cor (André Cazalet, excellent comme à son habitude), deux pianos et bande, avec laquelle la pièce de Guy Reibel partageait l'affiche : cette musique, vu son thème, aurait pu être tragique et dense ; elle était fragile et mélancolique.

Les Rencontres de Metz n'ont pas volé leur nom. Elles sont conçues pour faciliter la communication entre écoles, centres musicaux, compositeurs de différents pays. Les voisins allemands sont, bien entendu, toujours à l'honneur (l'Orchestre symphonique de la radio de Sarrbruck, l'Ensemble Köln, pour cette édition), mais les Italiens, les Espagnols ne sont pas oubliés pour autant. Ces ambitions européennes sont stimulées maintenant par le déplacement du centre virtuel de l'Europe, à la suite de

l'effacement de bon nombre de murs de toutes sortes. La géographie ne nous apprend-elle pas que Metz est plus proche de Budapest que de Malaga ? Mais tous les chemins ne sont pas aussi aisés les uns que les autres ; structures et mentalités en favorisent encore certains, pour en rendre d'autres quasi impraticables.

Il ne faut pas avoir l'âge de la retraite pour avoir sa rétrospective à Metz. Et rien de moins officiel quand la rétrospective en question concerne un artiste aussi mobile, quoique aussi fidèle à lui-même, que Luis de Pablo. « Il me suffit, déclare le compositeur dans le programme, de savoir que mon chant est né avec moi : je n'ai jamais été que compositeur, même avant de pouvoir composer. Je suis quelqu'un qui plonge en soi-même et qui s'écoute : j'ai besoin d'un coin tranquille où traduire en sons mon ordre et mon désordre. Mais je ne sais pas pourquoi et pour qui je compose : je sais, en revanche, que j'ai besoin de composer pour vivre. Définir ma musique serait comme me définir moi-même. Mieux : ma musique est ma définition. »

Des perspectives sonores inéditables

Des trois pièces que le compositeur espagnol a présentées à Metz, *l'Adagio* pour orchestre semble le plus conforme à cette profession de foi. Un cor soliste, rejoint de temps en temps par d'autres cuivres, y décline le rôle d'un narrateur, d'un sujet qui se confesse et qui parcourt, simultanément, des paysages divers, esquissés avec suggestion par le reste de l'orchestre. Cet *Adagio* évolue dans le registre de l'expressionnisme lyrique, et tente de s'élever de tout enfermement, qu'il soit stylistique ou formel.

La Philharmonie de Lorraine a gagné en souplesse et en définition par rapport au passé. Pourtant, un certain déséquilibre de tonus, peut-être dû au chef d'orchestre Josep Pons, est apparu dans une autre œuvre de Luis de Pablo, le *Second Concerto* pour piano. Il faut dire que Claude Helffer jouait joyeusement abordé cette partition ludique et affrôlée avec verve et raffinement des difficultés

redoutables, essentiellement d'ordre rythmique. Dans ce *Concerto*, plus marqué de néo-sérialisme que *l'Adagio*, on retrouve l'empreinte du compositeur capotaïen : dans le lyrisme nagé et volontairement censuré de la troisième section, par exemple. Le *désir d'évasion* propre à Luis de Pablo est très sensible dans son œuvre récente *Figura en el mar* (donnée à Metz en création mondiale), caractérisée par des ruptures stylistiques marquées. Le langage évolue ainsi dans un registre étendu et discontinu, avec des allusions précises : à la *Musique pour cordes, céleste et percussions* de Bartok par exemple. La pièce comporte une partie de flûte solo dont l'interprète - Pierre-Yves Artaud - a déjoué tous les pièges avec autorité et un sens parfait du détail (qu'il s'agisse du timbre ou de la mélodie) et avec une remarquable capacité d'anticipation, profitable, par ailleurs, à la qualité du dialogue qui s'instaure avec l'orchestre.

Vinko Globokar, à qui Metz consacrait également un concert rétrospectif, ne se laisse pas, lui non plus, caser facilement sous une étiquette. Transposant le langage parlé en musique est une vieille utopie de l'avant-garde ; mais elle passe par des codes spécifiques ment musicaux, comme c'est le cas

chez le tromboniste-compositeur d'origine yougoslave, elle ouvre des perspectives sonores inéditables. C'est le cas de *Cri des Alpes*, page pour cor des Alpes écrite en 1986 et toujours communicative. Le *Discours VIII*, pour quintette à vent, donné en création mondiale, ne vise pas davantage à la seule beauté sonore mais implique également le public : les réactions, à Metz, étaient éloquentes.

Dans *Kolo* (1988), le compositeur surgit avec son trombone des rangs d'une chorale (celle de Ljubiana nous a paru un peu timorée mais douée d'un certain charme). La formation symbolise la masse, garante des traditions, archaïquement structurée ; le soliste représente « l'homme moderne, travaillant avec un instrument synthétisé, qui joue le rôle d'un maître de cérémonie, mais qui représente aussi l'individu face à la masse mobile ». *Eisenberg* (autre création mondiale de Globokar) est, à l'inverse, une structure abstraite, dont seule la préhistoire semble encore liée au langage parlé. Surprise : l'Orchestre national de jazz, dirigé par Diego Masson, s'est montré fort à l'aise dans ce répertoire qui ne constitue pourtant pas son pain quotidien.

COSTIN CAZABAN

Élégances et surprises

Le violoncelliste soviétique Alexander Rudin a joué à Nantes : divine découverte

NANTES

de notre envoyé spécial

Trois surprises nous attendent lors de notre arrivée. Dimanche 18 novembre, au Conservatoire national de région, où le récital du violoncelliste soviétique Alexander Rudin a lieu. La salle est pleine. Mille personnes se sont déplacées, malgré le concert Monteverdi à l'opéra (nous ne sommes pas à Paris, le plus cher ne dépasse pas 90 F, même pour le Quatuor Berg, qui jouera le 4 mars 1991, et pour

Pirès, Dumay et le Quatuor Ysaye, qui joueront le 13 mai). Alexander Rudin est accompagné par Dmitri Scnavi - le père de la pianiste de dix-sept ans qui avait fait sensation l'année dernière, en remportant le troisième prix du Concours Long. Troisième surprise : le jeune violoncelliste est également pianiste - il est aussi un chef d'orchestre et un compositeur fêté dans son pays.

Pour ouvrir leur récital, les deux musiciens jouent à quatre mains la *Fantaisie en fa mineur* de Schubert, en oubliant le public. N'est-ce pas de cette façon toute fraternelle qu'on doit la jouer ? Ils saignent et reviennent interpréter une transcription, réalisée par Rudin, de la *Fantaisie pour violon et piano en la majeur* de Schubert. La lecture du programme nous avait laissé sceptique. Mais l'archet incroyablement léger du violoncelliste, sa main gauche souple, rapide, la justesse de son intonation font oublier que les violonistes effrayés n'ont généralement pas joué l'original en concert, sans doute paralysés par le souvenir du disque légendaire de Busch et Serkin (EMI, « Références »).

Les *Variations sur la Flûte enchantée* de Mozart, composées par Beethoven, la *Sonate* de Chostakovitch, déjà entendue au Festival de Korvholm (le Monde du 30 juin), la *Fantaisie sur des thèmes du Coq d'or* de Rimski-Korsakov, une pièce virtuose comme seul le violoncelliste Efrem Zimbalist pouvait en composer (transcrite, elle aussi, pour violoncelle par Rudin), achèvent de nous convaincre.

Depuis Janos Starker - et dans un style différent, Natalia Gutman - nous n'avions entendu violoncelliste plus élégant, justesse plus impeccable, expression musicale si intense et, en même temps, si nuancée.

ALAIN LOMPECH

Prochain concert du CMC de Nantes : récital du pianiste Christian Zacharias, le 17 janvier 1991 à 21 heures. Rens. CREA, 17, rue des Flandres, 44000 Nantes.

EMMANUEL ET SES OMBRES
LE PIEGE
Réalisation Didier Bezace d'après « Le Piège » d'E. Bove

33 74 99 61
9 nov 22 déc

SYLVIE DE NUSSAC
Strasbourg, les 23, 24, 27, 28 et 29 novembre à 20 heures ; le 25 à 15 heures. Colmar, le 1^{er} décembre à 20 heures ; le 2 décembre à 15 heures.

AGENDA

SOLIDARITÉ

La campagne annuelle du Comité national contre les maladies respiratoires

Un timbre contre le tabac

La campagne annuelle du Comité national contre les maladies respiratoires et la tuberculose, qui a lieu jusqu'au 25 novembre, est placée sous le signe de la lutte contre le tabagisme. Le CNMRT (1), créé en 1916, dont l'objectif initial était la lutte contre la tuberculose, a adapté son message au fil des décennies. On est loin aujourd'hui des traditionnels « timbres antituberculeux » distribués jusque dans les années 70.

« Depuis une vingtaine d'années, le risque de tuberculose est devenu relativement minime et les priorités de lutte se sont déplacées vers les fléaux que sont le cancer du poumon, la bronchite chronique et l'asthme. Dans ce contexte, le tabac reste le polluant le plus dangereux », explique le professeur Claude Molina, président du CNMRT et spécialiste de pneumo-allergologie (hôpital Sabourin, Clermont-Ferrand).

Le « timbre du souffle », distribué par les écoles, lycées et collèges, montre un jeune

s'échappant d'une cigarette géante, dans une gerbe de tabac. Le CNMRT souhaite ainsi influencer le comportement des jeunes en leur évitant de contracter des attitudes tabagiques. Vendu à 5 F l'unité, ce timbre est proposé avec un dépliant d'information sur les risques de pollution susceptibles de fragiliser l'appareil respiratoire.

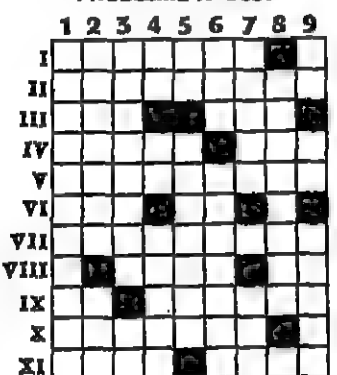
La vente de ce timbre, qui devrait rapporter environ 1 million de francs, sert à financer des programmes d'éducation sanitaire, de recherche et d'aide aux malades. Cette opération de sensibilisation, placée sous l'égide des ministères de la santé et de l'éducation nationale, est relayée sur l'ensemble du territoire par les 101 comités départementaux contre les maladies respiratoires et la tuberculose.

M. L.

(1) CNMRT : 64, boulevard Saint-Michel 75006 Paris. Tél. : (1) 46-34-58-80.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5397



HORIZONTALEMENT

I. Fut plus d'une fois mis à l'épreuve. - II. Sont souvent sur une piste. - III. Récompense ceux qui ont fait du bon travail. Port rignon. - IV. Finit par se mouiller. S'exposait aux coups. - V. Ont de nombreuses branches dans leur spécialité. - VI. Avant l'habitude de commander. Pronom. - VII. Fait savoir. - VIII. Buit qui dérange. Qui n'a rien. - IX. Réflichi. Apporta l'existence. - X. Diminua les risques. - XI. Bien établie. Bien jouée.

VERTICALEMENT

1. Femmes d'affaires. - 2. Faire le vide. Susceptible de fondre. - 3. Fait le grimace. Se fait admirer. - 4. Démon-

tre. Sort de l'eau. Petit bois. - 5. Note. Se montrent brillantes. - 6. Pour beaucoup, c'est dans la poche ! Qui excède la mesure. - 7. Terre grecque. Élément de dissolution. - 8. Faisons passer un bon quart d'heure. - 9. Agit bien. Vivent longtemps. Se font remarquer.

Solution du problème n° 5396

Horizontalement

I. Anthronome. - II. Rouan. Io. - III. Sibylla. - IV. Os. Ira. Ut. - V. Ré. Tibère. - VI. Est. Si. Sa. - VII. Aimé. - VIII. Corvée. Me. - IX. Epar. Solr. - X. Nérée. Un. - XI. Essors.

Verticalement

1. Arborecent. - 2. Noises. Ope. - 3. Tus. Tarare. - 4. Habit. Ivras. - 5. Onirisme. Es. - 6. Labiles. - 7. Cil. Our. - 8. Mours. Mine. - 9. Siemar.

GUY BROUTY

□ Fois multiples, responsabilité unique. - Le Mouvement international de responsables chrétiens organise à Versailles, du 30 novembre au 2 décembre, une réunion d'étude inspirée de la rencontre d'Assise en 1986. Interviennent, notamment, le professeur A. Abecassis, le père Cl. Bressonnette, le pasteur P. Cochet, le père Cl. Goffre, le docteur Haddad, le pasteur A. Houziaux et le professeur N. Lossky (Participation : conférence et repas hors petits déjeuners : 280 francs ; avec logement sur place et petits déjeuners : 400 francs).

► Renseignements et inscriptions : M^{me} Schwarz, 29, boulevard Edgar-Quinet, 75014 Paris. Tél. : 43-20-74-12.

DANSE

Shakespeare chez les soviets

Nouveau départ pour le Ballet du Rhin, avec une chorégraphie de « Roméo et Juliette » transposée dans la Russie du début du siècle

Trois semaines, celui de Robert North à Genève, de Prejlocaj bientôt avec le Lyon Opéra Ballet, et celui de Bertrand d'Al, ex-directeur au Ballet du XX^e Siècle, actuellement maître de ballet chez Béjart à Lausanne. Il quitte le seizième siècle et Verone pour les années 1917-1920 où les factions qui tentent de prendre le pouvoir après la chute du tsar s'affrontent, nous dit-il, dans un désordre total. Ces transpositions sont monnaie

courante aujourd'hui : celle-ci n'est nullement gênante, elle est même bénéfique à la musique de Prokofiev, qui rentre dans sa patrie et s'y trouve mieux qu'en Italie.

Le chorégraphe avait prévu que la violence ambiante l'intéressait plus que l'histoire d'amour. Mais la plus belle histoire d'amour du monde ne se laisse pas écarter ainsi. Elle revient en première ligne et Bertrand d'Al, subjugué, nous la raconte avec passion, avec fidélité ; dans un style fortement théâtral, qui mêle habilement la danse, la pantomime et les procédés cinématographiques. S'il abuse un peu, dans les scènes d'agonie, des soubresauts de poissous au fond d'une barque, il sait composer pour les groupes de garçons de belles danses viriles à la Béjart, pimentées de folklor russe, animées astucieusement les combats de rue, inventer pour les amants des duos fort peu conventionnels, d'un érotisme très moderne. On n'a

biens pas l'avant-dernière scène où Roméo, rendu éméché par le docteur, joue avec le cadavre de Juliette, se glisse dessous, le traîne sur le sol.

On ne rencontre pas tous les jours deux interprètes comme Ivan Favier et Laurence Rollet, vivant leur amour avec un emportement et une vérité qui font sourdre les larmes. Le Mercutio de Serge Marti-Noguère, le Tybalt de James Amar et les autres ne sont pas moins vifs et justes. Rarement, les personnages de Shakespeare, dans leur désarroi et leur fureur, auront paru si proches.

Rudy Saboungi (qui a travaillé avec Karl-Ernst Herrmann, Streiber et Gruber, des références) a dessiné des costumes raffinés et conçu un décor sobre et fonctionnel : trois hauts murs à pilastres gris, dont les déplacements véloces suffisent à indiquer les changements de lieu.

La réussite de ce *Roméo et Juliette* assure bien du nouveau départ qu'entend prendre le Ballet du Rhin, sous la direction de Jean-Paul Gravier, ci-devant directeur du Ballet de Nantes, où il a accompli, ces dernières années, un remarquable travail. Il promet la plus large ouverture, de Suzanne Linke à Bournonville, de Claude Broussais à Antony Tudor, et remonte pour commencer (en janvier) la célèbre *Table rée*, ce coup de poing prophétique assés par Kurt Jooss en 1932.

SYLVIE DE NUSSAC

La Compagnie d'Orient présente
UNE DES PLUS BELLES COLLECTIONS D'EUROPE DE PIÈRES PRÉCIEUSES SCULPTÉES
EXPOSITION EXCEPTIONNELLE
CHINE JAPON
PIÈRES DURES, JADES, CORAIL, TURQUOISE, MALACHITE, BRONZES, CLOISONNÉS
PIÈCES UNIQUES EN CORAIL ET EN JADE
EXPERTISE GRATUITE SUR PLACE
DU 9 NOVEMBRE AU 1^{er} DÉCEMBRE
OUVERT TOUS LES JOURS DE 10H A 20H
BOULEVARD DU PALAIS DES CONGRÈS NIVEAU 0 PORTE MAILLOT PARIS 17^e
TEL. 40.68.21.31

WORLD MUSIC

MER 28, JEU 29 NOV. 18H30
AMINA
PRIX 65 F
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

LE PIEGE
Réalisation Didier Bezace d'après « Le Piège » d'E. Bove
33 74 99 61
9 nov 22 déc

TALOTAC TIRAGE DU MERCREDI 21 NOVEMBRE 1990
Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 03/01/80).

Le numéro **5 2 0 2 7 1** gagne **4 000 000 F**

Les numéros approchant	gagnent
0 2 0 2 7 1	4 000 F
1 2 0 2 7 1	400 F
2 2 0 2 7 1	200 F
3 2 0 2 7 1	100 F

Les numéros approchant aux

Dizaines de mille	Mille	Centaines	Dizaines	Unités	gagnent
500271	521271	520071	520201	520270	10 000 F
510271	522271	520171	520211	520272	
530271	523271	520371	520221	520273	
540271	524271	520471	520231	520274	
550271	525271	520571	520241	520275	
560271	526271	520671	520251	520276	4 000 F
570271	527271	520771	520261	520277	
580271	528271	520871	520271	520278	
590271	529271	520971	520281	520279	
			520291	520279	

Tous les billets se terminant par

0 2 7 1	gagnent	4 000 F
2 7 1		400 F
7 1		200 F
1		100 F

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS
Par minitel 36.15 LOTO
Par téléphone 36.65.77.02

TALOTAC LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETS ENTIERS

AGENDA

JEUDI 22 NOVEMBRE

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). Jeu, ven. de 12 h à 22 h, sam. de 10 h à 22 h.

ACCROCHAGE DES COLLECTIONS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE

Salle d'art graphique Mnam. Jusqu'au 6 janvier 1991.

AFFICHES DE PUB A TOKYO. Galerie des brèves CCI. Jusqu'au 7 janvier 1991.

ART ET PUBLICITÉ. Grande galerie d'étage. Entrée : 16 F. Jusqu'au 25 février 1991.

LES BELLES ÉTRANGÈRES : POLOGNE. Grand et petit foyer. Jusqu'au 3 décembre.

LES NOUVEAUX PROMENEURS SOLITAIRES. Galerie de la BPI. Jusqu'au 3 décembre.

JEAN PROUVE. Galerie de la CCI. Entrée : 16 F. Jusqu'au 28 janvier 1991.

TÉLÉ-VISIONS D'EUROPE. Galerie du forum. Jusqu'au 4 février 1991.

Musée d'Orsay

1, rue de Beaucourt (40-48-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

DE MANET A MATISSE, SEPT ANS D'ENRICHISSEMENTS AU MUSÉE D'ORSAY. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 mars 1991.

DESSINS D'ARCHITECTURE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 janvier 1991.

IL Y A CENT ANS ILS ONT DONNÉ L'OLYMPIA. Exposition-dossier. Entrée : 25 F (dimanche : 18 F). Billet journalier accès musée : 40 F. Jusqu'au 20 janvier 1991.

MANET : PASTELS ET DESSINS. Exposition dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 janvier 1991.

LES SALONS CARICATUREUX. Exposition dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 20 janvier 1991.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.J., sf. mar. de 12 h à 22 h. Fermé les dimanches et 21 h 15.

VISTES-CONFÉRENCES LES MAR, 19 h jusqu'au 16 janvier sauf le 20.91.

ACQUISITIONS RÉCENTES DU DÉPARTEMENT DES OBJETS D'ART. Hall Napoléon. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 21 janvier 1991.

EUPHROSION, PEINTRE A ATHÈNES AU VI^e SIÈCLE AVANT JÉSUS-CHRIST. Hall Napoléon. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 décembre.

MÉMOIRES D'AVEUGLE, L'AUTO-POURTRAIT. Hall Napoléon. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 décembre.

FANTASME DESSIN : des dessins de la collection par Jacques Derrida. Hall Napoléon. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 21 janvier 1991.

LA ROMAN BAROQUE DE MARATTI A PIRANESI (1650-1760). Pavillon de Flore. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 18 février 1991.

SCULPTURES FRANÇAISES NEO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1760-1830). Galerie et salle Mollien. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 20 février 1991.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-54-10). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 20 h 30.

IMAGES INVENTÉES. La photographie artistique belge dans les années cinquante. Entrée : 28 F. Jusqu'au 3 février 1991.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gallieni. T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 20 h 30.

PICASSO, UNE NOUVELLE DATION. Galeries nationales (42-55-54-10). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F (dim. : 18 F). Jusqu'au 14 janvier 1991.

RÉALITÉS NOUVELLES. (42-55-54-11). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 25 novembre.

SALON D'AUTOMNE. (42-55-54-08). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h 30, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 25 novembre.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gallieni. T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 20 h 30.

PICASSO, UNE NOUVELLE DATION. Galeries nationales (42-55-54-10). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F (dim. : 18 F). Jusqu'au 14 janvier 1991.

RÉALITÉS NOUVELLES. (42-55-54-11). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 25 novembre.

SALON D'AUTOMNE. (42-55-54-08). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h 30, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 25 novembre.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gallieni. T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 20 h 30.

PICASSO, UNE NOUVELLE DATION. Galeries nationales (42-55-54-10). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F (dim. : 18 F). Jusqu'au 14 janvier 1991.

RÉALITÉS NOUVELLES. (42-55-54-11). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 25 novembre.

SALON D'AUTOMNE. (42-55-54-08). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h 30, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 25 novembre.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gallieni. T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 20 h 30.

PICASSO, UNE NOUVELLE DATION. Galeries nationales (42-55-54-10). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F (dim. : 18 F). Jusqu'au 14 janvier 1991.

RÉALITÉS NOUVELLES. (42-55-54-11). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 25 novembre.

SALON D'AUTOMNE. (42-55-54-08). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h 30, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 25 novembre.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gallieni. T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 20 h 30.

PICASSO, UNE NOUVELLE DATION. Galeries nationales (42-55-54-10). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F (dim. : 18 F). Jusqu'au 14 janvier 1991.

RÉALITÉS NOUVELLES. (42-55-54-11). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 25 novembre.

SALON D'AUTOMNE. (42-55-54-08). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h 30, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 25 novembre.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gallieni. T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 20 h 30.

PICASSO, UNE NOUVELLE DATION. Galeries nationales (42-55-54-10). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F (dim. : 18 F). Jusqu'au 14 janvier 1991.

RÉALITÉS NOUVELLES. (42-55-54-11). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 25 novembre.

SALON D'AUTOMNE. (42-55-54-08). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h 30, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 25 novembre.

SIMON VOIET. Galeries nationales (42-55-23-13). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 11 février 1991.

MUSÉES

ARMES INSOLITES DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE. Musée de l'armée, hôtel national des invalides, place des Invalides (45-56-82-30). T.J., sf. mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 décembre.

ART KANAK, DE JADE ET DE NACRE. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.J., sf. mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Ventes commentées mar., ven., sam. à 15 h 30 (43-46-51-61). Entrée : 23 F, 13 F (dim.). Jusqu'au 31 décembre.

ART ESOTÉRIQUE DE L'HIMALAYA. La donation Lionel Poirier. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-65). T.J., sf. mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 23 F. Jusqu'au 28 janvier 1991.

JANE EVELYN ATWOOD. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (42-49-30-80). T.J., sf. mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 20 F (billet couplé avec Photos de famille : 40 F). Jusqu'au 17 février 1991.

WERNER BISCHOF. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., sf. mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 7 janvier 1991.

E.-S. CURTIS. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., sf. mar. de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 30 décembre.

FERRACCI. Affichiste de cinéma. Musée de la publicité, musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 janvier 1991.

LEWIS HINE. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J., sf. mar. de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 6 janvier 1991.

L'HOMME AU TRAVAIL : LE GESTE ET L'IMAGE. Atgert, Seeburger, Artaud, Ganne, Feiler, Feuillie. Galerie nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 6 janvier 1991.

HYMNE AU PARFUM. Musée des Arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 3 février 1991.

CHRIS KILLIP. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., sf. mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 7 janvier 1991.

AMARTINE ET LES ARTISTES DU XIX^e SIÈCLE. Musée de la vie romantique - Maison Ramon-Scheller, 18, rue Chapot (43-74-85-38). T.J., sf. mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 18 F. Jusqu'au 21 janvier 1991.

LE MEUBLE REGIONAL EN FRANCE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Maréchal-Gautier (40-67-30-00). T.J., sf. mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 15 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 7 janvier 1991.

LES MYSTÈRES DE L'ARCHÉOLOGIE. Les sciences à la recherche du passé. Calise nationale des monuments historiques, orangerie de l'hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Conférences à 20 h 30 les mercredis 21 novembre, 5 et 19 décembre, 2 et 9 janvier 1991. Entrée : 23 F. Jusqu'au 13 janvier 1991.

MÉMOIRES D'EGYPTE. Bibliothèque nationale, 1, rue Vivienne (47-03-81-10). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h. Nocturne sam. jusqu'à 23 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

NADAR. Caricatures et photographies. Maison de Balzac, 47, rue Raynoullard (42-24-66-38). T.J., sf. mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 17 février 1991.

OBJECTIF CIPANGO. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs et 2, rue Vivienne (47-03-81-26). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 18 h 30. Jusqu'au 9 décembre.

L'ŒUVRE GRÉVÉ DE GOYA. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-70-02). T.J., sf. mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 6 janvier 1991.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-00). T.J., sf. mar. de 10 h à 17 h 45 à 17 h 15. Entrée : 20 F. Jusqu'au 19 mai 1991.

CENT ANS DE PHOTOGRAPHIES AU GUATEMALA. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-97-60). T.J., sf. mar. de 10 h à 22 h. Jusqu'au 4 décembre.

COLLECTION MANIA. Espace Austerlitz, 30, quai d'Austerlitz (45-56-59-40). De 10 h à 18 h. Entrée : 30 F (gratuit pour les enfants de - de 12 ans). Du 24 novembre au 25 novembre.

EDGAR P. JACOBS. Le baron du neuvième art. Centre Walloon-Bruxelles à Paris, Beaumont, 125-127, rue Saint-Martin (42-71-26-18). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

PETER KNAPP. Ex-photos. Paris Art Center, 36, rue Faugère (43-22-39-47). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 19 h. Jusqu'au 6 décembre.

LES MAISONS DE COLETTE. Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). T.J., sf. mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 avril 1991.

NATURE ARTIFICIELLE. Espace Electra, 6, rue Récamier (45-44-10-03). T.J., sf. mar. de 11 h 30 à 18 h 30, jeu. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 décembre.

JERZY NOWOSIELSKI. Institut polonais, 31, rue Jean-Jacques (42-25-10-57). T.J., sf. mar. de 10 h à 17 h, mer. jusqu'à 21 h, ven. jusqu'à 16 h 30. Jusqu'au 23 novembre.

PHOTOGRAPHIES DE MODE DES ANNEES CINQUANTE A NOS JOURS. Galerie Institut, galerie Condé, 31, rue de Condé (43-26-08-21). T.J., sf. mar. de 12 h à 20 h. Jusqu'au 20 janvier 1991.

REGARDS CROISÉS. Photographies de Daudou Aoulid Syad, Bruno Barbey, Harry Gruyaert, Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques (40-51-36-38). T.J., sf. mar. de 13 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 2 décembre.

BETTINA RHEIMS. Maison européenne de la photographie - hôtel Hébert de Cantorbe, 62, rue François-Miron, T.J., sf. mar. de 14 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 2 décembre.

WILLY RONIS, LA TRAVERSÉE DE BELLEVILLE. Exposition-percours. Espace Nordal en la Mairie de 20, 43, rue des Couronnes (43-49-55-22). T.J., sf. mar. de 15 h à 19 h. A la mairie : T.J., sf. dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 novembre.

RÉSONANCES. Fondation Dappier, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J., sf. mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 16 janvier 1991.

RETROSPECTIVE PIÉRE KLOS-SOWSKI. Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer (45-83-90-55). T.J., sf. mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 30 novembre.

JEANLOUP SIEFF. Créateur de France, salle des tirages, 11, rue des Capucines, T.J., sf. mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 novembre.

SPECTACLES ET MYTHES. Collection de photographies du Musée Ludwig, Cologne. Centre Institut de Paris, 17, av. d'Iéna (47-23-61-21). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 novembre.

LA SUISSE AVANT LE MIRACLE. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.J., sf. mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 20 janvier 1991.

TRÉSORS DU VATICAN. La papauté à Paris. Mairie du 5^e, 21, place du Panthéon. T.J., sf. mar. de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 17 février 1991.

MICHAEL VON GRAFFENHARD. Swiss Image. Porte de la Chapelle, 11 bis, rue de Solferino, T.J., sf. mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 6 décembre.

CENTRE CULTURELS

60 ANS DE PHOTOGRAPHIES DE PRESSE, LES ARCHIVES DE «PARIS SOIR». «MATCH», «FRANCE-SOIR». Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon, 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 1^{er} décembre.

ALL QUIET ON THE WESTERN FRONT? Espace Dieu, 17, rue Dieu (42-49-17-85). T.J., sf. mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 22 h. Jusqu'au 31 décembre.

AQUARIERES HOLLANDAISES DU XVIII^e SIÈCLE. Du Cabinet des dessins du Rijksmuseum d'Amsterdam. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-89). T.J., sf. mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 2 décembre.

ART SACRÉ TIBÉTAIN. Centre culturel tibétain, cour du Bel-Air, 66, rue de Flandre (42-72-35-47). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 2 décembre.

YVES BAUME. Galerie Caroline Corré, 14, rue Guénégaud (43-54-57-67). Jusqu'au 29 décembre.

HORST BECKING. Galerie Lacourrière Fréau, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-74-02-30). Jusqu'au 21 décembre.

ANNA-EVA BERGMAN. Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (43-25-54-06). Jusqu'au 8 décembre.

CHRISTIAN BONNEFOI. Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-71-18-83). Jusqu'au 22 décembre.

CHRISTIAN BOUILLE. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-au-Lard (42-77-37-92). Jusqu'au 15 décembre.

JEAN-PIERRE BOURQUIN. Galerie Lise et Henri de Menthon, 4, rue du Perche (42-72-62-08). Jusqu'au 29 décembre.

FRANÇOIS BOUÉ. Galerie Sylvana Lorenz, 13, rue Chapot (48-04-53-02). Jusqu'au 15 décembre.

VICTOR BRAUNER. Galerie Didier Imbert Fine Arts, 19, rue Martignon (45-62-10-49). Jusqu'au 30 décembre.

YVES BRAYER. Galerie Robin Le Douarin, 2, rue Martignon (42-99-26-83). Jusqu'au 31 décembre.

MARCEL BROODTHAERS. Galerie Isy Brachot, 35, rue Guénégaud (43-54-22-40). Du 22 novembre au 12 janvier 1991.

MICHAEL BUTHE. Galerie Crouzet-Robelin, 4, rue de la Harpe (42-77-38-87). Du 24 novembre au 28 décembre.

ETIENNE CARJAT. Photographies d'acteurs. L'image du grenier sur l'eau, 45, rue des Francs-Bourgeois (42-71-02-31). Jusqu'au 22 décembre.

FRANÇOIS CARRASCO. AA Galerie, 39, av. Junot - entrée 2, rue Juste-Ménivier (46-06-82-95). Jusqu'au 22 décembre.

PATRICK CARRÉ. Galerie Praz-Delavallade, 10, rue Saint-Sabin (43-38-52-60). Jusqu'au 22 décembre.

AXEL CASSEL. Galerie Albert Loeb, 12, rue des Beaux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 23 décembre.

PAPIERS PEINTS PANORAMIQUES. Musée des Arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 21 janvier 1991.

LE PARIS DE BOUBAT. De 1946 à nos jours. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J., sf. mar. de 10 h à 17 h, jeu. jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 31 janvier 1991.

PHOTOGRAPHIE JAPONAISE DE L'ENTRE-DEUX GUERRES. Du pictorialisme au modernisme. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J., sf. mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 4 février 1991.

PHOTOS DE FAMILLE. Grande Halle de la Villette, nef, 211, av. Jean-Jaurès (42-49-77-22). T.J., sf. mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 17 février 1991.

PHOTOS URBAINES, PHOTOS TIMBRÉES PAR VÉRONIQUE LALOT. Portraits de facteurs par Johannes von Saurma, Musée de la Poste, 34, bd de Vaugrassat (43-20-15-30). T.J., sf. mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

ROGER PIC. Mémoire des autres. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.J., sf. mar. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 30 novembre.

QUAND VOUGAIENT LES GALÈRES. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 6 janvier 1991.

STARLIGHT. Pavillon de la Poste, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J., sf. mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 janvier 1991.

STUDIO MAGAZINE : LE CINÉMA DANS TOUS SES ÉTATS. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J., sf. mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 15 janvier 1991.

DEVI TUSZYNSKI. Musée d'art juif, 42, rue des Saules (42-57-84-18). T.J., sf. ven. et sam. de 15 h à 18 h. Jusqu'au 31 janvier 1991.

LES VANITES DANS LA PEINTURE AU XVIII^e SIÈCLE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-68-12-73). T.J., sf. mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 28 F. Jusqu'au 15 janvier 1991.

LES VITRAUX DE LA RECONSTRUCTION 1918-1940. Archives de la Ville de Paris, hôtel de Rohan, 57, rue Vieille-du-Temple (40-27-60-00). T.J., sf. mar. de 13 h à 17 h 45. Jusqu'au 14 janvier 1991.

CENTRES CULTURELS

60 ANS DE PHOTOGRAPHIES DE PRESSE, LES ARCHIVES DE «PARIS SOIR». «MATCH», «FRANCE-SOIR». Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon, 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 1^{er} décembre.

ALL QUIET ON THE WESTERN FRONT? Espace Dieu, 17, rue Dieu (42-49-17-85). T.J., sf. mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 22 h. Jusqu'au 31 décembre.

AQUARIERES HOLLANDAISES DU XVIII^e SIÈCLE. Du Cabinet des dessins du Rijksmuseum d'Amsterdam. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-89). T.J., sf. mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 2 décembre.

ART SACRÉ TIBÉTAIN. Centre culturel tibétain, cour du Bel-Air, 66, rue de Flandre (42-72-35-47). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 2 décembre.

YVES BAUME. Galerie Caroline Corré, 14, rue Guénégaud (43-54-57-67). Jusqu'au 29 décembre.

HORST BECKING. Galerie Lacourrière Fréau, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-74-02-30). Jusqu'au 21 décembre.

COMMUNICATION

Avant la loi sur la libéralisation de l'audiovisuel

Grandes manœuvres
autour d'une troisième chaîne polonaise

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

Il partira, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle : M. Andrzej Drawicz, président du Comité d'État pour la Radio-Télévision polonaise (Radiocomité), le confie sans tristesse. L'ancien universitaire, ami personnel du premier ministre Tadeusz Mazowiecki, retournera à ses chères études de littérature russe « même si, dit-il sans trop y croire, Walesa perd les élections ». « De toute façon, ajoute-t-il, avec la nouvelle loi, il n'y aura plus de président, mais deux directeurs généraux. Plus de place pour moi ! »

Dans trois mois au plus (si du moins le nouvel élu ne dissout pas le Parlement), la Diète polonaise devrait en effet voter les trois projets de loi destinés à libéraliser les télécommunications et l'audiovisuel, mis en chantier au printemps dernier. Une loi d'importance capitale.

Outre l'abolition des monopoles et l'éclatement de la radio-télévision en deux entités distinctes (la radio d'un côté, les deux chaînes nationales de télévision publique de l'autre), elle autorise l'engagement financier de partenaires dans les radios et télévisions à hauteur de 49 %. « Nous avons déjà reçu

200 demandes de fonctionnement de stations commerciales », révèle M. Karol Jakubowicz, le président de la commission de réforme de la nouvelle loi.

Après que le projet de privatisation de la seconde chaîne publique a été abandonné, les opérateurs nationaux et étrangers suivent avec attention l'élaboration du nouveau projet de loi. Et ce sont tout naturellement les vœux formulés par le Radiocomité en faveur d'une « troisième » chaîne qui retiennent leur attention. Tous n'en ont pas la même conception.

Réseau
régional ?

Côté Comité, en effet, il ne pourrait être question que d'un « network tissé par chacune des huit stations régionales polonaises ». M. Drawicz parle d'un « schéma de type FR 3 », dans lequel « rentrent, localement, des opérateurs privés ». « Il nous faut le soutien de l'État pour réduire la commercialisation à outrance », explique M. Drawicz. C'est dans ce dispositif que s'inscrit, par exemple, le projet de création d'une chaîne de télévision régionale « grand public » baptisée Forum TV-R, à Poznan, capitale de la « Grande Pologne », et dans laquelle entreraient des opérateurs français.

Un protocole d'accord pour la création d'une société mixte franco-polonaise a été signé le 19 octobre dernier en présence M. Mazowiecki et du ministre de la culture, M. Isabella Cywinska. Côté polonais figure la fondation Polscy i Sobie, et côté français, la SOFRA-TEV, filiale ingénierie de TDF, présidée par M. Jean-Claude Michaud. L'objectif est d'aboutir d'ici six mois à la diffusion de deux à trois heures de programmes quotidiens encore indéterminés. FR 3, la SOFIRAD, la Générale d'images ont été contactés. La SEPT, qui est déjà présente en Pologne grâce aux accords conclus cette année avec M. Lew Rywin,

un professionnel de la télévision qui est passé au travers de toutes les crises et qui pourrait donc voir sa fonction de vice-président de la télévision polonaise maintenue après les élections, souhaite être partie prenante du projet.

La chaîne culturelle française, pourtant, connaît quelques déboires à Varsovie. Le banc de sous-titrage qui permet de doubler les programmes français n'a jamais été livré par le Quai d'Orsay, et des trois heures trente de programmes quotidiens destinés à être diffusés à partir du 8 mai dernier, moins de quatre heures hebdomadaires le sont. Mais son souhait de s'implanter en Pologne ne s'éloigne pas : le 10 décembre, la SEPT devrait d'ailleurs signer un nouvel accord avec le Radiocomité polonais pour la diffusion de trente heures mensuelles de programmes.

Voilà pour les projets – sur le papier – du Radiocomité et de ses partenaires. Mais, de l'avis même de M. Rywin, « il ne faut pas négliger d'autres éventualités, comme l'implantation de chaînes totalitaires privées ». Les groupes Berlusconi, Bertelsmann et Murdoch travaillent chacun à leur projet. Un autre dossier, français celui-là, est aussi à l'étude, qui réunit des partenaires polonais et « deux gros opérateurs français » pour la création d'une chaîne généraliste haut de gamme.

Un tour de table polonais a été entamé le 19 novembre. Il réunit les journaux *Czas*, *Gazeta Bankowa* (ce dernier faisant partie du réseau Euronews), l'éditeur Cystelka, les studios du cinéaste Krzysztof Zanussi, Andrzej Wajda, la banque polonaise Pkosa, la Cinémaèque polonaise, les studios de production de documentaires WST et, enfin, Kontakt TV, une maison de production audiovisuelle, implantée en France depuis 1982, qui fournit actuellement six heures hebdomadaires de programmes à la seconde chaîne polonaise.

ARIANE CHEMIN

En établissant des priorités entre chaînes par satellite

Le CSA cherche un consensus pour gérer TDF 1

Lundi 26 novembre doit être rendu public le rapport Eymery sur les solutions possibles à moyen terme pour parer aux difficultés actuelles des satellites de télévision directe TDF 1-TDF 2 (*le Monde* du 10 novembre). En attendant, les contacts s'accroissent entre pouvoirs publics, CSA et opérateurs de chaînes. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel tente de dégager un consensus autour d'un système de « préséances » entre chaînes, en cas de nouvelle défaillance d'un tube émetteur des satellites TDF 1-TDF 2.

Pourquoi ce système ? Dans les autorisations délivrées par le CSA, chacune des six chaînes (deux se partageant les mêmes tubes dans le temps) se voyait affecter des tubes précisement désignés sur chaque satellite. Mais quatre tubes ont déjà cassé, seuls huit sont encore en service. La logique voudrait maintenant instaurer le CSA est celle d'une gestion

collective des tubes avec un ordre de priorité en cas de nouvelle défaillance. Un tel mode de gestion permettrait de garantir à ceux qui sont en tête de liste une certaine sécurité, jusqu'à la mise en œuvre de solutions issues du rapport Eymery.

Mais cette liste de priorité suppose un consensus. Consulté par le CSA, le gouvernement a fait savoir qu'il n'était pas opposé à un tel système. Il a même précisé, à la demande du CSA, qu'il entendait que la SEPT, la chaîne culturelle, se trouve au plus au second rang des opérateurs prioritaires. Il est prêt à admettre qu'Antenne 2, qui dispose après tout d'un réseau terrestre, soit placée après la troisième place.

Pour sa part, Canal Plus revendique la première place, au nom de son engagement industriel en faveur du satellite et des nouvelles normes de télévision. Comme toutes les études montrent que Canal Plus est un « moteur » commercial quasiment indispensable, et que la chaîne tient en main la filière des décodeurs nécessaires à la réception, cette revendication a du poids. Bref, un certain

canon commence à se dégager, que le CSA va maintenant tester auprès des opérateurs. Compte tenu de complexes rapports de force, l'ordre Canal Plus, la SEPT, Canal J et Euronews, Antenne 2 semble acceptable pour ces chaînes. Mais ce savant jeu de chaises musicales laisserait en bout de liste un « vilain petit canard », la chaîne sportive Sports 2-3.

Or, pour cette chaîne sportive préparée par le groupe Charpeux de M. Jérôme Seydoux, associé aux deux chaînes publiques, il n'est pas question de démanteler un service commercial sans avoir un canal sécurisé, c'est-à-dire au moins deux tubes sur deux satellites. A Sports 2-3, on constate que les engagements signés ne prévoyaient pas un système de préséances ; on note également que TDF ayant suspendu la discussion des contrats de location avec les opérateurs, il est difficile d'exiger de la chaîne un démarrage rapide. Bref, la chaîne de M. Jérôme Seydoux n'entend pas se laisser reléguer au fond de la classe audiovisuelle sans discuter.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

MM. Sabouret et Josephé
président et vice-président de Régie 5

M. Yves Sabouret, PDG de la 5, sera également président de la régie publicitaire intégrée, Régie 5. Il contrôle ainsi un secteur stratégique et vital pour la chaîne qui, depuis 1987, était entièrement entre les mains du groupe Hersant, via M) Antoine Verdier, sur le départ. M. Pascal Josephé, qui prendra officiellement ses fonctions de directeur de l'antenne et des programmes au début du mois prochain, et qui dévoluera le 13 décembre à la presse les grandes lignes de sa politique, est nommé, quant à lui, vice-président de la régie.

Ce titre ne fait que confirmer sa mission de coordinateur des travaux et études de la régie et des programmes. Une mission qui lui donnera donc prise à la fois sur les recettes et les dépenses, « sans toutefois, insiste-t-il, placer les pro-

grammes sous la coupe de la publicité ». Le directeur actuel de Régie 5, M. Jean-Pierre Boiteux, est maintenu dans ses fonctions tandis qu'arrivent deux nouveaux administrateurs : M. Michel Senaud, actuel secrétaire général de la chaîne, et M. Michel Cacouault, également nommé conseiller auprès de la régie. M. Cacouault, qui a longtemps travaillé pour le groupe CLT-KTL, a rejoint il y a deux ans Europe 1, dont il est actuellement directeur général des régies. Président du syndicat de la radio (SNPA), administrateur du groupe d'affichage Giraudy, c'est lui qui a créé avec succès une formule originale de couplage publicitaire entre Europe 1, Europe 2, et Sky Rock (« Radio Puissance 3 »), dynamisant considérablement l'offre radio du groupe.

ANNICK COJEAN

La SFP gagne son procès contre le Loto. – La Société française de production (SFP) vient de gagner le procès qu'elle avait intenté en référé à la société nationale France-Loto. Cette dernière avait mis fin en septembre dernier au contrat qui la liait à la SFP – entreprise publique – jusqu'au 2 mai 1991, pour confier les retransmissions des tirages du Loto à TCT-Actualités – société privée. Le tribunal de commerce de Nanterre a estimé, le 14 novembre, dans son ordonnance en référé que France-Loto « a rompu ce contrat unilatéralement et n'a pu donner au tribunal les raisons de cette rupture, sauf un désir de changer de producteur ». Il a condamné, en conséquence, France-Loto à remplir ses obligations à l'égard de la SFP sous peine de devoir lui verser une astreinte de 18 000 F par jour de rupture de contrat. France-Loto a décidé de faire appel.

QUAND ON VEUT TRAVAILLER AVEC TOUTE L'EUROPE,
IL Y A DES ÉLÉMENTS
QU'IL FAUT PRENDRE EN COMPTE.



1990 :
train-ferry.
Des liaisons tous les jours.

À LA SNCF, NOUS N'AT-
TENDONS PAS L'OUVER-
TURE DU TUNNEL SOUS
LA MANCHE POUR RÉEL-
LEMENT TRAVAILLER AVEC

1993 :
Le Fret avec le tunnel
sous la Manche.

TOUTE L'EUROPE. DEPUIS
1988, NOTRE FERRY LE
"NORD-PAS DE CALAIS"
EFFECTUE ENTRE 17 ET 28
TRAVERSÉES PAR SEMAINE.

1994 :
Lyon-Londres 24h.
Turin-Londres 36h.

ET QUAND L'ANGLETERRE
NE SERA PLUS VRAIMENT
UNE ÎLE, NOUS SERONS
LES PREMIERS À VOUS EN
FAIRE PROFITER.

**FRET
SNCF**
C'EST POSSIBLE

BILLET

Leclerc
et l'insécurité

La fermeture d'un commerce de grande surface, dans un quartier « sensible », est nocive à un double titre : elle accroît la dégradation de l'environnement des habitants, mais supprime aussi des emplois, ce qui « pour la plupart des salariés, serait catastrophique », selon la formule des caissières du centre Leclerc d'Argenteuil, attaquée le 17 novembre, dévasté et fermé depuis.

Le « coup de gueule » des Leclerc, père et fils, reflète sans aucun doute la lassitude des adhérents de leur enseigne, du même ordre que celle de certains bijoutiers sans cesse rançonnés par des malfaiteurs. Mais la décision de fermeture d'une dizaine d'hypermarchés Leclerc, même si elle est annoncée collectivement pour que l'opinion s'y intéresse, n'est pas encore prise (le Monde du 22 novembre). En outre, elle appartient à chacun des commerçants propriétaires et gestionnaires de ces centres Leclerc, charbonnier restant maître chez lui. Rien ne peut convaincre un commerçant de continuer à exploiter un magasin, s'il a décidé de s'en aller, sauf à en faire un magasin public dirigé par un fonctionnaire, national ou municipal. Impensable.

Ce qui peuvent faire les très médiatiques responsables du groupement Leclerc, c'est, bien sûr, aider ces commerçants à déplacer leur commerce, un peu plus loin ou dans la commune voisine, négocier avec la municipalité pour améliorer la sécurité, prendre langue avec les ministres concernés (intérieur, commerce et artisanat), dédommager les salariés licenciés ou aider à leur reclassement. Ce qu'ils sont en train de faire, avec le brio et l'efficacité qu'on leur connaît.

M. Doubin, ministre du commerce et de l'artisanat (à qui les Leclerc n'ont pas écrit, semble-t-il...), proteste contre l'intention de fermeture, M. Jacques Fléchet, parlementaire président de l'association Ville et Banlieue, se déclare scandalisé, Harlem Désir, président de SOS-Racisme, veut examiner avec Michel-Edouard Leclerc « au cas par cas » les problèmes des zones à risques, et ce dernier est prêt, dit-il, à engager le dialogue avec les municipalités. Il aurait sans doute pu commencer par là, mais il aurait incontestablement été moins entendu par ses interlocuteurs dispersés dans l'Hexagone. La sensibilisation nationale a du bon.

J. D.

INSOLITE

La BERD soigne son image

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est (BERD), n'oublie pas de soigner son image. Au printemps dernier, au début des négociations préparatoires, ses promoteurs distribuaient déjà des cartes postales portant son logo à la quarantaine de représentants des pays d'Europe de l'Ouest et de l'Est. Mais la grille n'était que provisoire. Aujourd'hui, à quelques mois du démarrage officiel des

opérations de la banque, la BERD lance un concours international pour sélectionner le meilleur logo, et a obtenu que la présidence du jury soit assurée par... M. Václav Havel, l'ancien dissident devenu locataire du « château de Prague ».

Faute d'abriter le siège de la banque, comme elle l'aurait souhaité, la Tchécoslovaquie, en la personne de son président, aura ainsi un rôle à jouer dans le succès de la BERD.

Visiophone, radiotéléphone numérique...

M. Quilès relance la politique industrielle dans les télécommunications

Après avoir été accaparé pendant près de deux ans par le changement de statut juridique des PTT, puis par la loi de réglementation des télécommunications, M. Paul Quilès, ministre des PTE, a présenté mercredi 21 novembre une communication en conseil des ministres sur les « nouveaux produits et services de télécommunications ». Un exercice qui permet de relancer la politique industrielle dans les télécommunications.

« La politique industrielle que l'on veut promouvoir se base sur une action coordonnée de l'Etat, de l'opérateur public France Télécom et des industriels », s'il a donné, en juillet dernier, l'autonomie à l'opérateur public France Télécom, le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, M. Paul Quilès, n'en tend pas pour autant disparaître du jeu. Parmi les compétences que lui a reconnues la loi de juillet, la fixation des objectifs stratégiques et des priorités figure en bonne place, qu'il s'agisse de politique industrielle ou internationale. Car, explique M. Quilès, « j'ai toujours dit que l'autonomie n'était pas l'indépendance ». « Il n'y a pas une politique industrielle de France Télécom d'un côté et une politique industrielle de l'Etat français de l'autre (...). France Télécom mène une politique industrielle à travers les directives que je lui donne », ajoute le ministre avant de préciser néanmoins que l'opérateur peut exprimer des « idées » ou des « souhaits ».

De même, si l'action de chaque intervenant doit être coordonnée, il n'est pas question non plus de mélanger les rôles : « Il s'agit du mariage de la volonté publique et de l'initiative privée. » « Que l'industrie

s'assume », explique le ministre. On est donc loin des pratiques en cours au début du premier septennat de M. Mitterrand : « cela ne veut pas dire collaboration, élitisme ou grands plans sectoriels », explique-t-il. En particulier, les velléités de jouer au « mécano » sont oubliées : par exemple, même si le ministre a reconnu qu'« il n'avait rien contre le principe » d'un retour de Thomson dans les télécommunications après sept ans d'absence, c'est à M. Alain Gomez, le président de Thomson, de prendre sa décision sur une question qui, tel un serpent de mer, resurgit de façon récurrente depuis le début de l'année.

Nouveaux services

Pourtant, M. Quilès se sent totalement concerné par l'avenir des « petits » des télécommunications (comme la SAT, la SAGEM, TRT), qui n'ont toujours pas trouvé leur place définitive sur l'échiquier mondial des télécommunications... Et quand M. Jean Timmer, le patron de Philips, passe par Paris, comme mardi, il discute avec lui pendant une heure d'un certain nombre de sujets, notamment (peut-être aussi du terminal du visiophone pour lequel une coopération européenne est envisagée) avant de se rendre chez Thomson.

Position tout en nuance, dont il ne faut pas minimiser l'impact : par sa politique d'achat, France Télécom est un acteur capital de la politique industrielle française, soit parce qu'elle peut créer un marché sur un produit nouveau en commandant aux industriels les premières quantités, soit, plus généralement, en achetant ses matériels régulièrement auprès d'eux pour des matériels stabilisés.

C'est dans cette logique et avec

cette méthode que, pour contrer la déferlante japonaise sur les terminaux (totalement ouverts à la concurrence), le ministre a décidé de pousser les feux sur le visiophone, le téléphone à écran de demain, et le radiotéléphone numérique paneuropéen, notamment. France Télécom va lancer un appel d'offres portant sur cent mille unités du radiotéléphone, soit une mise de fonds de 500 millions de francs.

Dans le Visiophone, France Télécom jouera à la fois sur ses forces de recherche (elle consacre 4 milliards par an à la recherche-développement dont la moitié au CNET) et sur la création du marché. En avril, un appel d'offres a été lancé pour développer les composants du futur, auquel cinq industriels ont répondu. France Télécom dépensera de 50 à 100 millions de francs l'an prochain à cette fin. Par ailleurs, un groupement d'intérêt économique a été constitué avec la SAGEM pour constituer un visiophone à écran plat. Enfin, un appel d'offres portant également sur cent mille visiophones va être lancé d'ici à deux ans, l'objectif étant de faire descendre les prix de 30 000 francs à 5 000 francs en 1995, date à laquelle le Visiophone sera prêt pour le grand public. Pourtant, on ne peut comparer ce programme visiophone à celui qui avait été lancé dans les années 80 pour le Minitel : une des clés du succès du Minitel avait été sa distribution gratuite aux abonnés.

Plus généralement, les recherches du CNET seront réorientées sur les secteurs les plus prometteurs comme les nouveaux services téléphoniques, la communication avec les mobiles, la communication d'entreprise et les services de l'image. Les efforts travaillant sur ces thèmes seront doublés d'ici à 1992 (pour atteindre 40 % des personnels du centre).

FRANÇOISE VAYSSE

Vague de rachats en Espagne

Guinness va acquérir le brasseur Cruzcampo

Le groupe britannique Guinness (bières et alcools) va racheter, pour 95 milliards de pesetas (environ 5 milliards de francs), le premier groupe brassicole espagnol, La Cruz del Campo (Cruzcampo). C'est la plus grosse acquisition étrangère jamais effectuée en Espagne dans le domaine industriel, après celle du constructeur automobile Seat, payé 80 milliards de pesetas (4 milliards de francs) par l'allemand Volkswagen.

Cruzcampo, implanté à Seville où fonctionnent deux de ses six brasseries, couvre les deux tiers du marché andalou, en pleine ascension, et 22 % du marché national, contre 17 % en 1980. Il affiche la croissance la plus rapide de la profession et la plus forte rentabilité de son secteur, s'inscrivant au 6^e rang mondial pour le bénéfice d'exportation par hectolitre, avec une situation financière florissante.

Le marché espagnol connaît un très vif développement (+ 4 % par an en volume), qui explique l'appétit des producteurs étrangers de bière : le néerlandais Heineken détient déjà

51 % du second brasseur du pays, El Aguila, le groupe français BSN (Kronenbourg) a acquis 33 % du numéro 4, Mahou, et le danois Carlsberg s'est assuré 60 % du capital du numéro 6, Union Cervecería. La compétition pour Cruzcampo s'était ouverte en 1989, lorsque le groupe américain STROH avait manifesté son intention de revendre sa participation de 28 % dans la brasserie, dont les actionnaires espagnols estimaient ne plus pouvoir assurer la croissance par leurs propres moyens. D'où l'intérêt pour une négociation avec Guinness, qui se trouvait en compétition avec Heineken, Carlsberg et le japonais Asahi.

Le groupe britannique l'a emporté par sa promesse de maintenir les 3 000 emplois de l'entreprise andalouse. Pour le groupe britannique, peu implanté en Espagne, sauf par ses 24 % dans le capital du français LVMH, c'est le moyen d'accroître sa plate-forme continentale, et de passer du 17^e au 12^e rang mondial dans la bière, au 4^e pour les profits.

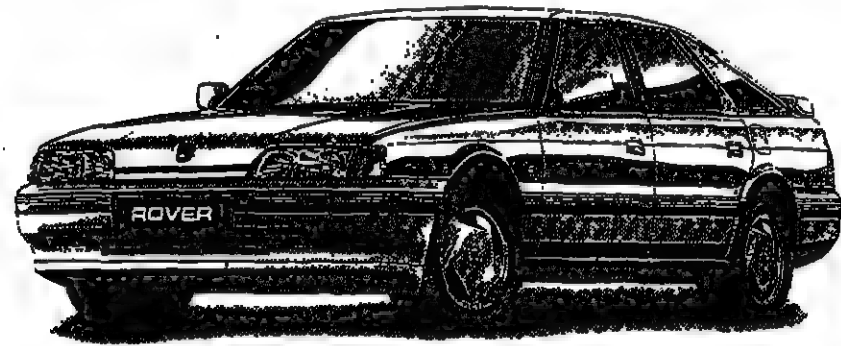
FRANÇOIS RENARD

L'Union laitière normande lance une OPA « amicale » sur Celbasa Alto

Mamie Nova a décidé de profiter elle aussi de la déprime des marchés boursiers espagnols pour consolider ses positions outre-Pyrénées. Selon les milieux financiers madrilènes, le groupe laitier français Union laitière normande (regroupement de huit coopératives qui exploite notamment les marques Mamie Nova, Elle et Vire, Meule d'or et Plaisirs de France) vient de lancer une offre publique d'achat amicale sur 45 % du capital du groupe espagnol du même secteur, le catalan Celbasa Alto. Celbasa Alto, qui a annoncé des pertes pour 1990, a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires de 560 millions de pesetas, soit 29,6 mil-

lions de francs. La majorité du capital serait, aux termes du dispositif retenu, conservée par la famille Bacells, propriétaire de la société barcelonaise. Pour mener à bien l'opération, l'ULN devrait toutefois mettre 1 milliard de pesetas sur la table, soit un investissement de près de 50 millions de francs.

Cette opération s'inscrit dans une vague de rachats qui ébranlent les marchés espagnols depuis le début de l'année. Alimentée par la déprime des cours (les titres cotés à Madrid ont perdu 20 % de leur valeur depuis le début de l'été), cette OPA est la septième pour le mois de novembre.

PAYEZ VOTRE ROVER SÉRIE 800 EN 36 MOIS
LE MÊME PRIX QU'AU COMPTANT

AVEC LA L.O.A. FORMULE ROVER

Jusqu'en 31 décembre 90, Rover vous fait bénéficier d'un financement exceptionnel sur la Rover Série 800 de votre choix avec la L.O.A. Formule Rover.

Moyennant un premier versement de 45 % du prix clés en main (Dépôt de garantie de 15 % + 1^{er} loyer de 30 %), vous pouvez être représenté en totalité ou en partie par la reprise de votre véhicule, vous partirez au volant de la Rover Série 800 de votre choix.

Ensuite vous aurez à acquitter 11 loyers d'un montant de 2,80 % du prix de votre Rover Série 800, puis 12 loyers de 2,20 %, enfin 12 loyers de 1 %.

En terme de cette location avec option d'achat sur 36 mois, vous pourrez devenir propriétaire de votre Rover Série 800 sans rien régler. L'option finale d'achat, équivalente à 0,80 % du prix tarif sera prélevée sur votre dépôt de garantie de 15 % dont le solde (soit 14,20 %) vous sera restitué.

Au bout du compte, sur 36 mois, avec la L.O.A. Formule Rover, votre Rover Série 800 vous coûtera exactement le même prix qu'au comptant.

Exemple : Rover 820e 16v prix tarif au 30/09/90 : 120 000 F TTC

- 1 ^{er} versement		
Dépôt de garantie (15 %)	18 000 F	54 000 F
1 ^{er} loyer (30 %)	36 000 F	
- Ensuite 11 loyers (2,80 %) x 3 360 F		36 960 F
- Puis 12 loyers (2,20 %) x 2 640 F		31 680 F
- Enfin 12 loyers (1 %) x 1 200 F		14 400 F
- Restitution du solde du dépôt de garantie avec déduction de l'option d'achat finale 15 % = 0,80 % soit 14,20 % du prix TTC du véhicule		- 17 040 F
Coût total (Hors assurances) au bout des 36 mois équivalent au même prix qu'au comptant		120 000 F

Rover Série 800, une gamme prestigieuse de 12 modèles, Berlins et Fastback, 16, 24 soupapes et Turbo Diesel, à partir de 120 000 F TTC. Modèle présenté : Rover 827i Vitesse V6, prix : 200 000 F TTC. Prix tarif clés en main au 30 septembre 90 (millésime 91).



ROVER SERIE 800

Cette offre exceptionnelle est valable du 12 novembre au 31 décembre 90 chez les concessionnaires Rover participants à l'opération, sous réserve d'acceptation de votre dossier par Rover Financement, département de Leasing 51, boulevard des Dunes 13003 Marseille - S.A. au capital de 22 000 000 F - R.C.S. Marseille B 071 800 130.



Pour connaître votre concessionnaire, téléphonez au 05 102 102 (appel gratuit) ou composez sur votre minitel le 36.15 Rover.

ÉCONOMIE

CONSUMMATION

Une enquête du CREDOC sur l'alimentation des « seniors » de demain

Les personnes âgées délaissent les grandes surfaces et fréquentent plus le petit commerce

La démographie vole au secours du petit commerce : plus on vieillit, moins on fréquente les grandes surfaces, comme le confirme une enquête que vient de publier le CREDOC (1).

Les raisons en sont multiples. Aller dans un hypermarché suppose d'acheter beaucoup de produits en même temps et c'est lourd à porter. Chaque transbordement - on en compte quatre dans le magasin et sur le parking et au moins trois chez soi - nécessite un effort peu compatible avec l'inévitable affaiblissement physique, même si l'on continue à conduire allègrement sa voiture.

De plus, la très grande surface est anonyme, et on s'y fait beaucoup bousculer. Quant aux conditions de vente, même si on a le droit presque théorique de n'acheter qu'un yaourt, il est sans commune mesure avec les besoins d'une personne seule, ou même de deux personnes. Se rendre à la boutique du coin, au contraire, oblige à sortir et à marcher, permet de rencontrer des gens, et le petit commerçant s'inquiète de votre santé, il est capable éventuellement de vous livrer si vous êtes grippé. Enfin, les « seniors » - comme les appelle le CREDOC - font beaucoup plus souvent les courses que leurs cadets : 36,7 % des soixante-cinq-quinquante-quatre ans les font tous les jours, contre 24,7 % des moins de cinquante-cinq ans. Et ils sont aussi plus nombreux à les faire deux à trois fois par semaine.

Or le « papy-boom » est pour demain. Il y avait en 1983 un peu plus de sept millions de personnes âgées de plus de soixante-cinq ans. Suivant la tendance actuelle de la mortalité, elles seront un peu plus

de neuf millions en l'an 2000, et treize millions quatre cent mille en 2040. Et si l'on retient l'hypothèse d'une mortalité basse, elles seront quinze millions trois cent mille. C'est que, à partir de l'an 2000, les générations fortes du « baby-boom » commenceront peu à peu à vieillir.

Les habitudes de la jeunesse

C'est bien sûr en observant le comportement des actuels seniors que l'on peut imaginer ce que sera celui de leurs successeurs. Comme « on rentre souvent dans la vieillesse avec les habitudes de consommation acquises dans sa jeunesse », écrivent J. C. Greiveldinger et C. Maisonneuve, « il est tout à fait probable que dans cinquante ans les futurs seniors, qui sont aujourd'hui adolescents, prendront des repas qui ne diffèrent pas de ceux de leur jeunesse, qu'ils continueront à utiliser leur four à micro-ondes pour réchauffer

des hamburgers. Pour l'heure, les personnes âgées privilégient le naturel (produits frais, sans additifs) et prennent, à heure fixe, deux repas chauds par jour, cuisinés avec des recettes plutôt traditionnelles.

On achète des produits frais en vrac ou à la coupe, mais on s'intéresse peu au lait longue conservation, aux yaourts aromatisés, aux jus de fruits, aux plats cuisinés surgelés ou non. Et si l'on stocke quelques produits - « au cas où... » - c'est du lait en tube, des soupes en sachet, des conserves en petits conditionnements.

Si à peine plus de 20 % des moins de cinquante ans suivent un régime, 35,1 % des soixante-cinq-quinquante-quatre ans sont dans ce cas, et 38,5 % des plus de soixante-cinq ans. On achète donc moins de « produits à risque » comme le beurre, l'huile, le café, et beaucoup plus de café décaféiné, de café-chocolat, de tisanes, d'eau minérale.

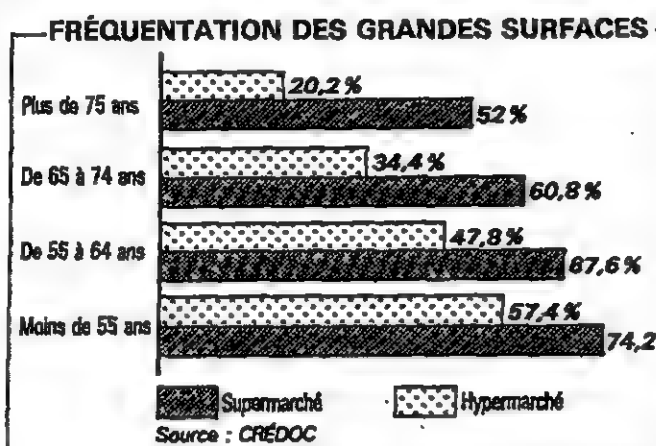
Les industriels de l'agro-alimentaire vont évidemment tenir compte d'un segment de clientèle en forte progression, qu'il s'agisse de la publicité (les seniors rejettent massivement les publicités qui « semblent les enfermer dans un ghetto ridé »), des conditionnements (pas de trop petits caractères pour les étiquettes, mais des portions individuelles plus petites, et en nombre limité dans les présentations groupées). Et il faudra convaincre les commerciaux que les produits lourds ne doivent pas figurer sur les rayons les plus élevés.

Au reste, contrairement à une idée reçue, « la part de l'alimentation dans le budget des ménages augmente avec l'âge » : pour un budget mensuel alimentaire supérieur à 1 500 F par tête, les moins de cinquante-cinq ans consacrent 9 % à l'alimentation, les soixante-cinq-quinquante-quatre ans 25,3 %, et les plus de soixante-cinq ans, 29 %. Là encore, l'explication est multiple : l'achat de produits frais, souvent de qualité, par petites quantités et dans le commerce de proximité aboutit à ce résultat.

Grands gagnants de la décennie pour l'augmentation des ressources, les couples de plus de soixante-cinq ans ne sont évidemment pas assurés de conserver cet avantage dans les années à venir, en raison des menaces qui pèsent à long terme sur les retraites.

JOSEÉ DOYÈRE

(1) « Quelle alimentation pour les seniors de demain », par J. C. Greiveldinger et C. Maisonneuve, *Consommation et Modes de vie*, n° 53, octobre 1990. Publication du CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), 142, rue du Chevalier, 75013 Paris. Sur abonnement uniquement. 160 francs par an.



TRANSPORTS

Protestant pour la première fois publiquement

Les constructeurs aéronautiques européens reprochent au Japon de favoriser les États-Unis

Les constructeurs aéronautiques européens ne sont pas contents des Japonais et ils le font savoir. Alors qu'ils détiennent près d'un tiers du marché aéronautique mondial, ils ne fournissent que 11 % des importations aéronautiques japonaises.

TOKYO

de notre correspondant

En ce qui concerne les appareils de plus de cent places, les constructeurs américains ont emporté 89 % des contrats tandis que, pour les appareils à grande capacité, cette proportion passe à 98 %. Dans la catégorie des appareils gros porteurs bimoteurs, Airbus (A-300, A-310 et A-330) n'a que 26 % du marché contre 74 % dans le cas des Américains, - alors qu'aux États-Unis mêmes, l'appareil européen bénéficie d'une place honorable (45 % du marché).

Ce discours du comité aéronautique et spatial de l'European Business Community in Japan, organisme regroupant les chambres de commerce des pays membres de la CEE, témoigne de l'assurance que prend cette instance créée il y a trois ans et où sont représentés dix-huit sociétés. Ce comité se contentait de faire des communications de presse dénonçant les discriminations dont se sentent victimes les constructeurs européens. C'est cette fois au cours d'une conférence de presse qu'il s'est exprimé.

Obligations historiques

Jusqu'à présent, a souligné M. Jean-Louis Claudon, président du comité et représentant d'Arianespace au Japon, les Japonais recommandaient aux constructeurs européens de rester discrets, à la différence des Américains dont les éclats sont incessants. Un conseil qui s'est avéré inopérant : en 1990, la part des Européens dans les achats d'appareils par les compagnies japonaises n'a représenté que 1,98 % du total (après deux commandes d'Airbus par Japan Air System confirmées le 18 octobre).

Une coopération naissante

La dépendance japonaise à l'égard des États-Unis en matière de matériel militaire intervient également. Dans ce cas, les pressions politiques sont plus évidentes : en témoigne le report inopiné d'un programme d'équipement de l'Agence de défense qui avait décidé de se fournir chez British Aerospace. Il est vraisemblable que ce programme renaitra avec des spécifications différentes favorisant les Américains.

Il se dessine cependant dans le domaine de la construction de propulseurs une coopération entre les Japonais et les motoristes américains et européens pour la mise au point du réacteur du futur supersonique civil.

Selon le ministère du commerce international et de l'industrie, Pratt and Whitney, General Electric et, du côté européen, Rolls-Royce et SNECMA participent au projet d'un coût de 220 millions de dollars. La part revenant à chaque partenaire étranger variera entre 4 % et 7 %. Un accord définitif devrait intervenir en mars 1991. La SNECMA, qui vient d'ouvrir un bureau à Tokyo, participe d'autre part avec l'entreprise Harima Heavy Ind. à la mise au point du moteur GE 90 de General Electric destiné à équiper le Boeing 777.

PHILIPPE PONS

Différends avec l'administration ou les commerçants

L'INC présente des modèles de lettres types pour aider les consommateurs

Pour le moindre différend avec un commerçant, avec un artisan, avec l'administration, avec son propriétaire (ou avec son locataire...), avec une compagnie d'assurances, avec sa banque, il faut écrire, et de préférence en recommandé avec accusé de réception. Ces lettres-là, pour nécessaires qu'elles soient, sont terriblement ennuyeuses à rédiger. On sent bien qu'elles doivent être précises, en style administratif, et bien argumentées pour être efficaces. Mais voilà ! Tout nous incite à ne plus écrire, et le téléphone a beaucoup remplacé le courrier personnel.

Pourtant, dès qu'il y a contestation, il importe qu'il reste une trace écrite incontestable de la démarche entreprise. On peut certes, dans un premier temps, passer un coup de téléphone, et parfois, tout s'arrange. Si ce n'est pas le cas, on n'échappe pas à la lettre circonstanciée. Et une deuxième difficulté se présente. On sait bien qu'un article de décret ou de loi justifie la protestation, mais sa recherche dans le maquis touffu de la législation et de la réglementation tient du parcours du combattant.

« 50 millions de consommateurs », la revue de l'Institut national de la consommation, a eu la fort bonne idée de réunir dans un dossier « Pratique » 130 de ces lettres-types, sur les sujets les plus variés, qu'il suffira de recopier tranquillement en les truffant des indications personnelles indispensables. On y trouve aussi bien la contestation d'un révison de prix abusivement révisé par une agence de voyages, la déclaration de sinistre à une compagnie d'assurances, la demande de communication des informations d'un fichier, des demandes d'exonérations diverses, etc.

Quelques conseils fort utiles agrémentent l'ensemble. Bien sûr, il faut constituer un dossier, garder les originaux et n'envoyer que des photocopies, écrire une lettre courtoise, en conserver le double, au cas où il faudrait aller en justice. Le résultat évidemment n'est pas garanti. Mais la lettre précise est souvent efficace et permet d'arriver à un accord amiable.

J. D. « 130 lettres pour régler ses litiges », 50 millions de consommateurs, Dans les kiosques, 38 francs.

SOCIAL

La production du chocolatier Cémoi paralysée par une grève

PERPIGNAN

de notre correspondant

La tension est montée d'un cran, mercredi 21 novembre, dans le conflit qui oppose, depuis le 14 novembre, la direction de la chocolaterie Cémoi, installée dans la banlieue de Perpignan (Pyrénées-Orientales), à une centaine de ses 263 salariés. Un transporteur, M. François Turlet, par ailleurs conseiller municipal (FN) de Perpignan, a en effet tenté de forcer le piquet de grève, installé devant la grille de l'usine.

Cet incident a entraîné une suspension momentanée des négociations entre la direction et les grévistes, issus principalement de la fabrication et du conditionnement. Leur action paralyse totalement la production de la chocolaterie en bloquant à l'extérieur une dizaine de camions chargés de matières premières. Les salariés réclament une augmentation de 1 500 francs par mois et protestent contre le fait que leur treizième mois et leur prime mensuelle d'assiduité « soient, selon l'intersyndicale CGT-FO, dégrèvés des absences maladie ou accidents du travail ».

La direction a, pour sa part,

Tensions à Perpignan

indiqué que « 80 % des salariés se trouvaient actuellement à leur poste de travail et que tout sera fait pour assurer la production malgré les obstacles élevés par une minorité de grévistes ».

Le 20 novembre, le tribunal de grande instance de Perpignan avait ordonné la levée du piquet de grève à compter de 16 heures le même jour, après que la direction de la chocolaterie eut assigné en référé une quinzaine d'employés pour « entrave au droit du travail ».

Jeudi matin, le piquet de grève était, toutefois, toujours en place.

JEAN - CLAUDE MARRE

ÉNERGIE

Retard dans le démarrage de la première centrale nucléaire chinoise

Des problèmes techniques ont retardé le démarrage de la première centrale nucléaire de Qinshan, la première du pays de technologie chinoise, qui aurait dû commencer à alimenter en électricité Shanghai à la fin 1990, a reconnu mercredi 21 novembre l'Administration nationale pour la sécurité nucléaire (ANSN).

Cette information, publiée en première page du quotidien *China Daily*, vient démentir les propos optimistes des responsables du projet, qui faisaient tout au plus état de « quelques petits problèmes » de nature à provoquer de « légers retards », en recevant un groupe de journalistes étrangers à la mi-octobre. Sans préciser la nature des difficultés, le *China Daily* fait état de « problèmes techniques en suspens ». Le ministre de l'énergie s'est refusé à tout commentaire.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Face à la pénurie de conducteurs

La SNCF renoue avec l'embauche dans son budget 1991

Le conseil d'administration de la SNCF a approuvé mercredi 21 novembre le projet de budget de l'entreprise pour l'exercice 1991, « marqué par l'équilibre, la moindre réduction de l'emploi et un effort accru d'investissement », selon un communiqué de la direction. Si le résultat net prévu (9 millions de francs) équivaut à un strict équilibre, l'excédent brut d'exploitation (11 milliards de francs) est en augmentation de 6,8 % et le programme d'investissement (22,5 milliards de francs) sera autofinancé à hauteur de 24 % alors que le contrat de plan fixait le minimum à 20 %.

Plus que la montée en cadence du TGV-Nord et du contournement-est de Lyon à grande vitesse (11 milliards de francs programmés), c'est l'effort de la SNCF pour mettre fin à la pénurie de locomotives et de conducteurs qui est notable.

La SNCF a donc passé commande de deux cent vingt locomotives Sybic à GEC-Alsthom et lancé en 1990 un ambitieux programme de formation de 130 mécaniciens au lieu de 88 en 1987. Cette embauche renforcée explique des prévisions de recrutement de plus de 5 000 cheminots pour l'ensemble de la société nationale dont les effectifs globaux diminueront de 2 800 unités au lieu des 4 500 prévus compte tenu des départs naturels.

ALAIN FAUJAS

EN BREF

Arrêt de travail aux Houillères du bassin de Lorraine.

Les quatre puits des Houillères du bassin de Lorraine (HBL), qui emploient 14 800 mineurs, étaient, jeudi matin 22 novembre, paralysés par un arrêt de travail d'une journée organisée par l'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC, FO et SAHBL (autonomes). Les mineurs réclament, selon un membre de l'intersyndicale, « l'ouverture immédiate de négociations » sur l'octroi d'une prime de sécurité et protestent contre « la liquidation des HBL ». 918 suppressions d'emplois sont, selon ce responsable, d'ores et déjà intervenues (au lieu de 750 annoncées) tandis que la direction des HBL en prévoit 660 supplémentaires en 1991. Jeudi matin, tous les accès routiers et ferroviaires des Houillères étaient bloqués par les mineurs, qui devaient reprendre le travail dans la soirée.

Collecte des banques alimentaires le 24 novembre.

La Fédération française des banques alimentaires organise samedi 24 novembre, pour la cinquième année, une collecte nationale de denrées non périssables, dans les écoles, les mairies, les supermarchés et autres lieux publics, apprend-on auprès de cette organisation non gouvernementale. Cette collecte nationale a permis l'an dernier de recueillir 10 000 tonnes de denrées aux personnes démunies, sous forme de repas ou de colis, par le biais d'associations caritatives.

Fédération française des banques alimentaires. Tél. : (1) 42-53-91-12.

Le Trans-Orient business à petite vapeur

L'administration et les milieux d'affaires américains se mobilisent sur l'Europe de l'Est. Mais le nouvel Eldorado n'occupe encore qu'une petite place dans le commerce extérieur des Etats-Unis

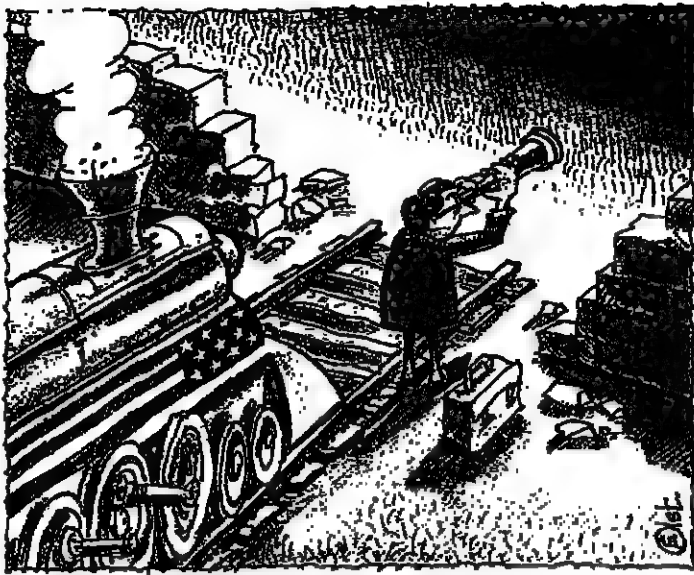
WASHINGTON

de notre envoyé spécial

MEDICAL Machine-outil. Kazan Medical Instrument Plan recherche deux instruments de mesure Mahr (FRG) 844T et 2000 sets de précision Jolex-Ketuburn. Contact : V. P. Sidorenko, directeur de l'usine, T-81 37 33 02 à Kazan (URSS). Pétrole et Gaz. La chambre de commerce de Tyumen a un acheteur ediposant de devises fortes à la recherche d'équipement de nettoyage pour installations pétrolières. Contact : Alexander Ugruk, directeur de la chambre, à Tyumen, 625048 (URSS).

Depuis qu'il a lancé, le 23 janvier dernier, son Centre d'information sur les affaires en Europe de l'Est, le secrétaire américain au commerce, M. Robert Mosbacher, affiche un air satisfait. Les petites annonces de cette nature sont maintenant monnaie courante et, selon ses services, plus de vingt-cinq mille appels émanant d'entreprises américaines intéressées par les opportunités nouvelles qu'offre l'Europe de l'Est ont été reçus au cours des neuf premiers mois. Près de 6 000 firmes de toutes les régions des Etats-Unis figurent désormais dans une banque de données reliée à l'antenne du Centre installée à Varsovie, une deuxième ouverture étant prévue incessamment à Budapest, la troisième étape étant Prague.

Parallèlement, Business America, la revue du commerce international publiée par le département du commerce, reprend régulièrement les offres et demandes en provenance de la lointaine Europe centrale. Dès l'émergence de ce qui a pu apparaître un moment comme « le nouveau miracle économique » des prochaines années, l'administration américaine a tout fait pour



inciter ses chefs d'entreprise à franchir le Don. Sur ce chapitre au moins, l'accord est total entre M. Mosbacher et sa remuante collègue, M^{me} Carla Hills, représentante des Etats-Unis pour les questions commerciales. Son numéro deux, l'ambassadeur Julius L. Katz, est très clair : « L'administration américaine considère qu'elle peut soutenir les mouvements de réforme entrepris en Europe de l'Est, et promouvoir les intérêts commerciaux des Etats-Unis à travers une normalisation des relations avec les Etats de cette région », explique-t-il.

L'intérêt est bien compris. Au moment où les Etats-Unis s'enfoncent dans une récession que chacun soupçonne la plus temporaire possible, alors

que le Canada est encore en plus mauvaise posture et que les espoirs nourris par l'Amérique centrale et latine sont à long terme, il n'est pas possible de négliger les 120 millions de consommateurs ex-socialistes, 390 millions si l'on ajoute l'Union soviétique, en quête d'équipements et de tous les produits de première nécessité. Et de laisser au futur marché unique européen, voire à l'Allemagne remodelée, la mainmise sur ce nouvel espace commercial.

Dans cet esprit, des accords commerciaux – au contenu différent selon les pays – ont été conclus avec la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie, et renouvelés avec la Roumanie. Seule l'URSS reste en

point d'interrogation. L'attribution éventuelle à Moscou de la clause de la nation la plus favorisée (NPF), sujette à l'approbation du Congrès américain, est suspendue au vote par le Soviet suprême de la loi libéralisant l'émigration, notamment celle des juifs soviétiques. Une clause qui permettrait de lever les dispositions Jackson-Vanik, du nom de l'amendement rédigé par ces deux parlementaires, voté dans le cadre du Trade Act de 1974 qui définit les conditions d'octroi de cette clause NPF à un pays communiste.

Des diplomates reconvertis

Sur le papier, l'enjeu est important. Outre les biens de consommation courante, l'automobile, les équipements de production, la construction, les télécommunications, les services bancaires et financiers sont autant de marchés potentiels. Mais, dans les faits, les entreprises américaines se contentent pour l'instant de tirer du pied avant de s'avancer hardiment sur le sol européen. Des salaires horaires de 2 dollars en Hongrie et en Tchécoslovaquie (sensiblement à parité avec ceux pratiqués en Espagne) et du double dans l'ex-RDA, un niveau d'éducation de la population très largement supérieur à celui des pays en voie de développement, ne compensent pas encore les handicaps majeurs que constituent l'absence de cadre juridique et fiscal défini sur les investissements étrangers, le rapatriement des bénéfices, la convertibilité des devises ou encore une instabilité politique chronique, chaque jour aggravée, en URSS. Pour l'instant, ce sont toujours les mêmes accords qu'avancent les croisés d'une présence américaine sur le terrain : car, demain, cela coûtera nécessairement plus cher : l'acquisition de General Electric à Budapest ou

encore la joint venture de General Motors en ex-Allemagne de l'Est et un projet identique en Tchécoslovaquie. D'autres contrats, sans doute moins médiatiques, ont pourtant valeur d'exemple, telle la création par US West, l'une des principales compagnies téléphoniques américaines, d'une société mixte en Hongrie puis sa participation au câblage par fibre optique d'un vaste réseau reliant le Japon à l'Europe du Nord, via l'Union soviétique. La libéralisation progressive des règles du COCOM qui, pendant la guerre froide, a étroitement contrôlé les exportations de technologie vers l'Est, va permettre, par exemple à Control Data de livrer des ordinateurs à l'Union soviétique.

La privatisation de 90 % de l'économie polonaise, la reconstruction de l'industrie tchèque, qui avant de basculer dans le camp communiste figurait parmi les dix grandes puissances économiques mondiales, la conversion de la Hongrie au dieu dollar, suscitent naturellement des convoitises. Et des vocations. R. Mark Palmer, ambassadeur des Etats-Unis à Budapest, a lâché le département d'Etat pour diriger un consortium de financiers nord-américains qui s'est empressé de placer des pions dans le système bancaire hongrois. Son homologue en Autriche, M. Ronald Lauder, héritier de la fortune laissée par Estée Lauder dans l'industrie des cosmétiques, a aussi troqué la voie diplomatique contre un cabinet d'avocats new-yorkais spécialisé sur le cap à l'Est. Mais ce ne sont là que des exemples parcelaires. Il est clair que les Américains n'envisagent pas encore de se ruier en masse sur le sol européen. Le fossé culturel, le manque de fiabilité des informations économiques fournies, allié au choix nécessairement très sélectif des investissements à réaliser quand les affaires vont mal sur le sol natal, constituent des freins natu-

rels, même dans un contexte politique tourné, à-bas, vers l'avenir. « Le changement démocratique dans ces pays est irréversible. Et il était manifeste bien avant la chute du mur de Berlin. Seuls les journalistes ne s'en étaient pas aperçus », rappelle, avec malice, M^{re} Séphanie Siegel, un agent immobilier new-yorkais, très actif dans l'importante communauté slovaque en Tchécoslovaquie. « Nos compatriotes sont tous prêts à placer de l'argent dans le pays. Mais sur des bases capitalistes ! Et c'est encore difficile tant le manque de capitaux et de cadres est criant dans l'ensemble des pays d'Europe centrale et tant que ces économies ne se sont pas stabilisées ».

Pour l'heure, seuls les grands groupes peuvent se permettre d'essayer les piliers en investissant à moyen ou long terme ou en cherchant à développer leurs échanges avec ces démocraties naissantes. Mais une tendance entriste prévaut, presque une réticence naturelle pour un pays qui, on l'oublie, ne s'est ouvert sur l'extérieur qu'assez récemment et dans des proportions encore modestes, compte tenu de la présence d'une gigantesque marché domestique à sa porte, aux Etats-Unis même. Sur la carte du commerce extérieur américain, Moscou, Budapest, Varsovie, Prague ou Sofia constituent encore des points minuscules. Ainsi, au cours des sept premiers mois de 1990, la part des exportations vers les pays de l'Est n'a pas dépassé 1,5 % du total. A lui seul, le Mexique compte pour plus de quatre fois plus (7 %). Le Japon 12 % et la CEE 25 %. Des chiffres qui montrent bien où sont, pour l'instant, les réels points d'ancrage de l'économie américaine hors de ses frontières.

SERGE MARTI

Les écologistes contrarient les affaires des papetiers canadiens

Pollution de l'air et de l'eau, reboisement insuffisant, recyclage trop timide du papier journal : l'industrie canadienne des pâtes et papiers est invitée à se mettre au vert. Alors que la conjoncture s'affaisse

MONTREAL

de notre correspondant

La facture risque d'être sévère pour l'industrie canadienne des pâtes et papiers. Victimes de leur imprévoyance, les papetiers canadiens vont devoir investir lourdement, au plus mauvais moment. Entrant dans une phase de surcapacité de production, l'industrie s'attend à une baisse des profits durable. Noranda Forest, Canadian Pacific Forest, Abitibi Price, MacMillan Bloedel, les quatre titans de la profession ont d'ores et déjà enregistré au troisième trimestre 1990 des pertes ou des résultats en forte baisse.

« Après six années d'études scientifiques et techniques, force est de constater que la pollution causée par l'industrie des pâtes et papiers est considérable et très répandue. » Avec ce constat formulé mi-avril, le gouvernement canadien a en quelque sorte annoncé la couleur. Les nouvelles normes qu'il prépare seront sévères. Elles obligeront les quelque cent cinquante usines du Canada – le plus gros exportateur de papier journal et de pâtes de bois du monde – à revoir leurs techniques de production.

Dès 1985, les chercheurs ont souligné les dangers du procédé de blanchiment des pâtes et papiers au chlore, le plus communément utilisé. Depuis, on s'est aperçu que la grande

majorité des usines du pays rejettent au moins dix fois trop de substances toxiques (dioxines, furannes et autres organo-chlorés favorisant l'apparition du cancer) dans les fleuves, les rivières et les océans. Le ministère canadien des pêches a dû prendre des mesures radicales : depuis décembre 1989, la récolte de coquillages et de crustacés est interdite aux abords de toutes les usines papeteries situées le long de l'océan Pacifique, en Colombie-Britannique, ces fruits de mer étant trop contaminés. La comme dans plusieurs autres régions, les pêcheurs consomment le poisson qu'ils capturent à leurs risques et périls.

La protection coûte cher

Sentant le vent venir, les industries ont investi l'an passé 2 milliards de dollars canadiens (1), soit un dixième de leur chiffre d'affaires total, pour modifier leurs procédés, traiter leurs effluents et filtrer leurs rejets dans l'air pollué par le brûlage de leurs résidus. Selon l'Association canadienne des pâtes et papiers, ils dépenseront au moins deux fois plus, d'ici à 1994, pour se conformer aux règlements attendus.

La protection de l'environnement coûte cher et peut même retarder des projets. Les investisseurs japonais, attirés en Alberta à coups de subven-

tions, l'ont appris à leurs dépens. La province canadienne de l'or noir, mal remise des chocs pétroliers, a, dans un souci de diversification, concédé plus de 220 000 kilomètres carrés de forêts inexplorées et peuplées principalement de poplules, desquels il est maintenant possible de tirer du papier. L'Alberta a dû même coup autoriser récemment la construction d'une douzaine d'usines papeteries.

Or, l'un de ces projets a été considéré comme « inacceptable » par le ministère fédéral de l'environnement. La société Alberta-Pacific Forest Industries, contrôlée par les firmes japonaises Mitsubishi et Honshu Paper, a dû réviser les plans de l'usine papetière, présentée comme « la plus grande du monde », qu'elle voulait installer au bord d'une rivière dont on souhaite préserver la vie aquatique. De son côté, Daishowa Canada, filiale du deuxième plus grand producteur japonais de papier, doit prouver que ses trois usines en construction dans le nord de l'Alberta pourront fonctionner sans créer trop de dommages à l'environnement, ce dont Ottawa doute, fortement.

Les autorités fédérales reconnaissent qu'elles ont à faire « des arbitrages difficiles » entre les impératifs de développement économique à court terme et la préservation des ressources naturelles à long terme, parfois envers et contre les provinces, souveraines sur 80 % des forêts du pays. Les mouvements écologistes, avec l'appui de plus en plus soutenu de l'opinion publique, veillent toutefois au grain. Ils viennent d'ailleurs de remporter plusieurs batailles, en Colombie-Britannique notamment.

Les exploitants de cette province coupent des forêts vieilles et rares, peuplées de thuyas, de pruches, de cèdres jaunes et surtout de sapins Douglas et d'épinettes de Sitka, dont les plus beaux exemplaires – vendus à prix d'or pour la construction – atteignent les âges respectables de sept cents ou huit cents ans, du haut de leurs quatre-vingt-quinze mètres. Les campagnes n'ont plus guère le choix. Les autres forêts, précédemment exploitées, sont en train de repousser. Elles n'arriveront à maturité que dans trente ou quarante ans.

Les groupes écologistes, alliés aux Amérindiens locaux, ont entamé une vaste campagne pour préserver deux écosystèmes uniques sur les îles de la Reine-Charlotte et dans la vallée de la Carmanah (île de Vancouver). Ils ont obtenu la création de deux parcs naturels sur une partie seulement de ces sites, où MacMillan Bloedel,



deuxième plus grosse société forestière du Canada, a perdu d'importants droits de coupe, de même que Western Forest Products. L'un des responsables de cette dernière compagnie a fait cette remarque : « L'environnement est un problème si explosif au Canada qu'il ne faut pas croire que les gouvernements soutiendront le développement économique s'il n'est pas défendable aux yeux de l'opinion publique ».

Au-delà de cet exemple, le dossier complet de la gestion des forêts est au cœur d'un débat de plus en plus passionné. Le Canada, boisé sur 45 % de sa superficie, ne manque certes pas d'arbres. Il regorge de conifères sur ses 2,4 millions de kilomètres carrés de forêts considérées comme productives. Dans plusieurs régions (l'Abitibi au Québec par exemple), on entrevoit des pénuries de bois de qualité, celui qui alimente les usines. « Nos problèmes viennent des mauvaises pratiques passées. Nous avons exploité la forêt, nous commençons seulement à l'aménager », estime Claude Godbout, doyen de la faculté de foresterie de l'université Laval de Québec.

Jusqu'au début des années 80, les compagnies forestières ont obtenu, dans la plupart des provinces, des droits de coupe qui n'étaient assortis d'aucun devoir en matière de reboise-

ment ou d'entretien des peuplements. Ces tâches ardues incombent aux autorités provinciales, qui les ont négligées. Pour rentabiliser au maximum leurs opérations, les compagnies forestières ont « coupé à blanc » (récolte en une seule opération de tous les arbres à valeur marchande) sur des superficies les plus vastes possibles.

On a laissé à la forêt le soin de se régénérer toute seule mais la nature n'a pas toujours suffi à la tâche. Des espèces comme le pin blanc ont presque disparu de l'est du Canada. Des zones entières ont perdu en densité ou en qualité. Dans l'Ouest, certains sols pentus et peu profonds, ravivés par les pluies une fois détrempés, sont restés désolés. A ces dégâts se sont ajoutés les ravages des insectes parasites, des épidémies de maladies, des pluies acides et surtout des incendies, qui ont détruit 6 400 kilomètres carrés pour la seule année dernière.

Le Canada n'a commencé à reboiser à grande échelle que depuis dix ans, mais le nombre de plants mis en terre en 1989 équivalait à peine à celui des arbres coupés cette même année, soit 750 millions d'arbres sur environ 10 000 kilomètres carrés. Tenus depuis quelques années à veiller à la régénération des zones qu'ils récoltent, les exploitants ont diversifié

leurs techniques. Les coupes à blanc, toujours largement pratiquées mais de plus en plus décriées, se font sur des superficies plus réduites. Il n'en demeure pas moins qu'il faudra, localement au moins, limiter plus sévèrement l'abatage pour assurer le renouvellement d'une ressource que les Canadiens croient inépuisable.

L'avenir des fibres recyclées

Leur forêt peut toutefois espérer bénéficier d'un répit relatif, qui ne fera pas l'affaire des entreprises. D'après les prévisions, la demande mondiale de papier journal ne devrait augmenter que d'1 % cette année, alors qu'elle s'est accrue à un rythme annuel moyen de 3 % au cours des dix dernières années. Or, l'industrie canadienne des pâtes et papiers, qui a fonctionné à pleine capacité en 1987 et 1988, années de profits records, s'est entre-temps lancée dans la construction de nouvelles usines. Lorsqu'elles seront toutes terminées en 1991, le Canada pourra produire 11,6 millions de tonnes de papier journal, 15 % de plus qu'en 1989.

Tout ce papier, fait à partir de fibres vierges, longues et résistantes qui ont fait la réputation du Canada, trouvera-t-il preneur ou sera-t-il en partie sacrifié sur l'autel de la « révolution verte » ? Trois Etats américains – la Californie, la Floride et le Connecticut – viennent d'adopter des lois obligeant les journaux à utiliser du papier contenant des pourcentages variables de fibres recyclées. Une douzaine d'autres Etats ont annoncé leur intention de suivre le mouvement. L'industrie canadienne, qui exporte 80 % de sa production de papier journal vers les Etats-Unis, ne peut plus ignorer cette nouvelle demande. Prise au dépourvu avec sa faible capacité en papier recyclé (320 000 tonnes actuellement), elle devra investir – encore – dans des machines adaptées et les unités de désencrage qui lui manquent.

L'environnement y trouvera assurément son compte mais les papeteries, elles, auront peut-être temporairement du mal à boucler les leurs.

MARTINE JACOT

(1) Un dollar canadien vaut environ 4,315 francs.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Neilly Pierrat
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Arnatrix,
Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 208 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10 ; Telex 261311 F MONDISIR

AFFAIRES

CONVICTION

« Nous devons offrir un traitement des enjeux garantissant la transparence et l'équité »

assure M. Jean Farge, président du PMU

SE définissant lui-même comme un « voyageur sans bagages », Jean Farge a atterri, en juillet dernier, à la présidence du PMU. Pour le ministre de l'économie, M. Pierre Bédégovoy, il s'agissait d'abord d'offrir un poste important à un haut fonctionnaire précédemment président de la Commission des opérations de Bourse (COB), mais aussi ancien ministre de Raymond Barre. Il voulait aussi disposer d'un observateur et d'un réformateur, dans le milieu des courses toujours effervescent et revendicatif, car le PMU est la tour de contrôle de l'industrie. Collecteur de 34 millions de francs par an, il fait vivre, plus ou moins bien, propriétaires, éleveurs, parieurs, et apporte à l'Etat, au passage, des ressources élevées (20 % des enjeux environ).

M. Jean Farge souhaite faire du PMU une entreprise responsable, transparente et performante. « De la COB au PMU, la seule similitude semble, outre un sigle de trois lettres, qu'il s'agit d'une activité fondée sur la spéculation, la fluctuation de l'argent. Admettez-vous cette définition ? Selon vous, à quel sert le PMU ?

— COB et PMU ! Un rapprochement audacieux, sinon provocant, que vous suggérez, j'imagine, au-delà de l'égalité territoriale des sièges en présence, la dernière étape en date d'un parcours administratif commencé voici près de quarante années et qui ne doit rien, quant à lui, à la spéculation mais tout au hasard ou aux nécessités d'une vocation de service public. Et pourtant, depuis ma prise de fonctions au PMU, il m'arrive de ressentir quelques analogies entre mes fonctions d'hier et celles d'aujourd'hui.

» Dans l'un et l'autre cas, en effet, la matière première, qui se trouve placée sous surveillance ou sous gestion, est la même, à savoir l'argent placé ou mis en jeu. Mais je vous répondrai par deux observations en sens contraire. La première va dans la direction de la ressemblance. S'agissant du marché boursier ou de celui des paris, COB et PMU sont inspirés par le même souci de transparence et d'intégrité des opérations assujetties à leur surveillance ou à leur gestion.

» La seconde, de sens inverse, dis-

tingue, de manière décisive, les mécanismes de Bourse de ceux d'un système de pari mutuel tel qu'il est reconnu en France : dans les relations entre opérateurs et investisseurs, les premiers font éventuellement appel à la contrepartie ; les seconds la proscrirent absolument.

— Du point de vue de la morale chrétienne, à laquelle vous êtes très attaché, n'éprouvez-vous pas une certaine gêne à ponctionner une clientèle populaire à faible pouvoir d'achat, au profit d'une activité dont l'utilité économique n'est pas évidente ? En somme, à faire payer les pauvres pour les riches ?

— L'objet du PMU est double. D'abord, et fondamentalement, de fournir l'essentiel de ses ressources à ses actionnaires, c'est-à-dire aux sociétés de courses. Franchement, je ne vois rien là qui puisse mettre en question les valeurs dont vous me reconnaissez le respect, sauf, bien entendu, à se hasarder à un jugement moral sur l'essence même du pari sur les courses de chevaux. Et encore devrais-je faire ici mention de l'apport de l'équitation à l'éducation ; et mention aussi de l'importance économique et sociale d'un secteur d'ac-

tivité polymorphe en termes d'emploi, de revenus, de balance des paiements.

Il faut rappeler aussi que quelque huit millions de Français pratiquent régulièrement les paris sur les courses de chevaux, alors que, par exemple, vingt millions d'entre eux sont des habitués du Loto. Nul n'est obligé de parier. Dès lors, ce qui me paraît essentiel au niveau de la moralité publique, c'est d'offrir à notre clientèle un système de traitement de leurs enjeux qui garantisse des impératifs de transparence et d'équité.

Chiffre d'affaires et publicité

— Mais, pour parler à nouveau de votre concurrent, le Loto, estimez-vous qu'il soit bon de poursuivre la lutte en avant ? De créer toujours davantage de nouveaux jeux pour maintenir ou augmenter le chiffre d'affaires ? De toujours investir davantage aussi dans la publicité pour vos produits ?

— Dans la mesure où plus des deux tiers des usagers du PMU sont également ceux du Loto, les initiatives de ce dernier ne peuvent nous laisser totalement indifférents. Pourtant, je considère qu'une politique de lutte en avant ne correspondrait pas à la spécificité du PMU. Il est clair que notre objectif est d'apporter aux sociétés de courses un résultat net aussi élevé que possible ; cela, non par des expédients sans lendemain, mais grâce à la limitation en priorité de la croissance de nos dépenses de fonctionnement. Cette année, elles seront de 5,5 %, dont 1,4 % pour rémunérer les points de vente.

» Ce serait, à mon sens, une erreur que d'étaler à l'infini une gamme de paris déjà très complète, que de privilégier l'impact d'un effet d'annonces à répétition mais à courte portée, au détriment de la recherche attentive de formules dotées de jeux, correspondant à la demande de notre clientèle. Dernière observation à ce sujet : nos offres sont de nature tout à fait différente : sans doute les « rapports records » éventuellement offerts par le Loto, grâce à des cagnottes alimentées par les gains non réclamés ou par un prélèvement sur la masse des enjeux, sont-ils sensiblement supérieurs à ceux du PMU. Mais il en va tout autrement si l'on raisonne en nombre de gagnants.

» Le montant de nos dépenses publicitaires n'atteint pas des proportions abyssales : en 1990, le montant des achats d'espaces publicitaires du PMU s'élève à 51 millions de francs environ, soit 1,5 pour mille de notre chiffre d'affaires.

» Le PMU est une entreprise qui opère sur un marché où sévit la concurrence, dans une société notamment caractérisée par le régime de l'image. Il serait donc irrationnel de se priver, a priori et par principe, du concours de la publicité pour la promotion de nos produits ; quelle que soit, par ailleurs, la fidélité d'une grande fraction de notre clientèle, mais que un à deux millions des huit millions de nos parieurs assurent près des trois quarts de notre chiffre d'affaires.

— Pour l'avenir proche, le problème de la création d'une deuxième génération du système informatique du PMU va se poser. Vous avez à prendre ou à orienter une décision très lourde financièrement. Où en êtes-vous de vos réflexions ?

— La collecte et la gestion sur l'ensemble du territoire des paris sur les courses, chaque jour de l'année, justifie, à l'évidence, le recours aux techniques de traitement automatique des informations. Celui-ci est relativement récent puisque ce n'est que fin 1985 qu'a été entreprise la mécanisation intégrale des opérations de quelque sept mille débits de boisson constitués de notre réseau. La question du renouvellement du système n'est pas prioritairement le choix de nouvelles machines, mais plutôt d'une vision aussi claire et exhaustive que possible de notre objectif. Avant de penser à établir un nouveau schéma directeur informatique pour l'institution des courses en général et pour le PMU en particulier, il reste indispensable de déterminer la stratégie à moyen terme de cette institution.

» Dans l'immédiat, j'ai demandé à mes collaborateurs de procéder à ce travail de reconnaissance et de hiérarchisation des priorités, puis de repérage des points de passage obligés pour les satisfaire. Tant qu'il n'y aura pas eu procédé à des choix éclairés et cohérents, il ne sera pas possible de baliser avec sûreté les voies et les moyens d'un nouveau schéma. Celui-ci ne constitue que l'un des instruments d'une véritable mise en œuvre d'une politique générale des courses de chevaux et des paris qui y sont associés.

Propos recueillis par GUY DE LA BROSSE

Lendemain de fête à Beaune

La très belle vendange de 1990 n'a pas empêché une chute brutale des prix lors de la vente annuelle des Hospices

A la veille de la 130^e vente annuelle des Hospices de Beaune, dont les résultats constituent traditionnellement un indice précurseur de la tendance sur les prix de la vendange, tout le monde, ou presque, anticipait une baisse de 15 à 20 %. L'an dernier, une hausse du même ordre avait été enregistrée, avec même une formidable flambée des vins blancs (+97 %), en situation de quasi-pénurie pour l'exportation. Cette année, en raison d'un environnement tout à fait médiocre, on envisageait un retour en arrière. En fait, ce fut une brutale réaction, avec une baisse moyenne de près de 25 % (24 % pour les rouges et 37 % pour les blancs). Certaines cuvées chutèrent de 40 % et même de 50 %.

Envoyée la pénurie, morose l'atmosphère et bien peu animées les enchères. Motif : ralentissement général des ventes sur le marché national, et surtout international, à commencer par les Etats-Unis, où, selon Louis Latour, de la maison de négoce du même nom, la situation est très mauvaise et même catastrophique pour les vins étrangers. Il faut dire qu'entre-Adantique, tout s'est conjugué pour freiner les importations : une hausse de 15 à 20 % et souvent plus sur les prix des vins français libellés en francs, de la campagne 1989 ; une baisse du dollar de 25 % en un an, ce qui, pour les Américains, élève de 30 % les tarifs de ces mêmes vins français, pour la récolte de l'an dernier ; un début de récession qui n'arrange rien. Résultat : pour la campagne 1989-90, les ventes aux Etats-Unis ont déjà baissé de 5 % sur les blancs et de près de 18 % pour les rouges.

Les Américains ont boudé la vente

Pour le vin de Bordeaux, c'est encore pire : une chute de plus de 30 % sur l'Amérique depuis le début de l'année. Sans doute, de l'autre côté de l'eau, les réactions des acheteurs sont-elles rapides, avec des coups d'accordéon caractéristiques, déstockage brutal, puis restocking, non moins brutal. De plus, il ne faut pas oublier les méfaits de l'interdiction de la procymidone, produit anti-pourriture utilisé en France et non agréé aux Etats-Unis, avec pour résultat un blocage partiel des ventes du millésime 1988 surtout à Bordeaux. Mais le coup de tabac est tout de même violent sur un marché américain qui représentait, l'an dernier, 26 % des exportations françaises de vins blancs et 9,50 % des vins rouges. Signe caractéristique, aucun acheteur américain, ou presque, n'assistait à la vente des Hospices.

Sur les autres marchés, la tendance apparaît bien peu favorable. La Grande-Bretagne, importateur numéro un sur les blancs avec 28 % du marché, qui a détrôné les Etats-Unis, commence à fléchir et affiche un début de récession. L'Allemagne recule, le Benelux également et même la Suisse, premier importateur de vins rouges français (24,5 % du total), commence à reculer ; trop cher, se plaignent les importateurs. Seul le Japon continue à s'émanciper consciencieusement, comme pour le Cognac, et affiche 12 à 25 % d'augmentation de ses importations, prenant 7 à 8 % aux marchés extérieurs.

De tout cela, la Bourgogne viticole, négociants et propriétaires, se doutait bien un peu, car aucune transaction n'avait été effectuée avant la vente des Hospices, au contraire de l'an dernier où les deux tiers de la récolte avaient été vendus à la veille des enchères.

Et pourtant, le bourgogne est bien bon cette année. La sécheresse de l'été a fortement concentré le jus de raisin, avec des degrés d'alcool potentiel (12 à 14°), qui ont permis d'éviter le sucrage légal, qui peut ajouter 2°. Des pluies providentielles, fin août et début septembre, ont permis de rétablir des volumes un peu entamés par une formation irrégulière des raisins en juin (coulture et millerandage). Peu de pourriture grise, des vendanges précoces et saines et bien équilibrées entre sucre et acides ; des fermentations faciles à conduire : tout a très bien marché.

Selon le Bureau interprofessionnel des vins de Bourgogne, il a été récolté « des vins d'une robe rouge pourpre foncé, d'une intensité exceptionnelle, frais et francs au nez, marqués par des dominantes de fruits rouges. En bouche, ils sont concentrés et charpentés, dominés par des tanins à la fois fermes et ronds, d'un équilibre remarquable, charnus, riches et harmonieux. Les vins blancs développent des arômes fruités, élégants, d'une grande fraîcheur. En bouche, ils sont riches, puissants et bien équilibrés ». En langage décodé, cela veut dire que les vins blancs seront un peu moins bons qu'en 1989, année exceptionnelle, il est vrai.

Si les vignerons font le gros dos, les négociants s'affirment très satisfaits. Pour Claude Bouchard, chef de la maison Bouchard et Fils, « on avait besoin d'une baisse, car nous aurions bien eu du mal à vendre les vins de 1990 au prix de ceux de 1989, manifestement surévalués, mais il est dommage que ce soit un bon millésime, qui succède à deux autres beaux millésimes (1988 et 1989), une série qu'on n'avait pas vue en Bourgogne depuis plus d'un siècle ».

En Beaujolais, enfin, la récolte est en augmentation de 10 %. Les vendanges ont été très belles avec, toujours, les pluies providentielles de fin août, des degrés élevés (parfois trop), sans sucrage légal et des prix qui sont restés, finalement, presque inchangés, après un bond de 30 % l'an dernier.

FRANÇOIS RENARD

Votre Centre de Congrès sur la route du succès.



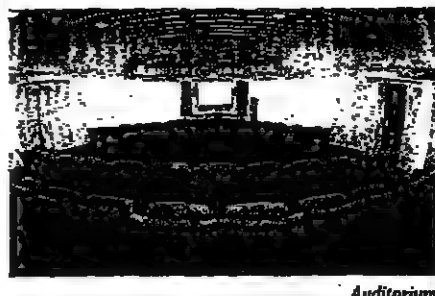
Ferry

De 10 à 420 participants, votre programme sur mesure.

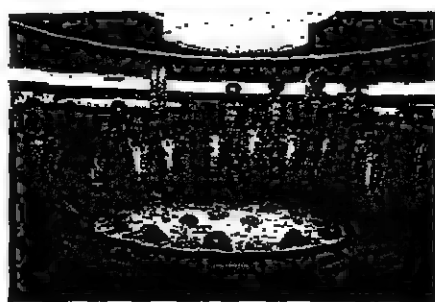
Congrès, voyages de stimulation ou de récompense, séminaires, réunions de sensibilisation des leaders d'opinion... organisez-les à bord de nos deux splendides navires amiraux Corsica Victoria et Corsica Regina. En ligne régulière entre la Corse et l'Italie, ou en affrètement sur les prestigieuses routes méditerranéennes, ils vous offrent des programmes adaptés à vos exigences et les clés de la réussite : l'oubli du quotidien, l'inséparable équilibre entre travail et détente.

Un équipement pour congrès tout à fait exceptionnel : grand auditorium, salles de réunion, service hôtelier hors pair, restauration des plus raffinées affiliée à la « Chaîne des Rôtisseries ».

Et pour la détente de vos hôtes : discothèque, piscine, gymnase, parmi les infinies ressources de loisirs à bord. Parlez-nous de vos projets, en nous précisant le nombre de participants et la période désirée.



Auditorium



Restaurant

corsica ferries
sardinia ferries



ServiCongrès
stand N° F32 - G27

Bastia, B.P. 239 - 20294 Bastia Cedex - Tél. 95.31.18.09 - Fax. 95.32.14.71 - Téléc. 460.092 Genar
Genova, Piazza Dante 5A - 16121 Genova, Italie
Tél. (39) 010/543752 ou 010/585496 - Fax. (39) 10/5933774 - Téléc. 271071 / 283146

lite vapeur

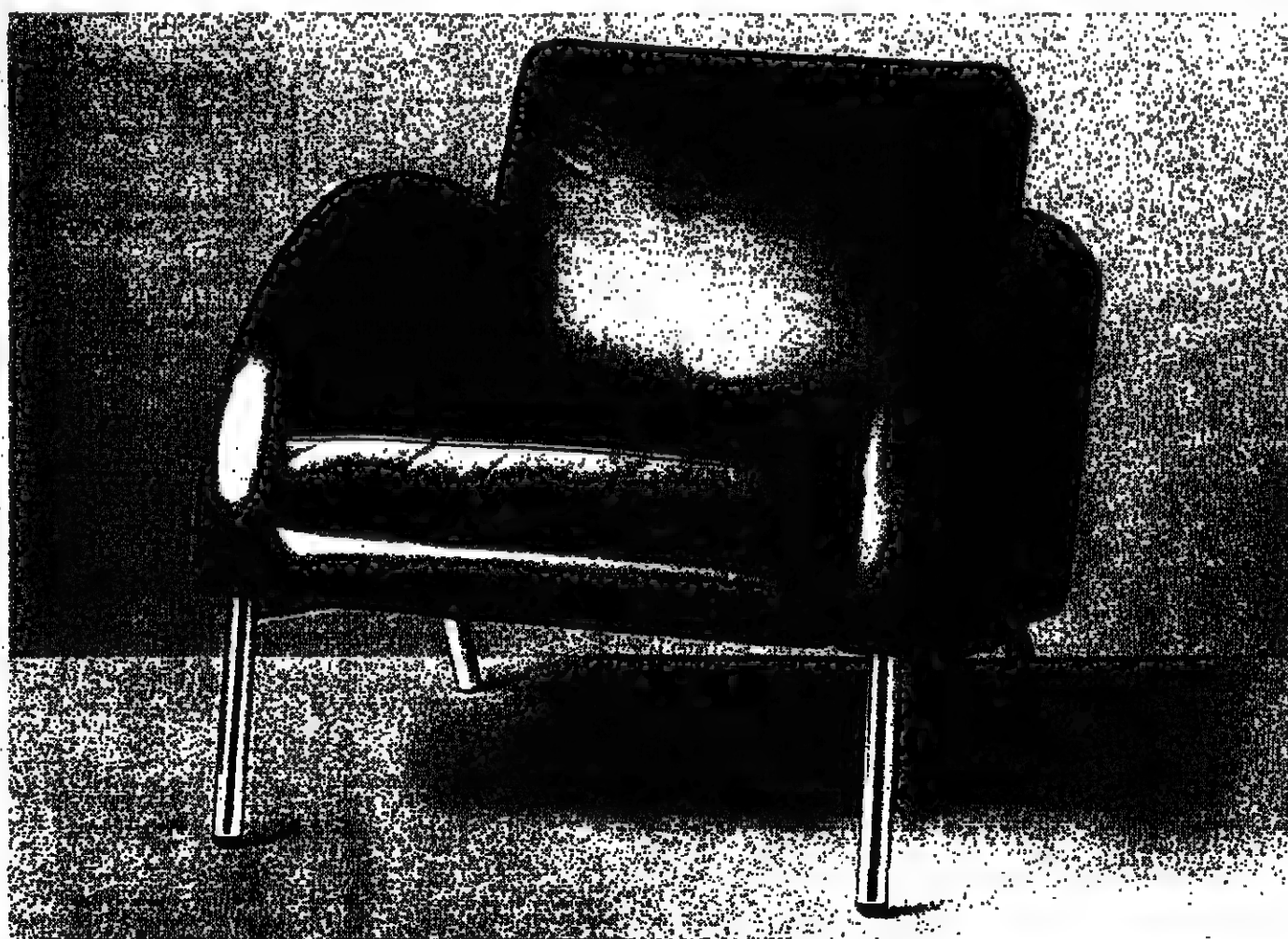
papetiers canadien

50.100.100

Quelle différence y a-t-il entre un magnifique fauteuil à 4500F



et ce magnifique fauteuil IKEA à 1850F?



Réponse: 2650F pour vous.

Asseyez-vous dans le magnifique fauteuil IKEA. Vous êtes bien, moelleusement et fermement bien. Maintenant essayez celui du haut. Avouons-le, vous êtes bien aussi.

Maintenant, passez la main sur le cuir du magnifique fauteuil IKEA. On le croirait presque vivant tellement il est souple. Serait-ce le même que l'autre? Alors pourquoi cette différence de prix? On ne peut pas vous répondre pour les autres mais, pour IKEA, on sait.

Les charges d'un magasin centre ville pesant exagérément sur les prix de vente, les magasins IKEA sont hors des villes. Première raison.

Deuxième raison, nous passons des commandes très importantes à nos fournisseurs qui, en échange, nous font bénéficier de prix intéressants. Bénéfice que nous partageons avec vous.

Troisième raison, vous-même vous le montez vous-même en deux temps trois tours

de vis. Et chacun sait qu'un tour de vis est le meilleur moyen de faire descendre un prix.

Voilà, vous avez tout compris. Et vous venez de gagner 2650 F. Ou 5300 F, si vous prenez 2 fauteuils. Etc.

*Ceci vaut pour les fauteuils IKEA, en cuir comme en tissu. Offre valable jusqu'au 1/12/90 dans la limite des stocks disponibles.



Ils sont fous ces Suédois

IKEA PARIS NORD II
AUTOROUTE A1 21 PARIS NORD II
LUN - VEN: 10 H-20 H SAM: 9 H-20 H
NOCTURNE: MER ET VEN 22 H
TEL (1) 45.63.20.23

IKEA PARIS EVRY
AUTOROUTE A6 EVRY LISSES
LUN - VEN: 10 H-20 H SAM: 9 H-20 H
NOCTURNE: MER ET VEN 22 H
TEL (1) 64.97.71.50

IKEA LYON
ZAC DU CHAMP DU PONT ST-PIERRE
LUN - VEN: 10 H-20 H SAM: 9 H-20 H
NOCTURNE: MER ET VEN 22 H
TEL 78.38.49.49

IKEA MARSEILLE
EN 12 C. CIAL VITROLLES ESPACE
LUN - VEN: 10 H-20 H SAM: 9 H-20 H
NOCTURNE: MER ET VEN 22 H
TEL 42.89.96.16

IKEA LILLE
C. CIAL DE LOMME BUS - METRO ST-PHILIBERT
LUN - VEN: 10 H-20 H SAM: 9 H-20 H
NOCTURNE: MER ET VEN 22 H
TEL 20.94.26.77

IKEA BORDEAUX
C. CIAL BORDEAUX-LAC
LUN - VEN: 10 H-20 H SAM: 9 H-20 H
NOCTURNE: MER ET VEN 22 H
TEL 56.50.42.06

RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUTS NOS MAGASINS - MINUTEL 3611 IKEA

Aerolineas Argentinas est privatisée à l'arraché

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués

BOURSE DU 22 NOVEMBRE

[illegible]**COMPTANT** (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)

VALUES			VALUES			VALUES		
	Emission Fracs Incl.	Rachet net		Emission Fracs Incl.	Rachet net		Emission Fracs Incl.	Rachet net
A.A.A.	890 15	830 73	Rack-Association	31 05	31 05	Parsons J.	6289 94	6277 39
Active	132 06	188 94	Rack Coal	35 95	35 42	Parkman	6727 95	6715 92
Agapagos	709 97	679 40	Rack Court	123642 24	123642 24	Placeville	115 93	112 83
Agassiz	7080 06	7080 06	Rack-Excess	229 37	225 96	Plaster Genist	67010 32	67010 32
Agassiz	100 43	108 11	Rack-Excess	29 12	28 41	Plaster Gels	10945 32	10934 39
Agassiz in CP	100 43	108 11	Rack-Excess	753 23	753 23	Plaster Gels	10945 32	10934 39
A.B.F. 5001	670	559 10	Rack-Excess	27 50	26 83	Plasterhouse	25638 10	25636 10
A.B.F. 5001	1004 91	994 96	Rack-Excess	7617 05	7361 63	Profista	10233 10	10421 20
ASF Found.	110 69	107 89	Rack-Excess	4739 36	4272 94	Quartz	118 31	113 47
ASF Invest Sinc	100 16	87 72	Rack-Excess	1220 28	1390 53	Rachet	811 43	785 62
ASF Investments	100 16	87 72	Rack-Excess	1220 28	1390 53	Rachet	811 43	785 62
ASF Oil	1067 95	1082 54	Rack-Excess	147 19	143 92	Revised Trans.	6209 77	5159 19
ASF Siskind Sinc	11074 82	11074 82	Rack-Excess	10659 07	10452 91	Revised Trans.	12337 77	11102 87
A.F.F.M.O.	800 99	890 37	Rack-Excess	1064 05	1062 18	Rack-Excess	843 70	865 44
AMER-GR	9602 78	9587 23	Rack-Excess	90689 78	97558 04	St. Harold Sinc	232 62	227 07
AMER-GR	9602 78	9587 23	Rack-Excess	11942 31	11942 31	St. Harold Sinc	232 62	227 07
Anderson Court T.	8256 91	8264 41	International Pco.	493 05	478 70	St. Harold Pacific	337 44	313 07
Anson	1137 85	1137 85	Laffite	145 16	141 53	St. Harold Pacific	476 40	454 80
Atlas Pwr	331 80	322 71	Longmarg	249 42	245 73	St. Harold Sinc	1,3303 87	13011 82
Avanti	1071 02	1039 83	Laffite America	181 59	174 28	St. Harold Sinc	400 29	442 58
Avanti Amer	1546 68	1515 67	Laffite America	228 02	223 17	St. Harold Sinc	598 05	595 05
Avanti Oil	101 06	98 12	Laffite Excess	227 81	218 52	St. Harold Sinc	1531 29	1531 29
Avia Capital	143 53	137 21	Laffite France	228 02	218 52	St. Harold Sinc	13078 77	13018 40
Avia Investments	117 75	112 08	Laffite Impt.	229 29	218 58	St. Harold Sinc	1217 31	1217 31
Avia Investments	100 16	100 56	Laffite Impt.	350 42	374 50	St. Harold Sinc	695 50	677 27
Avia Investments	91 35	91 35	Laffite Impt.	126 41	126 41	St. Harold Sinc	1018 81	1018 81
Avia Values PBL	113 14	108 27	Laffite Impt.	179 35	172 02	S.F.I. & Co.	361 76	355 71
Caymanville	5504 62	5519 10	Laffite Impt.	305 87	322 18	St. Harold Sinc	801 29	871 48
Capital	9515 25	9532 27	Laffite Impt.	9507 82	9598 97	St. Harold Sinc	1279 12	1224 04
Capital	1108 74	1108 74	Laffite Impt.	1007 10	1007 10	St. Harold Sinc	381 51	381 51
Capital	394 65	426 49	Laffite Impt.	3595 04	621 40	St. Harold Sinc	382 73	372 48
Capital	28 32	28 31	Law Association	11832 70	11832 70	St. Harold Sinc	206 67	202 62
Capital	1148 81	1120 79	Law Association	26219 06	21556 17	St. Harold Sinc	391 47	360 99
Capital	6168 67	6089 42	Law Association	1940 85	326 39	S.M.I.	802 87	802 87
Capital	104 71	104 71	Law Association	2158 49	2158 49	S.M.I.	307 77	295 05
Capital	400 71	400 71	Law Association	23042 15	23042 15	S.M.I.	53014 85	51470 81
Crash Metal Plant	1118 06	1096 14	Laver Bros Inc	497 20	473 01	Sogner	597 59	593 23
C.T.A. Pwr.	5011 80	5011 80	Laffite	616 54	598 56	Sogner	1154 28	1111 48
Deaton	108 15	108 15	Laffite	180 79	180 79	St. Harold Sinc	462 54	462 54
Deaton Pwr	747 12	714 95	Musard Oil	10008 36	10007 18	St. Harold Sinc	2102 33	2097 09
Deaton Pwr	889 89	821 71	Musard Investments	363 20	363 20	St. Harold Sinc	789 97	789 97
Deaton Pwr	230 89	220 95	Musard	5650 83	5650 83	St. Harold Sinc	1223 43	1194 82
Deaton Pwr	138 94	132 57	Musard	5650 83	5650 83	St. Harold Sinc	941 33	913 84
Deaton Pwr	1008 74	1008 74	Musard	5650 83	5650 83	St. Harold Sinc	595 05	577 17
Enger	120 85	115 45	Musard	17328 88	17328 88	Thomson	595 05	600 74
Enger	220 65	219 61	Musard	17328 88	17328 88	Thomson	595 05	600 74
Enger Capitalization	2206 46	2194 45	Musard	17328 88	17328 88	Thomson	111 14	124 36
Enger Found.	368	352 37	Musard Unit Sst	139 62	133 80	Thomson	108 15	105 10
Enger Investments	8413 37	8413 37	Musard	289 42	289 42	Thomson	108 15	105 10
Enger Investments	34297 38	34257 38	Musard	16295 18	16133 82	Thomson	12612 66	12512 66
Enger Investments	2124 97	2124 97	North-Est	114 80	111 73	Thomson	112374 13	112374 13
Enger Investments	1947 99	1938 89	North-Est	67929 21	6746 72	Thomson	6084 40	5943 96
Enger	415664 42	415664 42	North-Est	1140 21	1140 21	Thomson	405 04	390 34
Enger	106 15	106 15	North-Est	1137 84	1137 84	U.A.P. Act. Scl.	577 30	577 30
Enger	3125 90	3125 90	North-Est	22216 67	22216 67	U.A.P. Act. Scl.	577 30	577 30
Enger Found.	4389 86	4349 89	North-Est	506 83	493 27	U.A.P. Act. Scl.	601 13	574 40
Enger Associates	25322 14	25294 21	North-Est	1246 71	1246 71	U.A.P. Act. Scl.	202	189 70
Enger Associates	1811 75	1811 75	North-Est	146 04	146 04	U.A.P. Act. Scl.	103	103
Enger Court Terms	689 59	689 59	North-Est	898 28	898 28	U.A.P. Act. Scl.	119 03	119 03
Enger Court Terms	1429 73	1429 73	North-Est	14328 94	14328 94	U.A.P. Act. Scl.	119 03	119 03
Enger Investments	82 91	80 89	North-Est	758 43	758 43	U.A.P. Act. Scl.	120 90	120 90
Enger	60817 82	60817 82	North-Est	948 54	948 54	U.A.P. Act. Scl.	522 91	510 16
Enger Long Term	1053 94	1053 94	North-Est	126 74	126 74	U.A.P. Act. Scl.	1218 18	1218 18
Enger Long Term	187 79	187 79	North-Est	2213 15	2213 15	U.A.P. Act. Scl.	1344 80	1344 80
Enger Long Term	12695 86	12674 64	North-Est	1019 81	1004 74	U.A.P. Act. Scl.	2449 25	2382 51
Enger Long Term	1062 148	1062 148	North-Est	154 77	154 77	U.A.P. Act. Scl.	208 08	208 08
Enger Long Term	1062 148	1062 148	North-Est	154 77	154 77	U.A.P. Act. Scl.	1157 59	1129 36

Marché libre de l'or

MARCHE OUVRES	COURS préc.	COURS 22/11	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 22/11	Actions du Monde.
			achat	vente				
Etats-Unis (1 unit.)	4 911	4 981			Or fin (à la barre)	60500	61250	340
Canada (100 dollars)	6 352	6 360			Or fin (en lingots)	60800	61600	825
Allemagne (100 DM)	337 630	337 630			Népal			1245
Belgique (100 F)	18 342	18 342			Orfèbre			352
France (100 F)	206 000	206 010			Papier, Papier			280 104
Italie (1000 lire)	4 430	4 428			Papier, H.V.			178 50
Denemark (100 kr.)	8 763	8 943			Sw-Göteborg			280
Grèce (100 dr.)	3 268	3 268	4 660		S.P.R. (100)			2676
Union Sov. (100 roubles)	398 320	398 320			S.P.R. (100)			330
Suisse (100 fr.)	38 960	50 020			S.P.R. (100)			348
Autriche (100 sch.)	98 270	98 270			S.P.R. (100)			348
Portugal (100 esc.)	47 960	47 944			S.P.R. (100)			348
Espagne (100 pes.)	6 315	5 815			S.P.R. (100)			348
Maroc (100 dir.)	3 536	3 536			S.P.R. (100)			348
Algérie (100 din.)	4 302	4 304			S.P.R. (100)			348
Tunisie (100 mil.)	3 906	3 827	3 660	3 660	S.P.R. (100)			348
					Place 20 dollars	2140	2090	1500
					Place 10 dollars	1180	1210	Wilson Corp.
					Place 5 dollars	760	776	98 50
					Place 100 pesos	2205	2265	750
					Place 10 florins	362	364	

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - M : marché continu

M. Marchais reçu par le chef de l'Etat

Le PC et le PS évitent d'envenimer leur différend

M. Georges Marchais devait être reçu, jeudi 22 novembre, à 16 heures, à sa demande, par M. François Mitterrand, pour lui exposer la position du PCF dans la crise du golfe Persique. La participation des députés communistes au vote de la récente motion de censure et la polémique qui en résulte entre le PCF et le PS ajoutaient, toutefois, une dimension nouvelle à cette rencontre.

Officiellement, le secrétaire général du Parti communiste et le président de la République ne devaient s'entretenir que de la menace de guerre dans le golfe Persique. M. Marchais avait sollicité une entrevue à ce sujet dès le 9 novembre et le bureau politique du PCF avait précisé qu'il s'agissait pour lui d'exprimer auprès de l'Elysée un double souhait : « Que la France confirme au Conseil de sécurité de l'ONU son refus d'une interven-

tion militaire » et que le PCF soit « informé des initiatives que la France entreprend dans la recherche d'une solution négociée notamment dans le cadre des pays arabes, avec lesquels notre pays entretient des relations traditionnelles ».

Mais son lendemain du virage politique pris à l'Assemblée nationale par les communistes, il serait fort étonnant que M. Mitterrand n'ait pas la moindre envie de s'entretenir aussi avec M. Marchais de la stratégie du PCF, qui a pris le risque de renverser le gouvernement en joignant ses suffrages à ceux des droites dans le débat de censure. Les dirigeants du PS se reliaient, en effet, pour mettre en accusation ceux du PC. Après M. Pierre Mauroy, qui soulignait mardi « La gravité de ce manquement à la gauche », c'est le numéro deux du parti, M. Marcel Debarge, qui a affirmé, mercredi 21 novembre : « L'union de la gauche est morte, le PC l'a liquidée et mise en faillite ».

Persone, pourtant, ni d'un côté ni de l'autre, ne pousse la polémique jusqu'à remettre en cause les accords d'union de la gauche dans les municipalités gérées conjointement par les deux formations. Chacun évite d'envenimer davantage le différend afin de ménager l'avenir électoral. En soulignant qu'il ne fallait pas « rompre les accords passés sur le terrain », M. Debarge a fait écho à M. Mauroy, selon lequel « il n'y aura pas de rupture avec des courants locaux ».

Le directeur de l'Humanité, M. Roland Leroy, n'a pas écrit autre

chose, jeudi 22 novembre, dans les colonnes de son quotidien : « Il était clair que le vote des députés communistes ne serait pas dirigé contre le gouvernement mais contre la contribution sociale généralisée. Le vote de censure ne visait pas à choisir un gouvernement, il visait à se prononcer sur un projet de loi. Comment, dans ces conditions, le secrétaire national du Parti socialiste peut-il soutenir que les communistes renient leur engagement, trahissent un accord ? [...] L'attitude unitaire des communistes a permis de conserver un grand nombre de municipalités à la gauche, et ce nombre aurait pu être plus important si le PS avait respecté partout ses engagements. Dans chacune de ces villes il s'agit d'un contrat entre les élus d'union et les électeurs. Aujourd'hui, il faut appliquer le contrat, les programmes ratifiés par le suffrage universel ».

Cette problématique pèse, naturellement, dans les débats du septième congrès du PCF. Les dirigeants du PS feront en sorte d'encourager les efforts des communistes « refondateurs », dont les principaux chefs de file, MM. Charles Fiterman et Anicet Le Pors, notamment, se sont déjà déclarés partisans pour les futurs « états généraux » de la gauche, prévus par le PS à l'automne 1991. Alors que, pour sa part, la direction du PCF a redonné un sens aigu à la vieille formule d'un prédecesseur de M. Leroy à la direction de l'Humanité, Étienne Fajon : « L'union est un combat ».

A. R.

M. Mitterrand :
« Le gouvernement
peut gouverner »

Interrogé, mercredi 21 novembre, lors de sa conférence de presse consacrée à la CSCE et à la crise du Golfe, sur l'échec, lundi, de la motion de censure à l'Assemblée nationale, M. François Mitterrand a déclaré : « Le gouvernement dispose d'une majorité relative. Il ne lui manque que quelques voix pour que cette majorité relative soit absolue, mais cela lui manque. C'est une majorité relative qui est plus forte que toutes les autres majorités relatives. Il n'y a donc pas de majorité de remplacement. En tout cas, la loi est la loi, le gouvernement a obtenu la majorité à contrario puisque la censure n'a pas été votée. Il n'y a pas à aborder cette phase, mais, maintenant, lundi que la réalité s'est faite, avec cette réalité le gouvernement peut gouverner, d'autant plus que les conditions réunies lundi dernier ne sont pas permanentes à travers les mois et les mois qui nous séparent des futures élections. Le gouvernement doit continuer sa tâche. Il a la majorité relative que les électeurs ont choisie en 1988 ».

Après avoir, devant le conseil des ministres, le chef de l'Etat avait déclaré : « Le gouvernement a très bien passé le cap de la censure. Je n'avais pas la moindre inquiétude à ce sujet. L'opposition est en effet hors d'état de gouverner. Ce refus de majorité n'est que la sanction d'un état de fait et correspond certainement à un sentiment profond du pays. Le gouvernement est à pied d'œuvre. Qu'il poursuive avec force et confiance sa tâche ».

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Amusants, non ?

C'EST François Doublin, autrefois président du MRG, il déjeune avec un évêque qui lui demande, vieille vannerie, pourquoi il tient ses réunions dans une cabine téléphonique. Alors, lui : Et vous, Monseigneur, combien de prêtres avez-vous ordonnés cette année ?

— Ben... Trois ou quatre... Pas davantage, hélas !

— Cherchez pas : les radicaux de gauche sont des bouffeurs de curés ; manque de gibier, manque de chasseurs.

Elle est bonne, non ? Remarque, j'en ai d'autres, hilantes, signées Labarrère et Santini, mais, bon, je dois les sucrer, elles sont trop salées. En fait, j'en ai des tas, vu que nous, les journalistes, Bruno Masura en tête, on a décerné hier les Marlannas du rty aux sept plus joyeux drilles de l'Assemblée nationale.

Ces histoires, on les avait choisies sur plan. A la lecture d'un recueil sorti chez Baland. Avec, en guise de préface, un avertissement : Il y en a qui sortent du cabinet de ministres, ex ou en exercice, totalement incapables d'en trouver une. Encore moins de la raconter. C'est pas le cas de nos lauréats. Renversants, la verve, le drôle et le don d'im-

tation de ces bûcherons habitués à shaner sous des tonnes de langue de bois. Moi, je me régalais. Merci Juppé, merci Benassay, un pied-noir pareil que Quibès, désolant lui aussi.

Souvent salué, tous bords confondus, au cours du déjeuner, émettait d'histoires juives, arabes, corsees, belges ou blacks, qui a suivi la remise des prix, l'armateur favori de mon Mimi : Dis donc, André, ça va, Roger Hanin, lui, il en fait vingt minutes, et c'est à pisser de rire !

Et de qui rit-on le plus volontiers, moi la première ? De l'Autorité. Pas de son image, de son cliché. De son accent, de sa sottise, de son avarice, ou de sa paresse. Du coup, d'entendre ensuite Rocky accuser en séance l'opposition de racisme à propos des députés des DOM-TOM, après ce que nous avaient balancé ses propres amis, ça m'a fait doucement marrer. Amis, ils le sont tous, remarquez, copains comme cochons. Ils échangent des blagues, des plaisanteries : Tians, je vais te donner un truc, je t'ai piqué au grand Jacques. Quand dans un de ses fameux bains de foule, où lui tend une main assortie d'un « encluse » bien senti, il répond : Chirac, enchanté !

L'ESSENTIEL

SECTION A

La fin du sommet de la CSCE..... 3 à 5

La crise du Golfe..... 6 à 8

Les travaux parlementaires incidents à l'Assemblée nationale à propos des DOM-TOM. Débat sur le statut de la Corse..... 10

SECTION B

L'aménagement de l'île de la Réunion..... 13

Un rapport remis au premier ministre sur l'aménagement des territoires libérés par Renault..... 13

Lycées : le calendrier de la « plan d'urgence »..... 14

Le gouvernement veut aller vite dans l'application des mesures..... 14

« La Bicyclette bleue » : œuvre originale..... 15

La cour d'appel de Paris estime que le roman de Régine Deforges n'est pas le plagiat d'Autant en emporte le vent..... 15

« Dr. M » : hommage à Fritz Lang..... 16

Le pire et le meilleur de Chabrol en un seul film..... 16

SECTION C

Livres • Idées..... 33

John Updike, chroniqueur artistique • Edmond El Maleh, par Juan Goytisolo • Enquête : prix littéraires et corruption africaine • Le débat : au nom du « peuple corse » • D'autres mondes : la chronique de Nicole Zand • Le feuilleton de Michel Graisneau • Sada dans « La Piéride »..... 21 à 32

SECTION D

Vandalisme..... 33

Les Leclerc veulent fermer des magasins en banlieue..... 33

Télécommunications..... 33

M. Quilès relance la politique industrielle..... 33

Distribution..... 34

Les personnes âgées préfèrent le petit commerce..... 34

LE MONDE AFFAIRES..... 35 à 37

Le « chic américain » veut séduire l'Europe • Canada : écologistes contre papeteries • Un entretien avec M. Jean Farge, président du PMU..... 35 à 37

Services..... 38

Abonnements..... 38

Annonces classées..... 38

Carnet..... 38

Loto, Loterie..... 17

Marchés financiers..... 40-41

Météorologie..... 19

Mots croisés..... 17

Radio-Télévision..... 19

Spectacles..... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 21 novembre 1990 a été tiré à 522 010 exemplaires.

La visite aux « boys » en Arabie saoudite

Le « commandant en chef » Bush salue la « meilleure armée du monde »

DAHRAN
de nos envoyés spéciaux

« Aucun soldat américain ne restera ici un jour de plus que nécessaire, mais nous ne partirons pas tant que l'envahisseur n'aura pas quitté le Koweït. » Devant ses soldats, sur fond de F-16, F-18 et de A-10, avec, à ses côtés, les dirigeants du Congrès, le « commandant en chef » a fait ce qu'on attendait de lui : délivrer un message simple et énergique, agrémenté de fortes paroles à l'adresse du « bar-bar » Saddam Hussein : prouver à l'opinion et à la troupe qu'il n'oubliait pas les soldats éloignés de leurs familles le jour où toute l'Amérique célèbre Thanksgiving, « la plus américaine des fêtes » ; et effacer du souvenir de ses concitoyens les images d'un président qui jouait tranquillement au golf dans sa maison de vacances du Maine alors que le monde renaît sous son souffle et que des troupes américaines étaient envoyées en catastrophe en Arabie saoudite. C'était au mois d'août et, à l'époque, M. Bush voulait montrer qu'il gardait son sang-froid. Mais, dès ce moment, l'idée d'un voyage symbolique, en un jour choisi pour la charge affective qu'il représente pour tous les Américains, hantait l'esprit des responsables de la Maison Blanche.

On était sur la base aérienne de Dahrhan, première étape d'une tournée qui devait conduire le président américain à la rencontre des marins d'un navire d'assaut, le Nassau, d'une brigade d'infanterie et de la première division de marines dans le désert. M. Bush en chemise bleue, manches retroussées et madame, en battle-dress camouflé (le haut seulement) et en pantalon clair « normal ». L'ancien aviateur de la seconde guerre mondiale semblait dans son élément et son dis-

cours sonnait plutôt mieux que ses récentes prestations aux Etats-Unis sur le même thème. Quelques plaisanteries sans surprise, comme ce tee-shirt de 3 mètres de large offert au commandant des troupes américaines dans le Golfe, Norman Schwarzkopf : « C'est juste votre taille. » Enfin, et surtout, le ton familier et les compliments qu'il adressait toujours les soldats : vous êtes « la meilleure armée du monde ». Les quelques Britanniques mêlés aux Américains, Saoudiens et Koweïtiens se sont abstenus d'applaudir. Les Français n'étaient pas venus.

Atmosphère
décontractée

Suivit l'énumération des raisons de la présence militaire américaine dans le Golfe, y compris un argument que M. Bush a longuement hésité à employer, celui du pétrole (« La sécurité énergétique est la sécurité nationale ») et un autre, qui est très récent dans sa bouche sinon dans les colonnes de la presse américaine : le risque présumé de voir les Irakiens acquiescer à l'arme nucléaire, ce qui, explique M. Bush, ajoute un élément « d'urgence » supplémentaire. L'atmosphère est décontractée, le président serre longuement les mains des soldats qui, avant son arrivée, avaient trouvé le temps bien long et le « travail » bien dur, mais, après le discours, semblaient très satisfaits de ce qu'ils venaient d'entendre. Certains pensaient tout de même surtout à leur petite famille. Pendant que le « commandant en chef » leur parlait, ils présentaient aux caméras de télévision des messages personnels : « I love you ».

FRANÇOISE CHIPAUX
et JACQUES KRAUZE

L'instruction contre René Bousquet

Le parquet général renonce à se pourvoir en cassation

M. Georges Kiejman, ministre délégué à la justice, a indiqué jeudi 22 novembre sur Europe 1 que le parquet général ne formerait pas de pourvoi en cassation contre l'arrêt du 19 novembre dans l'affaire Bousquet. Cet arrêt de la chambre d'accusation de Paris confie l'instruction des poursuites contre René Bousquet, ancien secrétaire général de la police sous l'Occupation, au président de la chambre d'accusation alors que le procureur général avait demandé à celle-ci de se déclarer incompétente.

M. Kiejman a également déclaré que « le problème n'est pas de savoir si l'on veut ou ne veut pas

Juger Bousquet », mais « si, aujourd'hui, on a encore le droit de juger Bousquet » déjà jugé contradictoirement en 1949. « Ce n'est pas seulement le procès de Vichy qu'il faudrait faire, a-t-il ajouté, mais le procès de la justice en 1949. Le dossier contre Bousquet contenait toutes les pièces nécessaires pour le condamner. Les juges qui l'ont jugé ont été d'une désinvolture, d'un aveuglement total. Le sort des juges en 1949 ne les intéressait pas ».

Le défenseur, et frère, de l'inculpé, M. Louis Bousquet, a pour sa part annoncé que René Bousquet allait, quant à lui, se pourvoir en cassation « dans les délais qui lui sont impartis pour le faire ».

FOOTBALL : l'affaire des Girondins de Bordeaux

M. Claude Bez inculpé et interdit de gestion

Le président des Girondins de Bordeaux, M. Claude Bez, qui faisait l'objet d'une information pour faux, usage de faux, abus de confiance, complicité et recel, a été inculpé jeudi 22 novembre par M. Bertrand Praguon, le juge d'instruction bordelais chargé du dossier. Selon son avocat M. François Tosi, M. Bez a été placé sous contrôle judiciaire avec interdiction de gérer, ce qui devrait le conduire à renoncer à ses fonctions de président-trésorier du club de football bordelais.

En revanche, M. Pascal Bez, le fils du président des Girondins, placé en garde à vue mardi 20 novembre, a quitté libre jeudi le palais de justice de Bordeaux après avoir été entendu par le juge. Son frère, M. Eric Bez, était de son côté toujours entendu par le magistrat, ainsi que M. Jacques Rubio, directeur de l'entreprise

toulousaine de travaux publics, Malardeau et M. André Pissard, directeur de la société Aquitaine environnement, également placés en garde à vue à l'issue d'une enquête sur des anomalies comptables relevées au club. Ces deux entreprises ont participé à la construction du centre sportif international du Haillan, un équipement de prestige qui se retrouve au centre de l'affaire Bez (Le Monde du 22 novembre).

EN BREF

■ ISRAËL : M. Perez de Caellas accepte de se rendre à Jérusalem. — Le secrétaire général des Nations unies a accepté une invitation à se rendre en Israël, a déclaré mercredi 21 novembre à New-York le président israélien. D'autre part, à l'issue d'un entretien avec M. Javier Perez de Cuellar, M. Chaim Herzog a indiqué que le secrétaire général de l'ONU était favorable à l'envoi en Israël de son principal conseiller pour le Proche-Orient, M. Jean-Claude Aïme. — (AFP.)

■ LIBAN : les « otages » français ont été tués, selon les Forces libanaises. — Quatre Français — dont trois diplomates — disparus au Liban et dont le Hezbollah ainsi que l'Organisation de la libération ont été tués peu après leur capture par les Forces libanaises (FL) en 1982, a déclaré, mardi 20 novembre, M. Samir Geagea, le chef de cette milice chrétienne.

■ THAILANDE : trente-sept morts dans un accident d'avion. — Un avion de ligne de la compagnie aérienne thaïlandaise Bangkok Airways, venant de la capitale, s'est écrasé mercredi 21 novembre en fin d'après-midi dans l'île de Koh-Samui (golfe du Siam), à quelques kilomètres de son aéroport de destination. Les 33 passagers, dont des touristes étrangers se rendant à la nouvelle station balnéaire de l'île, et les 4 membres de l'équipage ont trouvé la mort dans l'explosion de l'appareil : la police locale a déclaré avoir retrouvé les corps. — (AFP, Reuters.)

DAVID SHIFF

"Cachemire, tu me séduis"

Aucun magasin de luxe parisien n'a jamais présenté un choix aussi exceptionnel de cachemires de la plus haute qualité et de costumes en super 100."

COLLECTION cachemire extraordinaire de cachemires de la plus haute qualité et de costumes en super 100."

13 RUE ROYALE 75008 PARIS
DU LUNDI AU DIMANCHE DE 10H A 18H
PARKING "CONCORDE" GRATUIT

4 RUE MARBEUF 75008 PARIS
DU LUNDI AU SAMEDI DE 10H A 18H
5 RUE DES ARCHES 75002 PARIS
DU LUNDI AU SAMEDI DE 10H A 18H

BAISSE DU DOLLAR : ETUDES USA EN UNIVERSITE USA

En Californie, Florida, Nord-Est, un semestre logement et repas inclus 5 500 \$ environ. Départs encore possibles en septembre ou janvier. Etudes ou stages linguistiques.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
French-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.22.94.94 ou 47.45.09.18.

PARFUMS - BEAUTE ACCESSOIRES LES GRANDES MARQUES

Tél : (1) 42 61 61 11. MEMES REMISES QU'aux TOURISTES ETRANGERS ouvert de 9h à 19h jusqu'à la fin de l'année et le dimanche 23 décembre

16, rue de la Paix, 75002 Paris, 24, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

Parkas parfaites 1190F

Avec les jours plus gris, elles se révèlent l'indispensable protection de l'homme dans le vent. En coton imperméable et léger, leur doublure matelassée vous isole du froid. Le modèle multi-poches, coloris blanc cassé ou safran 1190 F, avec empiècement façon peau, coloris gris ou gold 1490 F. Vendues à LA VOGUE, 38, bd des Italiens (Opéra) et centre commercial Vélizy 2.

Un beau
franco-jud

L I V R E S • I D E E S

Le regard froid du dilettante

Romancier, John Updike publie ses chroniques artistiques.
Elles sont souvent pertinentes et cruelles

UN SIMPLE REGARD
de John Updike
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Brice Mathieussent
Pierre Horay, 200 p.
150 ill., 250 F.

Les critiques d'art les plus justes, celles dont l'histoire garde la mémoire, ont d'ordinaire pour auteurs des écrivains, et non des critiques. Les uns poètes, les autres romanciers. Baudelaire, Zola, Huysmans, Apollinaire et Aragon ont écrit sur leurs contemporains peintres et sculpteurs des essais et des articles que l'on republie sans cesse, alors que les critiques des critiques qui traitaient des mêmes sujets ont disparu dans le plus ténébreux oubli. La chose est fâcheuse pour les critiques, sans doute, et désobligeante, mais c'est ainsi : les « professionnels », comme l'on dit, se font régulièrement ridiculiser par les dilettantes.

A leur infortune, les raisons ne manquent pas : aux « spécialistes », ou supposés tels, les connaissances abondantes, l'esprit de système, le désir d'être compris et la crainte d'être cruel.



Dessins
de John Updike,
1983

qui se mue en timidité. Aux écrivains, la promptitude du « simple regard », l'ignorance ou le dédain des réputations officielles et ce privilège : mesurer l'œuvre d'autrui à l'aune d'une esthétique, la leur, savoir au nom de quoi ils louent et ils condamnent.

John Updike est de la seconde espèce. Il est romancier — et célèbre romancier — auteur de *La Ferme* et des *Sorcières d'Eastwick*. Il n'écrit sur l'art qu'à l'occasion, des articles très brefs parus dans des journaux et revues, de la *New Republic* à

Vanity Fair. Ses articles traitent des expositions de la côte est et de quelques artistes pour lesquels Updike marque une constante prédilection. Ils ne s'arrangent pas en système, ils ne proposent pas une théorie de la peinture. Ce ne sont que les réflexions d'un amateur qui a la coquetterie de se dire médiocrement instruit et peu soucieux d'histoire de l'art.

Il dit ses préférences et ses dégoûts. Il observe que dans les tableaux des vingt dernières années de sa vie les personnages

de Renoir « paraissent mexicains » et que leur auteur « ne saurait vraiment rivaliser avec les maîtres héroïques », avec Cézanne par exemple. Il compose un éloge de Degas et de sa « théâtralité oblique ». Il refuse la profondeur à Sargent — l'article a pour titre : « Un rien qui manque » — et l'intelligence à Wyeth, opinions incontestables et d'autant plus méritoires que, écrivain américain, Updike ne pratique pas le patriotisme esthétique. Les illustrations des livres de contes et les miniatures

indiennes lui donnent matière à rêve : fort bien. Il consacre vingt pages au sculpteur français Iphigénie : c'est trop. Mais qui n'a ses faiblesses et ses erreurs ?

L'aveu et la défense des goûts d'Updike visiteur ne fait cependant qu'une part du recueil. L'autre est plus sombre, qui détaille les effets de la popularisation des beaux-arts. Les musées et les expositions ont pour essentielle fonction de mutiler et cacher les œuvres. Ils les réduisent à des signatures et des dates, sans autre considéra-

tion de qualité et de sujet. Le consommateur vient faire la queue, acheter un catalogue pour sa femme et des tee-shirts pour ses filles. La contemplation est déconseillée, car elle détermine engorgement des salles et panne des escaliers mécaniques.

Attendant plus d'une heure le droit de demeurer trente-sept secondes devant chacun des quatre-vingt-sept tableaux de la rétrospective Renoir à Boston, Updike tire le portrait de ceux qui souffrent avec lui. « La mort de George Bush à divers stades de son évolution, avec leur costume de fin d'été et cet air de martyr volé, grimé et perplexe qu'arborent les hommes de la région de Boston lorsqu'ils accompagnent leur épouse à une manifestation culturelle. » Ils sont venus sans savoir pourquoi, parce qu'il faut venir, parce que la culture, n'est-ce pas ?, est une donnée majeure de la vie actuelle. Du reste, les journaux l'affirment.

« Ruines métaphysiques »

Ils sont venus surtout pour vérifier que tous ces tableaux sont charmants et inoffensifs, que l'art ne doit plus faire peur et qu'il faut en finir avec le mythe agaçant de la supériorité des artistes. Sargent était un homme charmant, Renoir un brave décorateur. Monet un garçon simple et pétulant : aussi sont-ils devenus tout naturellement les héros du tourisme moderne, qui aime le confort et les reproductions en quadrichromie. Il se rend au Museum of Modern Art depuis que cet établissement glorieux a un « magasin de souvenirs plus vaste qu'autrefois ».

Updike conclut, dans son introduction, qu'il est étrange, sinon anormal, que « la beauté et sa recherche fanatique perdurent jusque parmi les dernières ruines métaphysiques du vingtième siècle ». Ruines en effet : dans ces meilleurs passages, cet ouvrage ironique fait songer à ces recueils de fragments des auteurs antiques qui, dans les temps barbares d'après l'Empire romain, aidaient quelques isolés à se souvenir que le monde avait été, jadis, moins stérile et la civilisation moins abaissée.

Philippe Dagen

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Un cœur pur

Donatien Alphonse François de Sade passe de l'enfer au panthéon littéraire. Le divin marquis fait, en effet, son entrée dans la « Bibliothèque de la Pléiade ».

Page 22

ENQUÊTE

De la « corruption affective »

Certes, il y a eu le « miracle » Rouaud du dernier prix Goncourt. David a terrassé Goliath. Mais l'exception ne saurait faire oublier la règle : pour s'assurer les meilleures chances, les grands éditeurs, tout au long de l'année, « font fumer l'encens » au nez des jurys.



Page 24

LE DÉBAT

Un « peuple corse » ?

Le gouvernement a donc accepté l'idée qu'il existe un « peuple corse » composante du peuple français. Comment justifier cette dérogation exceptionnelle ? Jean-Marie Colombani analyse le complexe corse, un ouvrage de Gabriel-Xavier Culioli. Roger Caratini, philosophe, montre le développement, au long des siècles, d'un patriotisme corse. Quant à Maurice Aymard, historien, il fait le point sur les destins divergents des autres îles de la Méditerranée.

Pages 26 et 27

Un beau mariage franco-judéo-arabe

La singulière aventure littéraire d'Edmond Amran El Maleh

LE RETOUR D'ABOU EL HAKI
d'Edmond Amran El Maleh.
Ed. La Pensée Sauvage.
279 p., 110 F.

Depuis la publication de *Parcours immobile* en 1980, reçu avec la suspicion qui accueille le plus souvent, en France comme ailleurs, une œuvre perturbant nos habitudes mentales, Edmond Amran El Maleh a poursuivi avec obstination et modestie — *Allen ou la nuit du récit*, en 1982, *Mille ans, un jour*, en 1986 — un parcours de romancier qui ne peut laisser indifférent tout amoureux authentique de la littérature.

par Juan Goytisolo

La publication du *Retour d'Abou El Haki* est l'aboutissement d'une des aventures littéraires les plus stimulantes et insolites de ces dix dernières années : la conquête d'un territoire linguistique franco-judéo-arabe, fruit du métissage de trois espaces culturels différents.

Edmond Amran El Maleh, membre de la communauté juive établie au Maroc avant l'arrivée des Arabes, a été un observateur exceptionnel de l'histoire de son pays et de ses contradictions multiples. Bien qu'ayant pris fait et cause contre le colonialisme fran-

çais, pour des raisons éthiques, pendant la lutte pour l'indépendance, il a choisi le français comme moyen d'expression personnelle ; témoin du déracinement des siens, poussés à abandonner leur patrie millénaire pour la « Terre promise » de la Bible, il a été un défenseur des droits du peuple palestinien, condamné aujourd'hui, comme jadis le peuple juif, à l'oppression et à l'exil ; patriote marocain, que les circonstances ont conduit à vivre en France, il a su préserver la dimension culturelle de sa judéité et en faire l'objet de son travail créateur. Son expérience singulière échappe ainsi à toute classification.

Lire la suite page 23

P E R E C

GEORGES PEREC
JE SUIS NÉ



Dans la même collection :
L'infra-ordinaire
Vœux

Collection La Librairie du XX^e siècle
dirigée par Maurice Olender - 65 F

Editions du Seuil

DERNIÈRES LIVRAISONS

HISTOIRE

DAVID HIGGS : *Nobles, divs, aristocrates en France après la Révolution (1800-1870)*. — Par un professeur à Toronto, un essai sur le mode de vie spécifique d'un groupe social que la Révolution française n'a pas fait disparaître. Traduit de l'anglais par Fabienne Raboul. (Liana Levi, 438 p., 180 F.)

JEAN-MICHEL PALMIER : *Walzer en exil*. — La somme de Jean-Michel Palmier sur le destin de l'émigration intellectuelle allemande et les multiples ramifications de l'antimilitarisme, vient d'être rééditée en un volume après avoir été couronnée par l'Académie française. (Payot, 1010 p., 290 F.)

TÉMOIGNAGES

CHARLES DE MONTALEMBERT : *Journal intime inédit*. — Les deux premiers volumes du journal tenu par le futur pair de France et compagnon de Lamennais depuis l'âge de douze ans jusqu'à sa mort en 1870. Texte établi, présenté et annoté par Louis Le Guillou et Nicole Roger-Tailade. (Éditions du CNRS, tome 1, 350 p., 350 F., tome 2, 414 p., 400 F.)

LOUIS REDON : *Les Galères de la République*. — Les lettres et le journal de Louis Redon qui fut déporté en Nouvelle-Calédonie en 1875 pour sa participation à la Commune et y mourut l'année suivante à l'âge de trente-six ans. Textes présentés par Sylvie Clair. (Presses du CNRS, 274 p., 130 F.)

PHILOSOPHIE

ANTONIO GRAMSCI : *Cahiers de prison*. — Quatrième et avant-dernier volume des textes écrits par le dirigeant communiste italien de 1929 à 1935 dans sa prison de Rome, où il mourut en 1937. Avant-propos, notices et notes de Robert Paris. Traductions de l'italien par Françoise Bouillot et Gérard Granel. (Gallimard, 425 p., 225 F.)

SOCIOLOGIE

WOLF LEPENIES : *Les Trois Cultures. Entre science et littérature, l'avènement de la sociologie*. — Par un historien et sociologue allemand, un essai sur la naissance de la sociologie, en France, en Angleterre et en Allemagne, appelée à se définir à la fois contre le modèle des sciences de la nature et contre celui de la littérature. Traduit de l'allemand par Henri Plard. (Édition de la Maison des sciences de l'homme, 410 p., 210 F.)

ŒUVRES I

de Donatien Alphonse François de Sade.
Édition établie par Michel Delon,
précédée de Sade philosophe,
par Jean Deprun.
Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade ».
1 362 p., 390 F.

Le diable couché sur papier bible, il fallait que ça arrive. Eh bien le voilà, ce cher Donatien Alphonse François de Sade, cent soixante-seize ans après sa mort, enseveli dans le premier d'un groupe de trois tomes de « la Pléiade », sous reliure bleu sombre, celle du XVIII^e siècle dans cette auguste collection, alors que mort en 1814 il aurait pu être emmaillotté de vert bronze, couleur du XIX^e siècle. Il avait, il a encore et pour toujours fatalement, le ton du dix-huitième, le vrai « grand siècle » français ; et par bien des côtés il en dépasse le cadre, ne se voit reconnu qu'au dix-neuvième bourgeois, comme le démon nécessaire. Mais on ne va pas pinailler sur la jaquette pour un homme qui en fut, entre autres travers (comme son papa « arrêté en 1724 aux Tuileries pour racrochage homosexuel », comme il fut de tout, en grand libertin et intrépide écrivain, pour les besoins de la cause.

Dans son introduction, Michel Delon, maître d'œuvre de cette entreprise, a le bon goût de ne pas verser dans le commentaire torrentiel qui est parfois l'un des péchés mignons de « la Pléiade » et presque toujours un défaut des fervents du marquis, gloseurs acharnés. Il renvoie pour les détails aux principaux biographes de Sade, Gilbert Lely et Jean-Jacques Pauvert pour ne citer qu'eux, qui se sont consacrés longtemps au maître ténébreux dont on n'a pas un seul portrait certainement avéré, mais encore maints petits papiers dont ses descendants, enfin réconciliés avec l'auteur terrible, ne font plus mystère. Il donne quelques repères d'une vie essentiellement recluse dans l'écriture et la prison.

Le 2 juin 1740, Donatien Alphonse François de Sade naît à Paris dans l'hôtel de Condé, famille à laquelle sa mère est allée. Son père, le comte de Sade, a trente-huit ans. Il est de vieille noblesse provençale et de mœurs liber-

times, un peu filou de surcroît : agent plénipotentiaire auprès de l'électeur de Cologne, il se brouille avec lui, se fait jeter de ses fonctions, tout compte qu'il est, mais comte fauché. Pas un modèle pour Donatien Alphonse François.

Le petit marquis passe par les mains de son oncle l'abbé de Sade qui vit à Saumane près d'Avignon, puis des jésuites à Paris, et fait un petit tour dans la cavalerie. A dix-neuf ans, il a la réputation d'aimer les femmes (« il est furieusement combustible »). A vingt-trois ans, il se marie avec une riche demoiselle de Montreuil, et quelques mois plus tard, éclate sa première affaire. Il est accusé d'avoir fouetté un peu plus qu'il n'est convenable une jeune ouvrière. Il fait un brin de prison à Vincennes, on le surveille ensuite. Rien de pendable en soi, mais sa réputation est faite.

On plutôt ne fait-elle que commencer, avant de s'enfler avec la plainte de Rose Keller en 1768 que le marquis a fouetté en sa maison d'Arcueil et contrainte à quelques impiétés, le dimanche de Pâques. En 1772, c'est le scandale de Marseille. Avec quatre prostituées et son valet Latour, aidés de pastilles aphrodisiaques, il se livre à une partie fine. Les filles ont peur d'être empoisonnées, portent plainte. Le marquis s'enfuit, est condamné, s'évade, recommence ses orgies dans son château de Lacoste avec un aplomb méritoire avant de passer douze ans d'affilée dans la prison de Vincennes.

La prison, c'est la liberté de l'imaginaire. Ce grand seigneur libertin, sensuel à l'extrême et imaginaire, contraint à l'onanisme et livré au vertige de l'écriture illimitée — il a le temps et n'est pas somnolent à un éditeur, un censeur, une critique — va inventer les romans les plus délirants, les plus libres sur les plaisirs et les horreurs de la chair. Nombre de pages des *Cent Vingt Journées de Sodome* sont insupportables, par le détail de leur cruauté. Il faut lire comme elles sont nées : dans la science-fiction d'un enfermé. D'autres sont admirables, nous y reviendrons. Michel Delon montre bien dans son introduction que la légende de Sade (et la notion de sadisme) est née presque tout de suite, dès les premiers scandales et comment Sade écrivain a immédiatement repris à son compte « les fantasmes sanglants dont la société a investi son nom ».

Devenu lui-même un fantasme d'ogre pour ses contem-

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Portrait en buste du marquis de Sade vers 1760.

Un cœur pur

porains, il a rédigé soigneusement, méthodiquement, les rêves les plus dangereux, les plus « abominables » qui flottaient dans la tête des autres autant que dans la sienne. On oublie souvent de dire que Sade a été utile, qu'il a sa place dans la société, en négatif, une place quand même dans cette période de révolution, à Vincennes, sous l'Ancien Régime, dans la rue pendant les journées d'émeute, à l'assile de fous de Charenton sous l'Empire.

« La bourgeoisie, qui conforte son pouvoir sous l'Empire, — a besoin de reléguer Sade parmi les fous et de voter son œuvre au silence. » A l'époque où la visite au grand homme est un lieu commun de tout parcours intellectuel, on va à Ferney pour Voltaire, à Ermenonville pour Rousseau et à Charenton pour Sade, le plus effrayant des monstres malades du grand zoo littéraire.

D'autres l'ont visité depuis : Lacan, Klossowski, Blanchot, Barthes, Sollers, outre Lely et Pauvert et sans oublier l'excellente Annie Le Brun. Pour chacun, Sade a été ce qu'il fut de son vivant, un miroir, objet d'étude souple et fascinant, se prêtant à la psychanalyse, au structuralisme, à toutes philosophies de la traduction et de la subversion. Dans un petit essai en hors-d'œuvre intitulé *Sade philosophe*, Jean Deprun montre tout ce qu'il y a d'em-

prunté dans les dissertations qui grisailent tant de pages chez Sade, de purement plagiat, recopié d'autres auteurs. Ce qu'il y a d'original aussi, plus limité mais singulièrement agencé, Sade ne fut pas un penseur de premier plan, mais un « philosophe » qui préférait le siècle des Lumières aux obscurités d'un monde ancien qui l'avait formé et condamné. Et avant tout, il est temps de le dire, un immense écrivain.

NON par le volume de ses œuvres souvent démesurées, répétitives et « ennuyeuses » (encore que l'on ait beaucoup discuté sur cette notion d'ennui chez Sade), comme l'onanisme qui les ponctue et dont Sade tenait le registre, mais par la puissance incomparable du style. Il a toutes les beautés qu'on peut trouver dans la langue de son temps, la vigueur, la vitesse, le tranchant, le trait vif, la conclusion dans l'énoncé des projets les plus extravagants et les plus dépravés. Il écrit des folies où les cadavres s'entassent interminablement dans des supplices raffinés, énoncés comme d'un autre monde, par un maniaque inhumain, insensible, paradoxalement un cœur pur.

Ce premier volume contient *Dialogue entre un prêtre et un moribond*, les *Cent Vingt Journées de Sodome*, *Aline et Valcour* ou le roman philosophi-

que. Ce sont bien sûr les *Cent Vingt Journées*... qui font le prix et le risque de cette publication. Il y a chez Sade beaucoup de textes — assez pour deux ou trois Pléiades — qui, sans être destinés aux scolaires, sont d'une lecture badine, un peu poivrée mais acceptable. Il est déjà paru de lui dans cette collection une exquise nouvelle, *Augustine de Villeblanche*, qui n'est pas plus choquante que celle de Diderot ou Vivant Denon.

MAIS les *Cent Vingt Journées* sont un butoir, un absolu pornographique dont les tortures ont fait frémir bien des âmes. A tort : c'est ignorer la dimension de la littérature et la force de l'humour chez Sade. Une seule des quatre parties du roman est achevée. Les autres sont à l'état de plan, d'esquisses et de résumés d'une brutalité inégalée, le marquis laissant le détail des opérations à décrire à d'autres. Qui ? Nous bien sûr. Il suffit de quelques lignes pour imaginer le pire. L'introduction des *Cent Vingt Journées* est d'un panache et d'une drôlerie superbes. Sade y peint les quatre scélérats qui vont s'enfermer dans les profondeurs du château de Silling pour s'y livrer avec leur séail de jeunes filles, de jeunes garçons, leurs valets, notamment Brise-cul et Bande-au-ciel, leurs escouades de putains et d'historiennes, à la plus extrême débauche. Il y a le duc de Bangs et son frère l'évêque de..., le président de Curval et le financier Durcet, quatre fiefifiés criminels dont Sade fait un portrait si exagéré et grotesque qu'on ne conçoit pas comment une telle entreprise a pu être lue de manière réaliste et bouleverser aussi impertinamment les esprits les plus châtiables. Les promesses des uns et des autres renvoient à l'espace élastique et infini du rêve, et l'on pourra s'en convaincre en se reportant — à propos des tailles variables de certaines parties du corps humain — au tableau des mesures de longueur placé en fin de volume.

Publier Sade dans « la Pléiade » est évidemment un événement, une provocation. On ne voit plus très bien après cela ce qu'on pourra interdire au nom des bonnes mœurs. Les amateurs déjà déclarés de Sade verront là une forme d'enterrement somptueux. Les autres, la consécration d'un outrage inouï et qui n'eût pas de repentir. Pour ceux qui espèrent ne pas être les derniers à éprouver la force d'un texte sans frein, c'est une aubaine. Et si cela dérange, tant mieux. Lisons Sade, l'irréductible.

Michel Kajman

Le mensuel PASSAGES

Des documents inédits

Dossier : BOUSQUET - PAPON

Les biens juifs volés — Les enfants déportés

Des tribunaux islamiques en Angleterre

La bibliothèque de Mitterrand

Jarnet et Le Roy Ladurie s'expliquent

Le théâtre en mouvement

Grumberg sur la Colline et Mesguich à Lille

En vente en kiosque : 30 F

De « l'affaire » au panthéon

Le divin marquis revient de loin. Aujourd'hui membre du vaste club imaginaire des embaumés de « la Pléiade », il était encore il y a un tiers de siècle abonné à tous les enfers. Y compris celui des prétroires. Il y eut en effet, effilochée de 1947 à 1958 par onze années d'interventions intermittentes de ce qui s'appelaient encore la brigade mondaine, de juges d'instruction et enfin, par deux fois, de juges tout court, une ultime « affaire Sade ».

On vit alors s'agiter un très jeune éditeur, Jean-Jacques Pauvert, et une grande figure du barreau, Maurice Garçon. Jean-Jacques Pauvert n'a oublié ni le très grand courage, très tranquille, ni la simplicité (« Un jour, vous serez un éditeur célèbre. Alors vous me paierez ») de son avocat-académicien. Il a encore en mémoire le catalogue exhaustif des appréciations des flics de la « mondaine » — souvent reprises, en termes... policés, par les magistrats : « Moi aussi, j'aime bien rigoler, mais là, franchement, c'est un peu emmerdant », ou : « Vous êtes en train de pourrir la jeunesse... Est-ce que vous vous rendez compte que les défilés mentaux qui vont lire ça iront, après, découper des enfants en morceaux ? »

On en arriva au procès. « Décevant », dit encore Jean-Jacques Pauvert. Témoignages écrits ou oraux de Jean Paulhan, Georges Bataille ou Jean Cocteau, brillante mais très prévisible plaidoirie de Maurice Garçon : « Je ne puis croire coupable l'éditeur qui a publié, pour des lecteurs rares, un ouvrage qui, fût-il licencieux, est un document littéraire et psychologique de premier ordre et indispensable à certains travailleurs », rien n'y fit. Pauvert fut condamné à une lourde amende et à la destruction des ouvrages poursuivis et saisis.

Ce premier jugement fut rendu le 10 janvier 1957. Sade restait en enfer. Il en sortit subrepticement, par une minuscule fenêtre entre les lignes du jugement d'appel (12 mars 1958). La

condamnation de l'éditeur était légèrement, mais de façon hautement symbolique, atténuée. Et c'était les juges d'appel qui, cette fois, invoquaient « la liberté d'expression de la pensée que le loi entend respecter et protéger », et estimaient nécessaire de rappeler que, « dans un pays libre, les idées les plus fausses doivent pouvoir se produire notamment lorsqu'elles restent dans le domaine de la discussion... » « Ne soyons pas hypocrites, avait demandé Maurice Garçon, et reconnaissons que nous en avons vu d'autres. » Et de citer telles pages éloquentes de Proust et de Gide. Pour l'accès au paradis de « la Pléiade », ces deux-là ont pris plusieurs longueurs d'avance sur le comte Sade, dont la panthéonisation fait aujourd'hui à Jean-Jacques Pauvert « un drôle d'effet (...). l'effet de quelque chose d'un peu désolant ».

Jeune fille

LIVRES • IDÉES
ROMANS

La surprise Colombier

LES FRÈRES ROMANCE
de Jean Colombier.
Calman-Lévy, 286 p., 98 F.

On l'a dit : le Renaudot à Jean Colombier, c'est une surprise (le Monde du 20 novembre). Le jury, d'ailleurs, n'a pas eu la tâche facile : vingt-cinq tours de scrutin... Jean Colombier, qui avait manqué de peu le prix du premier roman pour ses *Matins Céladon* en 1988 (1), a réussi ce tour de force inattendu qui consiste à s'imposer, en seulement deux ans et deux romans, sur les devant de l'étriquette littéraire. Quant à savoir s'il s'y maintiendra...

Tous ceux qui pensent que la littérature est trop pavée de bons sentiments se réjouiront d'aller faire un détour du côté de Jean Colombier. Ce roman seul évoque trop la pureté pour ne pas dissimuler un écrivain à l'imaginaire noir, amateur d'univers troubles et de climats étranges. On se méfie donc de ses personnages, ces Pervenches, ces Romances, qui, eux aussi, s'abîment derrière des patronymes pastel ou musicaux et qui, pourtant, sont loin d'être des anges. Certes, Jean Colombier prend soin d'en faire des individus en apparence ordinaires, des êtres qui tout prédispose à une vie sans histoire.

Ils sont deux, les frères Romance, deux orphelins élevés par un grand-père haut en couleur et débordant d'affection, deux gar-



Jean Colombier : habileté ou maladresse ?

çons devenus des hommes unis par un fort sentiment de tendresse, de confiance et d'admiration mutuelles. Il y a Julien, le cadet, l'ingénieur agronome, et Alain, l'aîné, le camionneur ou, comme il se définit lui-même, le « forçat de la nationale 20 ».

Le roman s'ouvre sur la route, au paradis des « gros lards » et des « bras d'honneur », quelque part entre Paris et Limoges, où s'organise, entre poids lourds, une suicidaire course-poursuite. Une folle introduction en forme de défi : Alain, qui entend montrer à Julien la puissance de son nouveau « 40 tonnes », pousse sa formidable machine, dépasse dange-

rousement plusieurs camions, oblige l'un d'eux à sortir de la route, tente de fuir, se fait rattraper par l'un des chauffeurs et subit, agenouillé à ses pieds, un sortilège et dégradant châtimant. Une trentaine de pages à peine — les plus denses, sans doute les meilleures — et voici enclenché le pesant engrenage.

Une vengeance ratée, le tribunal, la prison pour l'un d'eux, une femme « volée » à l'autre : entre les frères se creuse une faille qui ne cessera de s'élargir ; le silence, les rancœurs enfouies, les reproches muets surgissent, les trahisons, même involontaires, s'appellent et se multiplient : (1) Calman-Lévy.

« Notre concivance révélait des fissures, et avec elles c'était ce que je possédais de plus cher, de plus solide qui se désagrégeait : mon enfance (...), cette époque qu'aucun nuage n'avait assombrie. »

Le livre est construit sur ces va-et-vient permanents entre l'événement et l'après, le présent déchiré et l'âge tendre de ces faux durs. On y trouve des couleurs aussi, mais des couleurs froides pour peindre la grisaille de l'hiver en Limousin, pays natal de Jean Colombier : « du vert et du marron », le brun de cette terre lourde qui colle aux pieds en novembre. Absence de vert pâle, de nuances, de céladon. Moins de vigueur et d'insolite. Comme si le ton allègre du premier roman avait laissé la place à une écriture qui, par mimétisme, voudrait traduire la légèreté des semi-remorques, la poésie des autoroutes et la gaieté des hangars vides. Habileté d'un écrivain qui sait l'art d'adapter son style à son sujet, ou maladresse d'un jeune auteur occupé à dégager son talent de la gangue des mots ? Seul un troisième rendez-vous avec Jean Colombier permettra de trancher. Pour l'instant, le moins que l'on puisse dire, c'est que ce livre ne dissimule guère les premières tristesses de l'hiver.

Florence Nobille

L'enfant-cri

Françoise Lefèvre peint les relations d'une mère et de son fils autiste

LE PETIT PRINCE CANNIBALE
de Françoise Lefèvre.
Actes Sud, 152 p., 89 F.

« L'amour maternel est le moins mièvre des sentiments », affirme la narratrice du cinquième roman de Françoise Lefèvre. Elle a choisi de privilégier ce tourbillon joyeux et épuisant où tourbillonnent les exigences et l'appât de vivre de ses « jeunes jaxves ». Et pourtant, elle se demande ce que serait son existence sans le « temps haché menu » où elle parvient à s'isoler pour écrire, avec le sentiment de voler ces instants à ses proches.

Mais le récit est avant tout celui d'une difficile victoire, celui d'une double renaissance : pour un enfant autiste, Sylvestre, et pour la mère qui s'est fait le serment de l'aider. De lui apprendre à parler, sans le confier à un centre spécialisé, Sylvestre ne rit jamais. Il est « emmuré vivant » dans son mutisme. On ne sait pas s'il a froid ou faim. « Je pourrais venir à la maison avec une girafe », dit la narratrice, il ne la verrait pas. Pourtant, la mère souffre moins de son silence que de ses cris, lorsqu'ils surviennent, intolérables. D'abord parce que, pour elle, la communication ne consiste pas seulement en des mots, mais en un contact, « peau contre peau ». Elle berce l'enfant, le baigne, laisse libre cours à sa tendresse.

Une rage du quotidien

chaque geste quotidien est d'une incroyable difficulté : avancer, reculer, s'asseoir, monter dans une voiture, tout doit être négocié, longuement, sous peine de violentes crises. Même les hurlements deviennent plus supportables à la mère lorsqu'elle finit par comprendre que l'enfant exprime moins sa colère que sa souffrance et son angoisse. « Pour moi, un enfant autiste, je l'ai appris en entrant dans ton univers, c'est un peu le Petit Prince de Saint-Exupéry. Un Petit Prince qui habite une autre planète et qui, lorsqu'il se met à parler, pose souvent des questions sur la mort. Peut-être pose-t-il les vraies questions. Et trouve, parfois, les vraies réponses. »

La narratrice est seule aux côtés de l'enfant, seule aussi face aux

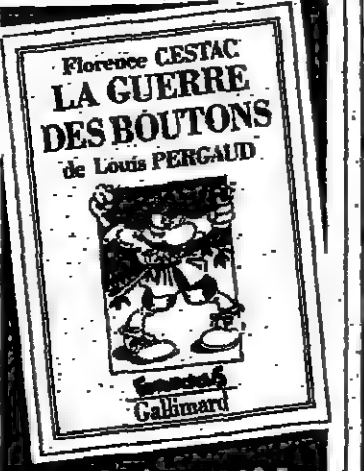
« autres » : à peine une phrase pour mentionner le père « trop aimé, mais trop absent ». Semblant tirer son énergie de l'adversité, elle se sent « remplie de la même force que cette femme qui maintient ouverte la gueule d'un lion sur cette carte du tarot qui s'appelle justement la Force ». C'est une sorte de rage de vaincre qui lui permet d'assumer ce terrible quotidien qu'éclaircit de minuscules victoires. Même si l'abnégation fait parfois place à l'exaspération.

« Il y a en moi des paupières à jamais fermées. Des ailes à jamais rognées. Quelque chose d'une chouette effraie comme celles qu'on clouait aux portes des granges. Témoin solitaire de grands mouvements d'étoiles. Sentinelle à vie contenant ses larmes nocturnes. »

Le désir amoureux est relégué dans l'évocation oblique d'un tableau secret et peut-être interdit de Millet. Et dans l'histoire de Blanche, l'héroïne du roman que la narratrice tente d'écrire. Blanche, diva magnétique mais « moralement servie » d'amour.

Autour d'une même obsession de la mort, les deux récits s'entremêlent. Blanche s'impose, parfois, à la narratrice, alors qu'elle choisit, pour « fil d'or » du récit qu'elle brode, l'enfant à qui elle a obstinément murmuré, pendant quatre ans, sans attendre de réponse, des mots qu'elle imagine entassés en lui comme des trésors de coquillages. « Je suis toujours entrée dans ton monde. C'est la seule façon de te le faire quitter. »

Monique Peillon



144 P. Couleurs 148 Frs.

Un beau mariage franco-judéo-arabe

Suite de la page 21

L'histoire de la littérature nous enseigne que le regard porté sur la société par un auteur qui se situe à la périphérie de celle-ci possède une valeur unique, irremplaçable. Écrivain judéo-arabe de langue française, El Malch à le privilège d'une marginalité culturelle et morale qui le situe aux antipodes de ceux qui cultivent, satisfaits, le jardin littéraire à la française, encensés par la critique ultra-conservatrice d'aujourd'hui et suivis par des lecteurs de routine.

Le Retour d'Abou El Haki ne se limite pas à nous raconter une histoire « dans le désordre » — le destin parfois ironique, souvent cruel et toujours passionnant d'une demi-douzaine de personnages qui disparaissent et réapparaissent, comme une galerie de voix, selon les méandres de la narration, dont l'action se déroule sur une cinquantaine d'années. Il ne s'agit pas là d'un simple témoignage, lucide et féroce, sur l'évolu-

tion d'événements et de personnes liés à la fois aux mondes français, arabe et hébreu. Les changements de voix, de narrateurs, d'époques et d'espaces nous introduisent dans un monde fluide où les lois de l'univers romanesque exposées par Balzac trouvent une confirmation éclatante : brassage de cultures et d'expériences historiques, langage sans la moindre inhibition académique, comme au temps de Delgado ou de Rabelais : modernité littéraire qui s'apparente à l'expérience des grands écrivains du Moyen-Âge, encore éparpillés par les lois caractéristiques du Bon Goût. Le lecteur attentif redécouvre l'existence de l'oreille littéraire, le plaisir de la lecture à haute voix, le rythme de lecture qu'impose la prosodie, la ligne musicale de la parole vivante.

Histoire d'une histoire d'une histoire : comme dans *Les Mille et Une Nuits*, des personnages-récits nous entraînent magiquement d'une époque à une autre, d'un continent à un autre, nous font revivre en même temps la résistance marocaine contre le protectorat, la démission qui suivit l'indépendance, la guerre du Liban, l'intifada. Les fils de la narration se nouent et se dénouent jusqu'à tisser mystérieusement une trame. Les pièces du puzzle réunies à la fin reconstituent le cadre d'une intrigue habilement escamotée.

L'aventure littéraire d'Edmond Amran El Maleh ne rappelle, par certains aspects, celle que vécut il y a cinq siècles les écrivains espagnols d'origine juive après leur conversion forcée et leur inclusion dans le sang des nouveaux chrétiens. Ayant choisi comme eux la langue de l'oppression, il l'a, lui aussi, soumise à une destruction pour la plier au rythme et à la syntaxe de son judéo-arabe maternel, l'occupant en quelque sorte après avoir subi son occupation. Cette subversion idéologique et linguistique contribue cependant à enrichir l'arbre de la littérature française, dans la mesure où elle rompt les chaînes d'une langue apprise à l'école.

Le Retour d'Abou El Haki n'est pas seulement le meilleur roman d'Edmond Amran El Maleh : il est aussi un exemple de ce métissage culturel sans frontières et librement assumé.

Jean Guayssin
(Traduit par Allie Schuman)

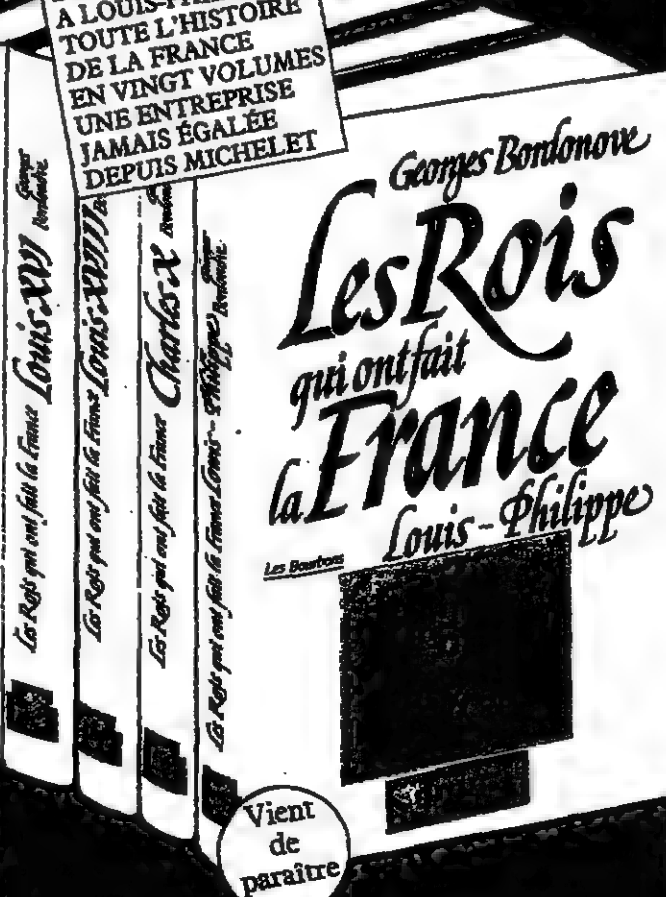
« Un capucin chez les Maya, un auteur hors du commun. »
Anette Colin-Simard
« L'itinéraire d'un chercheur de Dieu en quête d'une vérité spirituelle, un livre profond et grave. »
Paul Corentin



Payot

Document Payot

BORDONOVE



Louis-Philippe

(dernier volume de la collection)

« Figure haute et originale, Louis-Philippe était un homme rare. Il sera classé parmi les hommes éminents de son siècle. »
Victor Hugo

PYGMALION / GERARD WATELET

De la « corruption affective »

Le « miracle » du Goncourt de Jean Rouaud ne doit pas faire oublier
que les éditeurs, toute l'année, « font fumer l'encens » sous le nez des jurys

Le Monde du 20 novembre a publié la première partie de cette enquête consacrée à « la tribu Goncourt ».

Cette année-là, rue Saint-André-des-Arts, au cœur du Quartier latin, un petit éditeur vivait un conte de fées. Nous étions en 1983 : la maison Balland, qui donne sur une charmante cour pavée où prospèrent la mousse et le trèfle, attendait tout simplement son Goncourt, avec l'assurance tranquille d'un Grasset.

Les éditions du Seuil, d'abord, lui avaient donné l'alerte. Jean-Marc Roberts, alors âgé de vingt-neuf ans, conseiller littéraire de la prestigieuse maison de la rue Jacob, avait fait la moue en regardant son propre jeu de rentrée. Pas d'as ! Pas de joker ! Et Jean Cayrol, ce juré Goncourt qui a si longtemps veillé sur les marmites littéraires du Seuil, ne l'avait pas rassuré : « Votre rentrée n'est pas bonne ».

Cherchez le « Goncourt »... Yves Berger, directeur littéraire chez Grasset, désespérait lui aussi de le trouver. On a beau avoir tous les culots, le patriotisme maison chevillé au corps, comment prétendre rattraper trois années consécutives le prix des prix, ce Goncourt tant convoité par tous et déjà propriété quasi exclusive du condominium Gallimard-Grasset-Le Seuil. Il allait falloir passer la main...

Mais surtout pas à Gallimard ! A n'importe qui, mais pas à Gallimard. Trop de morgue, trop de suffisance de la part de la NRF, et d'obscures rivalités allaient sceller cette entente tacite : Grasset et Le Seuil ne donneraient pas le Goncourt à Gallimard.

Ainsi Jean-Marc Roberts prévint-il M. André Balland, des éditions Balland, que les bonnes fées, cette année-là, pourraient bien se pencher sur sa maison tranquille. Au fait, qu'avait-il lui, dans sa rentrée ? Tristan ?

Frédéric Tristan ? Pour les Égés ? Pourquoi pas... Il fallait réfléchir...

Ce fut Tristan. L'auteur avait du coffre. Une écriture. Trop hermétique ? Pas assez grand public ? Pas très Goncourt ? Certes, certes. Mais celui-là tenait au moins la route. André Balland, d'abord incrédule, rendit quelques visites, poussa une pointe jusqu'à la vallée de Chevreuse pour converser, en son presbytère, avec Michel Tournier, juré Goncourt. On se montra fort courtois en son endroit. Grasset et Le Seuil, comme prévu, furent aimables. D'autres jurés, approchés, ne se montrèrent pas excessivement farouches.

Il fallait y croire. André Balland y crut. Et le jury Goncourt

Goncourt voulaient s'offrir une conduite. L'hebdomadaire *Le Meilleur* avait justement sonorisé leur salon particulier chez Drouant. La transcription des débats est éclairante : « Il serait très bien de donner un prix littéraire à Balland. » « On se fait assez engueuler pour avoir envie de le donner à un petit... » etc. « J'ai voté pour le livre et une petite maison d'édition », admet André Stil.

N'allez pas parler d'accord tacite ! Les ententes entre éditeurs sont le fruit de l'imagination démentée des journalistes. Les alliances entre jurés *idem*. Quant aux magouilles... Bref, c'est à peine si l'on comprend pourquoi le Goncourt revient trois fois sur quatre à la « bande des trois » (Gallimard, Grasset,

soupire Robert Laffont. *Moi, je n'ai aucune envie de me forcer à déjeuner avec des gens que je n'estime pas.* » Et de fait, l'éditeur, parti à la chasse aux prix, ne doit pas se méfier. Ne lui incombe-t-il pas de charmer à longueur d'année journalistes, rats de cocktails, auteurs influents et jurés ? Et pour un résultat toujours incertain... « Tôt dans la saison, note François Nourissier, on peut faire lire un livre. Après, c'est fini ».

Reste le choix de la méthode. « Je n'aime pas faire du pressing, aussi bien sur un ami que sur un critique littéraire », explique Jean-Marc Roberts. En plus, ce n'est pas payant. Mais il ne s'interdit pas d'adresser des « mots » amicaux à tel ou tel et de tirer profit de rencontres - accidentelles,

un cumul très spécifiquement français qui corrode plus sûrement que tout le système, - que peuvent faire les « malheureux » intéressés ? « Il y a une imbrication qui finit par limiter la liberté de pensée, c'est vrai », admet Françoise Mallet-Joris, juré Goncourt, qui assure fuir les mondanités comme la peste. Hervé Bazin, pour sa part, s'est exilé voilà bien longtemps : « Je vis en province ! Je ne m'y suis pas mis pour rien ».

Pauvres jurés ! Ils veulent faire plaisir aux éditeurs en insistant sur d'intéressantes « pré-listes » le plus grand nombre d'entre eux, encourager les libraires en occupant le devant de la scène plusieurs semaines chaque année, promouvoir le livre et, malgré cela, on les présente

nullement. Un jour de 1925 qu'ils attendaient la proclamation du Goncourt, un petit groupe de reporters et de « courriéristes littéraires » dont Georges Charensol, aujourd'hui alerte nonagénaire, eut l'idée de créer un « prix à la blague » : le Renaudot était né. « A l'origine, il devait être plus libre que le Goncourt », rappelle Claude Durand, PDG de Fayard. Il a finalement été gangrené comme lui. « Il est vrai que le jury est aujourd'hui composé de critiques littéraires, le plus souvent écrivains, quand ils ne détiennent pas un strapontin au comité de lecture d'un éditeur. Bref, le Renaudot est devenu le champ de bataille secondaire du Goncourt, au point qu'il est désormais inclus dans des savantes négociations entre éditeurs.

Ainsi le partage fut-il sans bavure entre Grasset et Le Seuil l'an dernier. Grasset ayant décroché le Goncourt, Le Seuil s'octroya le Renaudot... dès le premier tour avec *Les Comptoirs du Sud* de Philippe Doumenc, à la grande stupeur de certains jurés, exclus de cette entente.

Enveloppe annuelle

Une « politique de prix », on le voit, suppose non seulement une stratégie, mais du doigt. « Quand on a un très beau jeu, il ne faut pas le montrer », explique Jean-Marc Roberts qui s'avoue encore son Goncourt 1988. *Durant toute l'année, on n'a pas affiché notre désir d'avoir le Goncourt pour l'Exposition coloniale*. Quant à Erik Orsenna, il est parti au Togo quinze jours avant le prix, et n'est revenu que la veille. Michel Tournier n'avait pas agi différemment, en 1970, s'éclipsant dans le Sud marocain avant d'être élu, à l'unanimité, pour le Roi des aulnes.

L'enjeu financier des prix littéraires - dérisoire comparé à toute autre industrie - est tel pour les maisons d'édition qu'elles ne peuvent guère se permettre le moindre impair. Lors que André Stil, cas unique dans les annales, se met en travers de l'attribution du Goncourt à Bernard-Henri Lévy, il sait qu'il perd sa place de directeur de Grasset, « pas loin de deux millions de centimes ». Tel était le prix, ce jour-là, de la conscience de Stil.

Certes, Gallimard et Le Seuil assurent n'avoir nul besoin des prix pour vivre : « Nous ne sommes pas condamnés à avoir un prix. Nous marchons sur notre fonds littéraire ». Mais si ce n'est pas vital, « c'est mieux ».

Beaucoup mieux puisque cela permet de récupérer les sommes investies, souvent à perte, dans des à-valoir distribués généreusement et des publicités coûteuses. « Ce ne sont pas les fausses factures ! », nuance Françoise Flammarion, directrice littéraire chez Flammarion. Au total, tout de même, ces « carcasses » représentent une « enveloppe » annuelle évaluée à un million de francs pour une maison comme Grasset. Un investissement qu'il importe d'autant plus de rentabiliser, qu'il arrive que la maison Grasset ne fasse des bénéfices qu'à la faveur d'un Goncourt.

Jean-Claude Fasquelle, son PDG, l'admet pourtant difficilement : « Les prix, assure-t-il, sont moins importants au niveau des finances qu'au niveau de la politique éditoriale ». Mais ils comptent diablement !

Laurent Greilsamer et Daniel Schneidermann



CAGNIAT

lui donna raison. La fête fut lucide. « C'est un accident génétique qui ne se renouvellera pas », résuma André Balland. « Dans dix ans, ce sera mon tour, mais je serai à la retraite, grogna Pierre Belfond. Nous servons d'alibis. C'est comme les femmes dans les affaires. Elles peuvent réussir, mais elles doivent être cent fois meilleures que les hommes ». Cette année-là, les

Le Seuil. Il est pourtant des histoires édifiantes. Comme celle d'André Peyre de Mandiargues, qui avait toujours été publié par Robert Laffont. Gallimard le voulait et lui promit un Goncourt. Bon prince, Robert Laffont accepta alors de laisser partir Mandiargues, qui lui « devait » encore trois romans par contrat, à la seule condition de partager les droits de son premier roman édité par Gallimard. Qu'arriva-t-il ? Le jury Goncourt dédaigna *La Motocyclette* et attendit sagement la Marge, pur produit Gallimard, pour lui attribuer la palme.

Certes, les prix littéraires ne sont pas truqués au sens littéral du terme, mais, si l'on excepte les « miracles » comme le Goncourt de Jean Rouaud - Editions de Minuit - ils constituent bel et bien une affaire d'éditeurs. Ce sont eux qui font donner leurs services de presse (« Ils font fumer l'encens », raille Hervé Bazin), qui vont flatter les dernières tendances des jurés, qui tranchent dans le vif, enfin, entre leurs auteurs et poussent le favori vers la victoire.

Rien de tout cela ne s'improvisait. « Ça vous change la vie,

bien sûr - dans les soirées parisiennes. « Il est très fort, très fin manœuvrier », sifflent ses concurrents. « Pour un auteur que je publie, je suis prêt à faire n'importe quoi », avoue l'intéressé.

En réalité, qu'elle soit plus ou moins voyante, chaque éditeur dispose d'une poignée de petites prévenances. René Julliard, maître chasseur de prix durant les premières années de l'après-guerre, louait à l'année une loge aux concerts Lamoureux et se faisait un plaisir de la prêter aux dames du Fémina. « Quand j'étais juré Renaudot, s'amuse Henri Amoureux, j'étais invité à déjeuner par Simone Gallimard. Depuis que j'ai démissionné, je n'ai pas été réintégré ».

Un animal très spécifique

Les attentions, aujourd'hui, sont moins poétiques, qui vont de la commande d'une préface surpayée à une excellente mise en place d'un livre médiocre, en passant par la garantie d'une généreuse campagne publicitaire propre à flatter l'égo de l'écrivain-juré. Romancier, critique littéraire, et pourquoi pas juré -

comme des corrompus. Des « pourris », lança un jour la romancière Geneviève Dormann à Gardons le sourire : les petites compromissions successives - la « corruption affective », selon la jolie formule de Michel Tournier - sont tellement plus efficaces.

Comme le confie Françoise Verny : « Tant de choses jouent qui ne sont pas littéraires... ». Quel juré résistera à la douce pression de ses meilleurs amis ? « On lit d'abord les livres des copains, ceux des auteurs qu'on connaît », reconnaît volontiers Régine Deforges, juré Fémina. Qui fera obstinément le sourd aux prières moétées de son éditeur ? « A valeur égale entre deux romans, je vote pour mon éditeur », sourit Françoise Mallet-Joris (Flammarion, ex-Grasset, ex-Gallimard). Je ne vais pas leur faire ce coup-là.

Les jurés sont de grands sensibles : « On se réjouit des succès de notre maison, on s'afflige de ses déconvenues », confesse Roger Vrigny (Gallimard), juré Renaudot.

Le Renaudot, précisément, s'est irrésistiblement institutionnalisé après des débuts semi-ca-

Les infortunes de Gallimard

Comme elles paraissent loin les années 80. La domination de Gallimard sur le Goncourt était alors à son zénith. Avec Clotilde, Mac Orlan, Queneau, Philippe Hériat et Armand Salacrou, les jurés écrivains publiés sous le label de la NRF détenaient la majorité du jury à eux seuls. Et il arrivait que Gaston Gallimard tape du poing sur la table : « Cette année, c'est à moi ! »

Vingt ans plus tard, Gallimard semble nager laborieusement dans les eaux du Goncourt. Ainsi Philippe Labro (Gallimard) figurait cette année parmi les favoris avec le Petit Garçon. Mais la puissance du directeur des programmes de RTL indisposait le jury - sans parler de ses formidables ventes. Que fit donc l'excellent François Nourissier (juré Goncourt, auteur Grasset) ? Il se répondit en loupes, épaula de ses nombreux amis et dans les colonnes des hebdomadaires auxquels il collabora, en faveur de... François Sureau (Gallimard), autre candidat au Goncourt.

Et voilà Antoine Gallimard, miraculé d'un Délia financier, et qui n'a décliné qu'un seul Goncourt dans les dix dernières

années, plongé dans les affres. Faut-il lâcher Labro pour jouer Sureau ?

Il faut dire que la maison n'a pas le savoir-faire d'un Grasset en matière d'égards aux jurés. Ainsi les éditions Gallimard, il y a quelques années, ne surent pas retenir assez longtemps le secret de la prochaine entrée d'Hervé Bazin, président de l'académie Goncourt, dans leur prestigieuse collection de la « Pléiade » aux côtés de Proust, Malraux et Julien Gracq. Les grincements furent tels dans le Lendemain littéraire que l'auteur de *Vipère au poing* rentra finalement à ce carreau somptueux : « Je n'ai pas signé le contrat. J'ai arrêté les frais. Je ne voulais pas marcher contre une cabale. » « De toute façon, aux yeux de Bazin, entrer dans la « Pléiade » n'aurait pas été une faveur, mais la reconnaissance de son talent », soupira Robert Laffont.

Gallimard ou l'orgueil-roi. Voici quelques années, un auteur maison, juré d'un prix important, laissa entendre qu'un éditeur concurrent lui adressait des offres. Ce juré était membre du comité de lecture de Gallimard.

Croit-on que la maison tenta de le retenir ? Bien au contraire : du jour au lendemain, sa chaise au comité de lecture disparut tout simplement. Et juré ou pas, le renégat fut poussé vers la sortie.

Reste - heureusement - le Fémina, longtemps affirmé à la NRF et qui lui reste largement fidèle grâce au militantisme de Dominique Aury, auteur du sulfureux roman érotique *Histoire d'O*, pivot du jury, membre du comité de lecture de Gallimard, surnommée la « surveillante générale de la NRF ». « Elle vote pour les livres qu'elle édite », soupire une de ses camarades jurées. « Mes livres, je les ai d'abord défendus au comité de lecture de Gallimard, confirme l'intéressée. Pourquoi voudriez-vous que je cesse de les défendre au Fémina ? » Il y a quelques semaines, au moment de prendre le thé, une jurée a cependant lancé sans susciter de protestations : « Cette année, il faudrait éviter de le donner à Gallimard. » On ne prend jamais assez de précautions !

L. G. & D. S.

(Publicité)

MAX-POL FOUCHET

un grand acteur
un grand auteur de télévision
un grand réalisateur des Arts et des Lettres

Une émission lui fut consacrée dans la nuit du 1^{er} novembre à 0 h 40, sur les antennes de la télévision française

Est-ce le rôle du service public de diffuser à une heure si tardive un tel hommage ?

Le conseil d'administration de la SCAM (Société Civile des Auteurs Multimédia)

(Jean-Jacques Bloch, Charles Brabant, Régine Deforges, Jean-Marie Drot, Pierre Dumory, Jacques Fey, Gérard Follin, André Hédou, Bernard Hérault, Michel Kohn, Robert Kopp, Patrick Morav, François Porcile, Georges Pons, Jean Renaudot, Michèle Tournier, Henri de Turmann)

Rentable* !

8450 F.T.C. We'll get to know you

THOMAX 3605 Téléphoneur agréé PTT

8950 F.T.C.

HUM PS/1 Micro-ordinateur. En 5 minutes, vous êtes dans le coup !

Bureautique DURIEZ Informatique

* Rentables les prix. Rentable le choix. Rentable le service. Rentable le conseil. Rentable DURIEZ.

Les 4 Borne : 75020 PARIS (1) 47.42.91.40 (2) 46.33.20.43 (3) 43.29.05.60 (4) 43.29.05.60

100.000 LIVRES EN STOCK

CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

42 rue de la Pompe 75116 PARIS

LIVRES • IDÉES

ACTUALITÉS

Comment dit-on « demi-mondaine » en persan ?

Du côté de chez Swann, best-seller iranien

Téhéran. On imagine assez facilement les Iraniens d'aujourd'hui tous obligatoirement plongés dans le Coran et dans les *Pensées* de Khoméini. Or, si ces lectures canoniques restent naturellement bien vues, les librairies de la République islamique ne manquent pas d'ouvrages étrangers, profanes, notamment d'origine française, le mouvement déjà ancien de traduction en persan ayant peu à peu repris depuis la révolution de 1979.

Ces temps-ci, la critique et les soirées téhéranaises sont agitées par l'arrivée sur le marché de *Du côté de chez Swann*, une première dans la langue de Perse. Cinq mille exemplaires en ont été vendus en quelques semaines. Le responsable de cette « agitation », Mehdi Sahabi, déjà connu pour ses traductions d'Alain-Fournier, de Simone de Beauvoir et de Salman Rushdie (1), s'est attaqué à la *Recherche*, il y a un an et demi.

« Pas vraiment de difficultés pour les phrases très longues, confie le traducteur, avec accent hésitant mais définitions précises, car notre langue les affectionne également. En revanche, j'ai eu pas mal de problèmes pour traduire certains mots, par exemple : « demi-mondaine », car notre vocabulaire ignore cette catégorie féminine intermédiaire... »

C'est une maison privée, Nache-Markaz, créée après la chute du chah, qui publie Proust. Le principal handicap de l'édition iranienne, nous dit un de ses animateurs, « est moins la censure que le manque de papier de qualité sur nos imprimantes ». Si un titre dépasse l'administration fait traîner l'affaire et ne délivre que du papier de

méchante texture. Les sacristies de Téhéran n'ont rien contre Proust, puisqu'il est imprimé sur un vélin crémeux... »

Martin du Gard est en odeur de sainteté aussi puisque les *Thibault* viennent de sortir aux éditions Nilufer, « persanisées » par Aboul Hassan Najafi, célèbre traducteur de Sartre, Camus et Malraux. Il s'est attaqué maintenant à un dictionnaire français-persan et persan-français. Un *Atlas de l'Iran* franco-persan est d'autre part en préparation avec le concours du Centre national (français) de la recherche scientifique.

L'encyclopédie et les pêcheurs

La traduction de l'Encyclopédie (européenne) de l'Islam, dont deux volumes avaient paru avant la révolution, a repris malgré la persistance d'une certaine méfiance à l'égard de l'orientalisme occidental : les articles « Iran » et « Chisme » sont donc refondus. En outre, une fondation post-révolutionnaire ad hoc — dont les revenus proviennent de pêcheries — a entrepris la réalisation d'une *Grande Encyclopédie islamique* préparée par des Persans (y compris quelques chrétiens arméniens), dont trois volumes, tirés à dix mille exemplaires chacun, sont déjà parus et vendus à l'équivalent de trente francs l'un.

La francophonie locale, limitée mais vivace, trouve son compte dans une revue littéraire de remarquable tenue, *Lokmen* (2), qui a tiré son dixième numéro en redonnant son très riche cahier spécial d'il y a deux ans sur le français en

Iran. Intellectuels iraniens et iraniologues se côtoient dans les colonnes de *Lokmen*, qui tire à environ mille cinq cents exemplaires. Sa dernière livraison est consacrée à Ferdoussi, ce mélange d'Homère, Dante et Victor Hugo, qui, il y a mille ans, publia son *Shah-Naméh*, depuis lors fondement de la littérature persane et référence essentielle de la personnalité nationale.

Ce récit de la période préislamique fut jugé un peu trop « royaliste » au début de la « monarchie » et mis à l'écart. L'attachement populaire à ce texte a fait que le *Shah-Naméh* est de nouveau à l'honneur. Son millénaire va être fêté officiellement en décembre à Téhéran sous le patronage du chef de l'Etat iranien en présence de M. Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO.

Un autre auteur, Ali Chariati (1932-1977), pas royaliste pour deux sous mais disgracié en raison de son projet de décentralisation de l'Islam, est cherché disponible dans les librairies iraniennes. Un verrou reste néanmoins intact : l'interdiction d'importer des livres étrangers sauf, tout de même, pour l'Université.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(1) Il s'agit évidemment d'œuvres antérieures aux *Versets sataniques*, encore que les passages essentiels de cette œuvre aient été, en 1989, publiés en persan par le quotidien *Shirvan* (*Ensemble*), avec des commentaires d'un syatolite.

(2) Département de français des Presses universitaires d'Iran, BP 15 873, 4748, Téhéran-151 34 ou Librairie Samvelian, Paris.

EN VITRINE

Renâitre au pays mort

Aubrac et Margeride. Grands Causses et Gévaudan. Florac et Saint-Chély-d'Apcher. Y a-t-il France plus profonde ? Dans l'Hexagone, désert plus vaste, quand on sait que la densité de la Lozère est comparable à celle du Sahel ? Abandon plus accablant, quand on annonce que, dans dix ans, les 72 000 habitants du département ne seront plus qu'une trentaine de mille ?

Non, il n'y a pas erreur de rubrique. C'est bien de littérature qu'il s'agit. Et de la meilleure. Avec *l'Enfant de Samothrace*, Jacques-René Doyon nous a déjà montré avec quelle poésie — sous forme de prose simple et chantante — il savait faire revivre un pays en exprimant, à travers quelques personnages, les misères, les joies et les mœurs d'un peuple. C'était la Grèce antique. Aujourd'hui, il change de décor mais le talent est le même.

Pareillement son amour, qu'il nous transmet, de la terre dont il narre les vicissitudes. Elles seraient inimaginablement désespérantes si le titre ne venait comme une violente contradiction à l'expression « mise à mort ». Car un pays se meurt et, pour peindre cette agonie, le romancier a choisi de nous faire vivre les heures qui précèdent une naissance. Elles sont faites d'angoisses — Jeanne est bloquée au col du Cheval mort par une congère — et de souvenirs.

Toute une nuit, Jeanne se réveille au pays qui ne la reconnaît pas — « Tu n'es plus d'ici, toi... Tu dis que le coucher de soleil est beau. C'est pas de nous autres ces choses-là », lui dit sa grand-mère, — et l'enfant qui va naître ne sera jamais de Margeride mais « un mêtis » d'homme de la ville et d'une Lozérienne.

A la fois fable — Jeanne l'isole, c'est toute la Lozère — et constat très réaliste — le suicide d'un paysan qui découvre le mot faille ne relève pas de la fiction, — Jacques-René Doyon a réussi la mise en roman d'une cruelle actualité.

Pierre-Robert Leclercq

► Une mise au monde, de Jacques-René Doyon. Robert Laffont, 200 p., 95 F.

EN BREF

◻ Oaetti honoré. — Le premier prix de littératures romanes de l'Union latine, qui regroupe vingt-quatre pays, a été décerné à l'écrivain uruguayen Juan Carlos Oaetti. Le jury, qui s'était réuni à Rome, regroupe des écrivains d'Italie, d'Espagne, du Portugal, de France, de Roumanie et des Latino-Américains. Le prix est doté de 20 millions de liras (environ 100 000 F).

◻ Prix Nelly Sachs. — Décerné à Arles au cours des assises de la traduction littéraire, le troisième prix Nelly Sachs est allé à Jean-Yves Masson pour sa traduction des poèmes de Hugo von Hofmannsthal, *Avant le jour* (éditions de La Différence, coll. « Orphée »).

◻ Doté d'un montant de 10 000 F grâce à M^{me} Julia Tardy-Marcus, le prix Nelly Sachs couronne une traduction de poésie, quelle qu'en soit la langue d'origine. En 1988, le prix avait été décerné à Maurice Regnaud pour la traduction de *Mausolée*, de Hans Magnus Enzensberger (Ed. Alinéa), et, en 1989, à Jean-Baptiste Para pour *l'Océan et l'Enfant*, de Giuseppe Conte (Ed. Arcane 17).

◻ D'autres prix. — Le Grand Prix du Printemps de la biographie a été décerné à Simone Bertière pour *La Vie du Cardinal de Retz* (de Fallois) ; Pascal Samin a reçu le Grand Prix de l'humour noir, Xavier Forneret pour son premier roman *Les Trous de la rue Lartol* (Julliard) ; les autres Prix de l'humour noir sont allés au dessinateur Trez et aux comédiens Jérôme Deschamps et Macha Makieff ; le Prix de l'Académie canadienne-française a été décerné à Jacques Poulin pour *le Vieux Chagrin* (Lévesque-Actes Sud) ; le Conseil national des ingénieurs français a décerné son Prix, qui est allé à Philippe Saint-Gil pour *l'Ile d'acier* (Flammarion) ; le Prix littéraire des droits de l'homme a récompensé Ahmadou Kourouma pour son livre *Monné, outrages et défis* (Seuil) ; enfin, le Prix de poésie Louise-Labé a été décerné à Kama Kamanda pour *la Somme du néant* (L'Harmattan).

◻ Forum du livre à Bailly. — La deuxième édition du Forum du livre de Bailly (Yvelines) aura lieu les 1^{er} et 2 décembre. En 1989, on avait compté deux mille visiteurs. Trois mille sont attendus cette année en trois lieux de la localité où de nombreux auteurs viendront

dédicacer leurs œuvres. Temps forts de cette manifestation culturelle, un café littéraire, animé notamment par Emmanuel Leroy-Ladurie, et une exposition consacrée à Clément Ader et aux débuts de l'aviation.

◻ Fête du livre à Palaiseau. — La septième fête du livre de Palaiseau se tiendra les 1^{er} et 2 décembre dans la salle Guy-Vincent (place Salvador-Allende). A cette occasion sera remis le cinquième prix de la nouvelle de Palaiseau.

◻ Alain et Freud. — L'Institut Alain du Vésinet organise une table ronde sur les rapports du philosophe et de Freud, samedi 24 novembre à partir de 9 h 30 à l'hôtel de ville du Vésinet, sous la présidence d'Alain de Mijola et de Georges Pascal. S'adresser à l'hôtel de ville, 60, bd Carnot, 78110 Le Vésinet.

◻ Georges Haldas en état de poésie. — Dans le cadre des « Rencontres pour lire » de Caen, Georges Haldas participera à des lectures de ses œuvres et à des discussions, jeudi 29 (20 h 30), vendredi 30 novembre (18 h 30) et samedi 1^{er} décembre (17 h), au Théâtre de Caen.

◻ L'argot en colloque. — Un colloque sur « les argots, les écrivains et leurs mots » se tiendra à la Maison des écrivains les 26, 27 et 28 novembre (10 h 30 et 15 h). Jacques Cellard, Claude Duneton, Auguste Le Breton, Alphonse Boudard, Michel Chailion, Richard Jorif et Jean Guattego participeront aux débats (53, rue de Verneuil, 75007 Paris).

◻ Un don d'Edmond Jabès à la BN. — Le poète Edmond Jabès vient de faire don de l'ensemble de son œuvre à la Bibliothèque nationale, un don exceptionnel puisqu'effectuée du vivant d'un écrivain. Né au Caire en 1912, Edmond Jabès, qui vit en France depuis 1957, donne à la BN « l'ensemble de ses manuscrits autographes, ainsi que la totalité des dactylographies et des textes préparés pour l'impression ». Une présentation des manuscrits de Jabès sera faite à la Bibliothèque nationale (salon d'honneur), du 22 au 29 novembre. Des lettres d'amis comme René Char, Max Jacob et Michel Leiris, des ouvrages dédiés, des éditions illustrées et des photographies confiées par Edmond Jabès, compléteront cette exposition.

"Jean-Baptiste Duroselle traque la conscience européenne dans l'histoire du Vieux Monde. Passionnante exploration..."

PIERRE DROUTIN, *Le Monde*

"Un monument du savoir. Un événement dans le domaine des sciences humaines."

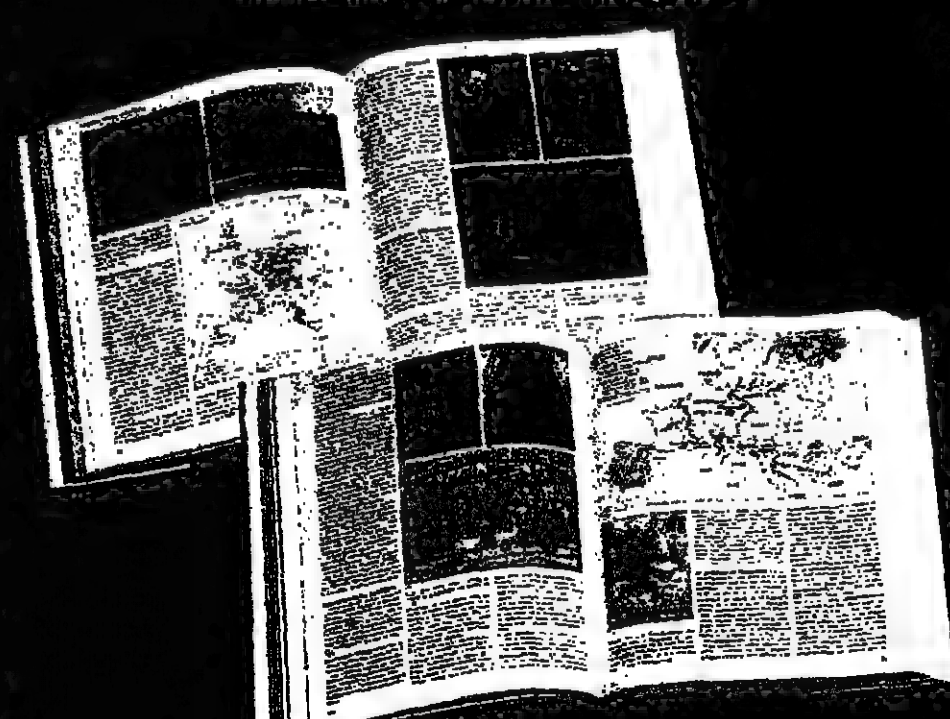
ERIC ROUSSEL, *Le Figaro*

L'EUROPE Histoire de ses peuples

Jean-Baptiste Duroselle



Un livre événement coédité en huit langues



La compétence et la notoriété d'un grand historien français ont vaincu les susceptibilités nationales. Très bel ouvrage, *L'Europe. Histoire de ses peuples* paraît en effet simultanément en Allemagne, au Danemark, en Espagne, en France, en Grande-Bretagne, en Hollande, en Italie et au Portugal. 520 illustrations en quadrichromie et 40 cartes illustrent magnifiquement le texte de Jean-Baptiste Duroselle qui exprime, clairement, en respectant la chronologie, l'essentiel du long cheminement des peuples européens, mettant en valeur à travers leur histoire, de la plus haute Antiquité à nos jours, l'existence d'une incommensurable civilisation européenne par-delà les conflits et les différences de langue et de culture.

Perrin

Au nom du « peuple corse »

En acceptant l'idée d'un « peuple corse », le gouvernement a consacré la volonté exprimée par une partie de la population de l'île de définir son particularisme dans le langage du nationalisme. Même si cette concession ne va pas jusqu'à la reconnaissance de la souveraineté (puisque le « peuple corse » est considéré comme « une composante du peuple français »), elle représente un changement d'attitude de la part de l'Etat français unitaire. Comment justifier cette dérogation exceptionnelle à l'égard de la Corse ? Dans le *Complexe corse* qu'analyse Jean-Marie Colombani, Gabriel-Xavier Culioli rappelle le long chemin de croix suivi depuis des siècles par ses compatriotes. Pour Roger Caratini, toute l'histoire de l'île est marquée par le développement d'un patriotisme corse qui aboutit à la situation d'aujourd'hui. Maurice Aymard, se référant au destin des autres îles de la Méditerranée, montre pour sa part que l'histoire est toujours une reconstruction intellectuelle qui répond aux préoccupations du moment. De sorte que la notion de « peuple » corse pourrait bien être autant, sinon plus, l'expression d'un choix politique que la traduction d'une réalité historique. — T.F.

La mauvaise réputation

Soucieux de démêler le vrai du faux, Gabriel-Xavier Culioli glisse d'un mémoire en défense de la Corse à un manifeste nationaliste

LE COMPLEXE CORSE
de Gabriel-Xavier Culioli.
Gallimard, coll.
« Au vif du sujet »,
293 p., 90 F.

Avant que n'éclate la révolte lycéenne, il y eut — mais qui s'en souvient ? — la longue grève de la fonction publique en Corse, qui occupa l'hiver et une partie du printemps de 1989. Cet épisode, illustration parmi d'autres du « déficit social » dont souffre le second septennat de François Mitterrand et de la « méthode Rocard » destinée à le traiter, a laissé des traces durables : dans l'île, le courant nationaliste s'en est trouvé, *volens volens*, renforcé ; sur le continent (à moins que ce ne soit en « métropole », comme disent les Français d'outre-mer), l'image de la Corse, et des Corsais, a connu une nouvelle détérioration. Celle-ci n'avait pourtant nul besoin, tant s'en faut, d'être aggravée. Comparant de Gaulle à... la Corse, Malraux écrivait : « Il avait son mystère, comme nous avons la Corse. Il y avait en lui un domaine dont on savait qu'on ne l'éclaircirait jamais. C'est cela que j'appelle la Corse. »

« Bichon chez les nègres »

Ce mystère, la plupart des Français « de souche », comme dirait Jean-Marie Le Pen, ont tôt fait de le dissiper à l'aide de toutes sortes de clichés — au premier rang desquels la « paresse » — qui font irrésistiblement penser au regard du *Paris-Match* des années 50 sur l'Afrique : d'une certaine façon, M. Tout-le-monde (qu'il soit dirigeant politique ou citoyen-lambda) et la Corse, c'est « Bichon chez les nègres ».

Ce sont précisément l'« arrogance ou la bêtise » des réactions continentales à cette révolte insulaire qui ont décidé Gabriel-Xavier Culioli à prendre la plume, pour inventorier ces clichés, faire la liste des sept péchés capitaux si aimablement attribués à la Corse par la mère patrie, démêler le vrai du faux en s'aidant de l'histoire,

restituer l'île dans sa complexité, pour enfin tenter de montrer que ces défauts-là pourraient bien être des vertus cardinales.

Au point de départ pourtant, l'auteur — qui a grandi et prospéré sur le continent, plutôt du côté gauche, à l'époque (mai 1968) où l'on n'avait pas le cœur trop abîmé — a éprouvé, comme beaucoup de ses compatriotes, la nécessité d'un retour sur soi-même et sur ses propres racines. Il a donc fait parler ses ancêtres et a donné, avec la *Terre des seigneurs* (1), un très beau livre qui est à la Corse ce que le *Cheval d'orgueil* fut à la Bretagne. Il n'a donc livré ses réflexions sur les handicaps de l'insularité que sous le coup de la contrariété et de la colère.

Au point d'arrivée, il y a une plongée salutaire dans les relations mouvementées entre la France et la Corse. Salutaire pour qui veut bien, en effet, voir au-delà de cette si mauvaise réputation. Sait-on qu'avec la Vendée la Corse est de toutes les régions celle qui a le plus souffert des « colonnes infernales » ; que les généraux Morand et Marbeuf, dépêchés par Napoléon I^{er}, firent régner dans l'île un ordre sanglant ? Se rappelle-t-on qu'au commencement il y eut, tout simplement, la cession de l'île, par la République de Gênes, en paiement d'une dette de 2 millions de lires ?

A chaque étape de ce chemin de croix (violence, paresse, orgueil, gourmandise, banditisme, clanisme), l'auteur s'emploie à éclairer le préjugé par le passé ; si bien que nul ne sera surpris de relever l'étonnante continuité qui unit la vision française de la Corse, du procureur Mottet (« La Corse coûte annuellement 2 800 000 francs. Elle produit au Trésor 1 100 000 francs. Il reste à notre charge 1 700 000 francs », écrivait-il dans les années 1830) à Michel Chereases.

Ces références historiques conduisent tout droit notre auteur à glisser d'un mémoire en défense de la Corse à un manifeste nationaliste. Si bien que ce qui avait été conçu

comme une œuvre pédagogique à destination des continentaux s'est rapidement transformé en nouvel instrument du débat insulaire. Destiné à éclairer l'opinion « métropolitaine », ce livre n'a fait qu'alimenter le débat corse-corse sur l'identité d'un « peuple ». C'est évidemment dommage, car l'auteur aura manqué son but si ce livre n'accède pas, hors de l'île, à une plus grande notoriété.

Pari risqué

Comme il est dommage que l'auteur, emporté par sa passion et par un lyrisme parfois grandiloquent, ne pousse pas plus loin son avantage auprès de ses compatriotes en leur faisant, à eux aussi, la leçon, en les incitant plus fortement à sortir d'une vision manichéenne et étroite. S'il est vrai qu'il y a une incapacité française à saisir la complexité des situations insulaires, il y a une incapacité insulaire à saisir la complexité du monde moderne, pour s'y adapter. Ainsi, il ne suffit pas de décrier la violence « inadmissible ». Encore faut-il inciter sa propre mouvance à la juger comme telle, au nom, précisément, des idéaux progressistes dont on se réclame.

Au total, le pari de Gabriel-Xavier Culioli est des plus risqués : il voudrait voir éclore en Corse, comme Rousseau au XVIII^e siècle, une sorte de modèle de nationalisme éclairé, ouvert, « cosmopolite », là où la réalité nous renvoie plutôt à un contre-modèle violent et xénophobe.

Au-delà, la seule question qui vaille est celle-ci : des nations peuvent-elles coexister dans une seule nation commune ? En France, la pesanteur et le conservatisme ambiant font que la réponse donnée a toujours été, de part et d'autre, négative. Une autre est-elle, et reste sans doute, positive : par sa Constitution, l'Espagne, qui n'est pas moins démocratique que la République française, ne se définit-elle pas comme une « nation de nations » ?

Jean-Marie Colombani

(1) Lien commun, 1986, 377 p., 120 F.



Une longue et

Il a fallu plusieurs siècles pour que la « population » corse

Je tiens pour essentielle la distinction entre « peuple » et « population ». Une population, c'est un ensemble d'individus vivant sur un territoire commun, où les ont conduits les fortunes et les infortunes de l'histoire, communiquant entre eux par un dialecte naturel (et non par une langue institutionnalisée et marquée par une classe ou par une ethnie dominante), pourvu d'un système de production et plus ou moins structuré en « classes ». Tous les membres d'une population partagent, avec des bonheurs divers, des problèmes communs : climatiques, économiques, etc. Ils doivent se protéger, en commun, des agressions extérieures visant leur territoire ou leurs richesses, ou les individus eux-mêmes, ou tout cela en même temps. Un peuple, c'est une population mobilisée par la conscience de son unité, de son originalité. Cette mobilisation entraîne le développement de nationalités, des institutions unificatrices qui s'opposent aux tendances individuelles, d'une « morale » — plus que d'une « logique » — de la nation qui peut devenir passionnelle (mourir pour la patrie), voire de l'Etat et de ses « raisons ». Elle risque aussi de conduire aux excès de l'impérialisme et de la négation des autres populations ou des autres peuples par le colonialisme.

Le passage de l'état de population à l'état de peuple n'est pas un processus spontané. Il est provoqué, dans des conditions historiques données, par l'action d'individus et sous la pression d'événements que l'on qualifie, les uns comme les autres, d'« historiques », et dont les motivations et les caractères sont extraordinairement variés et imbriqués. Lorsque toutes ces séries causales se rencontrent, à un moment de l'histoire, un peuple naît, mais cette naissance a été précédée, en général, d'une longue et laborieuse gestation. C'est ce qui s'est produit pour le peuple corse, que l'actuel projet gouvernemental envisage de reconnaître.

L'histoire du peuplement de la Corse tient en peu de lignes. De la Corse antique, il ne reste plus rien lorsque Pèpius le Bref en fait donation au pape, en 754 : elle est devenue une île quasi déserte. La renaissance démographique de l'île a lieu au ou deux siècles plus tard, à partir de la Toscane, de Pise, de Gênes et de la côte ligure. Les émigrants toscans apportent avec eux leur langue qui, en se transformant, va devenir la langue corse : le statut politique de la Corse change : elle passe des mains du pape à celles de l'archevêque de Pise (1077), puis, après deux siècles de rivalité entre

Pise et Gênes (entre 1195 et 1347), elle n'est plus qu'une terre génoise, dont l'administration est assurée par des compagnies privées (la Mahone, la banque de Saint-Georges) et, après 1553, par Gênes elle-même.

Vient le temps de la guerre étrangère. Dans le cadre du conflit entre la Maison de France et la Maison d'Espagne, la Corse devient un champ de bataille ; Gênes est l'allié de l'Espagne, et la France tente d'affaiblir celle-ci en s'emparant de celle-là. Les Français conquièrent donc la Corse en 1553 ; ils devront l'abandonner quatre ans plus tard, et la restituer à Gênes (traités du Cateau-Cambrésis).

La paix génoise

Je situerais volontiers aux environs de cette époque le début du processus par lequel la population corse s'est transformée en « peuple corse ». Tout d'abord parce que, pour la première fois de son histoire, cette population découvre la guerre et l'occupation. Ensuite parce que, cinq ans après Le Cateau-Cambrésis, un de ses fils, mi-béros, mi-aventurier, Sampiero Corsu, débarqua en Corse avec une poignée de mercenaires, proclamant qu'il venait délivrer sa patrie du « joug génois », ce qui réveilla sans doute quelques consciences. Enfin et surtout parce que Gênes commençait à

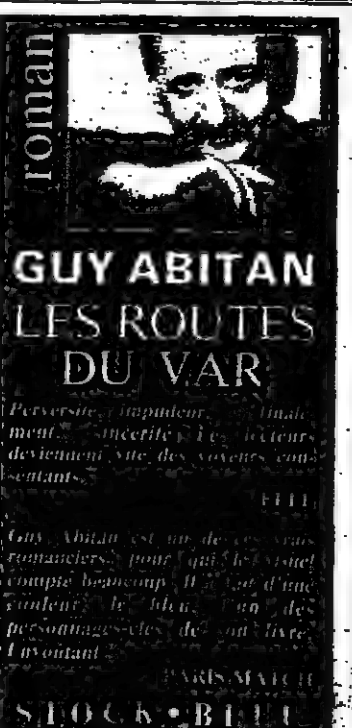
s'intéresser politiquement à la Corse, lui accordant un statut original, mettant sur pied un plan de développement, éliminant les derniers tyrans locaux qu'étaient les seigneurs, là où il en subsistait encore.

L'instauration de cette « paix génoise », qui mit la Corse à l'abri des guerres européennes et des disettes, détacha peu à peu la population corse de ses racines toscanes, un peu comme, à la fin du dix-huitième siècle, les colons britanniques de l'Amérique du Nord se découvrirent être des « Américains » et non plus les sujets d'un monarque lointain. Cette période vit aussi fleurir un régime de caractère mixte, à la fois centralisé (par l'existence d'une administration génoise à Bastia) et communautaire (par l'importance accordée aux magistrats locaux élus dans chaque pieve, notamment dans le nord de la Corse (cap Corse excepté)).

La population de l'île va donc se muer en « peuple » dès que la situation internationale — et plus particulièrement la rivalité franco-britannique en Méditerranée — fera vaciller la paix génoise, au début du dix-huitième siècle. La France, comme en 1553, s'attachera à la Corse et sa diplomatie ourdit un beau complot. Charvetin, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de Louis XV, donne à l'ambassadeur de France à Gênes les instructions suivantes : soulever discrètement la population corse contre Gênes ; faire savoir tout aussi discrètement à la Sérénissime République que la France peut l'aider à mater les rébellions, moyennant un accord sur la cession de l'île (lettre du 26 avril 1735 ; citée par Driault, *Recueil des instructions aux ambassadeurs*, Paris, 1912, t. XII, p. 282 sq.).

Une Constitution écrite

C'est ainsi que débutèrent ce que les chancelleries appellèrent à l'époque les « révolutions de Corse ». Pendant un demi-siècle, les « patriotes » combattirent les troupes françaises, appelées par Gênes à la rescousse. Dans le sang, les larmes et la vaillance, toute une population devint, aux yeux de l'Europe étonnée, le « peuple », qu'elle était en puissance, qui se révélait. En 1759, ce peuple se trouva un chef en la personne de Pascal Paoli, qui créa un Etat corse pratiquement indépendant, avec une Constitution parlementaire écrite (la première du genre, plus de vingt ans avant celle des Etats-Unis), une université, une armée. Le peuple corse, si longtemps dans les limbes, sortait de



Destins d'îles

Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, administrateur adjoint de la Maison des sciences de l'homme, Maurice Aymard a été l'un des principaux collaborateurs de Fernand Braudel et l'un des auteurs de l'ouvrage collectif que celui-ci a consacré à la Méditerranée. Spécialiste de l'histoire du monde méditerranéen, il répond à nos questions sur les revendications corses.

« Comment expliquer que les Corses, à la différence des Bretons, par exemple, puissent se revendiquer comme un peuple spécifique ? »

Ce qu'on peut constater, c'est que les Corses sont les derniers arrivés, en tout cas les derniers à que la monarchie ait soumis. Je laisse de côté la Savoie, qui est un cas particulier et probablement atypique. Pour l'essentiel, l'espace français aujourd'hui, c'est l'espace de la monarchie française. Il faut reconnaître que si la monarchie française a mené une politique de conquête et d'assimilation souvent brutale — pensez à la répression de ces malheureux Bretons que l'on pendait en grande série à l'époque de M^{me} de Sévigné, ou même à la façon dont les Alsaciens ont été progressivement soumis au pouvoir royal après la guerre de Trente Ans — elle en a pas moins intégré efficacement les populations de ces régions limitrophes. Pour la Corse, cédée par les Génois en 1768, elle n'en a pas eu le temps.

» On peut se dire que si la Corse avait été acquise un siècle plus tôt, cela se serait mieux passé. Vexez la façon dont Le Pen se présente comme un nationaliste français à tout crin, alors qu'il se sentait comme un Corse, qu'il se sentait pas tellement français et ne cessait de se révolter contre la monarchie ! La République n'a pas, non plus, permis une véritable intégration de la Corse. En fait, si celle-ci avait dû être assimilée, elle aurait dû l'être plutôt par Gènes, qui l'a occupée pendant près de cinq siècles, que par la France. Les Gènes avaient, il est vrai, fait de la Corse un pays prospère, mais ils y ont introduit certains éléments de l'aristocratie. On n'en parle pas beaucoup aujourd'hui, on préfère mettre l'accent sur les luttes des *Corses pour l'indépendance*, mais je crois que ce lien entre Gènes et la Corse mériterait d'être analysé avec soin. Il reste que les États les plus solides sont ceux qui ont su résister à l'envahissement des monarchies à travers une longue histoire, comme l'Angleterre et l'Espagne, malgré les révoltes qu'elles ont dû affronter.

- Peut-on comparer les revendications corses à celles d'autres îles de la Méditerranée ?

— Les autres îles méditerranéennes, on connaît des destins différents, on connaît par exemple les Baléares. Elles ont longtemps fait partie de la couronne d'Aragon, c'est-à-dire d'un Etat relativement décentralisé, qui avait plutôt bien intégré ses différentes provinces. Le problème sera surtout celui de leur incorporation dans la France, car la construction de longue durée, mais on s'aperçoit, au bout du compte, que les revendications identitaires et autonomistes auront été plus fortes dans la Catalogne continentale que dans les Baléares insulaires. C'est encore vrai aujourd'hui. La grande balade à travers les monuments de l'histoire française est avant tout à régler la question des autonomies, à l'exception de la question basque. On peut même être surpris de voir que l'un des problèmes sur lesquels avait échoué la République espagnole en 1936 s'est trouvé résolu en l'espace de quelques années par des concessions dont personne ne semble penser qu'elles remettent en cause l'unité de l'Espagne.

— *Passons à la Sardaigne.*

— La Sardaigne, elle aussi, a été soumise à la couronne d'Aragon avant d'être unie au Piémont dans le royaume de Piémont-Sar-

daigne. Cette union, suivie de l'intégration dans l'Etat italien, a sans doute permis que, tout en maintenant une tradition insulaire assez forte, l'élite dirigeante sarde — les intellectuels, les nobles — ait identifié son avenir à celui de l'Italie unitaire. La Sardaigne est, certes, depuis la guerre, une région à statut spécial, mais il est remarquable que sa classe politique se soit intégrée, au plus haut niveau, dans la classe politique nationale. Trois dirigeants successifs du Parti communiste — Gramsci, le fondateur, Togliatti, Berlinguer — et deux présidents de la République — l'actuel, Cossiga, cousin de Berlinguer, et Segni, l'un de ses prédécesseurs dans les années 60 — sont d'origine sarde. Cette succession de responsables de tout premier plan ne paraît un signe incontestable d'intégration. En revanche, selon l'historien Francis Pomponi, la classe politique corse, elle, s'est probablement trouvée démonétisée sous la III^e République en raison de ses liens avec le régime autoritaire du Second Empire.

- Et la Sicile ?

- l'histoire de la Sicile est particulièrement. Elle n'a jamais été indépendante. Elle a été soumise à l'Espagne, puis aux Bourbons de Naples, avant d'être intégrée dans l'Etat unitaire italien. De sorte que, plus encore que la Corse, elle pourrait dire, comme dans le *Giudaro*, de Lampedusa: «*Nous avons toujours été une colonie*». Il reste que l'assimilation de la Sicile a entraîné, d'une part, des troubles, des révoltes, des répressions, mais aussi, très vite, la participation à toutes les grandes entreprises de l'économie et du savoir national. Pour n'en citer que quelques-uns, Crispi, cet très premier ministre, a joué un grand rôle au XIX^e siècle dans l'essor du nationalisme, voire du colonialisme, italien. Orlando, sans avoir la même surface, fut président du conseil au début du XX^e et Sturzo peut être considéré comme le père spirituel de la Démocratie chrétienne. Il y a bien eu, au lendemain de la guerre, un mouvement indépendantiste, mais il a été rapidement réprimé, mais les Américains qui craignaient l'établissement d'un régime communiste en Italie et il

a disparu après la proclamation
de la République.

» En réalité, malgré son discours unitaire et centralisateur, l'Italie a beaucoup mieux respecté que la France les particularismes locaux, qui, du coup, n'ont pas eu besoin de s'exprimer en termes nationalistes. Le fait même que le sous-développement de la Sicile, comme celui de la Sardaigne, n'aient cessé d'être un des problèmes centraux de la vie politique italienne contraste avec l'indifférence manifestée à l'égard des difficultés économiques de la Corse, dont on n'a pris conscience que récemment.

- Reste le cas de Malte, qui peut être considéré comme un contre-exemple.

- Malte est devenu un Etat indépendant en 1962, après avoir été sous la domination anglaise pendant un siècle et demi. Auparavant, elle avait fait longtemps partie de la couronne de Sicile. Elle peut, en effet, apparaître comme un contre-exemple, puisqu'on s'est de mettre sur pied une économie insulaire fondée sur les services, le tourisme, un peu de commerce, en respectant une certaine neutralité diplomatique. Mais la grande différence avec la Corse est qu'elle n'a jamais été intégrée à la société italienne et qu'elle n'a pas non plus connu cette dernière dépression. Elle est un « continent » et ses colonies, qui a marqué l'histoire de la Corse en la liant étroitement à la France.

- Vous pensez donc que la référence à l'histoire d'un peuple corse n'est pas entièrement probante.

— En la matière, l'histoire n'est jamais qu'un prétexte. Ces affirmations identitaires sont des constructions relativement récentes, qui cherchent à s'appuyer sur un passé reconstitué, dans le cadre d'une crise de l'Etat centralisé et d'une redécouverte des spécificités régionales. On peut comprendre que les Corses veuillent, comme les Occitans, vivre et travailler au pays, mais si ces revendications sont formulées dans le langage de la nation, c'est sans doute parce que la Corse est aujourd'hui la région la plus fortement marginalisée de l'espace français. »

Propos recueillis par
Thomas Ferenzi

enne un « peuple » mobilisé par la conscience de son unité

«hyrslide. Mais, on le sait, la France en décida autrement. Elle reprit la politique de l'aveugle et Gènes, signe, en 1793, un traité aux termes duquel elle céda provisoirement l'île à la France, moyennant une rente. Elle se prévoyait aussi que Gènes aurait ses droits sur la Corse, qu'elle aurait remboursés à la France les frais de pacification et d'occupation engagés par celle-ci. Mais, nul ne fut dupe de cette déguisette et, dès 1769, Voltaire écrivait à propos du traité de saillies : « ... Il restait à savoir si les hommes ont le droit de vendre leurs hommes; mais c'est une question que n'examinera jamais dans aucun traité ».

Qu'allait faire Paoli ? La
Assemblée nationale qu'il réunit, au
démour de la signature de ce
acte, vota à l'unanimité la déclara-
tion de guerre contre la France.

Paoli savait que cette guerre était perdue d'avance ; que pouvait-il faire une milice mal armée, malgré l'aide occulte de l'Angleterre, contre l'une des plus puissantes armées du monde ? Il la décida, malgré tout, car il voyait sans doute, dans le fait qu'une grande nation comme la France s'y engageait, une sorte de légitimation à la face de l'Europe. La bataille eut lieu à Ponte-Novu. Les 40000 hommes de Marescaux écrasèrent les milices paoliennes et l'affaire fut terminée. Le peuple corse était né, légitimé, et dans les fers.

Dans le courant du dix-neuvième siècle, ce peuple devint une partie du peuple français, tout en préservant sa langue, sa culture et sa terre. La France — « le continent » — et ses colonies ont accueilli, génération après génération, ses enfants qui, une fois leur

carrière faite, revenaient vivre et leur le reste de leur âge. Le peuple corse était devenu un peuple en somme, bercé par la tradition d'être français. Certes, on enseignait aux petits écoliers corse que leurs ancêtres étaient des Gaulois que Napoléon Bonaparte, qui avait fait massacrer des centaines de milliers de ses compatriotes sous prétexte de « pacification » entre 1796 et 1811, était le plus grand des Français, et il était interdit, dans les écoles, de cracher par terre et de parler corse : certes la révolution industrielle n'avait fait qu'effeuiller l'île, mais qu'importe : c'était le temps du bon temps... et de la décadence.

De la déculturation à l'acculturation

1945. Le bon temps est terminé. Les débouchés traditionnels des jeunes Corsés (l'armée, l'administration, le colonialisme) disparaissent ou perdent de leur intérêt. La terre corse, recouverte de maquis et de ronces, est aménagée, irriguée, viabilisée : elle se vendue à des Français victimes de la décolonisation entre 1960 et 1970. D'autres terres, en bordure de mer, sont convoitées par les marchands de tourisme, et, plus récemment, par des spécialistes passés maîtres dans l'art de « blanchir » de l'argent qui en a grand besoin. Un mal sociologique que menace le peuple endormi : il a pour nom acculturation, il est fondé sur la déculturation.

Toutefois, l'après-guerre est aussi le temps de la revalorisation des cultures. Lévi-Strauss a remplacé Lévy-Bruhl et les prises de conscience culturelles se multiplient en Europe : mandelstams, Bulgakov, Brecht, Cocteau et les autres retournent aux sources. Quelques jeunes étudiants commencent le mouvement : ils deviendront les leaders du premier nationalisme corse, qui croyait en les vertus de l'autonomie. Puis le discours est devenu action, passion, violence même : la crise économique a vite fait de faire oublier la culture. Le mouvement du FLNC est apparu. Le peuple corse s'est réveillé d'une longue sieste ; il ne suffira sans doute pas de le reconnaître pour qu'il se rende compte.

Roger Caratini
► **Philosophe**, Roger Caratini est, notamment, l'auteur de *La Force des Faibles*: encyclopédie mondiale des minorités (Larousse, 1986) et d'un album sur la Corse (Nathan, 1986). Il a publié récemment un Dictionnaire des nationalités et des minorités en URSS (Larousse, 1990).

REZVANI

PHENIX

Le sort d'un paysage, pour un peintre absolu, n'est pas la peinture pour l'œuvre, la peinture est la jeunesse. L'œuvre sera mûrie au bout de ce cheminement venant que, oscillant entre rêve et réalité, on voit la réponse que l'œuvre crée en se posant à elle-même pour que l'œuvre soit de ses choses.

nrf

CALUMARD

FRANCOIS-MARIE

BANIER

SUR UN AIR DE FÊTE

"François-Marie Banier vient d'écrire son cinquième roman, le plus passionnant à mon sens. Bonjour le bonheur."

Le récit d'une découverte bouleversante et passionnante :
la vie est un roman, une fête parfois, mais on ne se laisse
jamais enfermer dans les clichés de la trivialité...
"une éducation sentimentale" -

Josyane Savigneau/Le Monde
 "Un beau roman désabusé"
 Gilles Martin-Chauffier/Paris Match

nrf



GALLIMARD

LE QUÊTEUR DE MÉMOIRE
de Pierre Jakez Hélias.
Plon, coll. « Terre humaine ».
426 p., 190 F.

Le temps des grands changements est aussi celui des reconnaissances, du retour, à l'air libre de l'histoire présente, des formes culturelles et des paroles enfouies. Dans le creux des empires défaits surgissent des peuples affirmant leur identité, des cultures longtemps cachées et dominées. Dans les fissures des ensembles nationaux unifiés et modernes réapparaissent des nations anciennes, des « pays ». Alors que les forces et les techniques de la modernité uniforment et multiplient les effets d'imitation par la mise en communication généralisée, les diversités culturelles tentent de se reconstituer sur les assises héritées d'un lointain passé. Bien des circonstances se prêtent à ces réappropriations : l'affaiblissement du politique et du centralisme, le déracinement résultant de l'expansion urbaine, la crise identitaire et la nostalgie des périodes et des lieux estimés moins turbulents. La mémoire collective guide la recherche de nouveaux commencements établis sur des ancrages plus fermes.

Le dernier ouvrage de Pierre Jakez Hélias, accompagné d'un « roman » constitué d'histoires insolites tirées de l'héritage parlé des pays bretons, rapporte « quarante ans de recherche sur les mythes et la civilisation bretonne ». C'est le récit d'une vie, celle d'un « quêtéur de mémoire ». C'est le retour du Cheval d'orgueil, mais sous une autre forme ; une reprise où la confiance, les souvenirs et la réflexion personnels, et l'explication de soi, tiennent une plus large place. Le parcours individuel est dans une première étape exemplaire ; il illustre la promotion d'un enfant doué par l'école républicaine. Une promotion qui l'exile de son milieu (le pays bigouden), de sa langue, et fait de lui « un garçon d'encre et de papier », puis un enseignant, un bourgeois de haute culture, un écrivain en puissance pour qui la rencontre de Max Jacob et de Louis Guilloux est d'abord plus fascinante que celle des gardiens de la culture bretonne. Hélias ne cache rien de ce double passage – de classe et de culture – et de sa « tentation du reniement ».

Celle-ci fut de courte durée, il décide tôt de « replanter ses racines ». Ses

postes d'enseignant le retiennent en Bretagne, où il peut explorer les pays, les manières d'être, et se familiariser avec les variétés linguistiques ; et où se renforce sa passion pour les « populations anonymes » plus que pour les « héros statufiés et aseptisés ». Il s'engage au service de la « bretonnitude » et d'un certain populisme culturel fondé sur la certitude de la grandeur des humbles et de la part d'universel présente dans les mœurs populaires. Son état des lieux est d'abord un constat d'effacement de la langue, des parlers bretons, et de fragmentation dans une région où il y a « plus de clans que de paroisses ». C'est l'instant où va faire de Pierre Jakez Hélias un porte-parole, un symbole et le réanimateur d'un folklore défilant ; il lui est demandé de prendre la charge de la radio de langue bretonne, il l'assume durant de nombreuses années, toujours en quête des paroles anciennes et des petits événements dont ses émissions sont nourries. Son engagement n'a pas d'implications politiques – et on l'a attaqué sur ce point ; il n'entretient pas non plus un passéisme mièvre et stéréotypé. Il sert une langue, une culture. Il est celui d'un sourcier à la recherche des origines, qu'il a transfiguré le passé et à le parer de bien des vertus.

A posture ne se tient pas facilement. Elle ne va pas sans paradoxes. L'homme de culture veut être un « indigène qui lente de se tirer au clair », le témoin se fait acteur et rédempteur, le conteur se convertit en écrivain. Mais

SOCIÉTÉS
par Georges Balandier

Paroles anciennes



c'est la démarche elle-même qui paraît paradoxale dans sa présentation. Pierre Jakez Hélias n'est pas un homme de science, un ethnologue ; il joue un ton au-dessus en évoquant ses « observations accumulées dans un ordre très relatif... ou peut-être dans un désordre très étudié », en exprimant un doute quant à la valeur de ses « efforts pour la promotion de la matière bretonne ». Or,

depuis l'extérieur, avec le secours des méthodes scientifiques.

PIERRE JAKEZ HÉLIAS affirme, en fait de déclaration d'identité : « Je me voulais conteur... je me voulais libre. » Il est reconnu, célèbre en cette qualité. Il a su découvrir le trésor des contes, des légendes, des histoires, des proverbes, des chansons, et des sagesse. Mais il s'intéresse moins à la science des contes qu'à leur contenu et

aux conteurs, qui sont les maîtres de la langue. Il contribue à révéler ce qu'est la parole dans les pays de l'oralité. Elle est la substance des rapports sociaux, elle nomme, elle fait être, elle donne la possibilité d'être ensemble dans la convivialité durant le temps des veillées.

Elle façonne un art de vivre, tout en étant elle-même un art qui exploite les ressources de la mémoire collective. Elle a aussi une fonction libératrice, elle permet la critique sociale par la truchement de la fiction, elle met en mouvement des forces obscures ordinairement refoulées – celles du paganisme et des passions démoniaques. Mais les maîtres de la parole se sont effacés au profit des médias modernes, radio et télévision, et l'écriture doit contribuer au sauvetage de leur savoir.

On voit bien ce que les grands chambardements ont fait perdre. Une banalisation de la parole accompagne l'affaiblissement de tout ce qui contribuait à sa mise en œuvre : la transfiguration des lieux où elle circulait, la théatralisation du récit, le partage des émotions par lesquelles la vie était un moment changée. Et puis, cette capacité des « merveilleux » de recréer la narration en ajustant aux circonstances et à leur propre humeur, de faire la parole « plus riche que la plus superbe écriture ».

Il reste la mémoire, qui ne s'abolit jamais totalement, qui nourrit les essais de renaissance, qui alimente à la façon d'une fontaine vauclusienne l'imaginaire propice aux œuvres nouvelles.

Pierre Jakez Hélias est un écrivain célèbre, auteur d'une œuvre nombreuse inspirée par une vocation entière consacrée à l'exploration et à la sauvegarde des cultures bretonnes ; dans son roman, *La Nuit singulière* (Éditions de Fallois, 220 p., 100 F), le conte devient l'instrument d'une libération du fantastique, des fantasmes, de la désaison.

Signalons un dernier ouvrage de Martine Segalen qui montre le travail de la mémoire dans les ritualisations et expressions festives d'une ville de la banlieue parisienne, Nanterre : *Nanterre, les familles dans la ville. Une ethnologie de l'identité*. PUF-Le Mirail, 1990, 200 p., 100 F.

ESSAI

L'identité menacée des déportés

Sociologue, Michael Pollak tente de comprendre comment les survivants des camps nazis ont réussi à sauvegarder leur personnalité

L'EXPÉRIENCE CONCENTRATIONNAIRE
Essai sur le maintien de l'identité sociale
de Michael Pollak.
Éditions Métailié, 342 p., 140 F.

Dans le système concentrationnaire, la désintégration mentale et sociale des individus allait de pair avec leur destruction physique. Dès l'arrivée, les déportés qui échappaient à la première « sélection », dévêtus, rasés, tatoués, malmenés, terrorisés, étaient nés en tant que personnes et en tant qu'êtres humains, s'abandonnaient. D'autres, bien peu nombreux, parvinrent à ne pas sombrer et à échapper à la mort. Il leur fallut ensuite se réadapter à la vie, se retrouver, dans le fonctionnement ordinaire du monde et de la société de l'après-guerre, malgré le fardeau de souvenirs envahissants

et difficiles à partager. Ce fut une autre épreuve.

Quelles ressources personnelles, culturelles, relationnelles, ces rescapés ont-ils mobilisées pour sauvegarder leur personnalité en luttant pour leur survie dans ces conditions inhumaines ? Quels rapports ont-ils instaurés avec ce passé traumatisant afin de retrouver ou de restaurer une image de soi (pour soi et pour les autres) sans laquelle aucune vie en société n'est possible ?

Une mise toujours réjouie

Et enfin, que peut nous apprendre cette expérience « extrême » sur les conditions « normales » de la constitution de l'identité sociale ? Telles sont les questions auxquelles Michael Pollak entend répondre, à partir d'une analyse des témoignages de femmes internées au camp d'Auschwitz-Birkenau.

Les récits biographiques constituent une source privilégiée pour une telle réflexion dans la mesure où le travail de la mémoire

témoigne en effet du maintien ou de la reconstitution de l'identité, dans un va-et-vient entre passé et présent. Ceux de Margareta la Vienneuse, Ruth la Berlinoise et Myriam la Parisienne, présentés dans la première partie de l'ouvrage, sont de ce point de vue exemplaires. Toutes trois furent affectées au « Revier », le secteur hospitalier, un des services relativement privilégiés du camp. Elles n'ont ni vu ni vécu tout à fait la même chose, et chacune, en fonction de sa vie familiale et sociale antérieure, de son éducation, de ses connaissances, mais de son caractère aussi, s'en est sortie à sa manière, jamais indemne cependant.

Michael Pollak montre combien les chances de survie dépendaient d'innombrables facteurs mêlés. L'âge et l'état de santé, la situation démographique et épistémologique du camp au moment de l'arrivée et la durée de la déportation, étaient évidemment décisifs. L'expérience antérieure, les connaissances linguistiques, certains savoirs et savoir-faire, en favorisant l'accès aux commandements moins exposés et l'appartenance à des réseaux de sociabilité et de solidarité, constituaient des atouts précieux. La possibilité de conserver des repères, si ténu soit-ils, avec l'extérieur, dans le temps (à travers souvenirs et projets) comme dans l'espace (grâce à quelques nouvelles des proches, à de rares rapports avec le camp des hommes, à d'exceptionnelles informations) et la capacité à préserver, dans le comportement et l'apparence, une image de soi, renforçaient la volonté de vivre.

Dans cet univers où l'asservissement était absolu, où les marges de manœuvre de chacun sont infimes, et où la mort peut frapper au hasard d'une rencontre avec un SS ou d'une « sélection » imprévue, l'initiative et la détermination individuelles ont d'autant plus d'importance que les contraintes sont plus totales. « La

connaissance du camp s'élabore en même temps que les tentatives pour améliorer la condition qu'on y occupe », résume Michael Pollak. Il ne suffit pas de disposer de quelques compétences et ressources monnayables, encore faut-il être capable d'improviser, de saisir les opportunités ou de trouver les échappées, les uns et les autres également rares. Il n'y a là ni adaptation ni stratégie possibles, mais une mise toujours réjouie entre la vie et la mort, dans cette marge fragile, instable, aléatoire, où le déporté doit à la fois mobiliser les acquis culturels et sociaux dont il peut disposer et ses aptitudes personnelles de réaction et d'initiative.

Le silence et la surdité

Ce constat, fondé sur l'analyse critique de sources diverses et le décodage rigoureux des aspects diversifiés, ambigus, voire contradictoires des conditions de survie dans le camp, conduit Michael Pollak à constater l'analyse psychanalytique de Bruno Bettelheim, qui met l'accent sur les traits individuels, l'intériorisation des valeurs morales et l'estime de soi comme facteurs essentiels de résistance au monde concentrationnaire. Il conteste également celle de Terrence Des Pres, d'inspiration sociobiologique, selon laquelle les déportés, contraints de transgresser les tabous imposés par la civilisation, auraient retrouvé les pulsions primaires nécessaires à la survie de l'espèce. Ces deux théories, aux fondements radicalement divergents, ne rendent compte que des pôles extrêmes des modes de survie dans les camps et dessinent chacune un profil unilatéral du survivant, que démentent les témoignages étudiés par l'auteur.

Sur ce sujet particulièrement difficile et douloureux, que la banalisation menace et que la sacralisation tend à dérober à

l'analyse, cet ouvrage est à la fois courageux et scrupuleux. Attentif à la complexité irréductible de la réalité qu'il étudie, Michael Pollak apporte sa contribution à un débat plus général sur l'articulation de l'individu et du social dans la constitution et le maintien de l'identité, sans parti pris, ni certitudes pré construites.

On peut cependant émettre une réserve, un regret. La première concerne la reprise par l'auteur des thèmes du silence des survivants et du caractère indicible de leur expérience. L'un et l'autre ne sauraient masquer le fait que les rescapés furent nombreux à vouloir témoigner mais durent alors affronter la surdité d'un monde

pour lequel leur noir récit était inaudible. Michael Pollak le reconnaît incidemment, quand il note que « la prise de parole dépend de la capacité d'écoute » et que cette dernière s'est accrue dans la génération de l'après-guerre, à laquelle il appartient.

C'est précisément cette écoute de l'auteur, au fil des entretiens recueillis et des récits étudiés, que l'on aurait aimé connaître, pour l'entendre lui aussi, mêlant explicitement compréhension et explication ; ces deux dimensions nécessaires de la connaissance, selon Max Weber, qu'il invoque justement, chemin faisant.

Nicole Lapiere

Autres parutions

o *Plerin parmi les ombres*, de Boris Pahor. Quarante ans après, Boris Pahor, Slovène de Trieste, revient en visiteur anonyme, parmi un groupe de touristes, au camp de concentration de Struthof où il fut déporté. Le récit de cette visite, durant laquelle les souvenirs de ses camarades de souffrance d'autrefois l'assaillent et les réactions de ses compagnons de voyage le heurtent, est un témoignage sur la difficulté de comprendre une expérience non partagée. Et aussi un document sur les rapports entre la mémoire-vie et la mémoire commémorative. (Traduit du slovène par André Luck-Gaye, Ed. La Table ronde, 253 p., 98 F.)

o *L'holocauste dans l'histoire*, de Michael Marcus. Par un historien canadien, une synthèse des recherches historiques menées depuis vingt ans sur l'extermination des Juifs. (Traduit de l'anglais par Françoise Brodsky, Ed. Eshel, 256 p., 135 F.)

o *Des Juifs quittent l'Europe*, de François-Jean Armario. Par un grand reporter français disparu en 1950, le récit de l'immigration clandestine des Juifs vers la Palestine. (Préface de David Rousset, Julliard, 267 p., 120 F.)

o *Une vie de Juif*, d'Edward Reich. Les souvenirs d'un médecin juif polonais, du ghetto de Lodz à celui de Varsovie. (Traduit du polonais par Jacques Greif et Elisabeth Bizouard-Reicher, Lieu commun, 283 p., 120 F.)

o *Zone d'ombres, 1933-1944*, sous la direction de Jacques Grandjonc et Thérèse Gradner. Une série d'études sur l'exil en France, l'internement en zone sud et la déportation de Juifs allemands et autrichiens chassés par le nazisme. (Alinéa, 477 p., 169 F.)

LA VIE DU LIVRE	
LIVRES D'HISTOIRE ACHAT-VENTE LIBRAIRIE PAGES D'HISTOIRE 8, rue Bréa, 75006 PARIS (1) 43-54-43-61 CATALOGUES MENSUELS Service de recherche de livres d'histoire épuisés	BEAUCHESNE SCIENCES RELIGIEUSES PHILOSOPHIE - HISTOIRE POLITIQUE Catalogue sur demande 72, rue des Saints-Pères 75007 Paris - Tél. : 45-48-80-28

LIVRES • IDÉES

HISTOIRE

Le passé enfoui

Deux études sur l'Europe de l'Est avant et pendant le communisme

HISTOIRE DES PAYS DE L'EST DES ORIGINES À NOS JOURS
de Henry Bogdan.
Perrin, 622 p., 140 F.

LA DÉMOCRATIE SE LÈVE À L'EST
Société civile et communisme en Europe de l'Est : Pologne et Hongrie
de Miklos Molnar.
PUF, 388 p., 180 F.

En quelques semaines de l'extraordinaire année 89 presque tous les pays de cette partie du monde que l'on appelle un peu sommairement « l'Europe de l'Est » ont suivi le même chemin. Ils sont passés du socialisme léniniste à... A quoi ? On verra. Dans un premier temps, nous avons vu ce torrent qui déracinait de Berlin à Sofia les régimes verrouillés. Maintenant, il faut regarder d'un peu plus près le terrain morcelé non seulement par la bourgeoisie des derniers mois mais par deux millénaires d'histoire tumultueuse. C'est à cet exercice que nous convie Henry Bogdan dans un manuel plus nécessaire que

jamais. Comment comprendre les violences contemporaines, voire pressentir le proche avenir en méconnaissant le poids du passé ?

La géographie trace une première ligne de partage. Là où s'étalent la plaine et les bassins fluviaux la densité de la population est relativement plus élevée. C'est le cas de la Pologne, de la RDA, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie. Elle baisse en Bulgarie, Yougoslavie, Roumanie, Albanie là où surgissent les montagnes et singulièrement dans les Balkans. C'est tout naturellement dans la première catégorie que l'industrialisation a progressé le plus rapidement.

La ligne de partage des bassins géographiques coïncide avec la frontière des contrastes historiques (une frontière qui passe au milieu de la Yougoslavie). Au Nord les nations subjuguées par les Habsbourg sont imprégnées de la civilisation chrétienne occidentale dans sa dominante catholique ou dans un de ses avatars protestants. A l'Est et au Sud c'est le domaine chrétien orthodoxe mais aussi attaqué, grignoté, parfois gommé par l'islam d'exportation ottomane. Le badigeon marxiste léniniste

appliqué par Staline et ses épigones a pu faire illusion pendant quelques années. A la première bourrasque les vieilles couches de peinture sont réapparues et voilà comment des siècles millénaires débouchent sur le présent.

Harmonie et équilibre

Henry Bogdan se promène et nous promène dans ces deux mille ans sans trop s'attarder sur les âges les plus lointains. Historien de son métier, il ne manque pas de matériel. Il a aussi comment pourrait-il en être autrement ? — ses préférences. Le temps de l'Empire austro-hongrois fut pour lui — et pour d'autres — celui où l'harmonie fut maintenue vaillante entre des peuples qui ne braient pas d'un amour spontané. Ce fut aussi celui d'un certain équilibre européen qui, après les hégémonies hitlérienne puis soviétique, peut ne point paraître haïssable. Cette sorte de nostalgie amène l'auteur à traiter avec sévérité ceux qui à partir de 1918 ont détruit cet équilibre. En et leurs successeurs. On relève un zeste d'agacement quand notre auteur mentionne des hommes d'Etat

tchécoslovaques de Masaryk à Dubcek.

Ces remarques n'ont rien à l'importance du travail d'Henry Bogdan. On lui fera surtout le reproche d'avoir un peu trop vite livré à l'impression la partie la plus contemporaine de son étude, donc d'avoir vérifié moins soigneusement ce qu'il avance. Cela donne quelques approximations pas trop graves en soi mais fâcheuses dans un livre de référence (c'est ainsi que Mikoyan se voit ici promu au poste de président du présidium suprême avec une dizaine d'années d'avance). Ces erreurs devraient pouvoir se corriger sans trop de peine dans une seconde édition.

En marge de son travail d'historien, Henry Bogdan présente des réflexions d'ordre général. La démarche de Miklos Molnar est inverse. Il s'appuie sur l'histoire mais c'est de sociologie qu'il s'occupe dans la *Démocratie se lève à l'Est*. Il a limité son étude à deux pays : la Hongrie (comme Bogdan il est d'origine hongroise) et la Pologne. Deux pays choisis parce qu'ils montrent avec un éclat particulier comment, malgré un demi-siècle de régime de parti unique et totalitaire, la société a su et pu reconquérir un pouvoir qui lui avait été arraché.

Une société représentée bien évidemment en Pologne par l'Eglise catholique ou par Solidarnosc. Mais le paysage était bien différent en Hongrie. Et pourtant... En fait, et contrairement à la Russie, par exemple, ces deux pays bénéficient depuis très longtemps d'un tissu associatif indépendant des autorités politiques. Ainsi en Hongrie un recensement de 1937 dénombrait 16 747 associations : la plupart furent écrasées lorsque le PC s'empara du pouvoir : il n'en restait après les ravages de la période stalinienne que 225, sans compter les associations sous le contrôle des autorités.

Ces associations ont repris leur vigueur dès que l'état s'est desserré. Elles occupent une place de plus en plus grande dans les domaines écologique et culturel. L'œuvre la plus spectaculaire — mais ce ne fut pas la seule — fut entreprise par ces universités volantes, en Pologne, qui transmettent l'Histoire bafouée, gommée, par le régime.

La « société civile » prend-elle la place des PC décomposés ? Il ne suffit pas — loin de là — que par exemple les militants de Solidarité s'installent dans les bureaux naguère occupés par les communistes. Il importe surtout que la société ait imposé et continue d'imposer la vieille recette indispensable au fonctionnement d'une démocratie, qu'elle devienne ou redevenue, « le pouvoir qui arrête le pouvoir ».

Bernard Féron

Perestroïka tsariste ?

ALEXANDRE II
de Henri Troyat.
Flammarion, 256 p., 115 F.

Promoteur de réformes aussi spectaculaires et profondes que l'abolition du serfage, la création de conseils ruraux, l'introduction de jurys populaires, l'extension de l'éducation publique, Alexandre II, tsar de toutes les Russies, reste singulièrement méconnu. En partie parce que ses réformes n'ont pas — ou ont mal — abouti. En partie parce que l'ombre de la révolution de 17 occulte les timides tentatives de libéralisation qui l'ont précédée.

Ce n'est sans doute pas un hasard si en ces temps de perestroïka, Henri Troyat se charge de faire revivre ce personnage curieux et largement controversé. La parallèle avec Gorbatchev est tentante : même souci d'amener la Russie à la modernité tout en tentant de sauvegarder l'essentiel, même rejet par la population qui juge les réformes soit trop timides, soit trop révolutionnaires. La parallèle s'arrête là : Alexandre II, comme le montre excellentement Troyat, est l'héritier d'un passé si lourd qu'il lui est impossible d'envisager la moindre concession territoriale, la moindre perte d'une parcelle de pouvoir autocratique sans imaginer les frémissements de sourcils du père adoré et craint, le terrible Nicolas I^{er}.

A cet égard, un document publié par l'auteur est plus éclairant que n'importe quel exposé



Alexandre II : un homme double.

sein même de sa politique de réformes : pour diriger les travaux de sa commission sur l'abolition du serfage, il ne trouve rien de mieux que de nommer Victor Pansine, un réactionnaire à demi gâteux, partisan farouche des châtimens corporels. Après avoir laissé croire aux intellectuels qu'il était partisan d'une relative libéralisation de la pensée, Alexandre nomme à la tête de sa police Mouraviev, une redoutable brute surnommée par ses contemporains « le boucher de Lituanie ».

Pendant ce temps, en profondeur, la Russie se modernise, s'industrialise à un rythme accéléré, s'alphabétise, le chemin de fer jusque-là embryonnaire relie toutes les parcelles de cet immense empire.

C'est sous son règne, entre 1870 et 1880, que naît la génération qui fera la révolution de 17. Nihiliste malgré lui, Alexandre réussit à concocter en ces 26 ans ponctués d'attentats, dont le dernier lui sera fatal, une bombe à retardement, subtil cocktail de réformes inachevées et de promesses non tenues, de libéralisme à contre-cœur essouffé de répression, de progrès économiques comprimés par une structure politico-administrative archaïque, qui exposera à la figure de son petit-fils.

Alexis Lecaye

psychanalytique : la photo du cabinet de travail de l'empereur. Un cabinet qui ressemble à un canotaphé, tapissé, du sol au plafond, de portraits de famille de toutes tailles. Sur le bureau même, il n'y a, pour poser un dossier, que quelques dizaines de centimètres carrés de livres. Tout le reste de la surface est phagocyté par les photos sous-verre de la parentèle, rangées comme à la parade.

Règne double d'un homme double. La personnalité d'Alexandre exprime un mélange détonant de générosité et d'aspérité répressif, régressif, jusqu'au

FRANÇOIS DAVID
Relations économiques internationales
La politique commerciale des grands pays de l'Europe
300 p., 150 F

Il s'agit d'un livre indispensable pour ceux qui sont impliqués comme spectateurs ou comme acteurs dans la guerre économique mondiale.

LA JURISPRUDENCE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL
5TH
399 p., 150 F

Les décisions du Conseil ont engendré une jurisprudence sur la protection des droits fondamentaux des individus. Quels en sont les principes directeurs ?

ETUDES SUR LA CONSTITUTION DE LA V^e REPUBLIQUE
MISE EN PLACE
305 p., 140 F

Ce livre relate la tradition républicaine et les novations de 1958, le parlementarisme rationalisé et le présidentielisme à la Déclaration de 1789 et l'état de droit.

POLITIQUES SOCIALES DANS LA FRANCE CONTEMPORAINE
5TH
408 p., 175 F

Par des politiques dynamiques de Sécurité sociale, de formation et d'innovation, les Français s'assurent les moyens de relever les défis de l'avenir.

GILLES BROCHARD, RUBEN ALTERIO
Le thé dans l'encrier
"C'est un livre très poétique qui a écrit Gilles Brochard. Les illustrations de Ruben Alterio en accentuent encore le charme."
Michèle Villeneuve, France Soir
"Avec brio, Gilles Brochard invente la littérature."
Serge Saffra, Le Magazine Littéraire
Aubier

L'HERMÈS Editeur (1) 46 34 05 25
Collection « L'ESSENTIEL SUR » pour B.T.S.
deux nouveautés par Isabelle ZECH
• droit civil et droit commercial
• droit du travail et droit social
Diffusion: MEDILIS S.A. 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

LE NOUVEAU LIVRE DE CLAUDE LORIN
Le fou d'Araucanie
Journal d'un psy sous dictature
Récit
LIERRE ET COUDRIER EDITION

2 nouvelles Librairies Fontaine à Paris 17^e
Porte Maillot - Neuilly
74, av. de la Grande-Armée - Tél : 40 55 00 47
Villiers
48, rue de Lévis - Tél : 44 40 44 40

GEORGES BLAKE
GEORGE BLAKE
420 p., 130 F
BURGESS PHILBY MAC LEAN BLAKE
LE 4^e HOMME ?
Stock

Autres parutions
□ De Berlin-Est à Moscou, le socialisme avant le dégel, de Georges Freilastre. — Un recueil de reportages publiés dans divers journaux et périodiques de plusieurs pays, principalement d'Europe de l'Est (L'Harmattan, 190 p., 98 F).
□ La Chaudière, Europe centrale 1980-1990, de Timothy Garton Ash. — Un recueil d'articles, reportages et analyses sur la décennie écoulée dans les pays anciennement communistes. Traduit de l'anglais par J.-P. Carasso, A. Charpentier, P.-E. Dauzat, D. Pottier, R. Saint-James (Gallimard, coll. « Témoins », 446 p., 160 F).
□ Du socialisme au capitalisme, l'exemple de la Hongrie, de Janos Kornai. — Un économiste réputé expose les méthodes qu'il estime utiles pour la transition vers l'économie de marché, traduit de l'anglais par Rose Saint-James (Gallimard, coll. « Le Débat », 226 p., 110 F).
□ Sortir du socialisme, de Guy Sorman. — Ce livre est le fruit d'une longue enquête menée par l'auteur en Union soviétique, en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Chine (Payot, 415 p., 120 F).

LETTRES ÉTRANGÈRES

Adorable monstre

« C'est vrai que je ne suis pas aussi gentil que j'en ai l'air », dit Ray Bradbury.
Démonstration avec *Monstruusement vôtre*, un recueil de nouvelles écrites dans les années 40.

MONSTRUEUSEMENT VÔTRE
de Ray Bradbury.
Christian Bourgois,
305 p., 130 F.

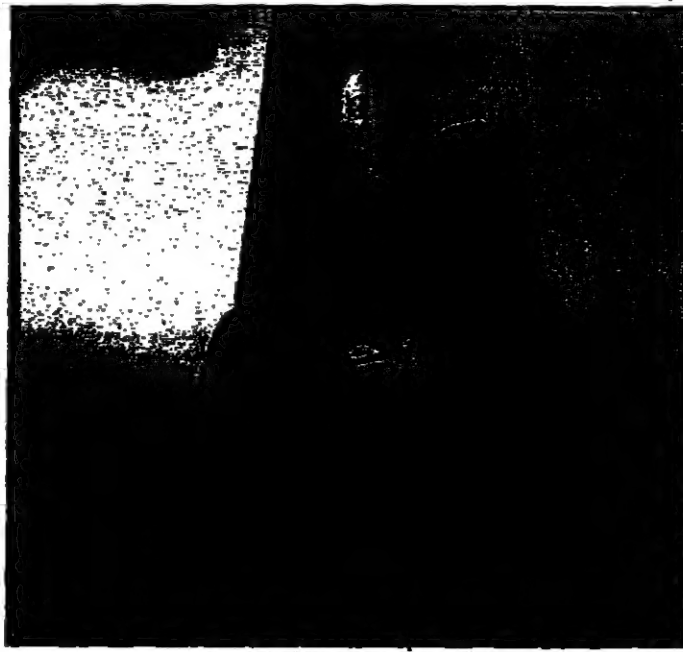
« Tout ce que je fais est le résultat de quelque chose que je suppose avoir mal fait lorsque j'étais enfant », avoue Ray Bradbury. Et il raconte comment, quand il avait neuf ans, tous ses proches se moquaient de lui parce qu'il lisait les BD de Buck Rogers. « J'ai fini par abandonner mes livres de Buck Rogers, j'ai fondé en larmes. Je me suis dit alors : que s'est-il passé ?, qui est mort ? Et la réponse était : moi. J'étais mort en abandonnant mes livres de Buck Rogers. J'étais seul. Sans eux, je ne pouvais pas vivre, ni même respirer. J'aurais dû me dire dès le début qu'ils avaient tort. J'ai récupéré mes BD... et j'étais heureux. »

Ce magicien de soixante-dix ans sourit en évoquant les interdits qu'il dut braver pour devenir un des écrivains les plus lus de la planète. « Depuis, j'ai continué mon chemin sans jamais plus écouter quelqu'un d'autre me donner son avis à propos d'esthétique. J'ai fait de cela

une ligne de conduite et ça a été parfait. » Parfait ? Le mot est faible. Les œuvres de Ray Bradbury sont peu nombreuses mais elles ont toutes atteint une célébrité mondiale. Comme si l'auteur des *Chroniques martiennes*, de *Fahrenheit 451*, de *l'Homme illustré*, de la Foire des ténèbres et de *Je chante le corps électrique* avait trouvé le plus grand dénominateur commun des rêves de l'enfance.

Un lutin derrière un réverbère

A dix-neuf ans, nourris de la lecture des « pulps », *Weird Tales*, *Black Mask* et autres *Astounding Stories*, le jeune vendeur de journaux rencontre un jour, sur la plage de Venice, la scénariste, Leigh Brackett. C'est le coup de foudre. Non seulement la collaboratrice d'Howard Hawks vit dans le même imaginaire que lui (autre son travail de scénariste, on lui doit une foule de romans de SF, polars et westerns), mais elle accepte de lire les premiers écrits de Ray et d'en corriger les défauts. C'est de cette histoire d'humour que sortent quatorze nouvelles policières, publiées dans les années 40 dans *Black Mask* et



Ray Bradbury : un magicien.

Time Detective et regroupées, pour la première fois, sous le titre *Monstruusement vôtre*, par les Éditions Christian Bourgois. Heureuse initiative en ce qu'elle révèle l'imagination créatrice de

l'auteur des *Chroniques martiennes* bien avant qu'elles ne fussent écrites. Certes, on y retrouve l'ambition du jeune Bradbury de faire du polar à la manière de Chandler, Hammet

ou James Cain. L'empreinte de l'« écurie » *Black Mask* y figure comme un moule mythique dans lequel l'« apprenti écrivain » se doit de se couler parce qu'elle était une sorte de canon, une loi non écrite érigée par les maîtres du genre.

Mais Bradbury est bien le seul à se prendre pour un apprenti. Sa modestie tranquille est de celles qui font se fissurer les moules et, dès la première nouvelle, le maître écrivain apparaît comme un lutin embusqué derrière un réverbère. Comme si ce champion de ce que l'on appelle, à tort selon lui, la littérature d'évasion n'était pas parvenu, alors même qu'il abordait un genre « mineur », à se prendre au sérieux jusqu'au bout.

Melville et Jules Verne

Chacune de ces nouvelles policières échappent, comme à l'insu de leur auteur, aux lois du genre : le décor est là, les personnages semblent prêts à jouer leur rôle et, soudain, l'histoire dérape jusqu'à l'extrême cruauté, la poésie ou la fantasmagorie pure. Cinquante ans après avoir été écrites, ces quatorze récits n'ont rien perdu de leur fraîcheur ni

de leur méchanceté sarcastique. « C'est vrai, je ne suis pas aussi gentil que j'en ai l'air », sourit cet adorable vieux monstre.

Nourris des écrits de Melville – il fut le scénariste du *Moby Dick* de John Huston, – d'Edgar Rice Burroughs mais aussi de Jules Verne, qu'il considère sans vergogne comme « un auteur américain », il trimballe sa magie avec lui comme un rou-tard accroché à son sac de couchage. Célèbre au point que Gorbachev demanda à Bush qu'il fût invité à un dîner à la Maison Blanche : « C'est l'écriture favori de ma fille. » Il affiche la simplicité paisible de ceux qui sont parvenus à faire exister leurs rêves.

Et quand on évoque l'un des plus beaux récits de ce recueil, l'histoire de deux gangs qui enlèvent une femme et dont la rivalité se transforme en désespoir à la mort de l'objet de leur forfait, il semble s'absenter : « Oh ! Ça fait longtemps. Ça commence à me revenir. Cela se passe sur la côte californienne. C'est la musique de Ravel qui m'a inspiré cette histoire. Étrange, n'est-ce pas ? C'est si vieux. Il faut que je rentre à la maison pour la lire. »

Patrick Raynal

BANDES DESSINÉES

Seconds rôles

ARIZONA LOVE

de Jean-Michel Charlier et Jean Giraud.
Dargaud, 64 p., en couleurs, 55 F.

POUSSIERE D'ISPAHAN

de Gilles Chaillet.
Le Lombard, 48 p., en couleurs, 43 F.

LA NUIT DU 3 AOÛT

de William Vance.
et Jean Van Hamme.
Dargaud, 48 p., en couleurs, 44 F.

JORDAN

de Makyo et Rossi.
Delcourt, coll. « Conquistador », 35 p., en couleurs, 72 F.

DES ÉCUREUILS ET DES FILLES
de Jean C. Denis.
Casterman, 70 p., en couleurs, 73 F.

La bande dessinée et la femme ont rarement fait bon ménage. Fiancées, épouses, compagnes ou simples collaboratrices des héros de papier, elles ont souvent été reléguées au second rôle. Et les personnages de papier qui tiennent le haut du pavé – de l'agent spatio-temporel Laureline à la détective Jessica Blandy, de la « passagère du vent » Isabeau à l'hôtesse Natacha ou à la scientifique Yoko Tsuno – font encore figure d'exceptions.

Pourtant, les éternels seconds rôles de la BD tirent de plus en plus les ficelles des phylactères. Ces derniers temps, les auteurs de BD leur prêtent très souvent l'étoffe des héros, quand leur étonnante présence ne fait pas carrément tourner la tête des aventuriers les plus endurcis. Même le lieutenant Mike Blueberry succombe – enfin ! – au charme de Chihuahua Pearl dans le dernier album de ses errances conçu par Jean-Michel Charlier et Jean Giraud. Le titre, *Arizona Love*, est d'ailleurs un programme en soi. Les embrouilles, les brutes et les truands, les courses-poursuites dans les canyons, les duels dans les grandes plaines de l'Ouest et les scènes à la *Autant en emporte le vent* y fourmillent comme scorpions au soleil.

Blueberry et ses émules, échappés d'autres continents et d'autres siècles. Ainsi, Vasco, le jeune banquier chevaleresque imaginé par Gilles Chaillet, laisse derrière lui les remparts et les joutes de sa bonne ville de Sienna pour partir à la recherche de Sophie, la princesse byzantine

qui hante ses souvenirs, dans *Poussière d'Isbahan*. Un scénario riche en intrigues qui donne une fois de plus au disciple de Jacques Martin l'occasion de faire preuve d'un sens agréablement pointilleux de la vie médiévale et de déployer une palette éblouissante de couleurs.

Mais si l'amour médiéval ou celui qu'inspire le Far West sont voués à une figure féminine unique, tout se complique quand on aborde les rives du vingtième siècle. Ainsi « XIII », le héros amnésique imaginé par William Vance et Jean Van Hamme, a fort à faire dans le septième tome de ses aventures, intitulé *La Nuit du 3 août*. Tout au long d'un scénario bâti comme un film américain et qui ménage un rebondissement par page, « XIII » lutte pour réajuster les lambeaux de sa mémoire, venger la mort de son père, un journaliste idéaliste broyé par le macabre, et choisir entre deux femmes. Pour rendre le dilemme plus cruel, l'une est blanche, l'autre noire, et toutes deux offrent un panache d'intelligence, de force et de beauté.

C'est aussi pour une jeune femme, l'énigmatique Anna, que se disputent plusieurs jeunes étudiants pragoï dans le premier épisode du *Cycle des deux horizons* baptisé *Jordan*. Le scénariste Pierre Makyo (la *Balade au bout du monde*) et le dessinateur Christian Rossi (le *Chariot de Thésis*) ont uni leurs talents pour faire de cette nouvelle série prometteuse un fascinant chassé-croisé de récit fantastique et d'histoire initiatique, centré sur une perle noire qui se mue en petite femme, dans une Prague envahie par la neige.

Les femmes en général font de plus en plus tourner la tête à bien des personnages de BD actuelles. C'est, *last but not least*, le cas de Luc Lerol, créé par Jean C. Denis. Dans *Des écureuils et des filles*, dernière aventure du garçon aux cheveux couleur carotte, le pauvre diable se laisse mener en bateau sur un tournage de films, avant de se rendre compte que sa voisine est plus séduisante que les starlettes. L'amour rejoint l'humour au coin de la rue, en quelque sorte.

Yves-Marie Labé

Sciences et Littérature

Jean-Yves Tadié
LE ROMAN AU XX^e SIÈCLE

Les symbolistes pensaient l'avoir tué, les surréalistes croyaient l'avoir enterré, mais à Goethe, à Balzac, à Dostoevski ont succédé Proust, Joyce ou Musil. Si, au XX^e siècle, le roman a pu survivre et connaître son apogée, c'est parce qu'il a renouvelé entièrement son langage et ses formes. Le roman, au XX^e siècle, est d'abord celui de la pensée.

William Poundstone
LES LABYRINTHES DE LA RAISON

Comment savons-nous ce que nous savons ? Poundstone explore un certain nombre de paradoxes qui mettent en évidence les limites de notre logique. Il propose un périple où l'on rencontre la matière et l'anti-matière, les trous noirs et les voyages dans le temps ainsi que les manuscrits codés et les chiffres inviolables...

Jean-Marie Catonné
ROMAIN GARY / ÉMILE AJAR

La révélation, quelques mois après la mort de Romain Gary, de la véritable identité d'Émile Ajar n'a pas mis fin à l'énigme d'un doublement littéraire, unique en son genre. Par quel processus un notable de la République des Lettres avait-il pu engendrer ce double clandestin qui devait obtenir, lui aussi, le prix Goncourt ?



les dossiers belfond



belfond/sciences



les dossiers belfond

belfond

LIVRES • IDÉES
LETTRES ÉTRANGÈRES

René Girard lit Shakespeare

A la lumière de l'idée que l'on ne désire que ce qui est désiré par un autre

SHAKESPEARE, LES FEUX DE L'ENVIE
de René Girard.
Traduit de l'anglais par Bernard Vincenzi.
Grasset, 437 p., 148 F.

Le livre de René Girard sur Shakespeare est inséparable de tous ses travaux antérieurs, notamment *Mensonge romantique et vérité romanesque*, la *Violence et le Sacré*, le *Bouc émissaire* (1). Dans cette continuité, l'auteur entend révéler le lien profond qu'il perçoit entre la concorde et la discorde, découvrir la source principale des conflits humains, qu'il appelle la rivalité mimétique. Celle-ci naît, selon Girard, de ce que le désir est suscité par le désir de l'autre sur un objet ou une personne, et allume donc « les feux de l'envie ». Bref, il veut « lire la lettre d'un texte qui, au regard de plusieurs notions essentielles à la littérature théâtrale, n'a jamais été déchiffré : ces notions sont celles de désir, de conflit, de violence, de sacrifice ». Parmi les dix-huit pièces qu'il examine, soit en quelques pages, soit en plusieurs chapitres, il accorde une importance particulière aux suivantes : *le Songe d'une nuit d'été*, *Beaucoup de bruit pour rien*, *Jules César*, *le Marchand de Venise*, la *Nuit des rois*, *Troilus et Cressida*, *Hamlet*, *le Roi Lear*, *le Conte d'hiver* et *le Tempête*, affirmant que lui paraissent « assez neuves » les interprétations qu'il en propose. Mais il commence par développer la question du désir mimétique en analysant *les Deux Gentilshommes de Vérone* et le long poème narratif intitulé *le Viol de Lucrèce*. Ultérieurement, il s'interroge sur la force qui, en ébranlant la structure de la société fondée sur l'ingénuité et la différence, rebondit sous la forme d'une crise de la hiérarchie pour se résoudre dans la violence collective infligée au bouc émissaire. « Jules César est l'exemple le plus achevé... C'est la mise à mort unanime qui transforme la force destructrice de la rivalité mimétique en une force constructive, celle de la mimesis sacrificielle, laquelle reproduit périodiquement la violence originelle, afin d'empêcher la crise de renaitre. »

Parmi les analyses qui semblent les plus fructueuses, il y a celle, d'abord, des *Deux Gentilshommes de Vérone*. Rappelons que Valentin et Protée, amis d'enfance, se retrouvent à Milan. Tous deux sont épris de la fille du duc. Protée fait bannir son ami, qui trouve un refuge pastoraux dans une forêt proche. Après de nombreux épisodes, Valentin empêche Protée de violer Silvia et, ce dernier exprimant un soudain remords, Valentin offre Silvia à Protée.

« Provocateur mimétique »

La pièce n'a jamais beaucoup plu, l'offre soudaine de Valentin paraissant excessive. René Girard, après avoir montré comment Protée, nouvellement épris de Silvia, se retrouve privé à la fois de son ami, de son premier amour qu'il dédaigne et de Silvia qui semble inaccessible, devient « une sorte de lépreux médiéval, un paria absolu ». Protée est alors « irrésistiblement conduit à réorienter son propre désir en direction de la divinité véritable ». Quant à Valentin, son offre en apparence si étrange et si scandaleuse peut s'expliquer si l'on perçoit qu'il n'est pas innocent de l'amour de Protée pour Silvia : il a joué auprès de lui le rôle de « provocateur mimétique ». René Girard nous conduit à cette compréhension avec la plus grande clarté et le plus grand tact psychologique.

On peut en dire presque autant de sa lecture du *Viol de Lucrèce*, où le fils de Tarquin s'empare de Lucrèce, épouse de Collatin, lequel, au cours d'une soirée, en a fait un éloge extraordinaire : « Par l'oreille souvent notre cœur se corrompt », provoquant l'envie. René Girard fait

observer que dans la source (Tit-Live, mais ce n'est pas la seule source), Tarquin ne s'empare de Lucrèce qu'après l'avoir rencontrée, alors que



René Girard : verve et brio.

dans le poème, c'est le portrait que fait d'elle Collatin qui provoque son criminel désir. Ici, encore, Girard est fort convaincant en parlant de cet « amour privé de regard » qui dénote « la souveraineté absolue du médiateur ». Mais déjà, on pense à une interprétation forcée quand il écrit : « Shakespeare déconstruit partiellement la victimisation républicaine de Tarquin en réparaissant la violence de façon égale entre le violeur et le mari. » Où est l'égalité dans la violence, entre le mari qui ne fait que la louange de sa femme, et celui qui la viole ?

« Triangle à la française »

L'étude du *Marchand de Venise* est sans doute l'une des plus originales du volume. Girard y développe le thème suivant : Shylock est-il « le bouc émissaire de la création shakespearienne, la clef de son système de représentation, ou est-il le bouc émissaire des Venitiens seulement, tels que Shakespeare les représente, pour dénoncer la bonne conscience de leur cruauté » ? Le débat qui suit est sans doute contestable, mais il est aigu et donne à penser.

On trouve, tout au long du livre, bien des sujets de réflexion et de substantielles analyses. Mais aussi, nombre de redites, d'études où la simple et très longue paraphrase des œuvres est à peine animée par quelques réflexions, souvent répétitives, sur le désir mimétique, la séduction mimétique, la violence fondatrice, et d'autres concepts que René Girard a déjà exposés dans ses divers ouvrages. Souvent, Girard s'attribue une originalité imaginaire, oubliant (ou ignorant ?) nombre de débats critiques sur l'œuvre de Shakespeare, qu'on ne peut détailler ici.

Venons-en au morceau de choix, c'est-à-dire à la lecture que l'auteur fait des passages où, dans l'*Ulysse* de James Joyce, Stephen Dedalus présente à son auditoire les éléments d'une biographie imaginaire de Shakespeare. Pour René Girard, ce qui sur tout importe, c'est le moment où le jeune Shakespeare, selon les mots de Stephen, « fut cultivé dans un champ de blé (de seigle dirait-il) [par Ann Hathaway, sa future femme, de huit ans plus âgée que lui] et dès lors il ne sera jamais à ses propres yeux un vainqueur ni ne jouera victorieusement au jeu de la gaudriole-cabriolette ». Ce traumatisme originel, dont il importe peu qu'il ait vraiment existé, suppose que Joyce a perçu, « de façon véritablement mimétique, c'est-à-dire comme modèle-obstacle-rival », le médiateur initial du désir. Sans doute y eut-il aussi dans la vie de Joyce des expériences qui l'auraient conduit, comme Shakespeare, sur une trajectoire de frustration et d'échec. Joyce compose donc la conférence de Stephen en insistant sur « la corrélation entre le génie mimétique et la géhenne de l'homme névrosé ».

Girard écrit encore : « Le désir de Shakespeare équivaut au désir de Stephen qui équivaut au désir de Joyce lui-même. » Il apparaît donc à d'« critiques versées dans la vie et l'œuvre de Joyce de dire si ces propositions, amenées d'ailleurs par un discours plein de brio et de verve, sont, si peu que ce soit, convaincantes. L'un des personnages de Joyce, Eglinton, rejette, pour sa part, l'interprétation shakespearienne de Stephen : « Vous êtes un trompe-l'œil [...] Vous nous avez fait faire tout ce chemin pour nous montrer quoi : un triangle à la française. » Et Girard d'applaudir : le mot d'Eglinton est « une observation formidable par sa pertinence » : Eglinton perçoit « quelque chose de capital, à savoir la structure trinitaire du désir mimétique ».

René Girard aurait pu lui-même, peut-être, à bien des endroits de son ouvrage, parler comme Eglinton : le Triangle à la française, c'est-à-dire le ménage à trois ou l'éternel triangle, sont des expressions qui, après tout, passent mieux que « la structure trinitaire du désir mimétique ».

Richard Marienstras

(1) Ouvrages parus chez Grasset.

Explosif Beckford

VOYAGE D'UN RÊVEUR ÉVEILLÉ De Venise à Naples
de William Beckford.
Traduit de l'anglais par Roger Kann.
José Corti, 298 p., 90 F.

LA VISION
de William Beckford.
Edition établie par Didier Gérold.
José Corti, 158 p., 90 F.

A vingt ans, « le plus fortuné des enfants d'Angleterre », comme le désigne Byron, entreprend un « grand tour » en Europe. Périple de formation, dont il va consigner toutes les étapes, sous forme de lettres, genre prisé à l'époque, dans son *Voyage d'un rêveur éveillé* (1). Parti de Londres, il arrive à Venise, et la seconde partie de ce récit est consacrée à l'Italie. Venise l'enchantait. De Saint-Georges-Majeur, allongé sur la jetée, les pieds au-dessus de l'eau, il admire, sous son ombrelle, « le plus magnifique ensemble dont l'art puisse se vanter ». Il inventorie avec minutie les beautés de la cité des doges, porté à l'extase par un tempérament romantique et une sensibilité avide d'éblouissements esthétiques.

Mais ses aspirations à l'art ne l'empêchent pas de dresser un constat aigu des mœurs et des modes de vie. Ainsi note-t-il les plaisirs secrets qui font de Venise « la ville de l'univers la mieux faite pour accroître l'expérience d'un diable boiteux » comme l'atroce condition réservée aux prisonniers sous « les plombs », qui trouble sa sérénité. S'il quitte Venise à regret, c'est qu'il y a aussi noué une intrigue amoureuse avec un jeune homme.

Mystérieuse initiation

Sa route va le conduire de Padoue au village d'Arqua, où il visite la maison de Pétrarque et dépose des fleurs sur sa tombe, puis notamment à Vérone, Modène, Bologne, Florence, Pise, Rome et Naples, où lady Hamilton, devenue sa confidente, l'incite à mesurer les risques d'un comportement qui défie les conventions. Au cap Misène, le récit d'un diabolique couple d'amants criminels qui lui fait une vieille femme aux allures de sorcière à de quoi combler l'imagination d'un esprit qui a aussi le goût de l'innommable et du monstrueux.

L'ouvrage de Beckford, imprimé et prêt à paraître en 1783, fut retiré de la vente et détruit sur l'injonction de sa

mère, qui voyait dans ce carnet de route conjugué dans un chaosement lyrique extases et nostalgies de quoi compromettre l'avenir d'un gentleman à la veille de se marier et d'embrasser une carrière politique.

La *Vision*, texte posthume et inachevé, que l'on réédite dans le même temps, illustre le pouvoir visionnaire de l'auteur de *Vathek*. Poussé par une force irrésistible, un jeune homme quitte la compagnie d'un salon pour gravir une montagne. Il va être ainsi conduit, d'étape en étape, à travers de terribles épreuves, sous la conduite d'un brahmane et d'une ravissante jeune femme, au centre de la Terre pour rejoindre un sanctuaire de pureté et de sagesse. Pour prix de ses efforts, il va atteindre, au terme de cette mystérieuse initiation, à la connaissance absolue et à la maîtrise de soi. A ce bonheur, dont le rebelle Beckford poursuivait sans doute, au-delà de ses « folies », le but, l'ouvrage.

Pierre Kyria

(1) Le premier tome a paru en 1983, chez Corti : *Voyage d'un rêveur éveillé. De Londres à Venise* (voir notre article dans « le Monde des livres » du 30 décembre 1988). José Corti réédite, également, du même Beckford, les *Souvenirs d'Alcega et de Bathia* (246 p., 90 F.).

Politique, Économie et Religion



Georges Frêche
LA FRANCE LIGOTÉE

Député-maire de Montpellier, Georges Frêche n'a jamais mâché ses mots. Son franc-parler, son dynamisme ont toujours dérangé. Il sonne le tocsin : halte au gaspillage insensé que représente cette bataille anarchique, suicidaire et stérile que se livrent l'Etat, les régions, les départements et les grandes villes...



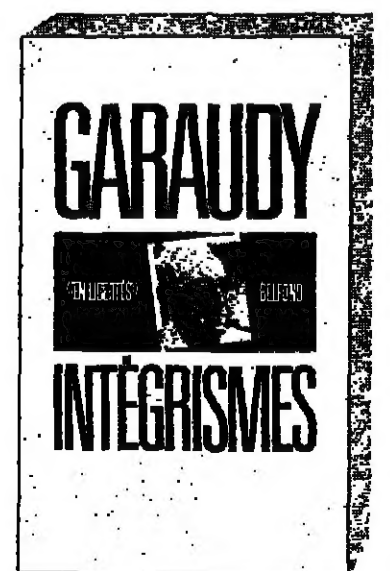
Gabriel Milési
LES NOUVELLES 200 FAMILLES

Le capitalisme familial est de retour. Mais qui sont ces 200 familles ? Sont-elles les mêmes que celles, qui, avant-guerre, se confondaient avec l'Etat ? Elles se répartissent en trois groupes : quelques « survivants », les entrepreneurs de l'après-guerre et, enfin, les enfants de l'explosion financière des années 80.



Roger Garaudy
INTÉGRISMES

Le mot « intégrisme » est à la mode. Mais qu'est-ce que l'intégrisme, que le conditionnement médiatique a habitué le lecteur à confondre avec « islamisme » ? On a appelé Roger Garaudy « le Luther de l'Islam ». Vocation confirmée par le défi qu'il lance à l'Islam officiel en montrant que l'Islamisme est une maladie de l'Islam.



belfond

NOVEMBRE 1918

Bourgeois et soldats (tome 1)
Peuple trahi (tome 2)d'Alfred Döblin.
Traduit de l'allemand
par Yasmine Hoffmann
et Maryvonne Litaize.
Ed. Quai Voltaire, 454 p. et 484 p.,
148 F et 180 F.

« *LS ont laissé le pays dans un bel état, ces Hohenzollern !* » Novembre 1918... L'Allemagne, vaincue, ne mesure pas encore l'étendue de sa défaite : les militaires - héros, déserteurs, officiers et simples soldats - sortent des tranchées et des états-majors pour refluer en désordre ; l'Empire s'est effondré, l'empereur s'est sauvé en Hollande, la révolution couve, les spartakistes ont l'œil fixé sur la Russie dont ils souhaitent suivre l'exemple, les sociaux-démocrates temporisent, le peuple se sent trahi.

On peut comprendre qu'Alfred Döblin, né en 1878 dans une famille juive de Stettin, émigré depuis 1933, citoyen français dès 1936, commence, en 1939, *Novembre 1918*, une fresque de deux mille pages sur une révolution trahie, sur une terrible défaite qui ébranla toute son existence. Fresque qu'il poursuivait en Amérique, où il s'était réfugié avec un de ses fils. Le premier tome sera publié à l'automne 1939, au début de la drôle de guerre, par Klaus Mann aux Editions Querido, et tous les éditeurs américains, effrayés sans doute par l'ambiguïté de ce « révolutionnaire », refuseront ses manuscrits. Tout comme les Français, qui, après la guerre, verront d'un mauvais œil l'évocation dans le premier volume, *Bourgeois et soldats* (1), d'une Alsace où domine un fort mouvement indépendantiste. Sept ans plus tard, les Editions Quai Voltaire ont repris, avec les mêmes traductrices, Yasmine Hoffmann et Maryvonne Litaize, la publication de cette tétralogie inconnue d'un auteur oublié dont on avait, en France, pendant longtemps, réduit l'œuvre à son roman de 1928, *Berlin, Alexanderplatz* (Gallimard, 1933 - bilingue ! jamais retraduit). Bien que la télévision française n'ait pas acheté la série en treize épisodes réalisée par Werner Fassbinder. Mais c'est une autre histoire... Les deux premiers volumes - *Bourgeois et soldats* et *Peuple trahi* - ont paru cette année, et on annonce pour 1991-1992 *Retour du front* et *Karl et Rosa*.

Le réel et la fiction s'entremêlent constamment dans ce cycle romanesque à grand spectacle, à grande mise en scène qui, entre Strasbourg et Berlin, entre Haguenau et Kassel, brasse des armées, des milliers d'anonymes et des dizaines de personnages principaux, après que la République eut été proclamée à Berlin par Scheideemann en un 9 novembre historique de... 1918, tandis que la révolution grondait. « Les Hohenzollern avaient espéré rentrer vic-

torieux à la fin de la guerre par la porte de Brandebourg, clame Karl Liebknecht au milieu d'une forêt de drapeaux rouges. Mais, à leur place, c'est le prolétariat qui a fait son entrée. Les Hohenzollern sont en fuite, tous les trônes d'Allemagne sont renversés. Tous ces beaux seigneurs, tous leurs lâches comparses ont disparu. Ils se terrent dans des trous de souris (...). Couverts de honte et d'opprobre, haïs, exécrés, maudits par l'univers entier, ces buveurs de sang opiniâtres ont lamentablement filé. Notre peuple affamé, assassiné, bâillonné, les poursuivra de sa haine et de sa malediction jusqu'à l'étranger. » A Strasbourg, « la charmante ville d'Alsace », les Allemands quittent la place, où se prépare pour le 22 novembre, après presque un demi-siècle d'appartenance à l'Allemagne, l'entrée de l'armée française. Les rues, les places changent de nom, le risque de contagion d'une révolution s'éloigne tandis que les plus malins se livrent au pillage des entrepôts et des casernes : « Bon nombre de snow-boots s'étaient volatilisés à la caserne Werder. Toute personne s'étant illégalement approprié ces bottes était sommée de les restituer à la préfecture de police (Faute de quoi elles trouveraient aisément acquiescent en sous-marin). » La liesse populaire envahit la ville à l'arrivée des troupes de Gouraud ; un vieux conseiller de justice retrouve son fils porté disparu, devenu un héros puisqu'il était passé aux Français, une jeune femme enceinte d'un soldat se lamente et achète du sang chez le boucher pour tacher son lit et ne pas inquiéter sa mère ; même les chiens sont heureux (« Le chroniqueur est fort aise de rapporter qu'en cette matinée plus d'un chien délaissé se vit rouvrir la

Strasbourg, le 21 novembre 1918 : la statue de Guillaume I^{er} renversée par les habitants.

porte de son ancien foyer, l'allégresse générale et la perspective de voir arriver pour de bon les trains de blé et de vin promis y étant chacune pour moitié ».

A Berlin, « les rues et les places sont là à ne rien faire, immobiles, paisibles - c'est leur nature - sous les aillades dédaigneuses d'un ciel gris de novembre », et l'auteur nous étourdit de s'étonner de les rencontrer, « au même endroit à toute heure du jour et de la nuit, avec toujours le même nombre de fenêtres, la même nombre d'étages, et juste quelques infimes différences dans les fenêtres, dans les volets » ; au Conseil des commissaires du peuple, le tout-puissant Friedrich Ebert, « le célèbre social-démocrate », s'est faufilé au pouvoir et dupe son entourage tandis que vont refluer les troupes d'une armée vaincue que les généraux dirigent en masse vers la capitale pour décider du sort de la ville.

« Et les voici en route, à pied, à cheval, en avion, en voiture, ces soldats de l'armée allemande sous les pas desquels des empires entiers s'étaient effondrés

fois une certaine ignorance de notre part et une volonté délibérée de ne rien savoir des affres de l'Autre, le vaincu. Nous l'avons eu, votre Rhin allemand : cela est bien, et cela nous suffit... Il nous submerge aussi sous une foule de détails de lieux, d'itinéraires, d'aventures plus ou moins tragiques d'une foule de personnages plus ou moins recommandables qui nous font entrer, le temps d'un chapitre, dans leur intimité, leurs pensées, leur foi. Un personnage sert de lien à ce récit unanimiste, Friedrich Becker, grièvement blessé en Alsace et qui a perdu l'usage de ses jambes, déchiré entre ses sympathies socialistes et ses convictions chrétiennes.

L'ART d'Alfred Döblin réside dans une écriture expressionniste, une composition unanimiste, proliférante, pour composer une sorte de polyptyque, comme si le narrateur possédait le don d'ubiquité. Avec le projet d'enfermer dans une œuvre toute une époque, mais d'une manière tout à fait différente d'un Jules Romains, d'un Aragon ou d'un Soljenitsyne, il s'est attaqué à la dissection d'une blessure pas forcée-

ment mortelle pour tenter de comprendre ce pays où « il en allait de cette curieuse social-démocratie allemande et de la révolution comme de la Vierge et de son enfant : elle ignorait comment cela était advenu ». Même si l'on sait comment finiront, en mars 1919, Karl et Rosa, on ne sait ce qu'il adviendra, dans les deux derniers volumes, des personnages du roman pris dans des cercles, des anneaux, des chaînes, au milieu d'hommes qui doivent apprendre à coexister en paix.

Au moment de quitter l'Europe, de s'exiler une seconde fois, Döblin, âgé de soixante-deux ans, sait qu'il ne trouvera pas la paix. « Nous ne restons pas à Berlin, nous allons en Amérique. - Et les choses vont bien là-bas ? - Bien ? Ça n'est rien, rien de spécial. Mais on vivra », dit l'un des personnages, un Juif de Lemberg qui vient d'échapper aux pogromes. Après la guerre, Döblin se convertira au catholicisme, par conviction profonde, comme en témoignent ses derniers livres. Revenu en Europe, il retrouve l'Allemagne, collabore avec les autorités françaises comme conseiller culturel à Baden-Baden ; et ses compatriotes lui pardonneront mal d'être revenu dans son pays, vaincu, sous l'uniforme français.

DESTIN insoluble d'un homme qui avait voulu être un Franco-Allemand, un précurseur de la réconciliation franco-allemande et de l'idée européenne, tout comme un autre protagoniste de l'expressionnisme allemand, un écrivain pratiquement inconnu, l'Alsacien René Schickel (1883-1940), « citoyen français, écrivain allemand », auquel était justement consacré un colloque à Strasbourg la semaine dernière, en conclusion du Carrefour des littératures sur le thème de « l'Ami étranger ». Né à Obernai en Alsace du temps du Reichsland, éditeur de revue à Berlin au début du siècle, il publie son premier roman *Der Fremde* (« l'Étranger »), puis, devenu journaliste, il va passer sa vie entre Paris et Berlin, sera l'un des acteurs de la révolution de Novembre à Berlin en 1918, deviendra en 1926 membre de l'Académie prussienne des Beaux-Arts, aux côtés des frères Mann, Werfel, Döblin, avant de s'installer en Provence après qu'on eut brûlé ses livres (2). Tragique destin des Franco-Allemands (3) !

(1) Cette traduction de *Bourgeois et soldats*, tome 1 de *Novembre 1918*, avait paru chez Pandox, à Aix-en-Provence, en 1983.

(2) Une traduction de *Le Vieux Boisé*, un roman écrit en Provence de René Schickel, préface de Thomas Mann, vient de paraître aux Editions Cires de Strasbourg (Diff. Harmattan Mendi).

(3) A noter que l'Institut d'étude du temps présent (IETP) et le Deutscher Akademischer Austausch Dienst (DAAD) organisent au CNRS, du 6 au 8 décembre, une grande rencontre sur les rapports franco-allemands entre les deux guerres.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Allemagne année zéro

Strasbourg, le 21 novembre 1918 : la statue de Guillaume I^{er} renversée par les habitants.

porte de son ancien foyer, l'allégresse générale et la perspective de voir arriver pour de bon les trains de blé et de vin promis y étant chacune pour moitié ».

A Berlin, « les rues et les places sont là à ne rien faire, immobiles, paisibles - c'est leur nature - sous les aillades dédaigneuses d'un ciel gris de novembre », et l'auteur nous étourdit de s'étonner de les rencontrer, « au même endroit à toute heure du jour et de la nuit, avec toujours le même nombre de fenêtres, la même nombre d'étages, et juste quelques infimes différences dans les fenêtres, dans les volets » ; au Conseil des commissaires du peuple, le tout-puissant Friedrich Ebert, « le célèbre social-démocrate », s'est faufilé au pouvoir et dupe son entourage tandis que vont refluer les troupes d'une armée vaincue que les généraux dirigent en masse vers la capitale pour décider du sort de la ville.

« Et les voici en route, à pied, à cheval, en avion, en voiture, ces soldats de l'armée allemande sous les pas desquels des empires entiers s'étaient effondrés

fois une certaine ignorance de notre part et une volonté délibérée de ne rien savoir des affres de l'Autre, le vaincu. Nous l'avons eu, votre Rhin allemand : cela est bien, et cela nous suffit... Il nous submerge aussi sous une foule de détails de lieux, d'itinéraires, d'aventures plus ou moins tragiques d'une foule de personnages plus ou moins recommandables qui nous font entrer, le temps d'un chapitre, dans leur intimité, leurs pensées, leur foi. Un personnage sert de lien à ce récit unanimiste, Friedrich Becker, grièvement blessé en Alsace et qui a perdu l'usage de ses jambes, déchiré entre ses sympathies socialistes et ses convictions chrétiennes.

L'ART d'Alfred Döblin réside dans une écriture expressionniste, une composition unanimiste, proliférante, pour composer une sorte de polyptyque, comme si le narrateur possédait le don d'ubiquité. Avec le projet d'enfermer dans une œuvre toute une époque, mais d'une manière tout à fait différente d'un Jules Romains, d'un Aragon ou d'un Soljenitsyne, il s'est attaqué à la dissection d'une blessure pas forcée-

« Belles étrangères »
polonaises

Les rencontres d'écrivains polonais constituent la treizième étape de l'opération « Les belles étrangères » qui vise à promouvoir des littératures encore mal connues du grand public. Ainsi, du 26 novembre au 8 décembre, auront lieu, à Paris et en province, diverses manifestations (lectures, rencontres, débats, films, expositions) auxquelles participeront des écrivains que l'on pourra découvrir : Janus Głowacki (né en 1938 à Poznań), Paweł Huelle (né en 1957 à Gdansk), Hanna Krall (née en 1937 à Varsovie), Piotr Wojciechowski (né en 1938 à Poznań), Bogusław Wroblewski (né en 1955 à Lublin), les poètes Bronisław Maj, Adam Zagajewski, l'historien et critique littéraire Wojciech Karpiński, le directeur des Editions Znak Jacek Wozniakowski, qui est maire de Cracovie depuis 1990.

Un hommage sera rendu en sa présence, à un des plus grands poètes contemporains polonais, qui vit depuis de nombreuses années à Paris, Zbigniew Herbert, dont les Editions Fayard ont publié *Monsieur Cogito* (voir l'article de Philippe Petit).

Divers titres traduits du polonais viennent de paraître, notamment *My sweet Raskolnikov* (Noir sur blanc) de Janus Głowacki, *Weiser David* (Age d'homme) de Paweł Huelle, *Un ordre dans un ordre* (Age d'homme) de Piotr Wojciechowski, *Palissade, maronniers, liseron* (Fayard) d'Adam Zagajewski, *De la Baltique au Pacifique et Chroniques* (Fayard) de Czesław Miłosz, *L'Arbre* (Noir sur blanc) de Mirosław, *Isare* (Ed. Complexe) de Jarosław Iwaszkiewicz, *Ferme* (Maren Sell) de Jerzy Andrzejewski, le *Chirographe* (La Découverte) de Lucylik Ptasznik, etc. Un catalogue sur les écrivains polonais publié par le groupement de libraires *Źródło* de la terre paraît également, en collaboration avec « Les belles étrangères ».

Centre Pompidou (mercredi 28 et jeudi 29), FNAC Forum (vendredi 30), Montreuil (vendredi 30), puis Lyon, Strasbourg, Reims, Rennes, Lille, Aix-en-Provence, Brest, Montpellier, Toulouse, Bordeaux. Renseignements : ADEC (7) 42-96-15-51.

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66
B.P. 225-07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

Herbert et l'ironie de l'Histoire

Monsieur Cogito est une excellente introduction à l'art d'un poète
qui entend garder « la tête libre »

**MONSIEUR COGITO
ET AUTRES POÈMES**
de Zbigniew Herbert.
Traduction du polonais
et postface de A. Sprocha.
Fayard/Poésie, 146 p., 150 F.

N'en déplaise à Gombrowicz, qui se gaussait des poètes et de la poésie, les Polonais continuent de nos jours à honorer leurs bardes. Zbigniew Herbert, originaire de Lvov en Galicie, comme son compatriote Rudnicki, est, avec Miłosz, le « trisaillon » le plus lu et le plus écouté dans son pays natal. Bien que reconnu et traduit depuis le milieu des années 60 aux États-Unis par Miłosz en personne, il aura fallu attendre cette année et les vagues de l'automne 1989 pour que l'on puisse lire, en français, celui que le prix Nobel qualifia, dans *l'Anthologie de la poésie polonaise* (1), de « poète de l'ironie historique ».

Il est vrai que *Monsieur Cogito*, qui n'a rien à envier au *Monsieur Teste* de Valéry, ne peut pas mieux tomber et que les amateurs d'idées claires et distinctes s'y retrouvent. Ce cycle - écrit en 1974 - limpide et méditatif, est une excellente introduction tant à l'art poétique de Herbert qu'aux secrets de son expression acérée : il honore la tradition littéraire catholique. Mais d'autres cycles, et notamment *Etude de l'objet*, écrits entre 1956 et 1969, accompagnent cette édition française qui, soit dit en passant, grâce aux bons soins de Claude Durand, est une des plus belles collections de poésie du moment. Les références à

Valéry et à Calvino façon *Il Signor Palomar* ne suffisent donc guère à cerner un poète qui fut si près jusqu'à l'admiration par Calvino et qui possédait les qualités d'un grand moraliste.

Monsieur Cogito, qui n'a rien d'un romantique et d'un poète lyrique, est, comme son nom l'indique, un homme qui n'arrête pas de penser. Ses sujets de méditation qui portent aussi bien sur la pensée pure et l'enfer que sur les faits divers et les maisons de banlieue, ont en commun de s'efforcer d'atteindre le point aveugle de la réflexion et de ne pas chercher à l'outrepasser. Quand il lit le journal, par exemple, c'est pour réfléchir sur l'information ; quand il s'interroge sur le rôle de la liberté dans l'histoire, c'est pour dire qu'il « accepte un second rôle » ; quand il médite sur la musique pop, c'est pour « décrire le silence... » Car Monsieur Cogito, qui ne craint pas les sujets

contemporains, sans dédaigner pour autant les incursions dans le domaine des mythes, s'intéresse avant tout à nos croyances qu'il désire comprendre à fond.

Un « outil
de compassion »

Poète Est-Ouest avant la lettre, Herbert s'intéresse au maniement des idées ou aux « ingénieurs de la débauche visuelle » en toute équité. Il n'a pas de sujet de prédilection. Chacun de ses poèmes est une invitation à suspendre la croyance qui se loge à nos dépens dans nos actes les plus simples, comme dans nos idées les plus sentencieuses. Monsieur Cogito, on l'aura compris, veut garder la tête libre et, comme il l'annonce, « rester fidèle à une certaine clarté » afin de déjouer les pièges de l'imagination. L'imagination poétique chez Herbert est « un outil de compassion », elle nous

aide à réfléchir plutôt qu'elle ne conclut sur tel ou tel sujet. Il serait ridicule d'interpréter ces poèmes dans le sens d'un didactisme. La tension qui les habite, l'ironie qui les sous-tend sont la preuve d'une pensée libre, d'un coup de force cartésien ayant chassé tous nos malins génies.

Pointilleux sur la traduction, Herbert ne doit pas trop rechigner sur celle-ci. Alfred Sprocha, le traducteur, ne s'est pas trompé de langue. Il a, de surcroît, dans une lumineuse postface, restitué l'œuvre d'Herbert dans son contexte biographique et culturel. Ce qui, pour un Galicien né en 1924, au cœur de nos diverses croyances européennes, n'est pas inutile.

Herbert, qui a grandi dans une ville qui brassait les communautés et les cultes les plus variés, qui a vécu l'occupation nazie et soviétique de sa région, sait de quoi il parle. Lorsqu'en 1956, il entre en littérature avec sa pièce *La Caverne des philosophes*, c'est déjà le poète des expériences collectives qui prend la parole. Monsieur Cogito est bien la suite de cet acte de naissance, et ce recueil nous prouve qu'entre l'individualisme bohème de l'Ouest et les défis de l'histoire venus de l'Est, il y a place pour une poésie vraiment européenne.

Philippe Petit

(1) *L'Age d'homme*, 1981.

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur partant, recherche, pour ses nouvelles collections, des romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésies, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un financement par presse, radio et télévision. Contentez-vous de nous adresser vos manuscrits à : LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS, 75004 Paris. Tél. (7) 48.67.08.21. Fax (7) 48.67.22.01.